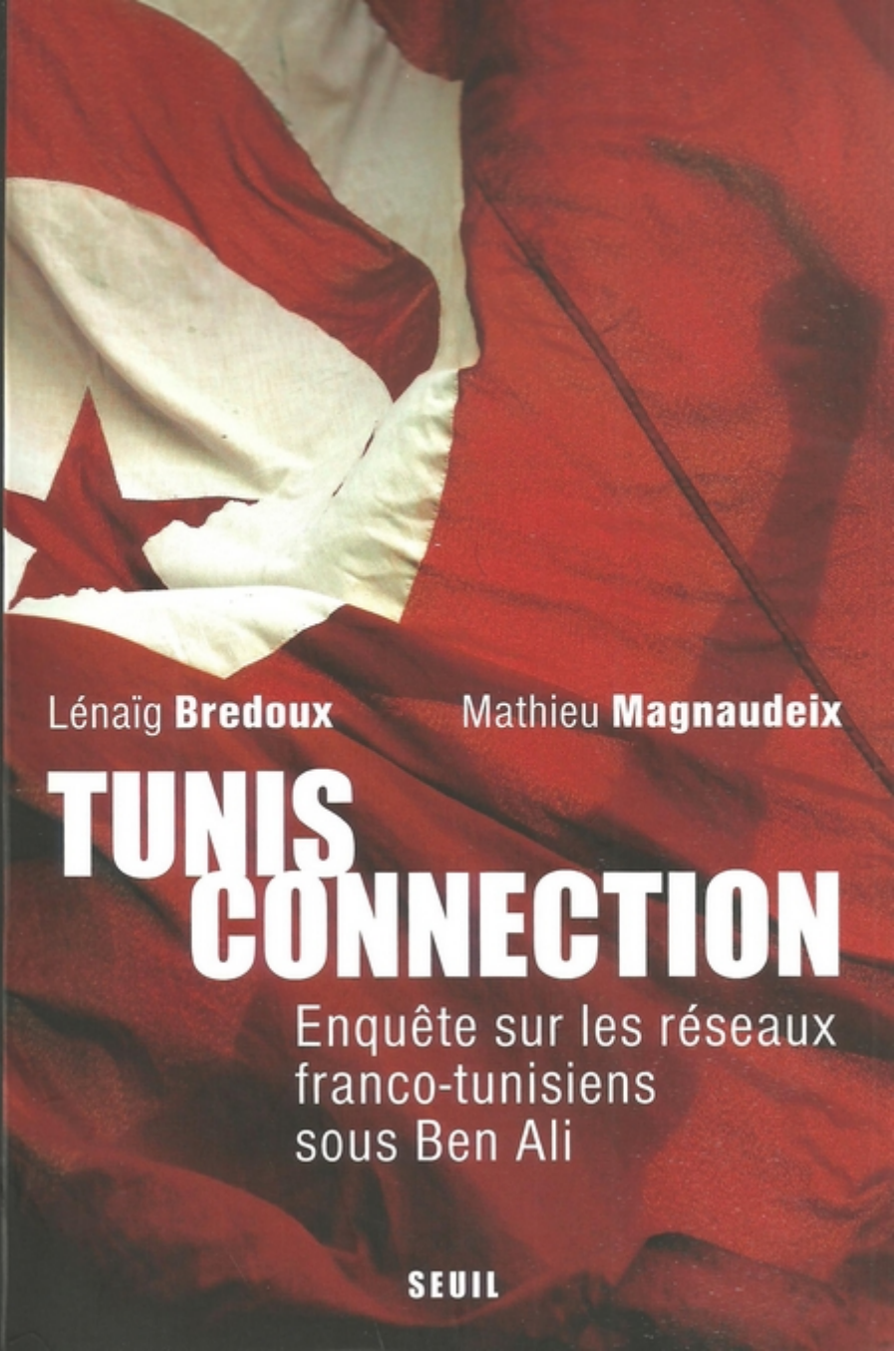

Lénaïg **Bredoux** Mathieu **Magnaudeix**

TUNIS CONNECTION

Enquête sur les réseaux franco-tunisiens sous Ben Ali

SEUIL

Lénaïg **Bredoux** Mathieu **Magnaudeix** TUNIS CONNECTION

SEUIL

TUNIS CONNECTION

LÉNAÏG BREDOUX
ET MATHIEU MAGNAUDEIX

TUNIS CONNECTION

Enquête sur les réseaux franco-tunisiens sous Ben Ali

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV

ISBN 978-2-02-105946-5

© ÉDITIONS DU SEUIL, JANVIER 2012

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

à Lulu,
à Charlette et André

à Wassim,
à mon grand-père

Introduction

D'un coup, la mer s'est retirée. Vendredi 14 janvier 2011, le président tunisien Zine el Abidine Ben Ali s'enfuit pour l'Arabie Saoudite. Son règne de vingt-trois ans s'est effondré en quelques heures. La révolte populaire déclenchée par l'immolation par le feu d'un jeune marchand ambulant de Sidi Bouzid, Mohamed Bouazizi, a eu raison du dictateur.

À Paris, la France officielle est pétrifiée. Elle n'avait cessé de soutenir Ben Ali. D'applaudir son courage contre l'islamisme. De vanter la « stabilité» du régime. La Tunisie n'était pas cette oasis de paix et de tranquillité fantasmée par bon nombre des élites françaises. C'était un pays ravagé par des inégalités croissantes et par l'emprise grandissante de la corruption organisée au plus haut sommet de l'État par les familles Ben Ali et Trabelsi, le clan de la femme du président. Le soutien politique à la Tunisie était devenu une évidence diplomatique. Une croyance indéfectible. Jusqu'à l'aveuglement...

D'un coup, la mer s'est retirée. Les réseaux franco-tunisiens complices de la dictature sont apparus au grand jour. Après des années de silence forcé, les langues ont commencé à se délier. Ceux qui en Tunisie vivaient dans la peur acceptent aujourd'hui de parler, levant le voile trop longtemps jeté sur les complicités de l'ancienne puissance coloniale.

Au fur et à mesure des entretiens et des rencontres, c'est tout un entrelacs de relations, d'amitiés, d'intérêts et d'affinités

idéologiques qui s'est révélé. Notre enquête dessine les contours de cette «Tunis connection», présente dans les milieux politiques, le monde des affaires, parmi les intellectuels ou la presse. Elle ne saurait résumer à elle seule la richesse et la pluralité des relations entre les deux pays. Mais c'est bien elle qui a garanti à Ben Ali une forme d'impunité et durablement terni l'image de la France en Tunisie.

1. «Mea culpa»

Il est 11 heures du matin, ce 29 septembre 2011. Le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, Henri Guaino, père spirituel de l'Union pour la Méditerranée, nous reçoit dans son bureau de l'Élysée avec vue sur jardin. C'est là, dans l'ancienne chambre de l'impératrice Eugénie, qu'il rédige les discours du chef de l'État. Comme le fameux discours de Dakar. «L'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire... » En juillet 2007, Nicolas Sarkozy, tout juste élu, avait fait la leçon aux étudiants sénégalais: «Le paysan africain, qui, depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès. [...] Jamais l'Homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin[1].»

Trois ans et demi plus tard, les Tunisiens lui ont apporté un superbe démenti. Le 14 janvier 2011, le président Zine el Abidine Ben Ali, au pouvoir depuis vingt-trois ans, prenait un aller simple pour l'Arabie Saoudite. Le régime brutal et corrompu du successeur d'Habib Bourguiba, père de

1. Discours à l'université de Dakar, 26 juillet 2007.

l'indépendance, sombrait corps et biens. En ce début d'automne 2011, calé dans un fauteuil pastel, Henri Guaino philosophe d'une voix presque inaudible. «Partir d'une Assemblée constituante est un choix dangereux. Les Tunisiens ouvrent une porte vers l'inconnu, pour le meilleur ou pour le pire.» Gardien du temple du gaullisme le plus traditionnel, convaincu que les peuples ne sauraient être dirigés que par des hommes providentiels, Henri Guaino déteste la cacophonie des démocraties parlementaires. Voir plus d'une centaine de partis tunisiens concourir à l'élection de l'Assemblée constituante du 23 octobre 2011, premier scrutin démocratique depuis l'indépendance en 1956, ne le satisfait guère.

« On a raté la révolution »

Pour la première fois, Henri Guaino a accepté de raconter « sa » révolution tunisienne. « Personne ne l'avait prévue. C'est allé très vite : un enchaînement d'événements qui a très rapidement dégénéré. » D'un ton calme, le conseiller de Nicolas Sarkozy admet s'être trompé. «Je n'ai pas été assez vigilant sur l'évolution du régime et de l'opinion publique tunisienne. » Comme beaucoup d'autres, Henri Guaino a toujours défendu la Tunisie de Ben Ali. Il a salué les supposées prouesses économiques et sociales du plus petit des pays du Maghreb - 1 1 millions d'habitants, coincé entre l'Algérie et la Libye -, la place faite aux femmes, les vertus d'un pouvoir de fer face à l'islamisme. «LaTunisie est vin pays qui, par rapport à ses voisins, a formidablement réussi : les femmes, l'éducation, la hausse du niveau de vie, l'émergence d'une classe moyenne, dit-il encore ce matin-là. On avait l'impression de respirer mieux que dans d'autres pays de la région. Ben Ali comme Moubarak pouvaient apparaître à l'Occident comme des remparts contre

y

un risque d'intégrisme et de radicalisation.» Comme d'autres, il a estimé que la presse de gauche focalisait à outrance sur les violations des droits de l'homme et l'état déplorable des libertés publiques, les arrestations d'opposants, les tortures et les humiliations du quotidien.

En décembre 2010, quand les manifestations ont éclaté dans le Sud déshérité, à Sidi Bouzid et Kasserine, Henri Guaino a cru qu'il s'agissait d'une nouvelle révolte sociale, comme la Tunisie en avait déjà connu. Il n'a jamais pensé que le règne de Ben Ali touchait à sa fin. Au pouvoir depuis 1987, l'autocrate semblait inamovible. « On a sous-estimé l'usure du régime. De loin, il paraissait solide.» La brutalité du pouvoir était connue depuis le début des années 1990. Des diplomates en poste à Tunis avaient alerté sur le niveau de corruption et le chômage des jeunes. Des livres avaient évoqué la mise sous coupe réglée du pays par quelques familles liées au pouvoir[1]. Mais depuis longtemps déjà, la France avait décidé de ne rien voir. À ses yeux, la Tunisie semblait ne devoir jamais sortir de l'ère glaciaire politique dans laquelle elle était figée. Plus que d'autres grandes nations, les autorités françaises s'étaient coupées de la société civile. Dépourvues de capteurs, elles ont été totalement prises de court par la révolution. « On sentait bien que quelque chose était à bout de souffle », poursuit Henri Guaino. «Mais on n'anticipait pas une révolte sourde, sur le point de déboucher sur une révolution. La Tunisie était un pays pacifique. Le parti comptait deux millions d'adhérents. C'était vin régime policier où les services de sécurité comptaient trois fois plus d'hommes que l'armée. On avait surtout fini par perdre de vue qu'il y a plusieurs Tunisie. Il y a les grandes villes

1. Voir notamment Nicolas Beau et Jean-PierreTuquoi, *Notre ami Ben Ali*, Paris, La Découverte, 1999, et Nicolas Beau et Catherine Graciet, *La Régente de Carthage,* Paris, La Découverte, 2009.

de la côte. Il y a aussi une Tunisie profonde, plus traditionnelle: c'est elle qui a bougé. » Tétanisée en janvier, la France a ensuite tenté de se racheter, en prenant en marche le train des révolutions arabes et en menant les troupes de l'OTAN pour chasser le dictateur libyen Kadhafi. « Quand on a raté une révolution, on se dit que l'on va essayer de comprendre la suivante. Quand vous êtes pris par l'histoire à contre-pied de cette façon, vous devenez ensuite plus attentif.»

Dix jours après la révolution tunisienne, le chef de l'État esquissait un timide *mea culpa*[1]. «Il y avait un sentiment d'étouffer dont - il faut bien le reconnaître - nous n'avions pas pris la juste mesure. » Des mots, juste des mots, qui ne réparent guère des années de silences et de complaisance. «Le choix de la France a été de conforter Ben Ali parce qu'il protégeait la rive sud de la Méditerranée, s'insurge Souhayr Belhassen, célèbre voix de l'opposition tunisienne et présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme. Les opposants étaient comme des parias. La politique de la France, c'était: "On vend notre marchandise, on installe nos investisseurs, et le reste on ne veut pas savoir. Que des Tunisiens soient découpés en rondelles ou en cubes, ce n'est pas notre problème."» À maintes reprises, la France a invoqué la non-ingérence dans les affaires de son ancien protectorat pour justifier ses silences. Le souci était légitime. Mais il servit souvent d'excuse pour détourner le regard.

Au cours de notre enquête, plusieurs figures de la vie politique française, de gauche comme de droite, ont cru utile de faire, elles aussi, leur *mea culpa.* Remords sincères ? Stratégie de communication pour occulter leurs silences? Sans doute un peu des deux. Quand l'ancien Premier ministre Jean-Pierre

1. Lors d'une conférence de presse sur les sujets internationaux, le 24 janvier 2011.

Raffarin nous reçoit au Sénat, il n'hésite pas à parler d'une «erreur de jugement national». «La France n'a pas anticipé ce qui allait se passer, analyse-t-il. Elle a globalement surestimé la force du régime et sa stabilité. On est passé à côté de l'ampleur du système de corruption. Les événements n'ont pas été perçus comme définitifs quand ils se sont déroulés. C'était vrai des diplomates, du Quai d'Orsay, de la classe politique, de la classe économique. Parmi les dirigeants, l'erreur d'analyse était globale.» Le chef du gouvernement de 2002 à 2005 va même plus loin : la complaisance envers Ben Ali était théorisée au plus haut niveau. « Les diplomates n'ont pas été pertinents. Mais un diplomate fait la politique qu'on attend de lui ! Or Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy ont eu avec Ben Ali les meilleures relations. » Avant de conclure par une savoureuse « raffarinade » : « Quand le cheval trébuche, c'est le cavalier qui est responsable.» Véritable regret? «Raffarin était un inconditionnel de Ben Ali», s'amuse Khemaïs Chammari, figure de l'opposition nommée après la révolution ambassadeur de Tunisie à l'Unesco. Lors de son voyage officiel en janvier 2005, le Premier ministre n'a d'ailleurs guère bousculé le régime. Il fut question de sécurité, de lutte contre le terrorisme, d'immigration clandestine. Et la moisson de contrats pour les entreprises françaises fut excellente.

En feuilletant les pages de l'hebdomadaire *Jeune Afrique,* on tombe sur une vieille photographie[1]. Elle date de novembre 1995. Élu au printemps, Jacques Chirac a réservé sa première visite d'État à la Tunisie. Devant le palais présidentiel de Carthage, le nouveau président pose avec sa garde rapprochée: le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré, le président de l'Assemblée nationale Philippe Séguin, notoirement proche de Ben Ali, et le ministre des Affaires étrangères,

1. *Jeune Afrique,* n°1894,23 avril-6 mai 1997.

le centriste Hervé de Charette. Seize ans plus tard, de Charette nous reçoit à la Chambre de commerce franco-arabe (CFCA), dont il est le président. L'ancien ministre n'a jamais rompu le contact avec la région. Il connaît bien ses dirigeants et n'a cessé d'échanger avec les milieux économiques. Mais lui non plus n'a jamais rien dit. La révolution passée, le voilà qui évoque un «aveuglement collectif». «Au départ, dit-il, le soutien de la France à Ben Ali était logique, car il incarnait la continuité avec Bourguiba. Mais par la suite, le régime n'a cessé de se dégrader. La France s'est laissé entraîner dans cette dérive. Il aurait fallu instaurer une relation plus distante et plus respectueuse de nos intérêts à long terme. Il aurait fallu se montrer plus proche de la population tunisienne, pas seulement des dirigeants. »

À gauche aussi, certains ont des regrets soudains. Depuis sept ans, le socialiste Jean-Pierre Sueur préside le groupe d'amitié France-Tunisie au Sénat. Ces dernières années, il a bien reçu quelques opposants, mais n'a pas franchement détonné par son activisme[1]. Lui non plus ne craint pas de parler de « complaisance », en exhibant articles et dépêches du mois de janvier 2011 dans lesquels il apporte son soutien à la révolution. «Cinq réalités de la Tunisie de Ben Ali expliquent cette complaisance», nous détaille-t-il à la buvette du Sénat. «La première, c'est l'éducation. En Tunisie, il y a des écoles partout. C'est d'ailleurs un des moteurs de cette révolution: une quinzaine d'universités, des diplômés mais pas de débouchés. La deuxième, c'est la francophonie. Le seul pays du Maghreb où on apprend le français en primaire, c'est la Tunisie. La troisième, c'est la place faite aux femmes depuis Bourguiba : le voile n'est réapparu que récemment. La

1. L'activité des groupes d'amitié parlementaire est abordée dans le chapitre 5.

quatrième, c'est l'économie : la France est un grand partenaire de la Tunisie et inversement. La cinquième, c'est la peur de l'intégrisme. On avait des reproches à faire à ce régime mais, en France, beaucoup pensaient qu'il valait mieux que des intégristes au pouvoir.» Jean-Pierre Sueur avale une gorgée de son citron pressé. «Il faut avoir le courage de le dire : la classe politique française, et je m'inclus dedans, a été trop sensible à l'argument de la menace intégriste. »

Au loin apparaît Christian Poncelet, l'ancien président du Sénat. Jean-Pierre Sueur l'apostrophe. «Bravo, tu as été réélu dans les Vosges! Peux-tu t'asseoir une minute[1]?» Les deux hommes s'étaient rendus ensemble à Tunis en 2007 pour célébrer la création de la Chambre des conseillers, l'équivalent du Sénat français, une assemblée fantoche dont la plupart des membres étaient nommés par Ben Ali. D'une voix saccadée, Poncelet rejette la thèse de la complaisance. «Ben Ali avait de l'autorité. Mais même si on a des observations à faire, on ne doit pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre pays. Si vous vous baladez avec votre femme, je ne vais pas vous séparer ! Quand nous avions vu Ben Ali au palais de Carthage avec Jean-Pierre Sueur, nous lui avions courageusement parlé des droits de l'homme.» Devant notre scepticisme, l'ancien président du Sénat s'impatiente, «Je connais quelqu'un qui a fait la révolution chez lui, dans un autre pays arabe... enfin non pas vraiment arabe : l'Iran. On avait hébergé l'ayatollah Khomeyni en France, mais il a poursuivi son combat et s'est installé à la place du shah. Je vais m'arrêter là et vous demander de poursuivre... Qui est au pouvoir en ce moment? C'est très clair, non?» On lui demande de préciser. Craint-il le retour de l'islamisme en Tunisie? «Ceux qui étaient en exil

1. C. Poncelet, 83 ans, a été réélu président du Conseil général des Vosges le 31 mars 2011. Au bénéfice de l'âge...

en Angleterre sont revenus et viennent d'exiger d'entrer au gouvernement. Vous voyez la suite ! » Il se lève lentement. Jean-Pierre Sueur attend qu'il parte avant de reprendre. «Je ne suis pas d'accord. Quand on a rencontré Ben Ali, on a évoqué la question des droits de l'homme en des termes vraiment très généraux. » Poncelet, vieux chasseur devant l'Éternel, a préféré deviser longuement avec Ben Ali des joies de la chasse au sanglier dans les vertes forêts de l'Ouest tunisien...

L'exercice de contrition vire parfois au grotesque. Né en Tunisie, l'ancien député UMP Georges Fenech faisait partie des sympathisants du régime de Ben Ali. Ancien président du groupe d'amitié France-Tunisie à l'Assemblée nationale, il était toujours prêt à monter au créneau pour le défendre. En octobre 2010, il était encore invité tous frais payés au 22e symposium du Rassemblement démocratique constitutionnel (RCD), le parti de Ben Ali. Ironie de l'histoire, ce grand raout officiel, ouvert par le traditionnel discours de Ben Ali, était consacré à la jeunesse, fer de lance de la révolte quelques mois plus tard.

Ce matin de juin 2011, Fenech nous reçoit au siège de la Mission interministérielle de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), qu'il préside. Un placard doré pour ce second couteau de la Sarkozie dont la réélection comme député du Rhône a été invalidée par le Conseil constitutionnel en 2008. Pendant une heure et demie, Fenech se livre à une autocritique aussi talentueuse qu'insolente : il ne savait pas. Pendant toutes ces années où il a vanté le modèle tunisien, Georges Fenech n'a rien vu, rien entendu. «Je vous parle très honnêtement car je m'interroge aussi, dit-il en grillant une cigarette. J'ai une forme de culpabilisation vis-à-vis de ce peuple. Pourquoi ne les ai-je pas aidés? J'aurais pu faire plus.» Depuis la révolution, Fenech a rodé ses éléments de langage pour échapper à la curée. À plusieurs reprises, il a déploré que la France ait

«jeté un voile pudique» sur la révolution tunisienne. Devant nous, il ne craint pas de se flageller pour mieux faire oublier le passé. «Je ne me rendais pas compte de la souffrance du peuple tunisien au regard de la liberté démocratique. Je n'ai pas mesuré à quel point les Tunisiens étouffaient sous une chape. Ils étaient instruits, ils ne pouvaient plus accepter d'être traités de cette façon. Même aujourd'hui, j'ai encore du mal à voir cette mise sous coupe réglée économique du pays, la corruption généralisée, les atteintes évidentes aux libertés. C'était tellement énorme qu'on ne le voyait pas. Mais peut-être qu'on ne voulait pas voir non plus.» Fenech ne craint pas les comparaisons douteuses : « Je me suis souvent demandé comment les Français pendant l'Occupation ne se rendaient pas compte qu'il y avait des camps de concentration.»

À Paris, l'ancien député fréquentait assidûment les réseaux tunisiens. Il se rendait régulièrement en vacances dans l'hôtel de son ami Hosni Djemmali à Zarzis, un proche du régime, véritable lobbyiste de la Tunisie en France[1]. Divorcé de Christine Goguet, journaliste du *Parisien*, elle aussi proche de la «Tunis Connection», Fenech vit depuis peu avec une jeune Tunisienne originaire de Kasserine, une des villes du Sud où la révolution a commencé. Comment, dans ces conditions, croire à la thèse de l'aveuglement? Fenech persiste. «LaTunisie pour moi, c'était un exemple de ce qu'il fallait faire dans le Maghreb. Un exemple formidable de réussite par rapport à l'Algérie. On se sentait en sécurité. On voyait aussi l'essor économique, le respect de la femme... Avec quelques amis proches de la Tunisie, Éric Raoult et Pierre Lellouche, on trouvait que la presse de gauche était un peu caricaturale vis-à-vis d'un régime pas exempt de critiques, mais qui était protecteur. Avec le recul, j'admets que c'est très humiliant.» En parlant

1. Le rôle d'Hosni Djemmali est détaillé dans le chapitre 6.

de sa mère, une Italienne de Tunis, Fenech, pied-noir dont la famille a quitté le pays à l'indépendance, écrase une larme. La Tunisie et la France, ce sont aussi beaucoup de sentiments qui brouillent la relation. Jusqu'à l'aveuglement.

Les contorsions du Quai d'Orsay

«Prévoir les révolutions, c'est un peu chercher à connaître le sexe des anges», se défend le ministère des Affaires étrangères. Certes. Reste que la diplomatie française a été complètement prise de court. La rocambolesque affaire du séjour tunisien de Michèle Alliot-Marie à Noël 2010 a achevé de discréditer le Quai d'Orsay[1]. Le 16 avril 2011, le tout nouveau ministre, Alain Juppé, met donc en scène la grande contrition de la diplomatie française. Ce samedi, tout ce que le Quai d'Orsay compte de chefs de bureaux, de diplomates et d'ambassadeurs a été convoqué dans le grand amphithéâtre de l'Institut du monde arabe. Les médias ont été conviés. Un mélange baroque d'invités défile sur scène : patrons de télévisions arabes, chercheurs spécialistes du Maghreb et du Moyen-Orient, anciens opposants tunisiens comme l'avocate Radhia Nasraoui, ou encore le très médiatique philosophe Guy Sorman. Dans son discours inaugural, Alain Juppé donne le ton. Il rend hommage à Mohamed Bouazizi, jeune homme de Sidi Bouzid dont l'immolation a déclenché la révolution tunisienne, et à Khaled Saï'd, blogueur égyptien devenu l'icône des manifestants de la placeTahrir. «Il faut de temps en temps faire acte d'humilité, dit Juppé. C'est vrai que nous n'avons pas anticipé ce grand mouvement de liberté qui modifie de façon profonde les données géopolitiques. Nous ne comprenons pas toujours

1. Sur l'affaire MAM, voir chapitre 2.

très bien les ressorts de ces mouvements, la façon dont ils fonctionnent, les attentes qu'ils expriment. Et nous hésitons encore entre l'enthousiasme et l'inquiétude[1].» Les interventions se succèdent. «EnTunisie, c'est bien plus que la peur du tyran qui est tombé, analyse François Burgat, directeur de l'Institut français du Proche-Orient. Pour la première fois, le monde européen a accepté de considérer que les sociétés arabes n'ont que des considérations pour l'ensemble banalement universelles.» «Combien de fois n'ai-je entendu des diplomates ou des chefs d'État dire que le despotisme, c'était bien pour le monde arabe. Nous étions dans une relation de concubinage avec les tyrans», s'insurge Guy Sorman.

En hâte, Juppé et l'Élysée élaborent une nouvelle doctrine. L'intervention en Libye tombe à point nommé. «L'exigence de démocratie et de respect des droits de l'homme prévaut désormais pour nous sur toute fausse exigence de stabilité », explique Juppé. «Pendant longtemps, nous nous sommes un peu laissé intoxiquer par ceux qui disaient que les régimes autoritaires sont le meilleur rempart contre l'extrémisme. C'est fini[2]. » Un virage à 180 degrés, pour mieux faire oublier les compromissions d'hier.

Pour donner le change et rattraper le retard, la France fait du chiffre. En Tunisie, elle dépêche douze ministres entre février et juillet 2011. Alain Juppé annonce une aide de 350 millions d'euros. La France invite la Tunisie et l'Égypte au sommet du G8 à Deauville les 26 et 27 mai, au cours duquel est annoncé un important plan d'aide pour le printemps arabe. Mais en coulisses, les cafouillages se succèdent et d'aucuns dénoncent un activisme de façade. Car la France s'est d'abord

1. Colloque «Printemps arabe: enjeux et espoirs d'un changement», Institut du monde arabe, 16 avril 2011.

2. « La victoire sera totale quand Kadhafi aura été neutralisé », *Le Parisien*, 27 août 2011.

emmêlée dans sa communication. Mi-février, le Quai d'Orsay annonce une première enveloppe dérisoire de 350 000 euros. L'effet est catastrophique dans l'opinion tunisienne. «C'était incroyable ! s'insurge un diplomate. Au lieu d'annoncer très vite des mesures d'ampleur, le ministère a annoncé un bakchich. Drôle de façon de saluer la révolution... »

Michèle Alliot-Marie, prise dans la tourmente de ses vacances tunisiennes, n'est guère mobilisable et, quand l'Allemagne ou la Grande-Bretagne dépêchent leurs ministres à Tunis, la France s'enferre dans son silence. À Paris, Élyès Jouini, alors ministre des Réformes économiques dans le gouvernement de transition, rencontre la ministre de l'Economie Christine Lagarde. «Je lui ai dit: il faut que vous soyez la première à venir.» Le 22 février, elle débarque à Tunis. En privé, elle promet une aide supplémentaire de la France, d'un montant de 350 millions d'euros, pour 2011 et 2012. Mais Juppé ne l'annoncera publiquement que deux mois plus tard. La somme est importante, mais insuffisante, juge la secrétaire générale de la Fédération internationale des droits de l'homme, Khadija Cherif. «Les Français donnent le sentiment d'être attentistes, nous dit-elle en juillet. L'effort n'a pas été suffisant, et il l'est encore moins de la part d'un gouvernement qui a eu une telle attitude vis-à-vis de la révolution. Il ne suffit pas de faire des visites, il faut agir. » Avis trop sévère ? C'est pourtant exactement ce que pense Henri Guaino, le conseiller de Nicolas Sarkozy. «On ne fait pas assez, admet-il. Mais les circonstances sont difficiles du fait de la crise et des contraintes budgétaires.»

Surtout, à y regarder de près, le revirement de la France est plus ambigu qu'il n'y paraît. Car, dans le même temps, le gouvernement reste obnubilé par l'immigration clandestine, que Ben Ali savait si bien contrôler. Dès le 15 février 2011, le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, fidèle de Nicolas Sarkozy, rejette tout traitement de faveur pour les migrants

tunisiens ou libyens qui débarquent sur l'île italienne de Lampedusa au péril de leur vie[1]. Son successeur, Claude Guéant, veut à tout prix faire le voyage de Tunis pour rencontrer son nouvel homologue. En coulisses, des diplomates lui conseillent prudemment de repousser sa visite, afin d'éviter de donner un mauvais signal. Au mépris d'une convention migratoire signée en 2008, la France réduit l'aide au retour de 2 000 à 300 euros pour les Tunisiens livrés à leur sort. Cette hantise de l'appel d'air a d'ailleurs inspiré au Premier ministre Béji Caïd Essebsi une remarque cinglante lors d'un forum économique à Tunis en juin 2011, à l'attention des ambassadeurs européens présents. «Nous avons fait la révolution, nous sommes un petit pays, nous avons dû accueillir 500 000 migrants libyens à cause de la guerre à nos portes. Nous comprenons donc tout à fait vos problèmes : il est évident que nos 20000 enfants tunisiens vont perturber votre équilibre démographique. » Les intéressés n'ont pas bronché.

Le «problème Boillon»

«L'attitude de la France ces dernières années va peser encore un moment sur les relations franco-tunisiennes », assure la militante des droits de l'homme Khadija Cherif. «D'autant qu'en matière de rapprochement avec la société civile, le nouvel ambassadeur n'a pas aidé à calmer le jeu. » Un doux euphémisme. Dix jours après la fuite de Ben Ali, Nicolas Sarkozy annonce le remplacement de l'ambassadeur à Tunis, accusé de tous les maux. Pierre Ménat, en poste depuis octobre 2009, apprend sa mutation par la presse. Il est remplacé par

1. «Migrants tunisiens: Hortefeux délivre un message de fermeté», *Le Figaro,* 15 février 2011.

un homme en qui le chef de l'État a toute confiance : Boris Boillon. Cet ancien conseiller technique à l'Élysée, un jeune diplomate de 41 ans, lui ressemble en tout point, impulsivité comprise. À l'Élysée, il a géré tous les dossiers concernant le Maghreb, de la libération des infirmières bulgares en Libye à l'Algérie, où il a grandi - ses parents sont des «pieds rouges», ces militants de gauche venus s'installer à Alger après l'indépendance. Avec sa carrure d'athlète, ses costumes impeccablement coupés et ses éternelles lunettes de soleil, Boillon a cultivé lors de son précédent poste à Bagdad une réputation de «Man in Black» de la diplomatie, hyperactif et impétueux. Pour le chef de l'État, pas de doute : « Boris », son « petit Arabe » comme il le surnomme[1], est le candidat idéal qui relèvera l'image de la France.

En réalité, malgré sa jeunesse, l'homme providentiel de la Sarkozie est loin d'incarner la rupture. Il est conseiller à l'Élysée, quand Nicolas Sarkozy, lors de sa visite d'État à Tunis, en avril 2008, déclare dans un discours écrit et validé par sa cellule diplomatique : «L'espace des libertés progresse. » Au cours du même voyage, Boillon s'emporte contre l'envoyé spécial de *Libération*, Christophe Ayad. Il lui dit d'« ôter ses œillères», se souvient un membre de la délégation. «Le papier que vous allez écrire, on le connaît déjà ! Les droits de l'homme gnagnagna !... Il y a aussi des choses qui bougent en Tunisie », lâche alors Boillon. Le ton monte. Un quart d'heure plus tard, le futur ambassadeur s'excusera auprès de l'intéressé.

ÀTunis, l'illusion Boillon ne dure que quelques heures. Le 17 février 2011, au lendemain de son arrivée, le nouvel ambassadeur reçoit à déjeuner une dizaine de journalistes. Il célèbre les «martyrs» de la révolution, martèle son message sur les

1. «En Irak, la France s'appuie sur unVRP enthousiaste», *Challenges,* 22 septembre 2010.

nouvelles relations à construire entre les deux pays, son envie de voir la «Tunisie du terroir». Promet «un autre style». En l'occurrence, un style plutôt direct. Une journaliste de l'AFP l'interroge sur les erreurs de la diplomatie française : Boris Boillon s'énerve. «N'essayez pas de me faire tomber sur des trucs débiles franchement... Vous croyez que j'ai ce niveau-là? Vous croyez que moi je suis dans la petite phrase débile? Moi je suis là pour exposer une philosophie.» L'ambassadeur passe à autre chose. Jusqu'à ce qu'une jeune présentatrice de la radio tunisienne Mosaïque FM le prenne à part pour un petit entretien en arabe. Wassil lui dit que les Tunisiens ont des « craintes ». Boillon repousse le micro, se lève, coupe court. «Il a dit que mes questions étaient nulles», raconte-t-elle. Un quart d'heure plus tard, le diplomate rappelle la jeune reporter pour s'excuser. Trop tard. La vidéo commence à circuler surYouTube. L'affaire devient politique. Plusieurs milliers de Tunisiens manifestent devant l'ambassade de France, exigeant son départ. «Boillon dégage!» crient-ils, reprenant le slogan de la révolution. Quelques jours plus tard, Boillon s'excuse à la télévision. Rien n'y fait : il est devenu la risée du web. Des internautes débusquent des photos de lui exhibant ses pectoraux et ses abdominaux, vêtu d'un simple slip...

Affolé par la tournure des événements, l'Élysée dépêche à Tunis le conseiller internet du ministre Luc Chatel, Vincent Ducrey, un expert en communication. Il lui suggère de cesser d'écrire sur le réseau socialTwitter et de faire profil bas. Mais, dans ses tête-à-tête avec des responsables tunisiens francophones, le nouvel ambassadeur persiste à parler l'arabe moyen-oriental qu'il utilisait à Bagdad, malgré les conseils de plusieurs diplomates. «Il s'est révélé très arrogant», commente Daniel Contenay, en poste à Tunis de 1999 à 2002. «Comme s'il ne savait pas qu'en parlant arabe à des Tunisiens francophones, il risquait de les vexer. » Il cultive ce style nerveux qui lui joue

tant de tours. Lors de la visite à Tunis du secrétaire général de la CFDT François Chérèque, l'échange est vif avec l'ambassadeur. «Il était habillé en cow-boy, en jean, santiag, avec la chemise qui colle à la peau, ne manquait plus que le cheval», nous raconte le syndicaliste. «Alors que mes interlocuteurs à Tunis n'avaient cessé de me dire qu'ils trouvaient que la France n'avait pas été à la hauteur, notamment sur les migrants tunisiens, lui m'a expliqué que tout cela, c'était terminé. J'ai trouvé qu'il soldait le passé un peu vite. » Les deux hommes s'écharpent aussi sur l'attitude de la centrale syndicale UGTT, dont Boris Boillon explique à Chérèque que les dirigeants sont «corrompus». Les premiers mois, certains responsables tunisiens boycottent ouvertement l'ambassadeur. L'Association des femmes démocrates (ATFD) refuse de le rencontrer, si bien que Boillon est obligé de s'incruster dans une délégation pour rencontrer ses responsables - ce jour-là, il est éconduit. «Il n'est pas à la hauteur», juge Khadija Cherif, l'ancienne présidente de l'ATFD. Pour elle, Boillon est même devenu un handicap: «Nous, francophones, qui sommes toujours taxés de vendus à l'Occident, imaginez comment les nationalistes arabes nous attaquent! L'attitude de la France me met dans la confusion car je suis identifiée à sa politique. Sous Ben Ali, le régime me taxait de putain de la France ! Maintenant, on nous taxe de pro-Sarkozy ! »

Cherif aurait aimé que Boillon quitte Tunis. La rumeur en a un temps couru. Plusieurs diplomates, arabisants ou d'origine tunisienne, ont été pressentis pour le remplacer. Mais Nicolas Sarkozy ne pouvait guère se déjuger, au risque de créer une nouvelle crise. Boillon est donc resté. Il s'est fait plus discret, a rencontré l'ensemble des grands partis, les musulmans conservateurs d'Ennahda compris. Il n'a pas donné d'entretien pendant des mois. Avant d'apparaître en septembre posant en James Bond en couverture d'un nouveau magazine

tunisien, *Tunivisions.* Chassez le naturel... Ironie de l'histoire, ce titre très people est dirigé par Nizar Chaari, le gendre et porte-parole d'un des plus grands hommes d'affaires du pays : Aziz Miled. L'ami de Michèle Alliot-Marie. Celui par qui le scandale est arrivé.

2. Une si longue amitié

Tabarka est une jolie station balnéaire située à l'ouest de la Tunisie, à deux heures à peine de la capitale. Une villégiature toute proche de l'Algérie, avec un petit port et des eaux d'un bleu pur. C'est ici, en pleine révolution, que la ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie a passé ses vacances de Noël avec ses parents et son compagnon Patrick Ollier, lui aussi ministre (chargé des relations avec le Parlement). La petite famille a été transportée dans un jet privé appartenant au clan Ben Ali, et a séjourné dans l'hôtel appartenant à un ami du régime. «Il pleuvait àTabarka», dira Patrick Ollier en guise d'excuse[1]. Des vacances pluvieuses qui ont coûté son poste à «MAM». Et révélé les égarements de la diplomatie française.

« Il pleuvait à Tabarka... »

Paris, 11 janvier 2011, Assemblée nationale. Devant les députés, Michèle Alliot-Marie prend la parole. La ministre d'État, nommée seulement trois mois plus tôt au Quai d'Orsay, est un poids lourd du gouvernement. Depuis 2003, elle a occupé tous les postes régaliens : la Défense, la Justice,

1. LCP, 10 février 2011. La phrase d'Ollier a été abondamment détournée sur le web.

l'Intérieur. Les jours précédents, Ben Ali a fait tirer sur la foule à Sidi Bouzid, Kasserine et Thala. Le bilan est lourd, plusieurs dizaines de morts. Michèle Alliot-Marie commence par évoquer «une situation complexe». Refuse de «s'ériger en donneur de leçons». Propose au gouvernement tunisien «le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité » pour « régler des situations sécuritaires de ce type».

L'assistance de la police française pour mater les manifestants? La sortie d'Alliot-Marie suscite l'indignation. «Jamais il n'a pu être dans les intentions de quiconque d'envoyer des forces de l'ordre dans un autre pays», se défendra-t-elle plus tard devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. «Je déplorais l'usage disproportionné de la force contre des manifestants. C'est la raison pour laquelle j'ai indiqué que nous étions prêts - dans l'avenir bien sûr, puisqu'il s'agit de formation - à transmettre [...] notre savoir-faire en matière de gestion des foules[1].»

Le mal est fait. Alors que Ben Ali réprime son peuple dans le sang, MAM se fait l'avocate du régime. Il n'en faut pas plus pour que la presse se penche d'un peu plus près sur les vacances de la ministre, dont la passion pour la Tunisie (en particulier l'île de Djerba) est connue. Début février, *Le Canard enchaîné* révèle qu'à son arrivée à l'aéroport de Tunis le 25 décembre 2010, Alliot-Marie et ses proches ont grimpé dans l'avion d'Aziz Miled, un riche homme d'affaires proche du clan au pouvoir. Direction Tabarka, où elle a séjourné jusqu'au 2 janvier 2011 dans un cinq-étoiles propriété du même Miled. La ministre n'a d'ailleurs jamais été en mesure de produire une facture...

1. Assemblée nationale, Commission des Affaires étrangères, 18 janvier 2011.

«Miled est une victime de Ben Ali», se défend d'abord Alliot-Marie, avant que *Mediapart* ne découvre que l'ami de la ministre est en réalité très proche du Palais de Carthage[1]. Pionnier de l'hôtellerie en Tunisie, à la tête du groupeTunisian Travel Services, Miled est un des seuls businessmen à avoir un accès direct à Ben Ali. Il a été en affaire avec toutes les branches du clan, les Chiboub, les Mabrouk, les Materi et même les Trabelsi. « Aziz Miled est la cheville ouvrière de la prédation en Tunisie. Il est au centre de la pieuvre», témoigne Ezzeddine Mhedhbi, un avocat tunisien spécialiste des questions de corruption.

Membre du comité central du RCD, nommé sénateur par Ben Ali en 2008, Miled appartient au comité de réélection du président depuis au moins 1999. Il a financé toutes ses campagnes, a versé 500 000 dinars tunisiens (environ 250 000 euros) pour le seul scrutin présidentiel de 2009, et aurait réglé le somptueux feu d'artifice fêtant la victoire du dictateur. Il a baptisé sa compagnie charter Nouvelair en hommage à l'«ère nouvelle», un des slogans officiels du régime depuis 1987. Ses avions serviront aussi à transporter des partisans de Kadhafi lors de la révolte libyenne du printemps 2011, avant que les pilotes n'alertent leur hiérarchie[2]. En Tunisie, même les vieux amis de Miled le présentent comme un proche de l'ancienne famille régnante. Comment la ministre française pouvait-elle l'ignorer? Avec ses parents, elle va pourtant utiliser le jet de l'homme d'affaires à quatre reprises, dont un aller-retour le 27 décembre pour goûter les charmes de la

1. Notamment deux articles écrits avec Fabrice Arfi: «MAM en Tunisie, le jet est celui du clan Ben Ali», *Mediapart*, 4 février 2011. «Le vrai visage d'un ami encombrant», *Mediapart,* 5 février 2011.

2. «L'ami de MAM et Ollier est accusé d'avoir transporté des mercenaires de Kadhafi», *Mediapart*, 23 février 2011.

palmeraie de Tozeur, au sud-ouest du pays[1]. Une escapade durant laquelle elle a survolé les régions en pleine révolte...

Pour une ministre des Affaires étrangères, une telle désinvolture est déjà consternante. Mais il y a pis. L'immatriculation de l'avion dans lequel est montée la ministre, «TS-IBT», masque les initiales de Belhassen Trabelsi («BT»), le beau-frère du président Ben Ali, un des pires affairistes du pays. Car Trabelsi est copropriétaire de l'avion avec Miled, et s'en sert à son gré depuis la fusion de leurs deux compagnies aériennes en 2003. L'avion est tellement identifié à Trabelsi que, le 14 janvier, il est intercepté en Sardaigne par la police italienne. Ben Ali vient de quitter le pays. Les carabiniers pensent que le dictateur de Tunis peut se trouver à l'intérieur. Fausse alerte : l'appareil revient en fait de Paris, où il a déposé (sans encombre) un des gendres de Ben Ali, Sakher El Materi, venu retrouver sa petite famille avant de prendre la poudre d'escampette vers le Qatar... En pleine révolution, deux ministres de la République sont donc montés dans un avion appartenant à un cacique du clan, qui servira quelques jours plus tard à la fuite de la famille de Ben Ali. L'affaire est explosive. Michèle Alliot-Marie s'enferre chaque jour davantage, multipliant omissions et mensonges. «De telles bourdes après dix ans de ministères régaliens, c'est bien la preuve que le pouvoir aveugle», lâche un ancien ministre de droite.

La presse continue de tirer les fils de la pelote. Le 16 février, *Le Canard enchaîné* raconte que les parents de Michèle Alliot-Marie ont profité de leur séjour pour acheter un appartement dans un complexe immobilier en construction à Gammarth,

1. Christophe Boltanski, « Le deuxième voyage en jet privé de Michèle Alliot-Marie », *Le Nouvel Observateur,* 5 février 2011.

dans la banlieue huppée de Tunis Un programme financé par Aziz Miled et Slim Chiboub, autre gendre de Ben Ali, dans lequel le régime avait réservé plusieurs maisons pour la famille et des monarques du Golfe. La «Marina de Gammarth» est un résumé de la prévarication à la mode Ben Ali. Pour construire cette réplique en toc du fameux port de Sidi Bou Saïd, des propriétaires privés ont été expropriés, plusieurs hectares de domaine maritime et d'une magnifique forêt de pins centenaires déclassés. Les terrains ont ensuite été vendus au tandem Chiboub-Miled à un prix dérisoire. Le président Ben Ali en personne a signé un décret autorisant l'aménagement de la côte, interdit depuis les années 1970. Les parents Alliot-Marie, alors âgés de 93 et 95 ans, ont investi via Ikram, une société civile immobilière créée par Aziz Miled et son fils avant de leur être cédée. Un montage complexe, souvent utilisé pour défiscaliser des successions[2].

Mais ce n'est pas tout. Alors même que Michèle Alliot-Marie affirmait n'avoir eu «aucun contact privilégié» avec Ben Ali durant son séjour tunisien, nous révélons dans *Mediapart* que la ministre a bien eu le président tunisien au téléphone[3]. Ben Ali lui a-t-il alors demandé l'assistance policière de la France? Que se sont-ils dit? Elle ne répondra jamais à ces questions. Mais sa stratégie de défense tombe définitivement à l'eau. L'Élysée décide de la sacrifier. «Depuis quelques semaines, je suis la cible d'attaques politiques puis médiatiques véhiculant, pour créer la suspicion, contre-vérités et amalgames», explique M. Alliot-Marie dans sa lettre de démission. Sans un mot de regret.

1. «Pendant les émeutes, le clan MAM était en affaires avec le clan Ben Ali», *Le Canard enchaîné,* 16 février 2011.

2. «Gammarth, la si belle villégiature des parents d'Alliot-Marie», *Mediapart,* 21 février 2011.

3. «Alliot-Marie a bien eu Ben Ali au téléphone en Tunisie », *Mediapart,* 15 février 2011.

Les dégâts sont immenses. La révolution a déjà six semaines. Six semaines où la ministre n'a fait que parler de ses vacances pour tenter (en vain) de sauver sa tête. Six semaines pendant lesquelles le Quai d'Orsay est resté quasi muet. Du coup, c'est le chef de la diplomatie tunisienne, Ahmed Ounaies, qui vient à Paris début février. Mais ce vieux monsieur ressorti de la naphtaline après la révolution se répand tellement en compliments énamourés envers son homologue française qu'il doit, lui aussi, quitter son poste, moqué par toute la Tunisie... « On a attendu longtemps que Michèle Alliot-Marie s'en aille», soupire Élyès Jouini, alors conseiller du Premier ministre de transition tunisien. «Michèle Alliot-Marie a réagi en ministre de l'Intérieur en proposant l'assistance policière de la France », soupire un membre du gouvernement. «L'Élysée lui avait dit de ne pas le faire. Mais elle n'a pas écouté. » Selon un fonctionnaire du Quai d'Orsay, c'est le ministre tunisien des Affaires étrangères, Kamel Morjane, en visite quelques jours à Paris, qui lui a soufflé l'idée. «Depuis 1968, la France valorise le sang-froid de sa police, explique Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Jospin. C'est une fierté française, qui s'exporte. Les propos de Michèle Alliot-Marie ne traduisent pas une abominable coopération pour aller torturer les gens, ils relèvent plutôt de la bêtise. » Juste après la révolution, plusieurs tonnes de grenades lacrymogènes en partance pour Tunis sont bloquées *in extremis* à Roissy : avec l'aval du gouvernement, des entreprises françaises fournissaient régulièrement le ministère de l'Intérieur tunisien.

L'Élysée pris de court

Le 13 janvier, Ben Ali annonce à la télévision tunisienne qu'il ne se représentera pas en 2014. L'ambassadeur à Tunis,

Pierre Ménat, un ami de trente ans du conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy, Jean-David Levitte, croit que «Ben Ali peut reprendre la main». Michèle Alliot-Marie est partie pour le week-end au Pays basque. Alain Juppé (Défense) et Brice Hortefeux (Intérieur) ont aussi quitté Paris. À l'Élysée, on veut croire que le président tunisien va s'en sortir. « On ne savait pas grand-chose et de ce qu'on savait, on ne pouvait pas inférer une issue, raconte le conseiller spécial Henri Guaino. Après le discours télévisé de Ben Ali le 13 au soir, les choses semblaient en voie d'apaisement. Le lendemain nous avons vaqué à nos occupations. Puis nous avons appris qu'il était parti. Ce fut une surprise pour tout le monde. » À l'Élysée, les conseillers sont stupéfaits : « Il est parti ? Ah bon. Ah bon. »

À Tunis, l'attaché militaire de l'ambassade de France a bien émis l'idée qu'il serait souhaitable de marquer ses distances avec ce pouvoir qui tire sur son peuple. Il a été poliment écouté. Et puis rien. Depuis des années, la France officielle, privilégiant le dialogue d'État à État, a coupé les ponts avec une grande partie de la société civile tunisienne. Marié àYasmine Tordjman, une petite-nièce de Bourguiba, le ministre de l'Industrie Éric Besson doit même éclairer le président de la République en lui rédigeant des notes sur la situation tunisienne.

Le 14 janvier vers 17 heures, Ben Ali monte dans l'avion présidentiel. Destination Djedda, en Arabie Saoudite. Le dictateur pense revenir dans quelques heures. La France, elle, semble décontenancée. Elle fait savoir que Ben Ali n'est pas bienvenu en France - l'accueillir eût été une hérésie, avec 600 000Tunisiens vivant dans l'Hexagone. « Contrairement à ce que l'on a dit, il n'a jamais été question que Ben Ali vienne en France, affirme Guaino. Il ne nous l'a jamais demandé. » Mais l'Élysée savait l'hypothèse possible. « On a discuté de cette éventualité. Personne ne savait où Ben Ali était ni où il allait. On s'est posé la question au cas où. Il a été décidé de

ne pas l'accueillir si jamais il le demandait.» Dans la capitale française, au soir du 14 janvier, ne sont finalement présents qu'une des filles du président tunisien et son mari, le couple Sakher El Materi. Ils sont virés *manu militari* de leur grand hôtel parisien et hébergés à Eurodisney. Le lendemain, les autorités françaises leur demandent de partir. Ils s'exécutent.

Depuis la Maison-Blanche, Barack Obama rend hommage au « courage et à la dignité » du peuple tunisien, appelle le gouvernement à organiser des élections «libres et justes dans un futur proche». Mais à côté de la chaleur américaine, la réaction française est glaciale. «La France prend acte de la transition constitutionnelle », commente l'Élysée dans un communiqué laconique. Il faudra attendre le lendemain pour que la présidence «apporte un soutien déterminé» au «peuple tunisien». «Nous n'avons pas eu les propos qu'il fallait tenir au moment du renversement, déplore Yves Aubin de La Messuzière, ambassadeur àTunis de 2002 à 2005. "Prendre acte", c'est suggérer que la situation ne nous satisfaisait pas. Alors que la dignité, le terme clé de cette révolution, est revendiquée par les manifestants dans tout le monde arabe, jusqu'au Yémen.» Les jours suivants, Guaino répétait à ses visiteurs : «Ben Ali, c'est quand même pas Hitler... Il était stupéfait, triste que cela se termine ainsi», précise l'un d'eux.

«LaTunisie a ouvert un débat que l'on croyait fermé: oui, il est possible de changer de régime», admettra vin mois plus tard Patrice Paoli, le directeur de la zone Afrique Moyen-Orient au Quai d'Orsay[1]. «Nous avons vu sauter le bouchon de Champagne là où l'on estimait qu'il ne pouvait pas sauter, en raison du quadrillage du pays.» L'aveu d'échec est total.

L'heure est assez grave pour que, le dimanche 27 février 2011 au soir, Nicolas Sarkozy annonce lui-même à la télévision

1. Assemblé nationale, 16 février 2011.

un remaniement gouvernemental. Le chef de l'État compte ainsi tourner la page d'une séquence désastreuse. Sa politique étrangère vient de subir un camouflet retentissant. Avec le printemps arabe, l'usine à gaz diplomatique qu'il a tenté de construire à marche forcée depuis 2007 s'est effondrée.

Déjà mal en point, l'Union pour la Méditerranée, fondée en 2008 et censée promouvoir l'intégration économique et les réformes démocratiques au sud de l'Europe, est morte avec les révolutions arabes. C'était pourtant le pilier de sa politique étrangère. Les Algériens n'en voulaient pas, les Marocains rechignaient. Moubarak et Ben Ali avaient applaudi l'initiative. En quelques semaines, il n'en reste qu'un vaste champ de ruines.

Ce soir du 27 février, Nicolas Sarkozy tente donc de justifier comme il peut ce nouveau jeu de chaises musicales. «En opposant la démocratie et la liberté à toutes les formes de dictature, ces révolutions arabes ouvrent une ère nouvelle dans nos relations avec ces pays dont nous sommes si proches par l'histoire et par la géographie. [...] C'est pourquoi, avec le Premier ministre François Fillon, nous avons décidé de réorganiser les ministères qui concernent notre diplomatie et notre sécurité[1].» Alain Juppé, nommé au Quai d'Orsay, est remplacé à la Défense par un revenant, Gérard Longuet. Et Claude Guéant, fidèle bras droit à l'Élysée, est envoyé en mission à l'Intérieur...

Sarkozy ou l'art de la complaisance

Un an auparavant, lors de la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait promis d'être le président des droits de l'homme :

1. Allocution télévisée du président de la République, 27 février 2011.

«Président de la République, je ne me tairai pas devant ces insultes aux droits de l'homme. Je ne passerai jamais sous silence les atteintes aux droits de l'homme au nom de nos intérêts économiques. Je défendrai les droits de l'homme partout où ils sont méconnus ou menacés.»

De tous les présidents français à avoir connu Ben Ali, Nicolas Sarkozy est celui dont le soutien aura été le plus décrié, tant était patente la dérive du régime, ravagé par le quadrillage policier et la corruption. En 2008, un an à peine après son élection, le chef de l'État débarque à Tunis pour une visite d'État de trois jours. La délégation est imposante : sept ministres, cent vingt chefs d'entreprise, des invités comme Philippe Séguin, Pierre Lellouche ou le socialiste Claude Bartolone, tous natifs de Tunisie. Le journaliste Serge Moati est du voyage, comme le grand rabbin Joseph Sitruk. Dans sa besace, le chef de l'État apporte sept accords de coopérations de l'Agence française de développement, un accord bilatéral pour l'immigration choisie, mais aussi du nucléaire civil, des contrats pour Alstom et Airbus[1].

Sitôt descendu de l'avion, le chef de l'État français donne une accolade à Ben Ali, et l'embrasse. Quelques heures plus tard, c'est le dîner d'État. Devant un grand rideau couleur mauve (la couleur du régime), Nicolas Sarkozy prend la parole : «Aujourd'hui, l'espace des libertés progresse», lance le chef de l'État avant de lever son verre au «bonheur personnel» de Ben Ali et de sa famille. « Ce sont des signaux encourageants, que je veux saluer. [...] Ces réformes s'inscrivent sur un chemin, étroit et difficile, mais essentiel, celui de la liberté et du respect des individus sans lesquels un pays n'est pas un grand pays. [...] J'ai pleinement confiance dans votre volonté de voir continuer à élargir l'espace des libertés en Tunisie.»

1. Voir chapitre 9.

Les militants des droits de l'homme s'insurgent. La presse officielle tunisienne fait des gorges chaudes de cette sortie providentielle. Le discours, lui, n'a rien d'improvisé. Il a été proposé par l'ambassade, validé par le Quai d'Orsay et par la cellule diplomatique de l'Élysée. «Cette phrase était absurde», selon Jean-Pierre Sueur, président du groupe d'amitié France-Tunisie au Sénat présent dans la délégation. «Un ratage», selon Hervé de Charette, ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac. «Oui, la phrase était de trop. C'était un excès de diplomatie regrettable», admet pour la première fois Henri Guaino.

Le lendemain matin, Nicolas Sarkozy récidive à la mairie de Tunis. Alors qu'il vient de recevoir les clés de la ville, le chef de l'État salue la présence à ses côtés du grand rabbin Sitruk. Et se lance dans une apologie. «Il était agréable de voir hier le président Ben Ali s'arrêter pour saluer le grand rabbin. Ce sont des marques de tolérance, d'ouverture qu'on aimerait voir dans d'autres pays. Il m'arrive de penser que certains des observateurs sont bien sévères avec la Tunisie, qui développe sur bien des points l'ouverture et la tolérance. Qu'il y ait des progrès à faire mon Dieu j'en suis conscient... pour la France... et certainement aussi pour la Tunisie ! »

Au même moment, RamaYade, la secrétaire d'État aux droits de l'homme doit rencontrer l'Association des femmes démocrates (ATFD). Les modalités de la visite ont été âprement discutées : il est convenu que RamaYade rende visite à l'ATFD, mais pas à la Ligue tunisienne des droits de l'homme, dans le viseur de Carthage. «On avait prévu de lui montrer un centre d'écoute pour les femmes victimes de violence, se souvient Khadija Cherif, alors présidente de l'association. Tout était prêt, les dattes, les fleurs... Mais juste avant qu'elle n'arrive, l'ambassade m'a appelé : "Mme RamaYade ne pourra pas vous voir."» Visite annulée, sans autre forme de procès.

D'après nos informations, l'ordre est venu d'en haut. Abdelwahab Abdallah, le ministre des Affaires étrangères, a appelé l'ambassadeur de France, Serge Degallaix. « Si elle est confirmée, cette rencontre pourrait peser sur le climat de notre relation», lui dit en substance l'âme damnée de Ben Ali. Nicolas Sarkozy en personne va donc exiger de sa secrétaire d'État qu'elle annule le rendez-vous. «Je n'ai pas envie d'avoir de problèmes... », lui glisse-t-il en substance.Trois ans plus tard, Serge Degallaix confirme le rôle décisif du chef de l'État : « C'est le président de la République qui décide du programme de sa délégation. C'était certainement imprudent de la part de RamaYade de vouloir rencontrer publiquement des opposants. » Sauf que c'était son rôle.

Pour complaire à tin autocrate, Nicolas Sarkozy vient d'humilier un membre de son gouvernement. Qu'elle est loin, la vertu promise pendant la campagne... «Le soir, il y avait un raout avec les Français de Tunisie. RamaYade était au quatrième rang, silencieuse, très mal à l'aise», se souvient Jean-Pierre Sueur. «J'ai réussi à la voir à son hôtel dans l'après-midi, raconte Mokhtar Trifi, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Je lui ai demandé quels étaient les progrès évoqués par Nicolas Sarkozy. Elle était gênée. Elle n'a pas répondu.»

Au même moment, Sarkozy joue le marchand de tapis diplomatique. Devant un parterre de chefs d'entreprise, réunis dans vin hôtel appartenant au beau-frère de Ben Ali, il vante l'énergie nucléaire française comme remède au choc des civilisations. «La France vous dit que sa technologie, qui est une des plus sûres du monde, elle est décidée à la mettre au service du développement de vos économies, parce que sans énergie vous ne connaîtrez pas la croissance, sans croissance vous n'aurez pas de développement, vous aurez le sous-développement, la misère, le chômage et donc le terrorisme, parce

que tout est lié. [...] Il n'y a aucune raison de condamner l'Orient et les pays arabes au sous-développement, ce n'est pas votre intérêt, et ce n'est pas le nôtre. [...] Avec ça on construit le choc des civilisations. Avec ça on construit l'incompréhension, et avec des raisonnements aussi stupides, on construit un monde instable.»

Quelques mois plus tard, en décembre 2008, RamaYade tente de se rattraper en attribuant à Khadija Cherif un prix de la commission nationale des droits de l'homme. Une fois de plus, Carthage voit rouge. Le ministre des Affaires étrangères Abdallah essaie à nouveau d'empêcher la cérémonie et de contrôler le discours de la secrétaire d'État aux droits de l'homme, alors que la remise du prix à lieu à Paris. Sans succès. «Enfin, nous nous rencontrons... », lance RamaYade à Khadija Cherif.

«Ben Ali au début, ça soulage»

Le 7 novembre 1987, quand le Premier ministre Ben Ali annonce qu'il a déposé Habib Bourguiba, la France est soulagée. Le père de l'indépendance, au pouvoir depuis plus de trente ans, montrait des signes de plus en plus évidents de gâtisme. Les visiteurs remarquaient ses trous de mémoire, sa propension mécanique à réciter les mêmes vers de Victor Hugo, ses évocations émues de Pierre Mendès France, le Premier ministre avec qui il avait négocié l'indépendance en 1956.

Le vieux président se faisait surtout de plus en plus capricieux et autoritaire. En 1984, les émeutes du pain avaient été sévèrement réprimées, plus de cent cinquante Tunisiens tués. L'islamisme progressait. La répression contre les opposants faisait rage. «À l'été 1987, mes amis tunisiens évoquaient le

risque d'une guerre civile», se souvient Alain Chenal, ancien conseiller de Lionel Jospin et spécialiste du Maghreb.

Porté au pouvoir par un fort peu démocratique « coup d'État médical», Zine el Abidine Ben Ali, ancien chef de la Sûreté, donne des gages à l'opposition. Il condamne la peine de mort, promet le multipartisme, la liberté d'expression. «Toute la gauche un peu bobo était pro-Ben Ali», poursuit Chenal. En Tunisie, mais aussi en France. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, apprend le coup d'État alors qu'il est en Algérie, et va aussitôt rencontrer le nouveau pouvoir. « Ben Ali, ça soulage, un certain temps », résume Hubert Védrine, alors porte-parole de l'Élysée. Au «Château», François Mitterrand observe le «changement» avec une distance bienveillante : Bourguiba est placé sous surveillance, mais dans une prison de luxe où il est bien traité. L'honneur est sauf. Patron du Parti socialiste, Pierre Mauroy, enthousiaste, demande l'adhésion du RCD, le parti de Ben Ali, à l'Internationale socialiste.

Dès les élections de 1989, la répression contre les islamistes commence en Tunisie. Peu de monde s'en offusque. Au contraire. «Il ne faut pas mettre tout Ben Ali dans le même sac», explique Védrine. «Pendant environ dix ans, il donne un coup d'arrêt à la progression des islamistes, qui étaient très radicaux. S'ils l'avaient emporté, il y aurait eu un risque de basculement en Algérie. Que serait devenu le Maroc ? À l'époque, la révolution iranienne n'est pas si ancienne. Le monde entier vit dans l'idée que l'islamisme va se propager partout. »

L'Élysée et l'intelligentsia de gauche, pour qui Bourguiba a mis le pays sur les rails de la modernité, sont tout disposés à accorder leur confiance au nouveau maître de Tunis. «On ne peut comprendre la sympathie qu'a suscitée la Tunisie en France, et que le benalisme n'a pas réussi à gommer, sans se référer à la période antérieure », juge l'historienne Sophie

Bessis, biographe de Bourguiba[1]. Le père de l'indépendance avait une double culture aussi bien littéraire que politique. Il a toujours affirmé sa francophilie. Il n'était pas démocrate, mais c'était un moderniste. Il a accordé un statut aux femmes, a garanti une relative sécularisation. Il a fait de la Tunisie un OVNI dans le monde arabe, qui a fasciné les Occidentaux. » De fait, dès août 1956, trois mois après l'indépendance, le Code du statut personnel interdit les mariages forcés, la polygamie, la répudiation, fixe l'âge minimal du mariage des filles à 17 ans. « Bourguiba a inventé le divorce par consentement mutuel. Et nous, nous avons attendu 1975 pour l'avoir», souligne l'avocate féministe Gisèle Halimi à la mort de Bourguiba[2].

En 1992, lorsque le frère de Ben Ali, Moncef, est soupçonné de trafic de drogue par la justice française[3], le régime fait l'objet de plusieurs articles critiques dans la presse française, mais trouve facilement de grandes voix pour le défendre. « Cette Tunisie si proche par l'histoire, par la culture de la tolérance, par l'attachement au dialogue, construit jour après jour, non sans erreur parfois mais d'une manière à la fois pacifique et raisonnable, une société moderne, pluraliste, équilibrée et ouverte sur le monde d'où est bannie toute forme d'intégrisme et de rejet xénophobe », écrivent dans *Le Nouvel Observateur* le journaliste Jean Lacouture, le directeur de Canal Plus Horizons Serge Adda, ou encore Marie-Claire Mendès France, la veuve de l'ancien Premier ministre[4]. Le patron de l'hebdomadaire, Jean Daniel, grand

1. Sophie Bessis et Souhayr Belhassen, *Habib Bourguiba,* Paris, Jeune Afrique, 1988.

***2. Jeune Afrique,* n° 2053,16 au 22 mai 2000.**

3. Voir chapitre 8.

4. «Justice pour un pays ami», *Le Nouvel Observateur,* 31 décembre 1992-6 janvier 1993.

ami de Bourguiba, est alors lui aussi un fervent avocat de Ben Ali[1].

Pourtant, à l'époque, la répression est déjà féroce et s'étend au-delà des milieux islamistes. En 1994, l'ONG Amnesty International publie un épais rapport consacré à la Tunisie, intitulé «Du discours à la réalité». On y lit une analyse sans ambiguïté: «Les droits fondamentaux à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, ainsi que le droit de ne pas être torturé ou placé arbitrairement en détention [...] sont sans cesse violés. [...] Au cours des trois dernières années, des milliers d'opposants ont été victimes d'arrestations arbitraires; ils ont été maintenus illégalement en détention prolongée au secret, torturés et emprisonnés à l'issue de procès inéquitables. [...] Au moins huit détenus sont morts des suites de torture. [...] La répression, qui a débuté en 1990 et 1991 avec la vague d'arrestations de membres et de sympathisants présumés du parti islamiste Ennahda (Renaissance) s'est élargie : elle s'exerce désormais sur les membres de partis de gauche, sur les parents et amis de prisonniers et sur les militants des droits de l'homme.»

Mais rien n'y fait. Le « mythe » d'une Tunisie francophone, moderne et modérée, ce «petit îlot éclairé au milieu d'un monde arabe de ténèbres » selon la formule ironique du chercheur Vincent Geisser[2], marche à plein. Un mythe qui va d'autant plus s'enraciner dans l'imaginaire politique qu'il est d'abord porté par la gauche, avant de devenir un étendard de la droite. Notamment sous l'impulsion décisive de Philippe Séguin, grand ami de Ben Ali[3].

1. Il rompra en 1999, après s'être fait tancer par Carthage pour avoir parlé de Bourguiba en termes trop élogieux dans un livre...

2. Auteur avec Michel Camau du *Syndrôme autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali,* Paris, Presse de Sciences-Po, 2003.

3. Voir chapitre 5.

L'ami Chirac

La gauche au pouvoir n'a jamais rompu avec Ben Ali. Mais c'est Jacques Chirac qui donne à son arrivée à l'Élysée une nouvelle ampleur aux relations avec le dictateur. Hervé de Charette, nommé au Quai d'Orsay juste après la présidentielle de 1995, s'en souvient encore : «Quelques semaines après l'élection de Chirac, Hosni Moubarak débarque à l'Élysée. Je ne me souviens pas qu'il ait été invité. C'est lui qui a dit: "J'arrive." Chirac le connaissait très bien. Ils se tutoyaient, ils avaient une réelle proximité. Moubarak était venu nous dire qu'il fallait soutenir Ben Ali. »

Message reçu. Jacques Chirac réserve à Ben Ali sa première visite d'État en octobre 1995. À cette occasion, il évoque pour la première fois un terme qui fera florès : le «miracle» tunisien. Chirac se fait même remettre par Ben Ali un immense écrin mauve contenant le Grand Collier de l'ordre du 7 Novembre. Finie la distance mitterrandienne: «Mitterrand avait des réserves. Il n'a pas bouleversé les relations franco-tunisiennes, mais s'est au moins abstenu d'un soutien trop voyant», se souvient Ahmed Bennour, ancien chef des services secrets tunisiens en exil à Paris. Chirac, lui, entérine le rapprochement avec Tunis.

Alors très proche de Ben Ali, le ministre de l'Intérieur Mohamed Jegham décrit une véritable idylle : « Ben Ali n'aimait pas recevoir. Mais il avait des relations très amicales avec Chirac. Le président français venait souvent, en visite touristique ou officielle. Chaque fois, il était invité à déjeuner au palais. » Lors de ses voyages, Chirac ne bouscule guère son ami. «Je n'ai pas entendu de reproches, poursuit Jegham. Chirac n'abordait pas la question des droits de l'homme. Ils parlaient surtout des voisins, la Libye, l'Algérie, le Maroc ou

du dossier palestinien. D'ailleurs, Ben Ali a parfois servi de courroie de transmission entre Arafat et Chirac. »

Les seules égratignures à cette relation seront provoquées par l'arrivée de la «gauche plurielle». Premier ministre de 1997 à 2002, Lionel Jospin a toujours refusé de se rendre en Tunisie. «Il a été extrêmement réticent par rapport à Ben Ali, il sentait que le régime n'était pas fréquentable», estime son ancien conseiller Alain Chenal.

Impossible pourtant d'échapper aux figures imposées lorsque ces 20 et 21 octobre 1997, quelques mois à peine après la dissolution de l'Assemblée nationale, la France reçoit le couple Ben Ali avec éclat. Un dîner d'État réunit deux cents convives à l'Élysée, durant lequel les hommes portent le costume traditionnel tunisien, la *jebba.* Ben Ali est reçu à l'Hôtel de Ville de Paris. JeanTiberi, le maire de la capitale, prononce «un discours particulièrement chaleureux[1] ». Ségolène Royal, ministre déléguée à l'Éducation nationale, est sur la photo. Pendant ce temps, Bernadette Chirac visite l'hôpital Bichat avec Leila Ben Ali. Plusieurs milliers de Tunisiens se rassemblent à l'Arche de la Défense en présence de Philippe Séguin. Jospin organise un déjeuner à Matignon. «Les performances de votre économie comme la sécurité dont jouit la Tunisie créent les conditions d'un développement durable et confiant que la France continuera à soutenir[2]», dit-il.

La gauche du gouvernement ne se résout pas à critiquer l'homme de Carthage. Jack Lang, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, rappelle qu'aucun pays musulman n'a autant fait pour les femmes. Le ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, en visite à Tunis est même

1. « La visite tant attendue », *Afrique Magazine,* 148, novembre 1997.
2. «Jospin assure Ben Ali du soutien du gouvernement français», *Les Échos,* 22 octobre 1997.

allé jusqu'à vanter le «modèle démocratique tunisien[1]». Un soutien très net, alors même que la police de Ben Ali continue d'enfermer et de torturer ses opposants. En privé, Védrine dit pourtant pis que pendre de Ben Ali, ce «policier borné». Mais la *realpolitik* prend le dessus.

Pendant la campagne présidentielle de 2002, le pouvoir tunisien a pourtant tôt fait de choisir son camp. Entre deux séjours au très chic hôtel Residence de Gammarth, Philippe Séguin tente de mobiliser la communauté française. «L'amitié entre les deux pays est un des enjeux de la présidentielle. Jacques Chirac en est le meilleur garant, car les socialistes ont visiblement un problème avec la Tunisie[2]», explique l'ancien président du RPR. Allusion transparente à quelques anicroches diplomatiques sous Lionel Jospin, dont Ben Ali a fait tout une histoire: l'annulation d'une visite d'Hubert Védrine en février 1999 car le reporter du *Monde* qui l'accompagne, Jean-Pierre Tuquoi, n'est pas le bienvenu, ou encore une protestation officielle la même année contre l'agression du journaliste Taoufik Ben Brik[3].

Quand Chirac est élu, on sable le **Champagne** à l'ambassade de Tunisie en France. La *love story* culmine en décembre 2003. En visite d'Etat, Jacques Chirac rencontre à nouveau Ben Ali. Et défend le régime devant les journalistes, qui l'interrogent sur la grève de la faim de l'opposante Radhia Nasraoui. «Le premier des droits de l'homme, c'est manger, être soigné, recevoir une éducation et avoir un habitat. De ce point de vue, il faut bien reconnaître que la Tunisie est très en avance sur beaucoup de pays. » De la prose benaliste récitée

1. Christophe Ayad, «Paris confirme son soutien au gouvernement tunisien», *Libération,* 6 août 1997.

2. Samy Ghorbal, « Séguin envoyé par Chirac pour mobiliser les Français de l'étranger en Tunisie », *Jeune Afrique,* n° 2153, 15 au 21 avril 2002.

3. Nicolas Beau et Jean-Pierre Tuquoi, *Notre ami Ben Ali, op. cit.*

telle quelle, sans distance. Consternation dans la délégation française. «J'ai eu la honte de ma vie, se souvient Monique Cerisier-ben Guiga, présidente socialiste du groupe d'amitié au Sénat. Les conseillers de Chirac en étaient malades.» La sortie n'était pas écrite. Le chef de l'État a improvisé.

D'après un câble américain de 2005 révélé par Wikileaks, de nombreux diplomates du Quai d'Orsay ne comprennent plus le soutien aveugle de la France. Selon un haut fonctionnaire, «les liens du dirigeant français avec Ben Ali sont trop anciens pour qu'il adopte une nouvelle approche». Commentaire du diplomate américain qui a rédigé la note : «Le souci chiraquien de la stabilité et son habitude de cultiver des relations étroites avec de vieux dictateurs arabes sont de plus en plus en décalage avec la réalité[1].» Nicolas Sarkozy, élu en 2007, assumera l'héritage.

1. Câble révélé par Wikileaks, 05PARIS7777, 16 novembre 2005.

3. La doctrine

Le soutien à la dictature tunisienne, prudent de la gauche, manifeste de Chirac, exacerbé par Nicolas Sarkozy reposait sur cinq piliers : la stabilité du régime, la croissance économique, les droits des femmes, le contrôle des flux migratoires, et bien sûr... la lutte contre l'islamisme.

Le «rempart»

À partir de 1991 et l'annulation des élections législatives donnant gagnant le Front islamique du salut, l'Algérie bascule dans la guerre civile. Avec la Tunisie, le pays partage une frontière de 1 000 kilomètres. Paris craint de voir s'installer une république islamique à deux heures d'avion et la lutte contre l'intégrisme musulman devient une priorité nationale. Ministre de l'Intérieur en 1993, Charles Pasqua admire ce président Ben Ali qui mate la « déferlante verte ». Lui et son homologue tunisien Abdallah Kallel forment alors «un tandem de choc[1]». Une intense coopération policière commence. «Il existait des liens étroits entre les deux ministères», se souvient Mohamed Jegham, le successeur d'Abdallah Kallel. «La coopération allait au-delà de l'échange de renseignements.

1. Ridha Kefi, « Comment les islamistes ont été vaincus», *Jeune Afrique,* mai 1999. Voir aussi chapitre 8.

La France nous offrait en continu un support logistique. » La vague d'attentats à Paris de 1995 attribuée au Groupe islamique armé algérien (GIA) ne fait que renforcer l'axe Paris-Tunis. Quand Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur de 1995 à 1997, se rend en Tunisie, la lutte contre les islamistes est presque le seul sujet de conversation. Tout comme lorsque Jean-Pierre Chevènement, son successeur du gouvernement Jospin, déjeune avec Ben Ali au palais de Carthage.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1997 ne change rien. Les autorités françaises continuent de former la police tunisienne. La Tunisie achète des grenades et des bombes lacrymogènes françaises. «Les services coopéraient vachement bien dans la lutte contre le terrorisme », se souvient Hubert Védrine.

«Au fond, il valait mieux une dictature qui nous protégeait de l'islamisme plutôt qu'un régime plus ou moins démocratique qui risquait d'être infiltré par des islamistes», résume le député UMP Étienne Pinte, ancien président du groupe d'amitié France-Tunisie à l'Assemblée nationale. Dans le bureau de ce proche de Philippe Séguin et de François Fillon trône un cadre-souvenir marquant la « considération » du Rassemblement des Tunisiens de France, l'antenne française du RCD, à « M. Étienne Pinte et les députés amis avec la Tunisie». Il date de 1993...

Pour Ben Ali, les attentats du 11 septembre 2001 sont une aubaine pour faire fructifier la «rente anti-islamiste». Grâce à une police pléthorique (plus de 100 000 hommes pour une population de 11 millions d'habitants), le flicage de la population devient systématique. La lutte antiterroriste n'est plus qu'un prétexte pour parer la moindre tentative d'opposition politique[1]. La France ferme les yeux. D'autant que la lutte

1. Fabrice Arfi, Lénaïg Bredoux, Mathieu Magnaudeix, « Comment le régime de Ben Ali organisait la surveillance généralisée de la population», *Mediapart*, 9 février 2011.

contre l'islamisme tourne à l'obsession pour Nicolas Sarkozy, comme en témoignent les câbles diplomatiques révélés par Wikileaks. En novembre 2007, Nathalie Loiseau, une ponte du Quai d'Orsay, raconte à l'ambassadeur américain qu'«en tant qu'ancien ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy est extrêmement mécontent» de la «relation insatisfaisante en termes de coopération en matière de sécurité et de terrorisme» avec la Tunisie[1], qui vient de nier une incursion sur son territoire de l'organisation terroriste d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Étrange obsession en vérité, car les spécialistes du Maghreb avaient acquis, depuis la fin des années 1990, la conviction que la Tunisie n'était pas menacée par une nouvelle vague intégriste. «Le risque islamiste n'existait pas», révèle Yves Aubin de La Messuzière, nommé ambassadeur à Tunis en 2002. Lui et son équipe constituée de chercheurs avaient passé en revue les risques pesant sur le pays : chômage des jeunes, inégalités entre les territoires, corruption... Selon lui, il était clair qu'au début des années 2000, «laTunisie avait assuré le contrôle de la menace islamiste. Et nous l'avons écrit». L'attentat meurtrier contre la synagogue de Djerba en 2005 ? « S'il a bien été commandité par Al-Qaïda, on ne peut pas pour autant parler de réseaux», estime l'ancien ambassadeur.

Un haut responsable du Quai d'Orsay confirme : «Le risque islamiste n'était pas si fort. Nous avons surestimé ce rôle de rempart contre l'islamisme d'un régime dont par ailleurs nous connaissions les défauts. » En visite en 2006 en Tunisie, le ministre français de la Défense assène la doxa officielle : « Certaines atteintes portées à des libertés doivent être examinées

1. Le câble a été révélé par Wikileaks, 07PARIS4533, «French MFA Overview of North African Issues», 20 novembre 2007.Traduit par nos soins.

sous l'angle de leur intérêt pour la lutte contre le terrorisme», explique-t-il. Un chèque en blanc pour le régime. Le nom de ce ministre ? Michèle Alliot-Marie[1].

Un pays « stable »

« On a adopté la politique de l'autruche. Les politiques voyaient bien que le système ne tiendrait pas, mais ils ne voulaient surtout pas presser Ben Ali par crainte d'une possible déstabilisation», décrypte Yves Aubin de la Messuzière. Le terme «déstabilisation» est crucial pour comprendre les relations entre les deux États. «Le mot de stabilité résume la politique de la France », confirme Pascal Drouhaud. Chiraquien pur sucre, il était chargé des relations internationales à l'UMP de 2002 à 2006, avant d'être débarqué par les équipes de Nicolas Sarkozy. Dans le jardin du Bristol, ce palace près de l'Élysée où le Tout-Paris aime à se montrer, ce proche d'Alain Juppé justifie la *realpolitik* française en Tunisie. «La stabilité, c'était aussi parier que le régime allait évoluer mécaniquement à long terme, dans un pays où l'éducation et la formation étaient des priorités. »

«Les Français perçoivent la Tunisie comme le pays le plus stable du Maghreb », écrit l'ambassadeur américain à Paris, Charles Rivkin, dans un câble diplomatique du 8 février 2010, onze mois avant la révolution. Le diplomate vient alors de s'entretenir avec Cyril Rogeau, le directeur adjoint de la zone Afrique Moyen-Orient du Quai d'Orsay. « Comparée à ses voisins nord-africains, la Tunisie a une population très éduquée

1. M. Alliot-Marie a toutefois pris soin d'ajouter: «Il est vrai aussi que, quand on va trop loin, cela peut avoir un effet inverse et alimenter l'envie de certaines personnes de rejoindre les groupes extrémistes terroristes.» Critique très prudente de la brutale répression policière...

(7% d'analphabétisme contre 50% au Maroc), le taux de chômage le plus faible de la région, une administration qui fonctionne relativement bien. [...] À part la question de la succession de Ben Ali, les Français ne croient pas que la Tunisie doive faire face à des changements déstabilisateurs à court terme[1].»

Surtout, la Tunisie de Ben Ali offre bien des avantages pour la diplomatie française. «LaTunisie est un îlot de sérénité dans un monde profondément troublé», poétise en 2006 l'ancien ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette, dans la presse tunisienne[2]. C'est le petit allié qui dit toujours «oui». Oui pour contrôler ses flux migratoires. Oui pour le dialogue euro-méditerranéen et la coopération avec l'Union européenne, qui lui fait miroiter depuis des décennies un «statut avancé». Oui pour l'Union maghrébine, projet en carafe depuis des décennies qu'a toujours défendu la France. Oui pour parler du Proche-Orient. C'est en Tunisie que les diplomates venaient rencontrer Yasser Arafat et les chefs de l'Organisation de libération de la Palestine en exil entre 1982 et 1994.

La proximité donne aussi à la relation entre les deux États une illusion d'évidence. Le protectorat, jusqu'en 1956; la francophonie; le droit, inspiré des codes de l'ancienne puissance coloniale ; les 600 000 Tunisiens vivant en France - dont deux tiers de binationaux... «Les Tunisiens, aux yeux des Français, ce sont des Arabes fréquentables», résume, grinçante, l'ancienne sénatrice socialiste des Français de l'étranger, Monique Cerisier-ben Guiga. «Ils sont bien élevés, prévenants, accueillants, généreux, amateurs de bons vins, et leurs épouses sont d'excellentes cuisinières!» «LaTunisie est séduisante.

1. Câble 10PARIS144, 8 février 2010. Traduit par nos soins. Tout à son enthousiasme, Cyril Rogeau cite un taux d'analphabétisme près de trois fois moindre à celui des statistiques officielles tunisiennes...

2. *La Presse*, 17 septembre 2006.

Le jasmin, Hammamet et Sidi Bou Saïd sont séduisants. Les Tunisiens et Tunisiennes sont séduisants. C'est un pays de culture, un pays fascinant», s'émerveille Jean-Pierre Raffarin.

Mais la proximité a ses revers. Entre les deux pays, il y a des sujets tabous. La France est gênée aux entournures par son statut d'ex-colonisateur. Dès qu'un officiel émet le début d'une critique, Tunis crie à l'ingérence. Ben Ali ne supporte pas la moindre remarque venue de l'ancienne puissance coloniale. «Ben Ali était d'une incroyable susceptibilité. Aucun autre dirigeant du monde n'avait ce genre d'attitude», se souvient Hervé de Charette.

Alors, quand l'Élysée intervient (rarement), c'est de façon discrète et pour un opposant en particulier, comme l'avocat Mohamed Abbou, libéré en 2007. « On ne va pas faire la révolution à votre place», lance un jour le président Jacques Chirac à Hédi Mabrouk, ambassadeur de Tunisie à Paris entre 1973 et 1987, très proche des réseaux RPR.

«La position française, c'était "pas de vague avec la Tunisie"», raconte l'amiral Lanxade, ambassadeur à Tunis de 1995 à 1999. «Les instructions étaient tout à fait claires», renchérit Daniel Contenay, son successeur. « Comme en Égypte et en Syrie, il ne fallait pas rompre avec le pouvoir en place. Donc ne pas porter de jugement politique. » Et puis il y a les affaires...

«Nous ne sommes pas les Etats-Unis, poursuit Contenay. Nous avons de nombreux intérêts à défendre. C'est bien de critiquer, mais cela aurait pu avoir des conséquences pour les entreprises françaises et les 25 000 ressortissants. Nous ne pouvions pas mettre en péril les intérêts économiques, celui des 1300 entreprises françaises. Ce n'était pas l'intérêt du Medef.»

Le «miracle» économique

La vidéo a fait le tour du web. En novembre 2008, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn, est l'invité d'honneur du palais de Carthage. Ben Ali lui remet l'insigne de grand officier de l'ordre de la République. «L'économie tunisienne va bien malgré la crise. La politique économique qui est conduite est saine, et je pense que c'est un bon exemple à suivre pour les pays émergents. Le jugement que porte le FMI sur la politique tunisienne est très positif[1].» Évidemment, la déclaration louangeuse ouvre les journaux télévisés tunisiens du soir. Rebelote en octobre 2010. Quelques semaines avant la révolution, DSK reçoit le Premier ministre Mohamed Ghannouchi à Washington. Selon l'agence officielle tunisienne, le directeur général du FMI exprime sa «considération pour la sage politique du président Zine el Abidine Ben Ali», «la vision prospective et l'approche cohérente» de sa politique[2].

Pour le FMI, la Banque mondiale, ou l'Union européenne, la Tunisie était le petit «dragon» du Maghreb : une économie florissante aux perspectives de développement prometteuses. Ben Ali l'avait bien compris : les institutions internationales regardent d'abord les grandes données macroéconomiques, applaudissent les réformes. Et les bailleurs de fonds recherchent des partenaires fiables. Le président tunisien a pleinement joué leur jeu. Il accepte sans barguigner les ajustements structurels recommandés par le FMI pour rendre les fondamentaux de l'économie plus «sains». Il signe un accord de libre-échange

1. Discours disponible sur youtube.com.

2. «Le Premier ministre s'entretient, à Washington, avec le Directeur général du FMI», Agence Tunis Afrique Presse (TAP), 5 octobre 2010.

sur les produits manufacturés en 2008 avec l'Union européenne. Il privatise massivement, signe extérieur de «bonne gouvernance». Un vrai «miracle», attesté par des statistiques officielles abondamment diffusées par le régime. L'Institut de prospective auprès de la présidence de la République annonce même que la Tunisie peut « rattraper l'Europe en 2030[1] ». Les données sur le développement humain pleuvent. En 2008, un dossier très élogieux du mensuel *Arablès* les rassemble à l'occasion des 21 ans de l'accession au pouvoir de Ben Ali: espérance de vie en hausse, taux de pauvreté de 4 %, 99 % d'enfants scolarisés, 19 % d'analphabétisme, taux de féminisation important à l'université, dans le secteur public[2]...

En France, le prétendu «miracle» fait illusion. Dès 1995, le président Chirac, à peine élu, reprend la formule à son compte: «Il faut saluer cette révolution douce de développement dans la stabilité, volontariste mais fidèle aux valeurs nationales, cette marche vers la modernité dans le respect des traditions, cette recherche incessante des équilibres. Vos choix rejoignent très souvent les nôtres[3]. » La Tunisie claironne ses investissements dans l'éducation, lance des programmes sociaux censés réduire la pauvreté et les inégalités régionales. Un volontarisme que les politiques français applaudissent. «La Tunisie était un modèle», assure Philippe Briand, président UMP du groupe d'amitié à l'Assemblée entre 2002 et 2007. «Il n'y avait pas de favelas. Une classe moyenne émergeait. On ne sentait pas les gens malheureux. Là-bas, tu as globalement une bonne impression. Tout ça était largement positif, ça allait même très bien. » Surtout quand on ne sort pas du

1. «Objectif: rattraper l'Europe en 2030 ! », *Afrique Magazine,* novembre 2006.

2. «Un regard sur le changement», *Arabies,* juillet-août 2008.

3. Discours de Jacques Chirac devant l'Assemblée nationale tunisienne, 6 octobre 1995.

triangle La Marsa-Sidi Bou Saïd-La Goulette, les banlieues chics de Tunis.

En juin 2004, le Sénat consacre un colloque à la «réussite» du « modèle ». Tout le gratin franco-tunisien est réuni au palais du Luxembourg. Afif Chelbi, banquier, futur ministre de Ben Ali, déroule la propagande: «Notre pays est stable et sûr. Il garantit une protection aux investisseurs internationaux. Les fruits de la croissance sont équitablement partagés. La classe moyenne représente 80 % de la population. L'inflation est maîtrisée. Si on le lui demandait, la Tunisie serait en mesure de respecter les critères de Maastricht. » Dans la salle, un opposant tente de poser une question sur les droits de l'homme. L'amiral Lanxade, alors ambassadeur, le rabroue sèchement.

Pourtant, le «miracle » n'est qu'un leurre. «Les fondamentaux macroéconomiques étaient corrects», estime Élyès Jouini, vice-président de l'université Paris-Dauphine. «Mais un "miracle" suppose aussi une prospérité partagée. Sur ce plan, on était à côté de la plaque. La richesse a été mal distribuée. Elle a été peu à peu accaparée par cent ou deux cents personnes. » Les indicateurs de compétitivité étaient bons mais l'environnement des affaires était «infesté par la corruption», écrit le *FinancialTimes* dans un article éreintant le «soutien» français à Ben Ali[1].

Chercheuse à Sciences Po, Béatrice Hibou est une des rares à avoir pointé dès la fin des années 1990 la face cachée du «miracle»[2]. Dans un texte de juin 2011, elle rappelle comment la «fiction du bon élève» était alimentée par des indicateurs

1. «France blush.es over its backing for Ben Ali», *Financial Times,* 19 janvier 2011.

2. «Tunisie : le coût d'un miracle économique», *Critique internationale,* n° 4, été 1999. Puis dans un ouvrage de référence, *La Force de l'obéissance, op. cit.*

choisis pour faire apparaître des progrès constants. Les autorités privilégiaient les comparaisons avec le reste de l'Afrique, plus avantageuses. Les créations d'entreprises étaient gonflées, les chiffres gênants occultés. Officiellement, le taux de chômage des jeunes diplômés était de 22,5 %. En réalité, c'était le double. Depuis la révolution, le taux de pauvreté a été réévalué de 4 à 10%. Il est sans doute de 30% dans les zones déshéritées. Quant au fameux taux de 80 % de propriétaires, pilier de la propagande censé prouver l'émergence d'une classe moyenne « à l'européenne », il est dû pour l'essentiel à des constructions non autorisées. Le «pays de la joie éternelle», slogan officiel, disait ce qu'il voulait à ses partenaires étrangers. Et tous le croyaient[1].

Pour les bailleurs de fonds, la Tunisie était un « excellent risque», poursuit Hibou. «Elle rembourse toujours à temps, n'a jamais été prise en défaut de paiement, gère sa dette intelligemment, sa bureaucratie est efficace dans l'administration des relations internationales. » Des fonctionnaires de très haut niveau, souvent formés dans les grandes écoles françaises type Centrale ou HEC, gèrent l'aide française avec professionnalisme. Il n'y a guère d'« éléphants blancs », expression utilisée en Afrique par les coopérants pour désigner les projets démesurés fleurant le détournement... Une aubaine pour l'Agence française de développement (AFD), l'organisme français chargé de la coopération, qui a arrosé le pays de prêts et de subventions. «LaTunisie est sur les quinze dernières années, le premier bénéficiaire des financements du groupe AFD avec plus de 1,5 milliard d'euros engagé en cumulé », écrit l'AFD[2]. Les deux tiers de cette somme ont servi à financer

1. B. Hibou, H. Meddeb, M. Hamdi, «LaTunisie d'après le 14 janvier et son économie politique et sociale », *Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme*, juin 2011.

2. «L'AFD en Tunisie», mars 2010.

des politiques publiques (eau, environnement, transport, formation, lutte contre la pauvreté). Le reste a contribué à muscler le secteur privé.

Dirigée pendant près d'une décennie par Jean-Michel Sévérino, un inspecteur des Finances proche du PS, l'agence est présidée depuis 2010 par un natif de Tunisie, Dov Zerah. Fin connaisseur des réseaux de la Françafrique, ce proche de Philippe Séguin a été imposé par Nicolas Sarkozy, soucieux de garder la main sur le dialogue avec les chefs d'État africains.

Véritable bras financier de la diplomatie, l'agence s'est révélée très généreuse ces dernières années avec des hommes d'affaires proches de Ben Ali ou de membres de sa famille. Sa filiale de financement du secteur privé, Proparco, a investi dans une dizaine de fonds qui ont accompagné les opérations financières d'Aziz Miled, le fameux ami de la famille Alliot-Marie et de Marouane Mabrouk, un des gendres de Ben Ali. L'AFD a ainsi indirectement participé à l'augmentation de capital de Nouvelair, la compagnie aérienne d'Aziz Miled et ne s'est pas retirée quand le beau-frère de Ben Ali, Belhassen Trabelsi, a fusionné sa propre compagnie avec Nouvelair. Les fonds que l'AFD soutenait ont investi dans Monoprix Tunisie, détenue par les frères Mabrouk. Proparco a même été directement en affaires avec les Mabrouk, lorsqu'il leur a vendu, en 2009,375 000 actions qu'il détenait dans l'assureur GAT... À sa décharge, l'AFD n'était pas la seule à ne pas se montrer trop regardante. La Banque européenne d'investissement et la Caisse des dépôts et consignations ont elles aussi participé indirectement à ces opérations. « Qu'est-ce qu'on est allé se foutre là-dedans ! » s'est écrié le président de l'AFD, Dov Zerah, au lendemain de la révolution tunisienne[1].

1. Sollicité à plusieurs reprises, Dov Zerah n'a pas souhaité nous recevoir.

Ben Ali s'érige en protecteur des juifs

Par conviction sans doute, mais aussi pour s'assurer de la bienveillance occidentale, Ben Ali s'est affiché en protecteur de la petite communauté juive tunisienne. «En 1956, les juifs de Tunisie étaient environ 100000. Ils sont aujourd'hui moins de 2 000, dont 1200 à Djerba», estime Claude Nataf, le président de la Société d'histoire des juifs de Tunisie. Nataf raconte avec passion la «très longue histoire» de cette communauté, enrichie au fil des siècles par des vagues de migration en provenance d'Espagne ou des provinces italiennes. «Ouverte sur l'extérieur, elle a adopté très tôt la modernité, dit encore Nataf. Avant l'indépendance, presque tous les enfants juifs allaient à l'école française. »

Sous Bourguiba, les juifs quittent massivement le pays. La faute à l'absence de démocratie, à la politique d'arabisation, et bien sûr au contexte international. Pendant les conflits au Proche-Orient de 1967 puis de 1973, les juifs se sentent menacés. Beaucoup gagnent la France. Mais dès son arrivée au pouvoir, Ben Ali se rêve en colombe du conflit israélo-palestinien. Avant les accords d'Oslo de 1993, la capitale tunisienne accueille des négociations secrètes. Entre 1996 et la seconde Intifada en 2000, Israël ouvre brièvement une représentation dans la capitale tunisienne. Ben Ali crée même en 2001 une chaire universitaire à son nom «pour le dialogue des civilisations et des religions ». « Le président Ben Ali voulait participer à une normalisation entre le monde arabe et Israël. C'était un vrai modéré», soutient Pierre Besnainou, président de la Fondation du judaïsme français, confident et conseiller officieux de l'ancien despote. Il en veut pour preuve l'accueil « en chef d'État» réservé au grand rabbin Joseph Sitruk en 1992. Celui-ci ne cessera par la suite de tresser des louanges à Ben Ali, un «homme de paix»...

Tous ces arguments qui ont commandé la politique de la France à l'égard de la Tunisie ont joué un rôle fondamental dans l'aveuglement des autorités, jusqu'à la révolution du 14 janvier. Du chef de l'État au haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, l'endoctrinement a fonctionné à plein. Jusqu'à faire de l'ambassade de France à Tunis le symbole d'une diplomatie à la dérive.

4. Chronique de la Maison de France

C'est un cadeau du bey à l'ancienne puissance coloniale. Dar al-Kamila, la résidence des ambassadeurs de France, est un bijou d'architecture et de verdure qui s'étale sur plusieurs hectares et donne sur la jetée de La Marsa. Un lieu clos, ouvert au public à de très rares exceptions, où se savoure l'art de vivre à la française. Ses anciens occupants s'en souviennent encore, des étoiles dans les yeux. Alors qu'il a quitté Tunis en 2002, Daniel Contenay en parle encore au présent : «Vous avez vu ma résidence? Il y a six à sept hectares de terrain... »

« Qu'il est beau, mon palais »

« Qu'il est beau, mon palais », s'émerveille Serge Degallaix, en poste de 2005 à 2009. Le lieu l'a tellement inspiré qu'il en a fait un petit livret, *L'Art de recevoir à la Résidence de France,* publié peu avant son départ en 2009 et qui fait encore jaser au Quai d'Orsay. L'introduction, cosignée avec son épouse Faty, vaut le détour : «La Résidence est avant tout un instrument de travail, comme le cabinet l'est pour l'avocat, la chaire pour le professeur ou l'atelier pour l'artiste. Un instrument de travail qui se doit d'être prestigieux et hospitalier car il s'agit de donner une certaine image de la France, terre

d'un certain art de vivre et de culture, de l'hospitalité et de l'entregent. [...] L'art de recevoir fait également partie de la Diplomatie. Avec un D majuscule. »

S'ensuivent soixante pages de photos de qualité inégale immortalisant les tables élégantes dressées pour les hôtes de passage - un « dîner à l'occasion du passage d'un ancien Premier ministre», un repas au bord de mer pour la «visite de Madame François Fillon», ou encore un « déjeuner de femmes autour d'une personnalité tunisienne». L'art de la réception atteint des sommets avec la photo d'une tour Eiffel de boudin et mortadelle du plus mauvais goût, érigée en 2009 pour la réception du 14 Juillet...

Le poste de Tunis fait rêver les diplomates. «Au Quai, on nous mettait des étoiles dans la tête», témoigne l'un d'entre eux.Tunis, c'est un cadre de vie idyllique, à deux heures et demie de vol de Paris, un pays francophone où, *dixit* un ancien ambassadeur, « il ne se passait rien». Au ministère des Affaires étrangères, la destination n'est pas jugée stratégique. Elle est offerte en récompense, généralement à des diplomates d'un rang élevé. «Hormis quelques exceptions, on ne nous a pas envoyé les meilleurs éléments de la diplomatie française, s'insurge le journaliste Ridha Kefi, ancien journaliste de *Jeune Afrique* et fondateur du site Kapitalis.com. Ils sont venus pour le soleil, le sable et préparer leur retraite. » La plupart d'entre eux ont terminé leur carrière d'ambassadeur à Tunis. Comme l'amiral Lanxade, ancien chef d'état-major des armées et conseiller de François Mitterrand. Ou Serge Degallaix, conseiller diplomatique de Jean-Pierre Raffarin, qui débarque en 2005 quand son mentor quitte Matignon. Il partira de Tunis quatre ans plus tard, sans retrouver de nouvelle affectation. Quant à son successeur Pierre Ménat, un habitué des cabinets ministériels (il a été conseiller technique de Jacques Chirac à l'Élysée), il était promis au même destin, si la révolution tunisienne n'était pas venue bousculer ses plans.

Remercié par Nicolas Sarkozy juste après la révolution, JPierre Ménat[1] n'a profité qu'un an et demi des douceurs de Dar al-Kamila. Accusé de n'avoir rien vu venir, il s'était taillé en quelques mois seulement une réputation déplorable à Tunis. Auprès des défenseurs des droits de l'homme, qu'il n'a jamais reçus. Mais aussi dans la bourgeoisie de la capitale, plus habituée aux ambiances feutrées de ses prédécesseurs - façon «salon de Madame de Guermantes », selon des habitués - qu'aux soirées karaoké endiablées dont raffolait Son Excellence. Pierre Ménat n'y a pas vu malice, mais ces soirées ont fini par incarner aux yeux des observateurs avertis le visage d'une diplomatie complaisante.

«Un DJ animait la soirée, les invités passaient les uns derrière les autres au micro, pour interpréter les classiques de la variété française», rapporte m témoin. L'ambassadeur se lâche au micro, avec des interprétations toutes personnelles de Johnny Hallyday, d'Édith Piaf. «Il chante aussi fort bien *Les Feuilles mortes* d'Yves Montand et le formi, formi, formidable d'Aznavour», plaisante un fan. Le diplomate se mue en vrai G.O. du Club Med : en 2010, pour la grande réception célébrant la rentrée culturelle, le diplomate lance une chenille endiablée sur l'air de *La Danse des canards.* «Des gens sont partis, ils étaient outrés», se souvient un convive, hilare. L'ambassadeur ne se fait pas prier pour taquiner le piano, son «instrument de prédilection», selon les archives en ligne de l'ambassade de France[2].

Pierre Ménat aime les artistes. Mais de préférence les vieilles gloires françaises du music-hall. En 2009, Dave et Charles Dumont, l'interprète de *Ta cigarette après l'amour* (1973), sont invités en 2009 par le régime de Ben Ali pour chanter

1. Sollicité, Pierre Ménat n'a pas souhaité commenter.
2. *Cf.* http://www.ambassadefrance-tn.org.

au profit du Fonds de solidarité nationale, le «26-26», dont les caisses occultes n'ont cessé d'alimenter les turpitudes du régime. L'ambassadeur organise un déjeuner en leur honneur. À la table, on retrouve aussi l'actrice Marthe Villalonga. Félix Gray, célèbre pour ses mélopées à l'eau de rose avec Didier Barbelivien, est un ami et passe souvent à la résidence. Comme au soir du 17 décembre 2010 quand Gray et Barbelivien se lancent dans un duo sous les yeux du maire de Lyon, Gérard Collomb, en visite avec une petite délégation de chefs d'entreprise. «L'ambiance était bon enfant, on a chanté et on a même sympathisé avec Félix Gray et Didier Barbelivien», se souvient le sénateur socialiste.

Au même moment, dans une région reculée du pays, un vendeur ambulant du nom de Mohamed Bouazizi vient de s'immoler par le feu. Sidi Bouzid est au bord de l'explosion. La France ne le sait pas encore. Son ambassadeur non plus, aveuglé par le petit monde dans lequel il gravite avec bonheur...

Depuis son arrivée en septembre 2009, Pierre Ménat a donné tous les gages à Carthage. «Avec lui, ça a été le black-out. L'ambassadeur était comme un ministre de Ben Ali», tonne Khadija Cherif, secrétaire générale de la Fédération internationale des droits de l'homme. Elle ne l'a vu qu'une fois, à une réception organisée par une autre ambassade. L'échange fut des plus vifs. Quant à Sihem Ben Sedrine, célèbre journaliste en opposition ouverte au régime, l'ambassadeur croit bon de la traiter de « mythomane » dans un télégramme diplomatique. Et lorsque l'opposant Néjib Chebbi démarre une grève de la faim en septembre 2010, l'ambassadeur refuse de le rencontrer, et annule leur rendez-vous fixé de longue date.

À sa décharge, Ménat a vécu «un véritable bizutage» en débarquant àTunis. L'élection présidentielle en Tunisie approche. La

parution imminente du livre des journalistes français Nicolas Beau et Catherine Graciet *La Régente de Carthage,* qui décrit par le menu le système de corruption mis en place par le clan, met la présidence tunisienne à cran. Le Palais rêve de faire interdire le livre en France. Il mandate à cette fin une avocate franco-tunisienne du barreau de Paris, Samia Maktouf. Une proche de Pierre Ménat, spécialiste des deals commerciaux entre les deux pays.

Venue couvrir l'élection présidentielle, la reporter du *Monde* Florence Beaugé est refoulée à l'aéroport de Tunis. L'affaire fait les gros titres de la presse française. On frise l'incident diplomatique. Puis c'est au tour de Taoufik Ben Brik, figure emblématique de la résistance tunisienne, d'être (une énième fois) arrêté. La gauche et les médias français embraient. Sous pression, le Quai d'Orsay proteste officiellement, par la voix de son porte-parole, Bernard Valéro. Le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, décide d'envoyer une lettre à son homologue tunisien, Abdelwahab Abdallah, dans laquelle il déplore de «grgves incidents» et évoque le mauvais sort fait aux journalistes.

Sitôt la lettre reçue, Pierre Ménat est convoqué par Abdallah qui tint des années durant l'appareil de propagande. Le savon est mémorable. Abdallah tend la lettre à l'ambassadeur: «Je ne peux accepter ce courrier. Je vous le rends. C'est purement et simplement de l'ingérence. La Tunisie n'est pas un département français, vous pouvez le dire à M. Kouchner. » Sonné, Ménat prévient le Quai. Il craint d'être renvoyé par Tunis si le volcanique Kouchner rend le courrier public. Le ministre restera discret. Mais Carthage veut laver l'affront et punit Ménat. Pendant trois mois, l'ambassadeur de France est «tricard». Pas un ministre ne lui parle, pas une visite officielle à Paris n'est organisée. Avec l'accord du Quai d'Orsay, il cesse alors tout contact avec l'opposition, et se consacre désormais au

«concret» : l'emploi, la culture et l'audiovisuel. Plus question de parler des droits de l'homme. Mais Pierre Ménat va aller encore plus loin et, fait rarissime pour un diplomate, désobéir à son ministre de tutelle.

En juin 2010, une autre journaliste du *Monde*, Isabelle Mandraud, demande à se rendre à Tunis. Carthage tique. Kouchner envoie un nouveau courrier de protestation. Cette fois, Ménat se rebelle. Il refuse de le transmettre. Furieux, le French doctor le convoque à Paris. En croisant un homologue européen en visite au Quai d'Orsay, Kouchner lance : «Voici notre ambassadeur en Tunisie, ou ce qu'il en reste.» Tout au long de l'entretien, le ministre des Affaires étrangères ne cache pas son mépris. Mais il ne sanctionnera pas Ménat: l'ambassadeur dispose de puissants appuis politiques, à commencer par Jean-David Levitte, le chef de la cellule diplomatique de l'Élysée. De retour à Tunis, Pierre Ménat continue dans la même veine, jusqu'à s'afficher avec des caciques de la famille Ben Ali. Lors de ses fameuses réceptions à la résidence, on croise notamment le propre gendre du président Ben Ali, Sakher El Materi, aujourd'hui en fuite au Qatar. Il est introduit par Michel Habert, le producteur du chanteur Dave, un autre ami de Pierre Ménat. D'autres fois, c'est Son Excellence elle-même qui convie un affairiste du régime aux allures de gangster, le neveu chéri de Leila Ben Ali, Imed Trabelsi. Détesté pour sa brutalité en Tunisie, renvoyé en correctionnelle en France pour avoir commandité le vol de yachts, il est invité à plusieurs reprises à la résidence, dont le 14 juillet 2010, pour la Fête nationale... Un soir, Imed Trabelsi, invité comme maire de La Goulette, débarque à une réception organisée pour les acteurs Jacques Weber et Macha Méryl, de passage à Tunis. «Il est arrivé avec toute une bande d'affreux nouveaux riches », raconte un témoin. L'ambassadeur lève un toast en l'honneur du Trabelsi le plus redouté de Tunisie.

(Ménat était très proche d'Imed. Il l'a beaucoup utilisé pour ercéder auprès de ministres», explique un homme d'affaires, têmе des ministres de Ben Ali l'ont mis en garde sur Imed abelsi ! Mais il n'a pas écouté », raconte un autre habitué des rées à la résidence. L'ancien hôte de Dar al-Kamila, Yves ibin de La Messuzière, affirme avoir été lui aussi approché r les Trabelsi : «J'ai évité d'être en contact avec eux. Cela t aucune utilité pour le travail diplomatique.»

en Ali peut reprendre la main»

Le 13 janvier 2011, à 21 h 14, alors que le président tunisien nt de promettre à la télévision qu'il ne se représenterait s, Pierre Ménat estime dans un télégramme révélé par *Monde* que Ben Ali «peut reprendre la main». Comme il le t avec constance depuis fin décembre, il exhorte les auto-és françaises d'éviter de critiquer ouvertement le président tiisien. «Ça va s'arranger», dit-il en substance.

Le 14 janvier, alors que les événements se précipitent, Ménat croit toujours pas au départ de Ben Ali. À l'Élysée, le nseiller Maghreb de Nicolas Sarkozy, Nicolas Galey, peste ntre cet ambassadeur qui ne lui envoie pas assez de nou-lles du front. À l'ambassade, le climat est de plus en plus sant. Chacun gère comme il peut. Ménat est dépassé par i événements.

Le 14 janvier 2011 au soir, c'est un membre éminent de la nille du président qui a frappé à la porte de la résidence, ambiance n'est plus vraiment aux festivités. Ben Ali vient fuir, sa belle-famille (dont le fameux Imed Trabelsi) a été rêtée. À Tunis, l'incertitude est totale. Marouane Mabrouk, **L** des gendres de Ben Ali, est paniqué. Tard dans la soirée, il :nt demander l'asile à Pierre Ménat. Il a de solides arguments :

Mabrouk est un pilier des relations économiques entre les deux pays, partenaire en Tunisie de France Télécom-Orange, de Monoprix et de Géant. Dans sa main, il tient surtout un sésame : son passeport. Grâce à sa mère, Marouane Mabrouk possède en effet la double nationalité, tunisienne et française. Mais l'ambassadeur refuse : Ben Ali parti, il a basculé dans le camp des révolutionnaires.

Le 26 janvier 2011, quand l'Élysée cherche un bouc émissaire pour éteindre la polémique sur sa gestion du dossier tunisien, il s'en prend au Quai d'Orsay. Ménat est une cible toute choisie. La traversée du désert sera de courte durée. On lui promet l'ambassade des Pays-Bas, un poste illustre. Ménat débarque à La Haye durant l'été. De quoi finir sa carrière en beauté.

Serge Degallaix, sa femme et Leila Ben Ali

Ménat peine pourtant à se remettre de son limogeage brutal. « C'est injuste», souffle-t-il à des proches. Car, d'après lui, la plupart de ses prédécesseurs n'ont guère fait mieux. Si lui décroche incontestablement la médaille d'or de la complaisance avec Carthage, deux autres sont en lice pour la médaille d'argent.

Le premier s'appelle Serge Degallaix, en poste à Tunis de 2002 à 2005. De lui, même des diplomates disent qu'il avait fini par être très proche du régime. «Ménat et Degallaix étaient des ambassadeurs de Tunisie en France, et pas de France en Tunisie», tacle Khemaïs Chammari, l'ancien opposant devenu représentant de la Tunisie à l'Unesco. «Un bon pro» de l'avis général, mais très porté sur la coopération et peu sur la politique. Voilà l'image de cet énarque passé par l'ambassade du Bangladesh et du Vietnam, où il a connu son mentor,

Jean-Pierre Raffarin. «Degallaix ne voulait pas d'ennuis. Il cherchait à passer entre les gouttes parce que c'était son dernier poste », explique l'ancienne sénatrice socialiste élue en Tunisie, Monique Cerisier-ben Guiga. «Tout juste arrivé, il m'a dit qu'il avait une priorité, les écoles françaises, et que, sur le reste, il ne pouvait rien faire. »

Au fil des mois, ses interlocuteurs le voient se «benaliser». «Après quelques mois, il utilisait des expressions de la pensée présidentielle», raconte, goguenard, son prédécesseur, Daniel Contenay - qui, lui, n'a tout simplement laissé aucun souvenir à Tunis. En août 2007, selon un câble révélé par Wikileaks, l'ambassadeur américain Robert F. Godec rapporte une conversation avec Degallaix : «La Tunisie n'est pas une dictature et ses leaders sont vraiment à l'écoute du peuple[1] », ose affirmer le Français. A l'entendre, le régime « fait des progrès sur les droits de l'homme et la liberté, même s'ils sont lents ».

Quatre ans plus tard, Degallaix assume : «Je voulais dire qu'en Tunisie, le système politique était contraint mais la vie privée libre, pas comme en Iran. » D'ailleurs, ajoute-t-il, la Tunisie de Ben Ali «n'élimine pas physiquement ses opposants». C'est oublier un peu vite les tortures et les disparitions mystérieuses.

Attablé à un café des beaux quartiers parisiens, l'ancien ambassadeur masque mal devant nous son irritation, jouant à merveille le haut fonctionnaire sûr de lui, deux décorations officielles au revers de son costume crème. «Je ne suis pas devant un tribunal, que je sache ! » nous dit-il. Il balaie d'un revers de la main toutes les objections. La polémique sur la diplomatie française ? «Si vous faites comprendre à un pays

1. Pierre Puchot et Audrey Vucher, «Tunisie & Wikileaks : portrait d'une diplomatie française soumise au régime de Ben Ali», *Mediapart,* 18 février 2011.

qu'il est infréquentable, vous ne pouvez plus parler, le rideau se ferme.» Sa propre retenue? «Je me faisais l'avocat du renforcement de la relation entre la France et la Tunisie, avec la coopération comme instrument.» Ses relations avec les opposants? Il jure avoir mené pour eux des actions discrètes, prétend en connaître un grand nombre. Lesquels ? L'ex-ambassadeur s'agace. Il finit par lâcher un nom : « Monsieur Triki. »Triki ? Il s'agit en réalité du président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme... MokhtarTrifi. «Nos relations étaient distendues, tempère ce dernier. Degallaix nous invitait parfois à la résidence, mais ne venait jamais à notre fête annuelle où se rendaient pourtant ses homologues britannique, américain ou allemand. »

Comme Ménat, Degallaix naviguait dans d'autres eaux. Son épouse surtout. Tout Tunis savait que Fatemeh Richard Degallaix fréquentait le club Elyssa, créé par Leila Ben Ali et tenu par la propre sœur de la «présidente». Dans cette coquette bâtisse blanche à l'intérieur luxueux, située en contrebas de la résidence présidentielle sur les hauteurs de Sidi Bou Saïd, se côtoyaient les dames riches de la capitale, épouses de ministres ou de hauts fonctionnaires. Elles jouaient aux cartes, prenaient des cours de danse. Leila Ben Ali en choisissait les membres. «On y venait pour nouer des relations et se rapprocher de Carthage», raconte m ancien journaliste très au fait des mœurs de l'ancien régime. «Faty » Degallaix y tenait une bonne place. Son époux, lui, «n'y voyait pas malice», assure Daniel Contenay. «Avec le recul, c'est facile... Mais mon épouse n'était pas la seule. Elle était membre du club, mais n'y allait pas tous les jours. Et il ne s'y passait rien de répréhensible », explique Serge Degallaix. Lui admet simplement que sa femme était présidente du club des conjoints d'ambassadeurs, dont certains événements étaient parrainés par Leila Ben Ali. Ce copinage lui sera d'ailleurs reproché au Quai d'Orsay. Considéré comme un ambassadeur

«zélé» envers Ben Ali, selon un diplomate, Degallaix n'a jamais retrouvé d'affectation après Tunis et a finalement passé un an «au placard», avant de faire valoir ses droits à la retraite.

L'amiral Lanxade, diplomate mondain

Son concurrent pour la médaille d'argent de la complaisance est un personnage plus ambigu. L'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées lors de la guerre en Irak de 1991, est un homme clé de la Mitterrandie, à qui le poste de Tunis a été servi sur un plateau par Jacques Chirac tout juste élu, en 1995. «Avec le Premier ministre Alain Juppé, ils voulaient me donner un poste au Conseil d'État ou dans des sociétés publiques. J'ai demandé à être ambassadeur, et j'ai choisi Tunis.» En arrivant, l'amiral n'a pas d'états d'âme. Il sait sa marge de manœuvre quasi nulle. «Pour Chirac, il fallait préserver Ben Ali : il n'y avait pas d'autre solution pour garantir la stabilité du pays », explique ce militaire affable qui donne ses rendez-vous à deux pas de son domicile, au célèbre café de Flore à Saint-Germain-des-Prés. Il se savait aussi sous surveillance à Tunis : lui-même s'est plaint auprès de ministres tunisiens de voir son courrier systématiquement ouvert... «et mal recollé », sourit Lanxade.

De 1995 à 1999, l'amiral va donc faire àTunis ce qu'on attend de lui : le strict minimum. Il s'en cache d'ailleurs à peine, tant il se plaît à raconter son entrevue avec Ben Ali, peu de temps après son arrivée. Quand la conversation s'engage sur la liberté de la presse, Lanxade explique au président tunisien que les journaux sont si surveillés qu'on n'y lit jamais le moindre fait divers. «Un mois après, la présidence m'appelle pour que j'achète un journal. Il y avait un fait divers. » La presse n'en a pas été plus

libre. « Certes », admet Lanxade. Plus sérieusement, l'amiral salue sans nuance, dans un entretien *à. Jeune Afrique* en 1997, les «impressionnantes transformations en cours» en Tunisie, et les efforts accomplis pour «amener le progrès économique et social dans les endroits les plus reculés et les banlieues les plus défavorisées », et ainsi « ôter aux intégristes leur terrain d'action »[1].

À Tunis, lui et son épouse Loïse sont connus pour raffoler des mondanités. «Il n'y avait pas un enterrement ou une fête de circoncision auxquels Mme Lanxade n'assistait pas. Elle s'introduisait partout», raconte Souhayr Belhassen, présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme. «Lui et sa femme étaient très incrustés dans le pays. Ils adoraient ça», raconte aussi Daniel Contenay qui leur a succédé à Tunis. En juin 1996, Loïse Lanxade supervise le défilé à Hammamet de la maison de haute couture Torrente, subventionné par le régime via l'Office national du tourisme. La même année, le couple est invité au mariage en grande pompe de Cyrine Ben Ali, la fille du président, avec Marouane Mabrouk.

Les opposants, l'amiral ne les ignore pas. Du moins pas tous. Il côtoie par exemple Mohamed Charfi, ancien ministre de l'Éducation de Ben Ali, tombé en disgrâce. Mais il méprise les autres... «Ils ne rassemblaient rien autour d'eux, juge Lanxade. Voir les opposants, c'était voir Radhia Nasraoui, l'extrême gauche et les islamistes. C'était une micro-société civile.» En 2011, Lanxade en reste convaincu, persuadé que ses canaux - très personnels - lui offraient une connaissance suffisante de la réalité tunisienne. Et l'ancien ambassadeur de se lancer dans un récit surréaliste de ses safaris dans les régions de l'intérieur, d'où est partie la révolution tunisienne : «Moi je chassais. Surtout dans les régions de l'intérieur - Sidi Bouzid, je connais très bien: j'y chassais la grive.» Peu avant

1. *Jeune Afrique,* 2-8 juillet 1997.

son départ, Ben Ali lui a même fait cadeau d'un permis de chasse pour dix ans.

Toujours si sûr de son bon droit, Lanxade n'a pas hésité, sitôt le régime tombé, à déplorer le soutien officiel de la France à Ben Ali[1]. «Cette révolution était inéluctable, confie-t-il dans *Le Journal du dimanche.* Je l'avais écrit dès 1999, quand j'ai quitté mes fonctions à Tunis. La dérive autoritaire de ce régime le condamnait. » Il a même écrit un livre, où il accuse l'Élysée de s'être volontairement aveuglé sur la situation en Tunisie[2]. De quoi faire sourire beaucoup de ceux qui l'ont vu à la manœuvre.

Chercheur pendant les années Lanxade à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, un institut de recherche de Tunis financé par le ministère des Affaires étrangères, Vincent Geisser n'a pas gardé un bon souvenir de son séjour. Il raconte une atmosphère lourde, empreinte de paranoïa, à tous les étages de la coopération française. «Dès le premier jour, on était mis en condition. On nous apprenait en gros à ne jamais faire d'enquêtes ou d'entretiens qui puissent gêner le régime. On voyait les Américains, la bouche en cœur, arriver et rencontrer en dix jours tous les opposants ! Nous, l'ambassade nous mettait en garde. La censure et la peur étaient très largement reproduites dans les fonctionnements de la diplomatie française. »

Ce tableau d'une diplomatie discréditée, faite d'intimidations, de fatalisme, de médiocrité et de réelle complaisance, ne saurait cependant être complet sans souligner, comme le font les Tunisiens, le travail accompli, parfois dans une grande solitude, par certains diplomates.Yves Aubin de La Messuzière,

1. «Paris n'a pas pris la mesure de la situation», *Le Journal du dimanche,* 16 janvier 2011.

2. *Demain la Tunisie,* Paris, France-Empire, 2011.

ambassadeur de 2002 à 2005 (qualifié par ses détracteurs d'indécrottable «gauchiste»), s'est ainsi plusieurs fois violemment accroché avec le régime avant de demander à être relevé, lassé du *mano a mano* permanent avec Carthage.Tous les opposants tunisiens rendent aussi hommage à son numéro trois à Tunis, Jean Hannoyer, que la tâche a épuisé, tant le régime le harcelait, et à l'actuel numéro deux de l'ambassade, Étienne Chapon, déjà en poste sous Pierre Ménat.

Des hommes d'affaires hors pair

Les autres n'ont jamais disparu du paysage tunisien. Des années après leur départ, on les croise souvent dans l'avion entre Paris et Tunis. Ils causent dans des séminaires d'hommes d'affaires plus ou moins sponsorisés par le régime. Ils ont été aperçus dans les salons de la bourgeoisie. On les croise encore dans l'hôtel le plus luxueux du pays, où toute la France officielle a ses quartiers, le Residence à Gammarth, une magnifique presqu'île à quelques kilomètres de Tunis, ou chez leurs amis de La Marsa et Sidi Bou Saïd.

Presque tous ont entamé une seconde carrière en Tunisie, préparée pendant leurs années à l'ambassade : le business. «De plus en plus d'ambassadeurs utilisent leur dernier poste pour nouer des relations avec les milieux économiques et continuer d'avoir des activités à la retraite. Cela pose des problèmes de déontologie», se désole Yves Aubin de La Messuzière. Ces activités sont pourtant sévèrement encadrées par le guide de déontologie du ministère des Affaires étrangères. Mais, en pratique, les règles sont bien plus souples. Quand Daniel Contenay se plaint de ce que son prédécesseur Jacques Lanxade est devenu administrateur de plusieurs sociétés tunisiennes, personne n'enjoint à l'amiral de cesser ses activités.

Une fois à la retraite en 2002, Daniel Contenay oubliera bien vite son courroux pour faire fructifier à son tour le réseau qu'il s'est constitué... Il a ainsi conseillé (contre rémunération) la multinationale Veolia lors de la passation de certains contrats. «Depuis, je suis sollicité par d'autres sociétés pour de gros contrats, avoue Contenay. Mais tant que la situation en Tunisie n'est pas éclaircie, c'est au point mort.»

L'ex-ambassadeur est également vice-président de la Chambre de commerce franco-arabe (CFCA) présidée par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette. Un poste bénévole, mais qui permet de faire fructifier les réseaux. La CFCA est d'ailleurs un véritable repaire d'anciens diplomates : Serge Degallaix y émarge aussi comme conseiller (rémunéré). Il est par ailleurs responsable des relations internationales de la fondation politique de Jean-Pierre Raffarin, Prospective & Innovation, mission qui l'amène à se rendre fréquemment en Tunisie.

En 2011, treize ans après avoir quitté Tunis, l'amiral Lanxade est toujours administrateur de deux entreprises. Dont la Cotusal (Compagnie générale des salines de Tunisie), filiale de l'entreprise française Les Salins du Midi. Son organigramme est un Who's Who du business franco-tunisien. Norbert de Guillebon, son directeur général, est l'inamovible président en Tunisie des conseillers du commerce extérieur français - le réseau économique de l'ambassade. Son directeur général adjoint, Foued Lakhoua, dirige la Chambre tuniso-française du commerce et de l'industrie. Le très médiatique économiste Christian de Boissieu, président du Conseil d'analyse économique (CAE), un organisme de prospective rattaché à Matignon, émarge lui aussi au conseil d'administration. Il a d'ailleurs été décoré par le régime de Ben Ali du titre de commandeur de l'ordre de la République tunisienne, et préside le cercle d'amitié France-Tunisie, un lobby essentiellement axé sur le business.

«Je suis entré au conseil de la Cotusal un ou deux ans après mon départ de l'ambassade», reconnaît l'amiral Lanxade, qui s'était bien gardé d'en faire la publicité avant que nous ne le découvrions[1]... et omet encore d'en parler dans son ouvrage post-révolution. De son propre aveu, il retourne « deux à trois fois par an» en Tunisie. Il dit toucher environ « 1000 euros par an» de jetons de présence à la Cotusal, et ne voit pas le mal. «J'avais bien connu Norbert de Guillebon. La Cotusal voulait se préserver d'actions désagréables du pouvoir. De Boissieu a été pris pour la même raison», explique Lanxade. «Le conseil d'administration était constitué d'amis», dit-il. Des amis, mais aussi... Alya Abdallah, l'épouse d'Abdelwahab Abdallah, un des conseillers de Ben Ali.

L'amiral émarge aussi au conseil d'AON Tunisie, filiale d'un géant américain de la réassurance, pour un autre millier d'euros par an. Là encore, dit-il, c'est juste pour le plaisir. Une occasion de plus de retourner dans un pays dont il s'est amouraché. « Dans le genre de vie que je mène, si vous n'avez pas de raisons d'aller dans un pays, vous n'y allez pas. Il y a toujours une réunion ou un colloque quelque part où vous êtes invité. Ça m'oblige à continuer à m'intéresser à la vie du pays et pas seulement à la plage, aux amis ou à Djerba.» Lanxade joue aussi parfois les intermédiaires, ouvrant son carnet d'adresses à des patrons de PME françaises désireuses de s'implanter en Tunisie. Accusé en Tunisie de facturer ses services, il jure que «c'est totalement bénévole».

1. «Comment l'ambassade de France a soutenu Ben Ali», *Mediapart*, 31 janvier 2011.

«Papy Zarrouk» et les ambassadeurs

Lanxade est aussi très proche d'un personnage de l'ombre, mais important pour comprendre les relations entre la France et la Tunisie : Youssef Zarrouk. Héritier d'une grande famille aristocratique ruinée après l'indépendance, c'est un intermédiaire international «de haut calibre », dixit un homme d'affaires. Longtemps proche du pouvoir tunisien, c'est aussi un «renifleur» de marchés hors pair pour les grandes entreprises qui veulent investir en Tunisie, en Libye, en Algérie. « C'est un thermomètre, dit un homme d'affaires de Tunis. Il prend la température de l'eau...» Youssef Zarrouk est un sexagénaire élégant et affable. Quand il n'est pas sur son yacht, dans une suite au Bristol à Paris ou dans son superbe loft de Cannes, «Papy Zarrouk», son surnom dans les milieux d'affaires tunisiens, est un pilier du club nautique de Sidi Bou Saïd. Là, il passe ses journées à assouvir sa passion du poker.

Ancien vendeur de *Jeune Afrique,* l'homme s'est fait une spécialité de la vente de trains, de centrales électriques, d'avions et d'armements - «Je n'ai jamais vendu un fusil», nous jure-t-il un soir dans le jardin du Bristol : cela fait bien rire tous ceux qui le connaissent. Au début des années 1990, ce proche de Charles Pasqua est sollicité par la Sofremi, l'office de vente d'armes du ministère de l'Intérieur français, pour vendre des équipements de surveillance au régime tunisien[1]. Une société à la réputation sulfureuse, mise en cause par la suite dans plusieurs affaires de commissions occultes[2]. «Le programme

1. Sofremi: Société française d'exportations de matériels et systèmes du ministère de l'Intérieur.

2. En avril 2010, Charles Pasqua a été condamné à de la prison avec sursis pour complicité d'abus de biens sociaux et complicité de recel par la Cour de justice de la République.

visait à restaurer le renforcement de la protection des frontières de la Tunisie, l'identification des empreintes digitales pour le ministère de l'Intérieur, la couverture Radar et divers matériels pour le ministère de la Défense», détaille Bernard Guillet, le conseiller de Pasqua. L'amiral Lanxade, alors ambassadeur, confirme : «Je me souviens d'un projet de gros contrat de 300 millions de francs.» L'affaire ne se fera pas. Mais, en 1999, quand le fils de Charles Pasqua, Pierre-Philippe, fuit en Tunisie pour échapper au juge Courroye qui l'accuse d'avoir touché 2,5 millions de dollars de commissions occultes versées par la Sofremi et GEC-Alsthom, le rejeton de l'ancien ministre de l'Intérieur est logé par l'ami Zarrouk dans une «superbe maison» de Sidi Bou Saïd, avec piscine et «vue imprenable sur la Méditerranée »[1].

Zarrouk s'est aussi fait une spécialité de « draguer» les diplomates français. En général, il les invite à contempler sa formidable collection d'art orientaliste, une des plus belles du pays. Certains n'ont guère résisté. Échange de bons procédés : lui pense tirer profit de leur carnet d'adresses, eux y ont vu un relais utile pour entrer en contact avec Carthage... ou préparer leur retraite dorée. Jacques Lanxade, en poste àTunis de 1995 à 1999, ne cache pas avoir été très proche, mais affirme ne pas avoir été en affaires avec lui. «Je l'ai connu par la famille des laboratoires Mérieux, dit Lanxade, car son beau-frère était représentant du laboratoire en Tunisie. C'est un homme très intéressant, il avait une connaissance intime du pays. » Alors qu'il est chargé par Jacques Chirac de faire venir Ben Ali à Paris, Lanxade le consulte pour sonder les intentions du président tunisien. À l'époque, Zarrouk est très proche de Slim Chiboub, un des gendres du dictateur. Lanxade et lui

1. «Pierre-Philippe Pasqua, exilé volontaire », *Paris Match,* 14 octobre 2004.

deviennent amis. Tellement proches qu'il n'est pas rare que M. Zarrouk ramène à Lanxade un petit cadeau des boutiques de luxe cannoises.

Quant à Daniel Contenay, il s'est associé avec Zarrouk, sitôt la retraite arrivée. Associés à un troisième larron, Jean-Marc Pizano, le trio a créé une société de conseil, Lynx Conseil International. Au nom de Lynx, Contenay a travaillé pour Areva qui souhaitait s'implanter dans le nucléaire civil en Turquie, et effectué une mission pour la direction d'EDF. Les trois hommes ont aussi collaboré via une autre société, ATE (Aéronautique et Technologies embarquées) qui fournit du matériel embarqué dans les avions civils ou militaires, et compte parmi ses plus gros clients de nombreux groupes français ou européens comme Thaïes, Eurocopter, Safran ou EADS.

En avril 2010, Lynx a été liquidée. Pizano est devenu président d'ATE, Contenay vice-président. Et Zarrouk... a disparu de l'organigramme. « On s'est fâché, une affaire de facture non réglée, prétend Contenay. Ce monsieur n'est pas honnête. C'est un vendeur de vents. Il nous a promis beaucoup de contrats, mais n'a pas ramené grand-chose.» Ces dernières années, l'étoile Zarrouk a pâli. Son allié, Slim Chiboub, est tombé en disgrâce au début des années 2000, remplacé par l'autre branche de la famille, les Trabelsi et les El Materi. Bien des entreprises françaises se sont passées de ses services. Peu disert lors de notre rencontre à l'hôtel Bristol, Zarrouk lâche : «Avant, je travaillais beaucoup avec la France. Moins maintenant : les entreprises françaises préfèrent travailler avec des gens proches du pouvoir. »

5. Des soutiens politiques tous azimuts

29 mars 2011. La Tunisie découvre à peine la liberté. Le nouvel ambassadeur de l'Unesco à Paris, Khemaïs Chammari, figure de l'opposition nommée par le gouvernement de transition, reçoit pour la première fête nationale post-Ben Ali. Le moment se veut solennel. Mais la scène est surréaliste. D'anciens bannis de l'ère Ben Ali, comme le journaliste Nicolas Beau[1], croisent, un verre à la main, les habitués de l'ambassade de Tunisie à Paris, et partagent les petits-fours avec d'anciens thuriféraires de Ben Ali. Les invitations ont été lancées à la hâte, les listings n'ont pas été nettoyés. Chammari, à peine arrivé, a juste eu le temps d'inviter des ONG et de biffer une dizaine de noms. Dont ceux d'Éric Raoult et de Dominique Baudis, jugés trop proches de l'ancien pouvoir.

Dans la foule, les habitués sont là : les anciens ambassadeurs Lanxade et Contenay, le socialiste Bertrand Delanoë, les UMP Étienne Pinte et Georges Fenech. L'hôtelier Hosni Djemmali, VRP de la Tunisie à Paris, est tout heureux de présenter le dernier numéro de son magazine *Tunisie Plus* : un « spécial » de vingt-quatre pages sur cette « Révolution de la Dignité dont nous sommes si fiers », selon ses mots. Charles

1. Nicolas Beau raconte cette soirée dans *Tunis et Paris. Les liaisons dangereuses,* coécrit avec Arnaud Muller, Paris, Gawsewitch, 2011.

Pasqua, qui traquait les islamistes la main dans la main avec Ben Ali, a aussi fait le déplacement. La «Tunis connection» est presque au grand complet.

Les membres du gouvernement français sont venus en nombre : Claude Guéant, Nadine Morano, Jeannette Boughrab, l'inévitable Frédéric Mitterrand et... le ministre chargé des Relations avec le Parlement, Patrick Ollier. Le compagnon de Michèle Alliot-Marie est lui aussi monté dans le jet d'Aziz Miled à Noël quand le pouvoir tirait sur son peuple. Manifestement, il n'a guère pris la polémique au sérieux. À des convives sidérés il explique: «Je voudrais retourner jouer au golf en Tunisie, mais mes copains ne veulent pas venir avec moi... » Plus étonnant encore, plusieurs invités ne craignent pas d'arborer les décorations officielles dont le régime de Ben Ali les avait gratifiés. «Il m'avait fait Commandeur de l'Ordre du mérite. J'avais toujours laissé cette décoration dans un tiroir. Je ne l'ai pas davantage mise ce soir-là. Mais d'autres l'avaient, oui», raconte Étienne Pinte. Posséder une telle breloque n'avait rien d'exceptionnel dans la classe politique française. À droite comme à gauche, le régime avait ses aficionados. Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, Philippe Séguin, Frédéric Mitterrand ont reçu le Grand Cordon de l'ordre du 7 Novembre, la plus haute distinction du régime. Jean-Pierre Raffarin et Dominique Strauss-Kahn ont été élevés au rang de grand cordon de l'ordre de la République[1].

1. Michel Revol, Aziz Zemmouri, «Les amis français de Ben Ali», *Le Point*, 21 janvier 2011.

Ben Ali et ses «amis français»

Terne et peu bavard, Ben Ali n'était pas du genre à copiner. Mais il avait très vite compris qu'il ne pourrait se maintenir au pouvoir sans des soutiens étrangers. Certains lui étaient acquis d'office. Sans discussion. Comme une évidence, où se mêlent le souvenir d'un paradis perdu, la douleur de l'exil ou la douceur d'un pays au parfum d'enfance. C'est du moins ce qu'en disent les natifs de Tunisie, qui ont compté parmi les avocats du régime. Ou bien ceux qui, à droite comme à gauche, ont fait du plus petit pays du Maghreb leur seconde patrie.

Nés en Tunisie, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, ou le député socialiste Claude Bartolone étaient des hôtes réguliers de l'ambassade de Tunisie à Paris. Tout comme Frédéric Mitterrand, l'avocate Gisèle Halimi, figure de la cause des femmes très discrète pour dénoncer les atteintes aux droits de l'homme[1], ou le journaliste Serge Moati. Le producteur de télévision, ancien animateur de l'émission *Ripostes* sur France 5, a choisi de se raconter lui-même dans un livre. Né en 1946 dans une famille juive de Tunis, il y justifie son lourd silence[2]. Nous le rencontrons dans son bureau parisien de la rue François-Ier, couvert d'affiches colorées datant de l'époque coloniale. Quand il montre la photo de son père, journaliste socialiste qui milita pour l'indépendance de la Tunisie, le présentateur télé aux petites lunettes rondes ne peut retenir ses larmes. «J'ai été lâche, dit-il, je rends hommage aux journalistes courageux. La liste est courte. Moi, je ne l'ai pas été. » «Je ne pouvais pas... Je ne pouvais pas... », nous dit-il.

1. Gisèle Halimi n'a pas souhaité nous répondre.
2. *Dernières Nouvelles de Tunis,* Paris, Michel Lafon, 2011.

Il craignait de « mettre des amis dans l'embarras », et de causer des ennuis à ses deux cousins toujours au pays. «Et puis mes parents y sont enterrés. Je ne voulais pas qu'on m'interdise de me rendre sur leurs tombes. » Serge Moati a quitté la Tunisie à 11 ans. Plus de cinquante ans après, le réalisateur, ex-conseiller de François Mitterrand, dit encore : «J'ai le sentiment d'avoir perdu un paradis. » Il possède une maison à La Marsa, la banlieue chic de Tunis. « Si vous ne quittez pas les environs de la capitale, c'est un pays délicieux. Sidi Bouzid, je ne savais pas où c'était.» Un silence. Puis cette phrase: « Il y avait un mirage tunisien derrière, dit-on, des cris des torturés... Mais ceux-là n'arrivaient pas jusqu'à nos oreilles.»

Serge Moati a donc préféré le silence à l'indignation. Comme beaucoup de «Tunes », surnom donné à ceux qui ont quitté la Tunisie peu après l'indépendance. Le secrétaire d'État au Commerce extérieur de Nicolas Sarkozy, Pierre Lellouche, se souvient encore de son départ : «Avec la valise en carton le jour où la Tunisie a été indépendante... J'avais cinq ans, je me souviens encore de la montée sur la Nationale 7 dans le camion ouvert. » Ou l'ancien député Georges Fenech, qui a quitté la Tunisie à 8 ans parce que l'oliveraie familiale de Mahdia avait été nationalisée. Mais le plus connu d'entre eux est évidemment Philippe Séguin.

Décédé en 2010, l'ancien président de la Cour des comptes, converti très tôt aux vertus du benalisme, n'est jamais revenu sur ses positions. Né en Tunisie pendant la guerre, parti en 1956, Séguin était un invité régulier, choyé par le régime qui mettait à sa disposition voitures officielles et chauffeurs. Le plus grognon des politiques français avait un accès direct à Ben Ali. En 2002, le président était allé jusqu'à lui offrir son appartement natal du 4, rue de Londres, en plein centre-ville de Tunis. «Juste avant une visite de Séguin, j'ai moi-même téléphoné au gouverneur pour lui dire que le président allait

lui faire une surprise et lui acheter son appartement», raconte Mohamed Jegham, alors très proche collaborateur de Ben Ali. «En quarante-huit heures, tout était prêt.» Le locataire a été prié de quitter les lieux, des travaux ont été entrepris à la hâte. «C'était déplacé», convient aujourd'hui Jegham. Séguin aura la présence d'esprit de céder aussitôt l'appartement à une association d'amitié franco-tunisienne.

Mais, pour le reste, l'attachement de Séguin à la Tunisie était irrationnel. «Viscéral », explique le député séguiniste Philippe Briand. Selon Henri Guaino, qui fut très proche de Séguin, l'homme n'était « pas un ami » de Ben Ali. « Ben Ali l'a soigné, il lui a offert cet appartement, mais Séguin n'a jamais été proche. Il aimait la Tunisie et estimait qu'il valait mieux ne pas être en conflit avec le pouvoir tunisien. » Son admiration était aussi très idéologique, selon Ahmed Bennour, l'ancien chef de la sûreté en exil à Paris depuis 1987 : «D'après Séguin, Ben Ali était un Napoléon III en herbe. » Allusion à la nostalgie de l'ancien président de l'Assemblée nationale pour les pouvoirs forts en général et le Second Empire en particulier[i]. Séguin défendait la théorie d'une démocratisation progressive. Selon lui, la Tunisie était d'abord victime d'un complot médiatique. «Je déplore la légèreté, la superficialité, et l'injustice avec lesquelles la Tunisie a été traitée dans certains médias, disait Séguin au lendemain de l'élection présidentielle de 1999,1a troisième d'affilée remportée par Ben Ali avec 99,45 % des voix. Ce pays veut construire une démocratie forte et durable. Il entend donc l'établir sur des fondements inébranlables. On ne sait que trop, en effet, ce qu'il advient quand on calque sans préparation les modèles démocratiques occidentaux sur des sociétés qui ne sont pas au même stade de

i. Philippe Séguin a signé une biographie de Napoléon III, *Louis Napoléon le Grand,* Paris, Grasset, 1990.

développement et d'organisation[1].» Ses proches disent qu'il avait tenté de faire «passer des messages» au président pour ouvrir le régime. En pure perte.

Avec Séguin en étendard, Carthage a maintes fois tenté d'agrandir son réseau politique. Mais en matière de lobbying, la Tunisie officielle s'est révélée bien peu efficace, au regard de ce que la monarchie marocaine, par exemple, savait déployer. Des archives que nous avons consultées, provenant du « 36, rue Botzaris », le siège du RCD, le parti çle Ben Ali à Paris, sont à cet égard très instructives[2]. Le premier décès documents date de 2000. Il est intitulé «liste des personnalités à qui nous avons envoyé vin cadeau de fin d'année 2000 ». On s'attendrait à y voir des centaines de noms. Il n'y en a que... seize. La liste commence par des noms de gauche (alors au gouvernement) : Alain Chenal, conseiller du Premier ministre Lionel Jospin; Pierre Mauroy, longtemps patron de l'Internationale socialiste ; le ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant et, bien sûr, Bertrand Delanoë, alors sénateur de Paris. Un peu plus loin, on trouve un autre élu de Paris, Claude Estier, l'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement et le patron du PS, François Hollande. À droite, la liste est encore plus succincte : Philippe Séguin, le maire de Paris, JeanTiberi, et Michèle Alliot-Marie, alors présidente du RPR. Suivent quelques responsables municipaux parisiens, le commissaire du XIXe, l'arrondissement où est installé le siège du RCD, ainsi qu'un agent des renseignements généraux. Les cadeaux? «Des dattes sans doute», répondent plusieurs d'entre eux. Pas de quoi en mettre plein la vue[3]...

1. Jeune Afrique, **n° 2025, 2-8 novembre 1999.**

2. Voir chapitre 8.

3. La liste comprend aussi le directeur général du Crédit municipal de Paris, Guy Legris, le maire du XIXe arrondissement de Paris, Roger Madec.

Un autre document révèle ceux que le régime considérait comme ses «amis» politiques. Le 15 mars 2004, une émanation du RCD, le Rassemblement des Tunisiens en France, organise un colloque à l'Unesco. Sur le listing des 383 invités, les participants considérés comme les « amis français » de la Tunisie sont surlignés en bleu. À pari Georges Fenech et Patrick Ollier, tous deux députés, on ne trouve que des personnalités de second plan : le maire (UMP) de Boulogne-Billancourt Jean-Pierre Fourcade, son adjoint au tourisme Léon Sebag, Hamou Bouakkaz, un conseiller de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris, le sénateur Jean-Yves Autexier, des élus de Seine-Saint-Denis ou des Hauts-de-Seine, où résident de nombreuxTunisiens d'île-de-France. Bien peu s'y sont rendus. «Je ne suis pas allé à ce truc, se rappelle Autexier. J'ai sûrement été classé parmi les "amis" parce que j'étais responsable des relations internationales du MRC », le parti de Jean-Pierre Chevènement. Ou était-ce parce qu'il loue chaque année une maison àTozeur, dans le Sud tunisien? «Je suis allé à un congrès du RCD àTunis au début des années 1990, cela m'avait fait penser à un congrès du PC bulgare dans les années 1950! La Tunisie était une sorte de parenthèse dans le Maghreb. Les gens qui avaient des idées ne pouvaient pas s'exprimer. Et ceux qui parlaient n'avaient pas d'idées.»

Les groupes d'amitié, bras armés du statu quo

Si le lobbying politique se révèle modérément fructueux, la relation entre les deux États est au beau fixe. C'est vrai entre les présidents de la République. C'est vrai, aussi, entre les Assemblées. Les parlementaires français ont multiplié les voyages d'études sans jamais chercher à percevoir l'envers du décor des «villages Potemkine» que le régime leur présentait.

À l'Assemblée nationale, le groupe d'amitié France-Tunisie a toujours été pléthorique. Le poids de l'histoire, sans doute. Et aussi pour nombre de députés, l'espoir guère dissimulé d'y faire un ou deux séjours au soleil. La nomination du président du groupe n'est pas laissée au hasard. Philippe Séguin le dirige au début des années 1990. Élu président de l'Assemblée en 1993, il le transmet deux ans plus tard à son disciple Étienne Pinte, le maire de Versailles. «Il m'a dit: "Je te confie mon bébé."» En 2002, un autre séguiniste, l'élu d'Indre-et-Loire Philippe Briand, prend le relais. «Je ne connaissais pas du tout la Tunisie», admet ce dernier. Pour présider le groupe, il faut surtout avoir l'aval de l'Élysée.

«Les nominations sont assez formelles pour quelques pays : les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni ou les anciennes colonies du Maghreb, précise Briand. On fait attention à ne pas mettre des gens qui font n'importe quoi. Il faut un peu de mesure.» «Les présidents de groupe sont en service commandé du gouvernement», résume Pinte, qui a joué le jeu pendant dix ans. Avant d'abandonner, «découragé»: «On a essayé de faire entendre à Ben Ali qu'il lui fallait mettre de l'eau dans son vin, mais nous ne sommes jamais parvenus à nos fins.»

Ceux qui lui succéderont se sont posé bien moins de questions. Des années plus tard, Philippe Briand (président de 2002 à 2007) ne tarit pas d'éloges sur la Tunisie telle qu'il l'a découverte à l'époque. «Faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain.» L'UMP Georges Fenech qui lui succède en 2007 soutient Carthage sans faillir, conscient que le groupe « est un peu une chasse gardée de l'Élysée». En Tunisie, le groupe «miroir» est présidé par Charfeddine Guellouz, apparatchick qui préside l'Union tunisienne de solidarité sociale, la vitrine sociale du régime. Georges Fenech est très impressionné : «Des vêtements récupérés partaient par camions entiers dans toute laTunisie à destination des démunis. C'était une organisation

industrielle. C'est un peu les Restos du cœur officiels. C'est ça qui est frappant en Tunisie: vous ne trouvez pas de SDF, de gens qui dorment sur le trottoir, ils ont tous un toit pour dormir, il y a une solidarité entre eux qu'on ne trouve pas ici.» Son collègue UMP de la Loire, Dino Cinieri, lui succède. «Il n'a rien fait, lui. C'est pas son truc », lâche Fenech. En novembre 2009, Cinieri fait tout de même le déplacement de Tunis pour le « symposium international» du RCD. Ben Ali vient d'être réélu pour la cinquième fois à plus de 89%. Devant témoins, Cinieri félicite chaleureusement les responsables du parti : « 89 % ! Ah bravo ! Moi qui suis élu, je peux vous le dire : c'est vraiment une belle victoire[1]. »

Quant au groupe au Sénat, il a été dirigé jusqu'en 2001 par Bertrand Delanoë, longtemps très laudateur sur le régime. Son successeur, la socialiste Monique Cerisier-ben Guiga, mariée à un Tunisien considéré comme un opposant, a vécu des moments autrement plus difficiles. «J'étais perçue comme une Tunisienne qu'on pouvait intimider. Les officiels tunisiens me faisaient grief d'avoir de mauvaises fréquentations. On m'a signalé qu'il faudrait que ma fille se calme parce qu'elle avait été vue avec des gens qui ne leur plaisaient pas politiquement. Le fait que je reçoive au Sénat tous les leaders de l'opposition était considéré comme scandaleux. Je recevais des appels de l'ambassadeur de Tunisie en France. Ils se sont mis à me boycotter. Je n'étais plus invitée.» Elle jette l'éponge en 2004.

Après elle, le maire socialiste d'Orléans Jean-Pierre Sueur, est bien plus conciliant. Il reçoit bien des opposantes comme Souhayr Belhassen (Fédération internationale des droits de l'homme), Khadija Cherif (Association des femmes démocrates), ou la femme du journaliste emprisonné Taoufik Ben Brik. Mais le groupe n'est guère actif. Surtout, Sueur est

1. Dino Cinieri n'a pas souhaité répondre à nos questions.

chargé de maintenir un bon contact avec Tunis. Il sympathise avec l'ambassadeur de Tunisie, Raouf Najar. Quand le RCD veut recoller les morceaux en 2010 avec le Parti socialiste, c'est lui qui est approché. «Raouf Najar m'a dit qu'une responsable du RCD voulait absolument me voir. Je leur ai donné rendez-vous à Saint-Germain-des-Prés. Ils étaient venus me voir pour se plaindre de l'arrêt des relations entre le PS et le RCD. Je leur ai dit que ce serait très difficile à cause de l'absence de démocratie. »

La droite : entre aveuglement et soutien

Stabilité, lutte contre l'islamisme, émergence d'une classe moyenne, business : à droite, sauf exceptions, le « miracle » tunisien a marché à plein. Jusqu'aux derniers jours, Ben Ali a semblé inamovible aux yeux des éminences du RPR puis de l'UMP. Elles jurent n'avoir rien su de l'accélération de la prédation en Tunisie et du délitement du régime.

Premier ministre de 2002 à 2005, Jean-Pierre Raffarin vient en Tunisie chaque année comme invité d'honneur du Forum de l'Institut arabe des chefs d'entreprise (IACE), organisé début décembre à El Kantaoui, petit port touristique proche de Sousse. Un raout placé « sous le haut patronage de Son Excellence» Ben Ali, et organisé par Chekib Nouira, homme d'affaires intime de Slim Chiboub, l'un des gendres de Ben Ali. «Naturellement dans le discours d'ouverture et de clôture, il y avait toujours des hommages officiels à Ben Ali, mais la parole pendant les débats était très libre, prétend l'ancien Premier ministre. Dans l'assistance, je ne voyais pas monter la contestation à ce degré. Les hommes d'affaires ne parlaient pas de la corruption, qui semblait très limitée et concentrée au sommet de l'État... » Et ce n'est sans doute pas son conseiller

diplomatique qui lui a ouvert les yeux, puisqu'il s'agit de... Serge Degallaix, l'ancien ambassadeur à Tunis très timoré vis-à-vis du régime.

Plus généralement, le RCD, héritier du Néo-Destour de Bourguiba, a beau être membre de l'Internationale socialiste, il entretient avec l'UMP les meilleures relations du monde. Au cours des années 2000, l'UMP est l'invitée régulière des grand-messes du parti de Ben Ali. Des sessions dignes des rassemblements des ex-dictateurs d'Europe de l'Est. «J'ai été effaré par le nombre de personnes qui faisaient des éloges à Ben Ali, on se serait cru en Roumanie. Il y avait un côté brosse à reluire, compassé, formel, soviétique», glisse le chercheur Pascal Boniface, invité en 2009. Chaque année, au début du mois de novembre, lors de l'anniversaire du coup d'État de 1987, le RCD organise un grand congrès, le «symposium international», où se croisent quelques Européens (des Italiens, des Belges) et des représentants de partis africains. Chaque fois, l'UMP dépêche une délégation. En 2003, Alain Juppé, alors président de l'UMP, est «l'hôte d'honneur de la clôture»[1]. Ben Ali lui accorde un entretien. Lors d'une conférence de presse, le président de l'UMP estime qu'entre la France et la Tunisie, «tout va bien». Deux ans plus tard, c'est le secrétaire général de l'UMP, Hervé de Charette, qui se déplace. En 2007, Brice Hortefeux, nouveau ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, fait le voyage et vante un «bilan économique flatteur[2]». L'UMP dépêche en 2008 Rachid Kaci, alors conseiller chargé des questions de diversité de Nicolas Sarkozy. En 2009, le député UMP Patrick Ollier côtoie à El Kantaoui le patron PS des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini, et le président du groupe d'amitié au Sénat, Jean-Pierre Sueur.

1. Traitdunion.info, site des Français de l'étranger, 1er novembre 2003.
2. Dépêche de laTAP, 3 novembre 2007.

L'UMP ne rate pas non plus les congrès internes du RCD, événements grandioses à la gloire de Ben Ali au cours desquels est renouvelé le comité central. En juillet 2003, le parti est représenté par le député Richard Cazenave. Il multiplie les cajoleries. Morceaux choisis : «Notre présence est un signe fort et un soutien à ce qui s'accomplit en Tunisie.» «La Tunisie a accompli des résultats exemplaires au cours de ces dernières années.» «Nous avons accueilli très favorablement le discours du président Zine el Abidine Ben Ali, qui tient le cap très clair à ce congrès[1].» Cinq ans plus tard, lors du congrès suivant, l'UMP dépêche la députée des Bouches-du-Rhône, Valérie Boyer. Son discours, tel que rapporté par l'organe officiel du parti, sombre dans la complaisance et regorge de mots clés de la novlangue benaliste («défi», «renouveau», «ambition») : «Mes plus vifs remerciements s'adressent aux organisateurs de ce grand événement, plus particulièrement au président Zine el Abidine Ben Ali, qui a tenu à ce que l'UMP, que je représente aujourd'hui, puisse y être associée. [...] Nous sommes fiers de porter ce "même rêve de civilisation", comme l'a souligné le président Sarkozy, qui est d'abord un message de paix. [...] Je sais qu'avec notre président, vous partagez : persévérance, excellence, ambition et aujourd'hui défi[2]. »

Homme discret, Pascal Drouhaud n'a raté aucun de ces événements. Fidèle de Juppé et de Chirac, il a été chargé des relations internationales du RPR, puis de l'UMP, jusqu'en 2006, avant d'être écarté. Peu connu, Drouhaud est la cheville ouvrière de la grande proximité entre le RCD et l'UMP. «J'y allais pour comprendre ce qui se passe, c'eût été une faute de ne pas le faire », justifie-t-il. Drouhaud a toujours conçu son

1. *La Presse,* 30 et 31 juillet 2003.

2. «Parole des invités», *Le Renouveau,* 31 juillet 2008. Valérie Boyer n'a pas souhaité nous répondre.

rôle en « complémentarité de l'action diplomatique française[1] ». Ces dernières années, il a continué à se rendre aux manifestations du RCD. « Sur mes temps de congé », assure-t-il. Car désormais, M. Drouhaud travaille dans le privé. L'ex-cadre de l'UMP au carnet d'adresses bien fourni a été recruté par Alstom, qui l'a nommé directeur en Afrique subsaharienne et en Amérique latine. De là à mélanger les casquettes, il n'y a qu'un pas, que Pascal Drouhaud franchit allègrement. En novembre 2009, dans un entretien accordé au journal économique tunisien *L'Expert.,* il évoque d'abord la «fidélisation des relations entre le RCD et l'UMP»... avant de vanter les mérites des TGV, des centrales et des équipements nucléaires d'Alstom[2]. Comme si l'air clément de la Tunisie dissipait toute notion de conflit d'intérêts.

L'UMP a aussi ses snipers, prêts à dégainer quand ils estiment que Ben Ali est menacé. En novembre 2005, alors que vient de s'ouvrir à Tunis le Sommet mondial de l'information (SMSI) sous l'égide de l'ONU, neuf députés signent une « déclaration commune» de soutien au régime. Le texte ne fait pas dans la dentelle. «Ben Ali est un véritable homme d'État conscient des difficultés et veut valoriser les atouts d'un pays qui est aux avant-postes de la paix en Méditerranée», écrivent ces élus. Alors que l'envoyé spécial de *Libération,* Christophe Boltanski, vient d'être agressé dans la rue, le texte dénonce l'attitude «injust[e] et inamical [e] » du reporter qui aurait «brav[é] l'insécurité nocturne pour trouver un prétexte à relater le non-événement d'une bousculade dans la pénombre de Tunis[3]». Des accusations dignes de la propagande officielle, immédiatement reprises par l'agence de presse tunisienne.

1. IRIS, *Revue internationale et stratégique,* 2004/3.
2. *L'Expert,* 7 novembre 2009.
3. «Des députés de l'UMP soutiennent publiquement Ben Ali», Dépêche AFP, 16 novembre 2005.

C'est Éric Raoult qui a fait circuler la déclaration commune des députés dans les travées de l'Assemblée, sur les conseils de l'homme d'affaires Pierre Besnainou, un très proche de Ben Ali. «Je veux faire un geste envers les Tunisiens », dit-il à ses collègues. Philippe Briand, le président du groupe d'amitié et ses deux vice-présidents, Jean-Jacques Descamps et Georges Fenech, apposent leur signature. Tout comme Pierre Lellouche, Jean Proriol, Jean-Luc Reitzer, Didier Quentin et René André. Les intéressés n'aiment guère qu'on le leur rappelle. « C'est donc pour ça que vous êtes venu ! » s'agace Pierre Lellouche dans son bureau de secrétaire d'État au Commerce extérieur. «J'ai sans doute été léger, admet-il, gêné. Mais je me suis dit: "Marre de taper toujours sur les mêmes".»

Philippe Briand admet une «imprudence». Il raconte avoir été appelé après la publication du communiqué par Yves Aubin de La Messuzière. L'ambassadeur vient alors de quitter Tunis. «Il m'a invité à être plus prudent, m'a prévenu que la Tunisie était vraiment en train de changer. Mais à cette époque-là, on était dans une bulle, admet Briand. Il y avait le difficile problème algérien, la succession d'Hassan II au Maroc. Toute la droite était contente que la Tunisie soit stable. Est-ce que cela rend autiste ? Probablement. » Signataire lui aussi, Jean-Jacques Descamps, époux à la ville de la conseillère d'Image 7, l'agence de communication qui travaille alors pour la Tunisie, prétend ne plus se souvenir de rien. Mais à l'entendre, il semble prêt à signer à nouveau. «À ce moment-là, la Tunisie était un pays ami de la France, il n'y avait pas de raison de ne pas la défendre. L'attitude de la Tunisie n'était pas critiquable, à tous points de vue. C'est l'histoire qui à la fin portera le jugement.»

Jusqu'au bout, Ben Ali a bénéficié de plusieurs avocats à droite. En décembre 2010, Dominique Baudis est encore président de l'Institut du monde arabe (IMA), institution culturelle dont l'influence dépasse largement les frontières hexagonales.

Est-ce son amour débordant pour la Tunisie, «sa deuxième patrie » où il se rend « deux à quatre fois par an depuis plus de vingt ans »[1] ? Alors que le régime vit ses derniers jours, Dominique Baudis livre en tout cas une ode passionnée au couple Ben Ali, dans un numéro spécial du mensuel *Arables* consacré au congrès à Tunis de l'Organisation de la femme arabe, un « machin » créé par Leila Ben Ali pour se faire valoir. « Le choix de laTunisie comme pays hôte de cette conférence est à la fois judicieux et mérité», se lance Dominique Baudis dans l'article qui introduit le dossier. « Le renforcement, par le président Ben Ali, de l'arsenal juridique en faveur des droits de la femme après novembre 1987 doit être salué», poursuit l'ancien maire de Toulouse. Qui n'oublie pas de célébrer l'action «menée par Mme Leila Ben Ali au travers de son association Basma ainsi que par le truchement du programme d'aide médicale aux personnes démunies malades du cancer, Saida».

Le reste du dossier est entièrement voué au culte de Leila Ben Ali. Sur quarante pages, elle apparaît dix-neuf fois en photos, et se livre dans un entretien fleuve à des tunnels de réponses oiseuses : «Dès ma tendre enfance, j'ai été imprégnée des valeurs d'entraide et de solidarité qui sont devenues aujourd'hui, grâce aux initiatives du président Zine el Abidine Ben Ali, un trait caractéristique majeur de ses choix politiques.» Un pur exercice de propagande, dans un journal bénéficiant de nombreuses pages de publicité du régime tunisien. «Deux phrases extraites de leur contexte masquent le fait qu'à travers une approche historique, mes propos, que j'assume pleinement, avaient vocation à souligner le rôle pionnier de laTunisie en la matière», se justifie péniblement Dominique Baudis[2]. «Baudis

1. *Tunisie Plus,* 3e trimestre 2011.

2. Le Défenseur des droits n'a pas souhaité nous rencontrer, et a répondu à nos questions par courriel.

a joué un rôle important dans le soutien à Ben Ali», tranche l'opposant Khémaïs Chammari.

Quel intérêt ces personnalités avaient-elles à afficher un tel soutien? Pure conviction ou menus privilèges sur les plages de Tunisie? Pour Étienne Pinte, «les autorités françaises et tunisiennes voyaient d'un bon œil ces invitations ». Il s'explique : «La diplomatie gouvernementale peut être accompagnée de la diplomatie parlementaire pour mettre de l'huile dans les rouages. Les personnes invitées n'étaient pas forcément téléguidées d'en haut, mais cela relevait du politiquement correct, des bonnes relations que pouvait avoir le gouvernement français avec un régime dictatorial. »

Éric Besson, tunisien par alliance

Pris au dépourvu, à la chute de Ben Ali, l'Élysée l'a consulté en urgence. Avec le secret espoir que la situation maritale du ministre Éric Besson lui permettrait de mieux saisir le bouleversement de la société tunisienne. Depuis 2010, l'ancien socialiste est marié à une jeune Tunisienne : Yasmine Tordjman, F arrière-petite-fille de Wassila Bourguiba (l'épouse du père de l'indépendance), et nièce du célèbre producteur Tarek Ben Ammar. C'est dans cet univers feutré de la vieille bourgeoisie tunisoise que Besson évolue chaque fois qu'il traverse la Méditerranée. Un univers à mille lieues des manières de voyou du clan Trabelsi, mais qui n'a jamais basculé dans le camp de l'opposition. Et s'est finalement accommodé du régime.

En mai 2009, Éric Besson, alors ministre de l'Immigration, invite à dîner au ministère célébrités tunisiennes ou starlettes d'origine tunisienne. L'initiative est relayée par Tarek Ben Ammar et l'économiste Jean-Paul Fitoussi, qui ouvrent leurs

carnets d'adresses pour l'occasion. Seul, le maire de Paris, Bertrand Delanoë a décliné l'invitation, dénonçant une « exploitation politicienne[1]». On croise le footballeur Hatem Ben Arfa, l'animateur de télé Cyril Hanouna, la journaliste de Public Sénat Sonia Mabrouk, le producteur Yannis Chebbi, qui a notamment travaillé avec Frédéric Mitterrand, l'actrice Claudia Cardinale (décorée par Ben Ali), Serge Moati, et deux personnalités du monde économique, Élyès Jouini et Mehdi Houas. Mais aussi une personnalité du réseau tunisien à Paris, François Bennaceur. Ce marchand de biens franco-tunisien, ami de la chanteuse Régine et de Johnny Hallyday, est aussi très proche d'un des gendres de Ben Ali, Sakher El Materi. C'est d'ailleurs par l'intermédiaire de Bennaceur que le couple a acheté un hôtel particulier à Paris[2]. « On est devenu amis, a confié François Bennaceur à *Libération?*. Il a trouvé ce petit immeuble à Paris, et il m'a demandé de créer la SCI, ce que j'ai fait. Sans plus.» Avant d'ajouter que son dernier contact avec Sakher El Materi remontait alors au 15 janvier. «Il m'a appelé et m'a dit: "La police française m'a amené à l'aéroport", et depuis je n'ai pas de nouvelles. Il a fait des affaires plus vite que tout le monde parce que son beau-père était président, mais il n'a jamais fait aucun mal.» L'ancien ambassadeur de Tunisie à l'Unesco, Mezri Haddad, se souvient d'avoir rencontré Bennaceur au dîner d'Éric Besson, en 2009. « Bennaceur disait : "Ben Ali est mon ami." Ou encore : "Sakher, c'est mon fils."» En juillet dernier, avant de filer pour des vacances à Saint-Tropez, Bennaceur lâchait encore devant quelques amis : «Ah, on était bien sous Ben Ali ! » Le marchand

1. «Delanoë décline une invitation d'Éric Besson», nouvelobs.com, 2 mai 2009.

2. Voir chapitre 8.

3. Karl Laske, « L'hôtel particulier de Nesrine, la fille», *Libération,* 24 janvier 2011.

de biens mondain est aussi un ami de Samia Maktouf, l'avocate qui avait porté la plainte en France contre le livre *La Régente de Carthage,* depuis reconvertie dans la défense des Tunisiens migrants de Lampedusa...

Tarek Ben Ammar, lui, est un personnage plus ambigu. Neveu de l'épouse de Bourguiba, producteur réputé associé avec Silvio Berlusconi dans la chaîne de télévision privée tunisienne Nessma, il a bâti au fil des années un petit empire dans le monde des médias. Il a travaillé avec Brian De Palma, Henri Verneuil ou Roman Polanski, contrôle de nombreuses sociétés, aussi bien en Europe qu'en Tunisie où il a créé un immense complexe de studios de cinéma. Il a été le producteur de Michael Jackson, et conseille le milliardaire français Vincent Bolloré. Dès le 18 janvier 2011, il affiche au micro d'Europe 1 son soutien à la révolution et dénonce les dérives du régime. Aussitôt, *LExpress* exhume des archives une liste de soixante-cinq noms, dont le sien, appelant Ben Ali à se représenter en 2014[1]. Ben Ammar publie alors un communiqué : «Je démens catégoriquement avoir signé quelque pétition que ce soit en faveur de M. Ben Ali. Cette pétition a été l'initiative d'un beau-frère du président qui a cru pouvoir prendre la liberté de m'y faire figurer comme signataire, sans même m'en informer.» Une ligne de défense plausible. Mais elle n'efface pas les autres déclarations de Tarek Ben Ammar. Ainsi, en 2009 : « Le président Ben Ali, qui est un ami, sait qu'il faut changer l'image de son pays[2].» Ou en 2010: «Je suis l'enfant de la République tunisienne, j'ai vécu la première présidence de Bourguiba, je vis aujourd'hui celle de Ben Ali qui a consolidé les fondements républicains et ramené la

1. Sur le blog de Renaud Revel, 18 janvier 2011.

2. Antoine Malo, « Entre Tunis et Paris, un réseau d'influence », *Le Journal du dimanche*, 24 octobre 2009.

Tunisie vers le XXIe siècle, je serai un militant qui luttera pour exporter le modèle de la société civile tunisienne[1]. » Au micro d'Europe 1, le 18 janvier 2011, Ben Ammar tempère son propos, mais maintient l'essentiel : «Les dix premières années de Ben Ali étaient excellentes.» Avant d'expliquer qu'il avait des liens réguliers avec le président déchu - ils se tutoient. Ben Ammar rapporte ainsi l'avoir appelé «deux jours avant qu'il parte» pour lui suggérer de mettre certains membres de la famille de son épouse en prison[2].

Les ambiguïtés socialistes

L'extrême gauche, les communistes et les Verts n'ont eu de cesse d'apporter leur soutien aux militants des droits de l'homme, envoyant systématiquement une délégation, même symbolique, aux rassemblements en défense des libertés. Le PS, lui, s'est contenté d'une relative discrétion, après avoir accueilli le coup d'État de 1987 avec soulagement[3].

Dès les années 1980, des proches de François Mitterrand ont compté parmi les habitués de laTunisie, aimant, comme leurs collègues de droite, profiter de la douceur du climat, des ruines de Carthage et des plages à perte de vue. Le conseiller de Mitterrand, François de Grossouvre, se plaisait à chasser dans les forêts qui surplombent le petit port de Tabarka. Pierre Bérégovoy avait ses habitudes à Hammamet - et, déjà, tous frais payés par le régime. Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, a été décoré par Ben Ali après avoir

1. «Tunisie-Médias : Tarak Ben Ammar, "Je suis une grande gueule, vous êtes mon mégaphone"», 25 août 2010.

2. Tarek Ben Ammar a, dans un premier temps, accepté de nous rencontrer avant de reporter le rendez-vous et de, finalement, renoncer.

3. Voir chapitre 2.

vanté le «modèle» économique tunisien. Les autres sont, pour la plupart, restés silencieux. Comme gênés. Et finalement indifférents.

«Les socialistes n'ont pas le cul sale ! Mais ils se sont faits à l'idée que le régime tunisien permettait la stabilité régionale et qu'il y avait un développement qui, avec le temps, amènerait la démocratie. Ce n'était pas une idée stupide, mais elle n'a conduit qu'à des combats ponctuels et individuels de soutien aux réseaux d'opposition», analyse Pouria Amirshahi, secrétaire national aux droits de l'homme du PS depuis 2008, en pointe sur la Tunisie. «En privé, beaucoup de camarades nous disaient que ce n'était plus possible, mais sans oser aller jusqu'au bout, explique Alain Chenal, ex-conseiller de Jospin. Un peu comme sur Israël et la Palestine. Ils avaient l'impression que c'était un sujet dangereux.» Résultat, le PS n'a jamais franchi le pas de l'opposition frontale, tardant souvent à réagir et se contentant de formules toutes faites pour dénoncer des atteintes aux droits de l'homme pourtant flagrantes. Ce fut encore le cas en décembre 2010. Le PS a été le dernier, dans la gauche française, à soutenir la révolution naissante. Et encore : le premier communiqué a été signé par Pouria Amirshahi, inconnu du grand public et membre de l'aile gauche du parti. Et pas par Jean-Christophe Cambadélis, responsable des questions internationales du PS.

Jusqu'à la révolution, le RCD est resté membre de l'Internationale socialiste. La structure est réputée ingérable : difficile d'en exclure un membre au nom des droits de l'homme quand le parti de Hosni Moubarak et celui de l'Ivoirien Laurent Gbagbo y siègent aussi. En 2006, les socialistes français avaient tenté d'exclure le RCD. En vain. Finalement, l'Internationale socialiste a contribué jusqu'au bout à maintenir des relations entre le PS et le parti de Ben Ali, extrêmement actif dans tous les lieux où il pouvait espérer gagner en influence. «Ils

ont pris ça très au sérieux. Ils envoyaient systématiquement des cadres du parti dans les réunions. Et parfois des ambassadeurs», rappelle Alain Chenal. Ce dernier a tout fait pour que le PS cesse d'envoyer des représentants aux manifestations grandioses organisées à Tunis par le parti présidentiel : ces dernières années, aucune figure nationale n'y a d'ailleurs été mandatée. Il n'empêche, «l'Internationale socialiste a contribué à la complaisance politique. Entre cette structure et l'image de Bourguiba, le PS n'a jamais réussi à se dégager de sa vision de laTunisie», juge Hélène Flautre, eurodéputée Europe Écologie-Les Verts qui suit le dossier tunisien depuis des années.

Un épisode, au moment de la répression du mouvement social dans le bassin minier de Gafsa en 2009, est à ce titre révélateur. Pouria Amirshahi signe plusieurs communiqués virulents sur les peines de prison prononcées contre des syndicalistes. Le RCD proteste aussitôt auprès de son « parti frère». Le secrétaire général, Mohamed Ghariani, se fend même d'une lettre adressée à Martine Aubry pour faire part de son «indignation»[1]. «Le RCD réfute avec force ce communiqué qui traduit, une fois encore, l'attitude inamicale du Parti socialiste français à l'égard de laTunisie», écrit l'apparatchik, avant de dénoncer une tentative d'«ingérence». «La question des droits de l'homme est universelle », répond Amirshahi. L'affaire en reste là.

Parallèlement, d'autres socialistes continuent d'avoir des relations avec le parti de Ben Ali. À commencer par Jean-Christophe Cambadélis, le «Monsieur International du PS». C'est ce qui ressort d'un message que lui adresse début janvier 2011 la chargée des relations internationales du RCD, Hager

1. Ce courrier, que nous nous sommes procuré, est daté du 30 septembre 2009.

Cherif. Elle se plaint d'un communiqué de Pouria Amirshahi, publié en décembre 2010 après l'immolation de Mohamed Bouazizi : «Une telle initiative fait fi, malheureusement, de la dynamique qui caractérise les relations entre le RCD et le PS depuis quelques mois, empreintes de confiance et de compréhension mutuelles et consolidée par l'amorce d'un dialogue constructif, et ce sur la base de ce qui a été convenu entre les deux partis. [...] En tout état de cause, et en dépit de cette énième initiative malencontreuse de M. Amirshahi, dont j'espère qu'elle soit l'ultime, je saisi [sic] cette opportunité pour souligner la volonté du RCD à développer avec le PS des rapports féconds et durables[1].» Des propos qui, même dans la bouche d'une RCDiste, révèlent l'ambiguïté de certains dirigeants socialistes. «À l'Internationale socialiste, Cambadélis devait gérer ses interlocuteurs. Il avait plutôt une stratégie d'encerclement et d'isolement du RCD que d'affrontement», justifie Pouria Amirshahi[2].

Plus troublante encore est l'attitude de certains élus socialistes qui ont bâti, pour gérer et développer leurs territoires, des «coopérations décentralisées» avec la Tunisie. «L'argument du miracle économique tunisien fonctionnait à plein. Des maires, des conseillers généraux, des députés, allaient inaugurer un truc social ici ou là», déplore Alain Chenal. Ces dernières années, la coopération s'étiolait : « Elle était très largement ralentie. Côté français, on voyait des dysfonctionnements démocratiques et, côté tunisien, les autorités voulaient tout contrôler, y compris les élus locaux», explique un de ses ardents défenseurs, l'ancien ministre Charles Josselin. Aux dernières heures du régime, de nouveaux projets

1. Selon le courriel dont nous avons eu copie à Tunis. Il est daté du 4 janvier 2011.

2. Sollicité, Jean-Christophe Cambadélis n'a pas répondu à notre demande d'entretien.

étaient pourtant en préparation. C'est ainsi que le maire de Lyon, Gérard Collomb, se rend en Tunisie fin décembre 2010. «À Lyon, on fait pas mal de coopération internationale, surtout en Afrique. Mais on n'avait rien avec la Tunisie... Contrairement à la Région Rhône-Alpes (gérée par la gauche) qui me tannait pour que je rencontre le maire de Tunis», se souvient le sénateur. D'où son voyage du 17 au 21 décembre 2010, avec une poignée de chefs d'entreprise lyonnais.

L'exemple le plus flagrant des relations intenses entretenues par certains élus locaux avec la Tunisie de Ben Ali est certainement celui de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du conseil général des Bouches-du-Rhône. Leur coopération est ancienne, facilitée par la proximité géographique et l'histoire commune du bassin méditerranéen. Elle a conduit le président socialiste du conseil régional, Michel Vauzelle, à se rendre à Tunis en juin 2010 pour parapher une nouvelle convention de coopération avec le gouvernorat de la capitale. À cette occasion, Vauzelle a rencontré le secrétaire général du RCD, Mohamed Ghariani, mais aussi une des figures les plus détestées de Tunisie : ImedTrabelsi, le neveu de Leila Ben Ali, connu en France pour avoir volé le yacht d'un célèbre homme d'affaires[1]. Ils ont même dîné ensemble, le 16 juin 2010, à la résidence de l'ambassadeur de France, Pierre Ménat. «À la région, on n'a jamais eu de relation avec lui, je ne le connais pas. S'il était invité, je ne savais pas qui c'était», se défend Gérard Bodinier, conseiller de Michel Vauzelle.

Nous avons aussi révélé dans *Mediapart* les liaisons dangereuses - mais potentiellement juteuses - entre le conseil général des Bouches-du-Rhône, présidé par Jean-Noël Guérini, mis en examen depuis pour association de malfaiteurs dans

1. Voir chapitre 8.

un autre dossier, et le clanTrabelsi[1]. En novembre 2009, le socialiste passe deux jours à Tunis, à l'invitation du régime. Il y est accueilli en «chef d'État»[2], rencontre nombre de sommités du régime et compte parmi les invités d'honneur du symposium du RCD où il salue comme il se doit la politique de Ben Ali. Le 2 novembre 2009 au soir, c'est au tour de Guérini de jouer le maître de cérémonie. Au chic restaurant Le Golfe de La Marsa, il invite une quarantaine de convives, dont l'ambassadeur de France Pierre Ménat, le consul général, des conseillers diplomatiques, quelques huiles tunisiennes et des entrepreneurs. Parmi eux, un beau-frère de Ben Ali, Moncef Trabelsi. Ancien photographe ambulant reconverti dans les affaires, il s'est spécialisé dans l'import-export. «Il était assis à la table d'honneur, pas très loin de Guérini», rapporte un convive[3]. De fait, la carte de visite de Moncef Trabelsi a de quoi séduire Jean-Noël Guérini. Quelques mois plus tôt, le frère de Leila Ben Ali avait créé Med Sea, une éphémère société de transport maritime pour faire du commerce entre Tunis et Marseille. Pendant les quelques mois d'activité de la compagnie, c'est une société marseillaise, la Socoma, qui était chargée de l'entretien des bateaux. Or qui est le président de la Socoma? Un certain Jean-Noël Guérini...

En plein cœur de la «Tunis connection» émergent, à part, deux figures singulières et incontournables. Celles de Bertrand Delanoë, le maire de Paris, et de Frédéric Mitterrand, le ministre de la Culture de Nicolas Sarkozy. Tous deux sont la cible de très vives critiques en Tunisie, et sont montrés du

1. « Quand Jean-Noël Guérini invitait à dîner la belle-famille de Ben Ali », *Mediapart,* 4 avril 2011.

2. «Jean-Noël Guérini en chef d'État en Tunisie *», La Provence,* 7 novembre 2009.

3. Pour démentir, l'entourage de Guérini nous a fourni une liste loufoque d'invités. Nous maintenons nos informations.

doigt comme les symboles d'une classe politique complice. Tous deux, aussi, ont un rapport intime à ce pays. Ils y ont chacun une maison, Delanoë à Bizerte, Mitterrand à Hammamet. Tous deux sont homosexuels et ne le taisent pas. Leur identité sexuelle ajoute en Tunisie aux rumeurs qui courent sur les politiques français. Pour la première fois, ils ont accepté de répondre à toutes les questions.

Delanoë, un «Tunisien» à Paris...

Bertrand Delanoë, né à Tunis en 1950, a vécu jusqu'à 14 ans à Bizerte, à soixante-dix kilomètres de la capitale. Il y retourne en 1986, après sa défaite aux législatives, pour se «ressourcer». «J'ai recommencé à y aller, plusieurs fois par an. Bizerte, c'est l'enfance, la formation d'un individu, la permanence, un élément de mon identité», dit-il, lyrique. Dans ce port coquet, Bertrand Delanoë s'est fait construire une maison, achevée à l'été 2007, où défile l'élite tunisienne : ministres de Ben Ali, RCDistes bon teint, opposants comme Faouzia Charfi - l'épouse de Mohamed Charfi, ministre de l'Éducation de Ben Ali passé dans l'opposition au début des années 1990[1] -, le président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, Mokhtar Trifi. «En Tunisie, tout le monde se connaît, tout le monde se fréquente. » Des amis français, aussi : à Pâques 2011, Delanoë a invité sa «bande du XVIII», parmi lesquels ses vieux amis Daniel Vaillant et Lionel Jospin. Pour l'occasion, le Premier ministre tunisien Béji Caïd Essebsi est passé dîner.

Sous Ben Ali, le maire de Paris est un hôte de marque.

1. B. Delanoë a écrit la préface de ses Mémoires, publiées en France en 2009 à titre posthume.

Quand il arrive à l'aéroport, il a souvent droit à une voiture avec chauffeur pour faire le trajet jusqu'à Bizerte. Il n'a plus rencontré Ben Ali depuis 2001 - « Il ne voulait plus me voir», regrette Delanoë. Mais il a gardé un lien étroit avec le Palais, par l'entremise d'une vieille connaissance, Abdelaziz Ben Dhia, un des faucons du président. Et lorsqu'il veut acheter un terrain à dix kilomètres de Bizerte en bord de mer, il se tourne vers la présidence. Problème : le terrain est en zone agricole, incessible aux étrangers. «J'ai dit que j'aimerais l'acheter, que je respecterais les règles de construction et que j'étais même prêt à prendre la nationalité tunisienne. J'ai fait poser la question à Ben Ali, la réponse a été non.» Pourtant, quelques semaines plus tard, Delanoë se voit proposer un terrain appartenant à l'État. Un cadeau réservé aux vrais amis. «J'ai refusé. On m'a dit : "L'argent n'est pas un problème." Je n'ai pas hésité, j'ai compris tout de suite, je ne suis pas idiot.» Finalement, Bertrand Delanoë fait construire sa maison, achevée en 2007, sur un terrain lambda. Il renonce à sa vue sur mer.

Ces relations avec la présidence n'empêchent pas le régime de le mettre sous surveillance. Il lui est arrivé de jouer au chat et à la souris avec une voiture banalisée dans les rues de la ville. Devant sa maison, des policiers demandent parfois leurs papiers à ses visiteurs et interrogent son boulanger. Il s'est toujours dit que son téléphone était écouté, ses faits et gestes scrupuleusement suivis. «Tout le monde est fiché. Je ne sais pas à quoi ressemble ma fiche au ministère de l'Intérieur, mais il y en a une, évidemment. » Six jours après son élection à la mairie de Paris en 2001, la maison bizertine qu'il loue à l'époque est cambriolée. Une effraction bien étrange, car seule la chaîne stéréo hi-fi disparaît. Certains de ses amis pensent que le régime en a profité pour mettre des caméras chez lui. Bertrand Delanoë n'a jamais rien dit publiquement

de cette surveillance insistante. À chaque incident, il se plaint directement à Cartilage, menace de rentrer fissa à Paris et de faire une déclaration tonitruante à la presse. Il n'est jamais passé aux actes. Avec le régime, Delanoë a toujours composé.

Un collègue du PS se souvient d'un voyage parlementaire assez glaçant, juste après que Delanoë a pris ses fonctions de président du groupe d'amitié France-Tunisie au Sénat, en 1996. « C'était un peu comme une visite en URSS. Lui seul a pris la parole, on a été reçu par des officiels parfaitement dans la ligne. Dans mon souvenir, nous n'avons rencontré aucun vrai opposant... » Au Sénat, le futur maire de Paris célèbre un «pôle de stabilité dans un environnement régional particulièrement tendu», la «lutte contre l'intégrisme», la «place faite aux femmes »[1]. Il évoque certes un « respect parfois formel des libertés publiques» et les «entraves» à la liberté de la presse, mais rembarre une élue communiste qui évoque les droits de l'homme: «Évitons de considérer *a priori* que certains pays auraient la vertu de toute éternité, alors que d'autres, parce qu'ils l'auraient connue plus récemment - et pourquoi d'ailleurs chère madame? - seraient moins aptes à la pratiquer.» Le fameux argument de «la démocratie qui ne s'apprend pas en un jour», tant instrumentalisé par la Tunisie officielle...

Peu à peu, Delanoë modérera ses enthousiasmes. Jusqu'à ne plus rien dire du tout. Une fois élu maire de Paris, il préfère les messages discrets, comme l'y encourage son ami Mokhtar Trifi. «La stabilité, la place des femmes : ces acquis de Bourguiba étaient supérieurs à tout le reste dans la hiérarchie de ses valeurs, résume Pouria Amirshahi. Bertrand n'était pas dans l'idée qu'il fallait combattre le régime. Il a plutôt défendu

1. Débat du 27 juin 1996 au Sénat sur l'accord d'association UE-Tunisie.

des individus.» Delanoë intervient pour la libération de l'opposant Khemaïs Chammari, passe des coups de fil à Moncef Marzouki, s'entretient avec Abdelaziz Ben Dhia du sort des journalistes Kamel Jendoubi ou Sihem Ben Sedrine. En 2004, Ben Ali annule son entrevue avec lui car il a tenu à voir ses amis en délicatesse avec Carthage, Mohamed Charfi et Mokhtar Trifi. De toute évidence, Delanoë apprécie ce rôle de discret entremetteur. «J'étais celui qui dérangeait le plus, bien plus que tel ou tel aboyeur de service, qui pouvait dire des choses justes par ailleurs, assure Delanoë. J'étais un peu le grain de sable. J'attends d'ailleurs de savoir qui en a fait autant que moi dans la classe politique française. » Une remarque qui fait sourire un de ses vieux camarades socialistes : «Il y a là-dedans beaucoup de naïveté. Un pouvoir comme celui de Ben Ali avait l'art de flatter, de faire croire à son interlocuteur qu'il est utile, que sa parole compte vraiment, alors qu'il n'écoutait rien. »

Pendant des années, Delanoë ne parle que du «peuple tunisien» dans la presse et se garde de tancer ses dirigeants. Le maire de Paris a longtemps pensé que ce langage codé était suffisant. Il semble lui-même, mais un peu tard, s'être aperçu des limites de l'exercice. Le 3 novembre 2009, il publie un communiqué de soutien au journaliste Taoufik Ben Brik. Quelques phrases où il s'inquiète de la «multiplication d'actes de vexation, d'intimidation, voire de violence à l'encontre de militants politiques ou de personnalités de la société civile» et «appelle au respect strict des droits de l'homme en Tunisie». Enfin une parole claire. «J'ai pété les plombs, je n'en pouvais plus, raconte Delanoë. J'en ai eu marre de leur dire ou de leur écrire. Je savais ce que cela signifiait. Je ne voulais pas qu'on me prive de la Tunisie, mais c'est aussi grave de me priver de ma conviction». Carthage fulmine. Et va lui faire payer son audace. Trois jours plus tard, un journal arabophone publie

une caricature de lui travesti en femme, allusion minable à son homosexualité. Ben Ali exige que les maires tunisiens quittent l'Association internationale des maires francophones (AIMF) que préside Delanoë. Sur ordre de Ben Dhia, une responsable de la communication du RCD, Rym Mourali, est chargée de poster une logorrhée insipide sur le blog du maire de Paris. Delanoë devient *persona nongrata.* «Je suis resté neuf mois sans aller en Tunisie. Puis des amis m'ont suggéré de faire un geste.»

Il sera spectaculaire. Le 24 mars 2010, Delanoë transmet à l'agence de presse tunisienne une déclaration laudatrice. «La Tunisie est un pays qui a vraiment enregistré des résultats remarquables sur le plan économique et social, notamment depuis que le président Ben Ali a pu, à partir de 1987, entamer un certain nombre de réformes, affirme le maire de Paris. C'est un pays innovant [...] qui porte un drapeau qui s'appelle tolérance, fraternité et ouverture aux autres.» Carthage boit du petit-lait. Fallait-il vraiment tant de louvoiements complaisants? Ce matin de juillet, dans son immense bureau de l'Hôtel de Ville, Bertrand Delanoë déplace la question sur le terrain des sentiments. «Je suis tunisien», dit-il - même s'il n'en a pas la nationalité. «Je suis un fils de la Tunisie. Ma relation au peuple tunisien est culturelle et affective, et je mets la politique après. Mais j'ai toujours agi conformément à mes valeurs ». «La politique après »... Étrange formule dans la bouche d'un élu chevronné.

Dans la bourgeoisie tunisienne, où l'homosexualité alimente volontiers la machine à rumeurs, il est de bon ton d'expliquer (sans preuve) le silence de Bertrand Delanoë par quelque chantage du régime. Delanoë réfute: «Il n'y a jamais eu de chantage. J'ai toujours dit à mes amis que le régime pouvait bien mettre des caméras dans ma chambre à coucher, s'il en avait envie : je n'ai rien à cacher. J'ai toujours fait ce que

je voulais. Je n'ai rien fait de mal. J'ai juste vécu ma vie de manière libre et honorable.»

Fin 2010, Delanoë est à Bizerte pour les fêtes. Alors que la Tunisie s'embrase, il fait encore passer des messages à la présidence : «Je leur ai conseillé d'ouvrir, de donner de l'espace au syndicat UGTT, aux avocats, à la Ligue des droits de l'homme. Je leur ai dit d'arrêter les violences et de faire des réformes démocratiques.» Après la révolution, Ben Dhia est mis en prison. Delanoë continue à prendre de ses nouvelles auprès de sa femme, Pierrette, professeure française originaire de la région de Toulouse.

Depuis le 14 janvier, Bertrand Delanoë se démène pour se raccrocher à la révolution tunisienne. Il s'est rendu en voyage officiel en Tunisie. A inauguré une place Mohamed-Bouazizi dans le XIVe arrondissement de Paris, en présence de la mère et de la sœur du martyr. Il a soutenu la candidature du peuple tunisien au prix Nobel de la paix, a accueilli le «Village du Jasmin» sur le parvis de l'Hôtel de Ville pour soutenir le tourisme. Il finance des opérations humanitaires. Dans Paris, des Tunisiens réfugiés de Lampedusa errent depuis des mois. Ils ont été expulsés des gymnases qu'ils occupaient, chassés des squares où ils dormaient. Delanoë jure tout faire pour les aider, y compris financièrement, et renvoie la responsabilité vers le gouvernement. Mais le maire de Paris est toujours accusé de ne pas faire assez pour ces fantômes d'une révolution que la France a refusé d'accueillir.

L'esthète complice : Frédéric Mitterrand

L'histoire de Frédéric Mitterrand avec le plus petit pays du Maghreb est un entremêlement d'amitiés, de liens familiaux et, *in fine*, de soutien politique. Le tout dans un décor

de Tunisie éternelle, avec en arrière-fond les ruines romaines de Carthage ou le *Salammbô* de Gustave Flaubert. «Frédéric Mitterrand est heureux à Hammamet, il a une jolie maison, il vit dans un monde d'esthète, cette Tunisie artificielle où l'on peut très bien ne pas savoir ce qui se passe dans le commissariat de police ou la maison d'à côté», témoigne Monique Cerisier-ben Guiga, ancienne sénatrice socialiste des Français de l'étranger.

La révolution l'a brutalement réveillé. En cause? De longues années de complicité. Et une phrase prononcée quatre jours seulement avant la chute du despote, le 10 janvier 2011, sur le plateau de Canal +. «Dire que la Tunisie est une dictature univoque comme on le fait si souvent me semble tout à fait exagéré», déclare-t-il. Le ministre de la Culture de Nicolas Sarkozy n'a pourtant fait que répéter ce qu'il a toujours dit. Mais cette fois, la phrase ne passe pas. Ben Ali parti, Mitterrand publie dans la presse une «Lettre au peuple tunisien» en guise d'excuse. «Alors que le peuple tunisien est parvenu par ses seules forces à se débarrasser de la chape de plomb qui pesait sur lui, je regrette profondément que mon attitude et les expressions qu'il m'est arrivé d'utiliser aient pu offenser des gens que j'ai toujours voulu aider et que j'admire et que j'aime. [...] Puissent ceux qui me connaissent bien et savent ce que j'ai accompli réellement me comprendre et accepter mes regrets[1].»

Six mois plus tard, Frédéric Mitterrand reçoit dans son bureau du ministère de la Culture, à deux pas du Louvre et de la Comédie-Française. Il a posé en évidence deux portraits, celui du chef de l'État, Nicolas Sarkozy, et celui de son oncle, François Mitterrand. Le ministre est inquiet, parfois nerveux, souvent sincère aussi. «J'espère que vous serez équitables avec

1. Source AFP, dépêche du 23 janvier 2011.

moi parce que j'ai essayé d'être très honnête avec vous », nous dit-il au terme d'une longue rencontre.

«LaTunisie, c'était comme un pays d'élection», dit-il d'emblée. Il découvre Hammamet en 1982. Sa mère a loué la maison de Jean-Claude Pascal, un joli cœur du cinéma populaire des années 1950. La médina est alors un petit joyau de bord de mer, épargné par le tourisme de masse. « Ce n'est pas du tout grand genre. Par contre, sur la baie, il y a une quinzaine de maisons plus luxueuses construites dans les années 1930, où vit un monde un peu plus interlope de décorateurs italiens qui ont tous été assistants de Visconti et de princesses italiennes légèrement refaites », dit Mitterrand en souriant. Une ambiance intellectuelle et libérée - les homosexuels y sont les bienvenus. «Je me suis enraciné.»

Il y achète une maison à la fin des années 1980 - «payée 80 000 euros, le seul moment où j'ai eu de l'argent». Idéalement située dans un coin de la médina qui donne sur la baie, elle devient «sa» maison. Il invite ses amis, sa famille, entasse ses livres, y séjourne plusieurs fois par an. Mitterrand «recueille» deux enfants tunisiens, deux frères, Saïd (né en 1976) et Jihed (né en 1990). Leurs parents sont ses employés de maison. «Dans les familles modestes, quand on a beaucoup d'enfants, c'est souvent un frère ou un cousin qui s'en occupe. Cela reste dans la famille», explique Mitterrand. S'il n'a jamais formellement adopté les deux Tunisiens, qui continuent de voir leurs parents, il en parle comme de ses «fils ». Ils ont vécu l'essentiel de leur vie à Paris, jusqu'à acquérir la nationalité française. Ils se font appeler par leurs deux noms de famille, «Kasmi Mitterrand». «Je les ai vraiment élevés. Et je crois que je les ai bien élevés. S'occuper d'un enfant, c'est l'emmener tous les jours à l'école, en scooter, lui donner ses médicaments quand il a la rougeole, s'en occuper. J'ai toujours aimé faire ça. Tout cela a l'air tellement bizarre, mais le quotidien fait que

cela ne l'est pas», dit Mitterrand. Le ministre de la Culture y a consacré un chapitre de *La Mauvaise Vie,* un livre où le ministre raconte par ailleurs sa longue habitude du tourisme sexuel[1]. Il ressent la violence du regard social sur cette situation inhabituelle. Le soupçon de la pédophilie, cette «rumeur de la combine louche», écrit-il. Dans le livre, il raconte l'acrimonie d'une vieille Tunisienne qui pense qu'il est en train de «salir les enfants sans défense de son pays ». Mitterrand dément farouchement. Il dit qu'il voulait juste être père - il a d'ailleurs un autre fils, plus âgé, Mathieu. En Tunisie, il subvient aussi aux besoins de la nièce de ses enfants, abandonnée à la naissance. «Elle a douze ans aujourd'hui, elle est chez sa nourrice et je peux la voir chaque fois que je vais en Tunisie.»

À Hammamet, Mitterrand vit sa vie. Il a des amants plus jeunes, et il en parle avec humour. «J'ai eu des aventures. Mais très vite je suis devenu totalement végétarien. Quand vous avez installé la troisième maison pour le mariage avec le frigidaire, la machine à laver et tous les trucs du petit chéri et que vous vous êtes tapé dix-huit couscous avec sa famille, vous débandez je peux vous dire... Et puis je ne suis pas de ces homosexuels en djellaba qui aiment la Tunisie parce que, pour eux, c'est un peu "Ben Braquemard". Faites la liste de mes aventures, et vous seriez surpris par leur petit nombre, qui se sont surtout traduites par une contribution importante aux arts ménagers et aux cartes de séjour ! » Alors que Tunis bruisse de rumeurs, Frédéric Mitterrand les dément toutes, en particulier celle, récurrente, d'une plainte pour pédophilie qui aurait été déposée contre lui en Tunisie[2].

1. Robert Laffont, 2005. «Le premier chapitre est tout à fait conforme au réel», nous a dit Frédéric Mitterrand.

2. À ce jour, nos recherches n'ont pas permis de trouver une quelconque trace de plainte.

Cet «enracinement» serait d'ailleurs resté d'ordre privé si Frédéric Mitterrand n'était devenu aussi célèbre. Dans les années 1980, il est le présentateur télé à la mode, la voix obligée des mariages princiers. En 1995, il est nommé commissaire général de la très officielle Saison tunisienne en France. La Tunisie s'expose à l'Institut du monde arabe ou au Grand Palais. Le pouvoir tunisien, toujours en recherche de célébrités pour enjoliver son image, s'intéresse de plus en plus à ce neveu du président qui dit tout haut son amour de laTunisie. «J'étais devenu monsieur Tunisie.» Le M. Propagande, Abdelwahab Abdallah, l'approche. Et le trouve. «Je suis devenu ami, pour ne pas cacher les choses, avec la bête noire du régime, l'éminence grise qu'était Abdallah», admet Mitterrand. Après tout, beaucoup de ses amis, ces intellectuels de la gauche tunisienne, n'ont-ils pas suivi l'exemple de Serge Adda, homme de télé et fils de militant communiste qui a rallié Ben Ali au nom de la lutte contre les islamistes ? Un temps directeur de TV5 Monde, Adda nommera d'ailleurs Frédéric Mitterrand directeur des programmes de la chaîne internationale en 2003, une chaîne à laquelle son fils Saïd Kasmi a vendu plusieurs documentaires. «Le fait que je sois l'enfant de Mitterrand m'a ouvert les portes de la chance», expliquait-il il y a quelques années à un magazine tunisien[1].

À partir du début des années 2000, l'écrivain-cinéaste déjeune avec Abdallah à chacune de ses visites. Il prétend avoir joui d'une grande liberté de parole : «Je lui disais qu'ils étaient en train de déraper complètement. » Chaque fois, il apporte sa «shopping list» : demandes de passe-droits pour des visas, d'aide pour telle Française empêtrée dans un divorce compliqué ou pour un artiste en attente d'une autorisation

1. « Saïd Kasmi Mitterrand, la vie est belle », *L'Expression,* n° 26,11 au 17 avril 2008.

officielle. Mitterrand ne s'en cache pas : il en a lui-même profité. Il n'a guère de difficulté pour tourner en Tunisie *Madame Butterfly,* adaptation au cinéma de l'opéra de Puccini. À la fin des années 1990, il envisage d'acheter une autre maison, une vieille ferme abandonnée dans les environs d'Hammamet. Mais, comme Bertrand Delanoë l'a aussi constaté, les terres agricoles sont réservées aux Tunisiens. Mitterrand en touche un mot à Abdallah: «Je lui ai dit, à la fin d'un déjeuner, que cela m'arrangerait d'avoir la nationalité.» Il l'obtient sans difficulté en 2001. Il conserve précieusement la carte dans son portefeuille et nous la montre avec fierté. Puis il lâche : «Bon d'accord, erreur. Une compromission supplémentaire[1].» «Le régime aurait facilement pu refuser les visas de sortie du territoire pour Saïd et Jihed ou harceler leur famille restée en Tunisie. Ce que je demandais, c'était de ne pas avoir peur, de pouvoir revenir, vivre normalement. J'ai toujours eu cette angoisse que tout cela soit remis en cause. Que je ne puisse plus aller en Tunisie parce que j'aurais dit quelque chose qui aurait rendu les choses impossibles. Que la relation que j'avais avec ma famille tunisienne soit l'objet d'un chantage ou de difficultés supplémentaires. En ce sens, j'étais comme les Tunisiens qui ressentaient un mélange de peur diffuse et de compromission permanente car tout le monde, un jour, a eu besoin du régime. »

Si le ministre de Nicolas Sarkozy n'est pas un familier de Ben Ali en personne - il prétend ne l'avoir rencontré que trois fois -, il a accepté que l'autocrate le décore de l'insigne le plus prestigieux, l'ordre du 7 Novembre. «Je ne l'ai jamais porté.» Pourquoi ne pas l'avoir refusé? «Cela aurait été une déclaration de guerre... », justifie Mitterrand. Outre son amitié

1. Finalement, Frédéric Mitterrand n'a jamais acheté la ferme en question.

avec Abdallah, le ministre se rapproche d'Abderrahim Zouari, autre personnage clef du règne de Ben Ali. C'est même la dernière personne que Mitterrand dit avoir vue avant la chute du régime. Zouari a occupé de nombreuses fonctions ministérielles jusqu'au 14 janvier 2011. Depuis, il est accusé de corruption[1]. Mitterrand jure n'en avoir jamais rien su. Il dit ne l'avoir rencontré que pour des repas amicaux, dans l'ambiance feutrée et bon enfant de la bourgeoisie de Tunis. «Zouari a un grand charisme personnel. Il a beaucoup de charme, est incroyablement affectueux. Zouari m'aimait. Au fond, cela me flattait. On avait des déjeuners à mourir de rire, le régime devenait de plus en plus fou, on lisait *La Presse*... On lui disait : "Mais comment tu peux faire partie d'un gouvernement qui dit des conneries pareilles?" On rigolait. C'était Loubitch.»

Dans cette bulle d'inconscience, le ministre se sent parfaitement à l'aise. Il sait sans vouloir savoir. Il se tait. Continue de croire, malgré ses compromissions, qu'il a fait beaucoup pour laTunisie. Avant même sa nomination au ministère, Mitterrand a joué un rôle central dans les milieux artistiques de son pays d'adoption. Rares sont en effet les artistes qui n'ont pas sollicité une subvention de la France auprès de celui que beaucoup appellent «Frédéric». «La coopération avec la France est forcément au centre du montage de nos projets. Notamment pour affirmer notre différence par rapport à la langue et aussi espérer leur donner de l'écho », explique le producteur-réalisateur Ibrahim Letaief, un des rares à s'exprimer à visage découvert. «Pendant des années, Frédéric Mitterrand a tissé sa toile. Et c'est un bon tisserand : son cercle détenait beaucoup de pouvoir avant la révolution. »Tous décrivent une atmosphère de cour, un « cercle fermé », en dehors duquel il

1. Voir chapitre 9.

était ardu d'espérer compter sur les subsides de la coopération culturelle.

Depuis son arrivée rue de Valois en 2009, Mitterrand a décoré de nombreuses personnalités tunisiennes. Des artistes reconnus, y compris pour leur opposition au régime, comme le cinéaste Nouri Bouzid, les deux directeurs du théâtre ElTeatro de Tunis, Zeyneb Farhat etTaoufik Jebali, ou encore la comédienne Jalila Baccar et son acolyte, le metteur en scène Fadhel Jaïbi. Mais Mitterrand s'est aussi affiché avec des figures à la réputation bien plus sulfureuse : fin décembre 2009, il remet à l'ambassade de France à Tunis les insignes de chevalier des Arts et des Lettres à un certain Lotfi Bahri. Le «Michel Drucker tunisien», dit Mitterrand. Sauf qu'il était aussi très proche du Palais, et notamment de la femme du président, Leila Ben Ali, à qui Bahri a dédié une ode ultra-kitsch diffusée à la télévision[1]. «Aujourd'hui, tout le monde le déteste. Mais, comprenez, c'était un homosexuel déclaré à Tunis, donc il avait super peur...» Et puis, ajoute le ministre, «je ne savais même pas qu'il était si copain avec Leila, je l'ai appris après. Le pauvre... Je l'ai vu, je l'ai gardé une semaine à Paris, il est complètement détruit. Il n'a pas dû faire tant de mal, franchement».

Certes, mais le symbole est ravageur. Tout comme l'est la décoration remise par le ministre à Syhem Belkhodja. Si Bahri n'était qu'un amuseur du samedi soir, cette danseuse-chorégraphe, amie intime de Mitterrand, a joué un rôle plus trouble. Omniprésente sous Ben Ali, elle était proche d'Abdallah, le propagandiste de la dictature. En public, Syhem Belkhodja l'appelait même «Tonton Abdallah ». L'artiste de 48 ans se souvient d'une de ses premières entrevues avec Abdallah.

1. http://nawaat.org/portail/2011/01/28/tunisie-ode-a-leila-trabelsi-ben-ali-produite-par-lotfi-bahri/.

«En partant il me dit: "Si tu as le moindre souci, tu m'appelles."» «Elle était maquée avec tout le monde», tacle avec mépris une artiste tunisienne. Cette ancienne prof de stretching à la télé a formé des générations entières de danseurs qui, pour certains, se produisent sur les plus grandes scènes d'Europe. Belkhodja a aussi créé un festival de documentaires à Tunis, et une manifestation consacrée à la mode. Avec, chaque fois ou presque, des subventions publiques mais aussi des financements étrangers, notamment de l'Institut français. Elle compte parmi les très proches de Frédéric Mitterrand, et est membre du conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée de Nicolas Sarkozy[1]. Elle appelle Bertrand Delanoë quand elle veut sur son portable - la mairie de Paris finance d'ailleurs certaines de ses manifestations. « C'est une usagère régulière de notre service public. Elle est aujourd'hui mal considérée, mais c'est une figure de la Tunisie nouvelle», justifie un des collaborateurs de Delanoë. Elle fut aussi invitée par une autre socialiste, Ségolène Royal : c'était en 2009, à l'occasion d'une université populaire consacrée aux relations euro-méditerranéennes. À la tribune, outre Belkhodja, on trouve aussi Antoine Sfeir, dithyrambe de Ben Ali, et Hakim El Karoui, dont nous avons révélé la proximité avec le régime tunisien dans ses dernières heures[2].

Devant nous, la plus célèbre chorégraphe tunisienne se justifie longuement. Dans un petit café parisien où elle a ses habitudes, Syhem Belkhodja explique tout par sa passion de la danse. «Oui, j'ai cautionné. Je voulais que toute la Tunisie danse. Ma génération a appris à courber l'échiné. C'est grâce à la danse que le squelette se relève. Alors, si c'était à refaire,

1. http://www.conseilculturel-upm.gouv.fr/index.php/fr/organisation/item/43-madame-syhem-belkhodja.

2. Voir chapitre 10.

je referais la même chose. » Mitterrand n'en démord pas : «Elle est absolument merveilleuse, je la défends envers et contre tout. » Au risque de perdre définitivement tout crédit auprès des artistes tunisiens.

Depuis le 14 janvier 2011, rien n'a changé, déplore le réalisateur Ibrahim Letaief. Mitterrand a placé un de ses anciens conseillers, Valéry Freland, à l'institut culturel français à Tunis. Quelques jours après la révolution, le photographe franco-tunisien Jellel Gasteli, ancien proche de Mitterrand, a rendu sa décoration de chevalier de l'ordre des Arts et Lettres. Sur Facebook, il écrit: «Mon acte est destiné à exprimer symboliquement mon profond désaccord avec l'attitude du gouvernement français à l'égard de la nation tunisienne et à témoigner ma solidarité envers mes concitoyens, car j'estime que la dignité du peuple tunisien a été bafouée.» Gasteli sera le seul artiste à rendre son insigne : à Tunis, on ne défie pas impunément « Frédéric ».

6. Quand Ben Ali régale

«Le problème des Tunisiens, c'est qu'ils ont de moins beaux hôtels que les Marocains. La presse française les critique plus.» Cette sentence attribuée à Philippe Séguin, grand avocat de Ben Ali en France, est cruelle pour les journalistes. Elle n'en revêt pas moins un fond de vérité. Comme le Maroc, passé maître dans l'art de l'invitation, la Tunisie a tenté de se créer un réseau d'afiidés, hommes de presse, politiques, intellectuels médiatiques ou personnalités du showbiz. Tous les moyens furent bons : un organisme public dédié, un contrat avec une agence de communication française, des relais à Paris, et un budget quasi illimité. Le résultat fut plus mitigé que dans la monarchie chérifienne, mais il permit de s'assurer le soutien de quelques leaders d'opinion bercés par la *dolce vita* tunisienne.

Des réseaux d'influence actionnés depuis Tunis

Abdallah contre Ben Dhia. À Tunis, l'opposition entre les deux éminences grises de Ben Ali nourrissait les intrigues politiques. Ironie de l'histoire : les deux hommes, réunis par la révolution dans la même prison militaire de l'Aouina, se sont cordialement détestés pendant des années. Pour gagner cette bataille de l'influence, tous deux ont jalousement cultivé leurs réseaux. À commencer, bien sûr, par la France.

Ils ne se ressemblent pas. Abdelaziz Ben Dhia, porte-parole de Ben Ali depuis 1999, est un juriste décrit comme raffiné et aimable. Il entretient les meilleures relations avec certains politiques (comme Bertrand Delanoë), des intellectuels (Alexandre Adler), des universitaires. Ou encore avec le très riche Pierre Besnainou, fondateur du portail internet Libertysurf, un proche de Ben Ali qui organise à Paris des dîners rassemblant l'intelligentsia tunisienne, dont les Chiboub ou les Mabrouk, la branche du clan perçue comme la plus présentable. Ben Dhia passe ses vacances d'été dans les Pyrénées ou à Toulouse, où vivent ses deux fils ingénieurs. Sa femme, Pierrette, est originaire de Mazères, petite ville de l'Ariège.

Ce n'est pourtant pas à lui que Ben Ali a confié la tâche de «draguer» politiques et intellectuels français. Cette mission, c'est le ministre-conseiller Abdelwahab Abdallah qui est chargé de la mener à bien. Sous des dehors affables, cet ancien directeur du quotidien officiel *La Presse* est une caricature d'apparatchik, totalement affidé à son chef. Le député UMP Étienne Pinte, intime de Philippe Séguin, se souvient encore de ses visites : « C'était un horrible bonhomme. Il venait pour savoir si j'étais toujours bien formaté en faveur de Ben Ali. Il entrait dans mon bureau, me disait: "Je suis content de rencontrer à nouveau un ami de la Tunisie et du président Ben Ali." C'était le père Joseph», allusion au moine capucin machiavélique qui fut l'éminence grise du cardinal de Richelieu.

Dès ses débuts, le régime a compris la nécessité de s'adjoindre des soutiens à l'étranger. «Ben Ali a fondé la promotion de son image sur ce lobbying forcené qui a coûté cher à la Tunisie. Il a pensé que l'argent pouvait acheter tout le monde», accuse Ahmed Bennour, l'ancien chef des services secrets resté vingt-trois ans en exil à Paris. « C'était stratégique pour Ben Ali. Mais on n'était pas les seuls... Les Marocains nous dépassaient ! » se souvient Mohamed Jegham, son ancien

directeur de cabinet. Selon lui, Ben Ali a même offert des terrains «au début des années 1990» à Gammarth à des présidents étrangers - «Hassan II, Kadhafi, le roi Fouad».

Il va surtout mettre sur pied avec Abdallah une agence dédiée à la promotion du régime. Créée en août 1990, l'ATCE, l'Agence tunisienne de communication extérieure, est officiellement chargée de «renforcer la présence médiatique de la Tunisie à l'étranger et de faire connaître la politique nationale dans tous les domaines[1] ». Des succursales sont ouvertes à Paris, Strasbourg, Londres, Francfort, Bruxelles. L'ATCE tente de discréditer les opposants et de vanter les prouesses du régime. «Entre 1992 et 1995, l'agence parisienne a inondé la presse de communiqués contre moi et d'autres. Ils m'accusaient de travailler pour le Front national, me présentaient comme le chef des islamistes à Paris », raconte Ahmed Manaï, opposant en exil en France qui a très tôt décrit la brutalité du régime[2]. En Tunisie, l'agence décide de l'attribution des pages de la publicité publique (évidemment réservée aux journaux ayant épousé la ligne officielle), accrédite et chaperonne les journalistes en reportage. Elle prend aussi en charge les invitations des personnalités en visite d'agrément àTozeur,Tunis ou Hammamet, avec une liste d'hôtels prêts à les recevoir.

Le Residence, le palace des Français

Terrasse accueillante, plage privée et piscine monumentale, golf dix-huit trous : au bout de la splendide baie de Gammarth, c'est au Residence qu'il faut être vu. « C'est le meilleur

1. Tunisnews.net, 11 avril 2002.

2. Ahmed, Manaï, *Supplice tunisien, le jardin secret du général Ben Ali,* Paris, La Découverte, 1995.

hôtel de toute laTunisie. Le plus cher aussi», dit le réceptionniste. L'élite tunisoise s'y presse. De même que les Français (Rachida Dati, Bernard Tapie, Jack Lang, Roger Hanin...), qui raffolent de l'endroit depuis l'époque de Philippe Séguin. L'ancien président de l'Assemblée nationale y avait ses habitudes, tous frais payés par la présidence. « Chirac y descendait souvent», raconte Mohamed Jegham. «En 1996, sa femme est venue en éclaireur, elle a trouvé l'hôtel somptueux. Il est ensuite venu plusieurs fois, en visite touristique ou officielle. Il a fait beaucoup de pub à l'hôtel.» Comme Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre ou Simone Veil, l'ancien président fut aussi l'hôte régulier du Sahara Palace de Nefta, dans le Sud tunisien. L'hôtel surplombe la palmeraie de Tozeur et offre de magnifiques couchers de soleil. Chirac y consultait régulièrement un vieux mage[1]. Nicolas Sarkozy a pris les mêmes habitudes de villégiature que son prédécesseur. Le chef de l'État a passé la nuit au Residence lors de ses visites de 2007 et 2008. «Il a préféré venir ici plutôt que dans les palais de Ben Ali», souffle un employé en livrée. Ministre de l'Intérieur, il y résidait déjà lors de ses visites à Tunis, et prolongeait en général le séjour à Tozeur, dont il est lui aussi un aficionado.

Au Maroc, les hôtes du royaume sont accueillis à la splendide Mamounia, célèbre hôtel de Marrakech. La Tunisie a tenté d'imiter le modèle. «Abdallah était chargé de faire ça, mais il le faisait mal par rapport au Maroc », déplore l'homme d'affaires Pierre Besnainou. L'accueil VIP commence dès le salon d'honneur de l'aéroport - quand ce n'est pas le billet d'avion qui est payé. Dès qu'une personnalité un peu connue débarque, à condition qu'elle ne soit pas directement prise en

1. Décédé depuis. «Son fils a repris la PME magique», sourit l'historienne Sophie Bessis.

.charge par son hôte comme Michèle Alliot-Marie[1], «le protocole propose systématiquement une voiture avec chauffeur, explique un diplomate. Certains refusent, d'autres acceptent». Privé, public : en Tunisie, les frontières s'effacent. Il n'est pas jare qu'une personnalité politique en visite d'agrément bénéficie aussi de la protection de la police (un ou deux agents en général). Propriétaire d'une maison à Hammamet, Frédéric Mitterrand loue une voiture et refuse les gardes du corps. Mais le maire de Paris Bertrand Delanoë admet être monté à plusieurs reprises («deux ou trois fois») dans m véhicule de la présidence pour se rendre à Bizerte, où il possède une villa. En l'occurrence «la Passat bleu marine de secours d'Abdelaziz Ben Dhia», le conseiller de la présidence. «Elle était conduite par un militaire», se rappelle Delanoë[2].

«Avec moi, personne ne paie. »

Aucune personnalité étrangère ne devait mettre le pied sur le sol tunisien pour une manifestation publique - colloque, festival culturel, événement organisés par le parti-État - sans que l'ATCE n'en soit avertie. À l'évocation des invitations d'hommes politiques ou de starlettes en goguette, les Tunisiens ont tous la même réaction : un sourire en coin, et les yeux vers le ciel. Pour eux, aucun doute n'est admis. Tous ont été invités, ou ont reçu un cadeau, voire les deux. «Ils ne payaient jamais rien. Ni l'hôtel, ni le petit tour en bateau, ni l'excursion à

1. Voir chapitre 2.

2. «Le pouvoir actuel me propose toujours qu'une voiture me conduise à Bizerte », raconte Bertrand Delanoë, qui connaît bien le premier ministre du gouvernement de transition, Béji Caïd Essebsi. En avril et en juin, c'est la voiture d'Essebsi qui est venue le chercher à l'aéroport et l'a emmené à Bizerte.

Tozeur, ni le tapis trouvé au souk... », lâche Ezzedine Mhedhbi, avocat spécialiste de la corruption en Tunisie. «Avec moi, c'est simple, personne ne paie», confie Abderrazak Cheraït, maire deTozeur et hôtelier. L'homme d'affaires avait l'habitude d'inviter de nombreux hommes politiques étrangers. Parmi eux, de nombreux Français. En général, il leur payait la chambre d'hôtel. L'ATCE et l'Office du tourisme réglaient les billets d'avion. La pratique des invitations était plus que courante: quasi systématique. Pour l'instant conservées au secret par les nouvelles autorités tunisiennes, les archives de l'ATCE ont commencé à filtrer, mettant en cause d'éminents responsables politiques.

C'est ce qui est arrivé au ministre de la Défense Gérard Longuet, mis en cause pour un voyage de deux jours en 2006 effectué avec son ami Jean-Marc Sylvestre, alors chroniqueur économique de LCI, à l'hôtel Residence... aux frais des contribuables tunisiens[1]. Longuet était alors président du groupe UMP au Sénat. Ne pouvant nier, il a préféré ironiser : « Si toutes les personnalités françaises ayant passé des vacances de rêve remboursent à leur tour la Tunisie, il y aura largement de quoi compenser la baisse du tourisme», répond-il alors aux journalistes[2]. Quelques semaines plus tard, c'est au tour du conseiller de Nicolas Sarkozy, Henri Guaino, d'être épinglé. En 2008, il a été invité à séjourner quelques jours dans le Sud tunisien, à Tozeur. Une voiture officielle et un garde du corps ont été mis à sa disposition, révèle *Le Canard enchaîné*[3]. «Quand on est allé faire la visite d'État en Tunisie, les autorités m'ont proposé de visiter la Tunisie profonde, ce que j'ai accepté. Il y avait des rencontres avec des gouverneurs, et une

1. Nicolas Beau et Arnaud Muller, « Des frais de Gérard Longuet pris en charge par le régime de Ben Ali», lesinrocks.fr, 30 mai 2011.
2. *Marianne*, 11 juin 2011.
3. *Le Canard enchaîné,* 29 avril 2011.

partie d'agrément. Ma femme m'a rejoint. Je suis allé jusqu'à Tozeur, j'ai visité la mosquée de Kairouan. Je n'ai pas de raison de m'en cacher», justifie Henri Guaino, visiteur régulier de la Tunisie, où il a souvent séjourné au Club Med de Djerba. «Là, je payais mes vacances. Le jour où je suis devenu conseiller du président, on me fournissait une escorte. Oui. Et alors?»

Selon nos informations, Jean-François Copé a également bénéficié des largesses du régime. L'actuel président de l'UMP a été invité deux jours àTozeur du 18 au 20 avril 2008, pour le Festival des musiques du monde. «Tout a été pris en charge par l'ATCE. Les invités logeaient dans l'hôtel le plus luxueux de la ville», témoigne un organisateur du festival. «Jean-François Copé s'est rendu là-bas invité par l'agence », confirme son porte-pârole. Le samedi soir, le député-maire de Meaux a retrouvé, au concert du célèbre chanteur africain Ismaël Lo, le patron de M6, Nicolas de Tavernost, Christian de Villeneuve, alors à la tête du *Journal du dimanche* (groupe Lagardère), Michel Boyon, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et sa compagne Marie-Luce Skraburski, pilier de l'agence de communication Image 7[1]. «La liste des invités a été établie par l'ATCE», se souvient un autre organisateur.

Étienne Pinte raconte qu'il avait «un mal fou à payer» hôtel et excursions lors de ses déplacements privés quand il était président du groupe d'amitié parlementaire. «Il faut, sans blesser, être intransigeant sur ce que vous pouvez accepter dans l'accueil et ce que vous devez refuser. Ce n'est pas facile. S'ils savent que vous êtes là, vous risquez d'être pris dans un engrenage, une toile d'araignée, parce que vous êtes un homme public. Vous êtes enserré dans un système d'accueil qui peut être gênant[2].»

1. http://www.musiquesdumonde.fr/TOZEUR-l-ORIENTALE-AFRICAINE, 1127.

2.Ét\e.tm.eîmte ajoute. «Quand ils vous ont adopté, vous êtes véritablement l'ami, leur hospitalité est sans borne. Il est alors très difficile

Tout cela ne décourageait pas d'autres habitués de l'hôtel Residence : «J'ai des prix, il suffit de négocier», affirme Serge Degallaix, l'ancien ambassadeur. «Je payais le prix que j'estimais devoir», explique son prédécesseur, Daniel Contenay. « On va être clair, explique un habitué qui n'a pourtant pas la stature d'un diplomate. Au Residence, c'est impossible de payer. Un jour, j'ai voulu régler mes extras, le garçon m'a demandé : "Mais, monsieur, vous voulez ma mort?" C'est le régime qui prenait en charge. »

Les seconds couteaux : Éric Raoult et les 2B3

L'ATCE, qui employait plus d'une centaine de fonctionnaires, était dotée d'un budget conséquent - «un des plus importants de l'État», selon un ancien responsable de l'Agence. «Les invitations, ça n'arrêtait pas », témoigne un proche du Palais. Mais l'Agence peine à attirer les responsables de premier plan. «Les méthodes étaient archaïques, parfois ridicules », se rappelle Mohamed Jegham, ancien directeur de cabinet de Ben Ali.

Côté français, l'ATCE doit souvent se contenter de seconds couteaux. Comme, par exemple, ceux du « lobby pro-Ben Ali », incarné à merveille par le député UMP Éric Raoult. Ce benaliste convaincu, surnommé «La Passerelle » par Abdallah, ne manquait pas une occasion de défendre le régime[1]. Aux derniers jours du règne de Ben Ali, selon plusieurs témoins,

---

de ne pas les offusquer en mettant des limites à la qualité de l'accueil. C'est dans leurs gènes. C'est pour cela qu'on ne peut pas leur jeter l'anathème : c'est leur culture, leur civilisation, leur manière de vivre, leur manière d'être. »

1. Isabelle Mandraud, «Peut-être on partira, mais on brûlera Tunis», *Le Monde,* 18 janvier 2011.

Raoult a multiplié les coups de téléphone en Tunisie, disant en substance : «Ne lâchez pas ! » En octobre 2009, il fut aussi celui qui accusa de « provocation » la journaliste du *Monde* Florence Beaugé, refoulée à l'aéroport de Tunis. « Incontestablement en Tunisie, beaucoup de gens aiment le président Ben Ali», lance alors Éric Raoult[1].

Quelques semaines plus tard, l'opposante Sihem Ben Sedrine publie dans un quotidien algérien une « Lettre ouverte au président Ben Ali» où elle exige son départ. Au passage, elle accuse Raoult de profiter de la générosité du régime. «Lorsqu'un Éric Raoult (fréquemment invité par l'ATCE à effectuer des séjours dans les palaces tunisiens) se fond en flagorneries sur votre politique éclairée, il ne fait pas de l'ingérence. Mais lorsqu'une Florence Beaugé fait sereinement son travail de journaliste, elle est accusée de nostalgie colonialiste. L'apologie serait donc la bienvenue et la critique illicite[2] ! » Dans une livraison post-révolution du magazine *Tunisie Plus*, Raoult évoque sa passion pour les tajines. «Je suis un peu djerbien d'adoption. J'y vais avec ma femme deux à trois fois par an depuis vingt ans dès que j'ai un moment de libre. Le climat est agréable, les prix dans les hôtels attractifs et je m'y sens en sécurité.» Selon plusieurs de ses proches et amis, Éric Raoult n'a pas eu trop à se soucier de la note: il était un «invité» à qui le régime payait parfois l'hôtel et l'avion[3].

Si certains étaient des invités réguliers, d'autres ont profité épisodiquement du système ATCE. Par exemple le maire

1. Berbère TV, 31 octobre 2009.

2. *Le Matin,* 9 décembre 2009.

3. Le député a refusé de nous rencontrer. Nous avions contacté son assistante (et épouse) début juin 2011. Nous l'avons relancée une douzaine de fois par mail et téléphone. Le 25 septembre 2011, M. Raoult a décommandé au dernier moment un entretien prévu en nous raccrochant au nez, prétextant le mauvais résultat de l'UMP aux élections sénatoriales. Depuis, plus de nouvelles.

socialiste du XIXe arrondissement de Paris, Roger Madec. Des documents provenant du siège parisien du RCD, que nous nous sommes procurés, prouvent que l'édile et un de ses collaborateurs parlementaires, Yacine Chaouat, ont été pris en charge une semaine du 11 au 18 avril 1997. «Le représentant du parti à Paris m'a proposé de faire ce voyage», confirme l'élu. Avion, hôtel, déplacements : «Tout a été pris en charge. Nous sommes allés à Tunis, Kairouan, Sousse, et nous avons passé deux nuits à Hammamet. » Un voyage très actif, assure Madec. « On a rencontré des gouverneurs et le secrétaire général du RCD. »

Mais l'ATCE invitait aussi tous azimuts. Journalistes, chercheurs, intellectuels à la petite semaine, essayistes de bazar, starlettes sur le déclin, le mélange était parfois improbable. «Vous avez l'accueil personnalisé, une bagnole mise à disposition. On vous paie le billet d'avion en classe affaires sur Tunisair et l'hôtel. Mais ce n'était pas un hôtel de luxe... Il n'y avait pas de spa ou une salle de gym digne de ce nom», se souvient un chercheur français, Pascal Boniface, fréquemment invité pour des colloques en Tunisie. « C'était minable. À une époque, je voyais souvent Pierrette Brès dans l'avion», dit un habitué des vols Paris-Tunis. «Il faut bien avouer que les invitations avaient souvent quelque chose de ridicule, explique Cheraït, le maire de Tozeur. Un jour, ils avaient fait venir une standardiste du *Monde* ! Ou alors ils conviaient les vieilles marmites... »

En cet été 1998, l'Office national du tourisme tunisien (ONTT) invite à tour de bras. À l'occasion de la présentation de la collection du couturier Torrente, «plus d'une centaine de personnalités du showbiz français ont été conviées dans le Sud tunisien» pour un «week-end exceptionnel», raconte fort complaisamment *Afrique Magazine*, qui consacre son

édito à ce «pays qui a tout compris: la Tunisie[1]». «L'ONTT avait mis les petits plats dans les grands», raconte le mensuel. La jet-set française est accueillie au Palm Beach de Tozeur. Sur les photos publiées, les chanteuses Alice Dona et Nicole Croisille brunchent en plein désert. La comédienne Marie-José Nat salue à la fenêtre d'un train. La journaliste Ève Ruggieri marche au bras du comédien Pascal Légitimus. On y voit aussi la jet-setteuse Hermine de Clermont-Tonnerre se balader à dromadaire. Deux mois plus tard, l'ONTT et le groupe Lucien Barrière invitent «deux cents invités» pour l'ouverture du Grand Casino d'Hammamet. Les photos, à nouveau publiées dans *Afrique Magazine*, montrent le journaliste Jacques Chancel un cigare à la bouche en train de festoyer avec la chanteuse Ophélie Winter ou encore les présentateurs télés Bernard Montiel et Alexandre Delpérier. À cette époque, même les boy's band font la pub du régime. De passage dans le pays, Adel Kachermi, un des trois larrons des « 2B3 », vante sans nuance son pays natal: «Les filles sont aussi hystériques qu'en France, mais surtout, elles sont très émancipées. La Tunisie est un bon exemple de démocratie et de laïcité. J'ai été très surpris d'apprendre que les Tunisiennes avaient le droit de vote. Il y a une vraie solidarité dans ce pays. Personne ne meurt de faim. Le président Ben Ali a d'ailleurs déclaré que personne ne devait se coucher sans avoir mangé[2].»

L'instrumentalisation du pèlerinage de la Ghriba

L'ATCE a développé une stratégie d'approche spécifique pour la communauté juive tunisienne, dont la plupart des

1. *Afrique Magazine,* avril 1998, n° 152.
2. *Afrique Magazine,* mai et juin 1998, n° 153 et 154.

membres ont quitté le pays après l'indépendance. «Ben Ali a cru pouvoir les faire revenir», raconte Claude Nataf, le président de la Société d'histoire des juifs de Tunisie. Y compris à coup de «mesures publicitaires».

Au tout début des années 1990, l'ATCE organise deux soirées à l'hôtel Abou Nawas de Tunis à destination des personnalités juives en vacances. La présentatrice télé Daniela Lumbroso a même droit à un cadeau d'anniversaire. Native de Tunis et amie de Michèle Alliot-Marie, elle faisait aussi partie, en 2008, de la délégation accompagnant la visite officielle de Nicolas Sarkozy, qui l'a élevée au rang de chevalier de la Légion d'honneur. «Dans leur hôtel, des personnalités juives en vacances trouvaient une invitation pour ces soirées», raconte Nataf. Grâce à Gabriel Kabla, Ben Ali va passer à la vitesse supérieure. Ce médecin généraliste de Montreuil a beau se présenter comme un simple «sympathisant» du RCD, il a organisé toutes les campagnes présidentielles de Ben Ali dans l'Hexagone, y compris celle de 2009. Au début des années 1990, Kabla préside l'Amicale des juifs de Djerba, qui gère à Paris une synagogue et un centre communautaire où l'on enseigne le Talmud traditionnel. Il organise le tout premier pèlerinage de juifs résidant en France à la Ghriba de Djerba. Une grande première : jusqu'ici, seuls les Djerbiens et quelques Libyens se retrouvaient pour le Lag Baomer, une fête juive du mois de mai qui célèbre le décès de Shimon barYohaï, célèbre rabbin de l'époque romaine. Peu à peu, le pèlerinage attire de plus en plus de monde. Des juifs de Tunisie, de France et d'ailleurs festoient librement dans un pays musulman : le régime comprend rapidement l'intérêt qu'il peut en tirer. « Sous Bourguiba, le pèlerinage de la Ghriba était déjà un article d'exportation. Sous Ben Ali, c'est devenu un phénomène touristique et politique, puis finalement un article de propagande», poursuit Nataf.

Pour prouver combien laTunisie est un pays de tolérance, l'ATCE commence à convier journalistes et personnalités en 2001, avec la complicité de l'agence Image 7. « On invitait une vingtaine de Français par an, on leur payait l'avion et l'hôtel », explique Kabla. Sur place, le médecin joue le guide. «Je faisais des visites œcuméniques : je montrais l'église orthodoxe, la mosquée, le quartier juif, une école d'État fréquentée par une centaine d'enfants juifs, des écoles de la communauté. » À la fin, un ministre vient faire de la retape pour Ben Ali, présenté comme le garant de la concorde entre les religions. Des personnalités étrangères font le déplacement. Philippe Séguin vient deux fois.Tout comme Éric Raoult, présent en 2006 et en 2010. Ou le faucon de l'UMP Pierre Lellouche, un des rares politiques français à avoir soutenu la guerre en Irak en 2003. Sur Internet, une vidéo de 2006 le montre en train d'applaudir des «Vive Ben Ali ! » criés en arabe, avant de comprendre sa méprise[1]. «La Ghriba était un lieu de tolérance, dit Lellouche. Des colonies de juifs de Sarcelles ou de Paris prenaient l'avion pour aller à la Ghriba en pèlerinage annuel. Le gouvernement tunisien avait essayé de tisser des relations avec la communauté juive. Cela ressemble un peu à Ceausescu qui faisait semblant d'être non-aligné. Le régime en a joué. Mais je trouvais que, sans être dupe, c'était bien de les encourager. » A-t-il conscience d'avoir participé à une opération de propagande? Calé dans son fauteuil, le secrétaire d'État s'énerve : «Monsieur, cela fait trente-cinq ans que je fais des relations internationales 1 Et j'en ai vu des dictatures. J'en vois encore dans mon métier actuel. Bien sûr, chaque fois, il y a une part de récupération de la part du régime qui vous reçoit. LaTunisie a actionné un certain nombre de réseaux, elle en avait besoin économiquement. Elle avait aussi un problème massif d'image

1. http://videos.sudpresse.be/video/iLyROoafz4AS.html.

et ne savait pas par quel bout le prendre. Probablement comptaient-ils sur les réseaux de la communauté juive en France.»

Le 11 avril 2002, un camion-citerne explose devant cette synagogue. L'attentat fait quinze morts, dont dix Allemands, et trente blessés. Pendant plusieurs jours, le régime évoque un accident. Il s'agit en fait d'un attentat-suicide lié à Al-Qaïda. Quelques semaines plus tard, le pèlerinage annuel fait le plein. De nombreuses personnalités étrangères ont fait le déplacement, «invitées par l'ambassade de Tunisie en France et l'Office national du tourisme tunisien», rapporte une envoyée spéciale de *Jeune Afrique.* Parmi eux : Philippe Séguin, l'ancien ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand Claude Cheysson, l'ancien maire de Marseille (PS) Robert Vigoureux, la journaliste Josette Alia, le couturier Loris Azzaro, l'avocate Gisèle Halimi, le député socialiste Christophe Carèsche[1]. «Cinq mille personnes pour un pèlerinage juif dans un pays arabe, avec des gens sur les balcons et sur les toits dans un climat sympathique, c'est magnifique. Il y a même eu des colloques à la faculté de Tunis sur la communauté juive. Honnêtement, il n'y a sans doute qu'en Tunisie qu'on peut voir ça dans le monde arabe », explique Claude Nataf. Mais le président de la Société d'histoire des juifs de Tunisie tempère aussitôt son enthousiasme : «En même temps, le régime ne craignait pas de diaboliser Israël quand cela lui était nécessaire. »

1. Fawzia Zouari, «La visite de la tolérance », *Jeune Afrique,* 13-18 mai 2002, n°2157.

Image 7 «fait passer» la Tunisie dans les médias français

Mais malgré les efforts déployés, l'image de la Tunisie se dégrade. En plus de l'ATCE, le régime décide donc de se tourner, à la fin des années 1990, vers des pros de la communication. L'agence choisie est française, en l'occurrence Image 7, un cabinet de relations publiques créé en 1988 par Anne Méaux. Cette ancienne militante d'extrême droite, proche de Valéry Giscard d'Estaing puis d'Alain Madelin, est devenue la gourou des grands patrons du CAC 40. Le contrat avec la Tunisie est signé le 15 mars 1997. Pour 12 000 euros par mois la première année, puis 15000 euros, Image 7 est chargée de «promouvoir l'image de la Tunisie, sur le plan économique, culturel et touristique», précise Marie-Hélène Descamps. Cofondatrice d'Image 7, cette ancienne journaliste, autre figure des réseaux giscardiens, est chargée du dossier tunisien[1]. «Ce sont eux qui nous ont contactées», raconte «Mylène» Descamps, son surnom chez Image 7. Sa mission: inciter les journalistes à parler de la Tunisie et organiser des voyages de presse. « On était chargé de vendre une modernité tunisienne, un pays où les gens peuvent voyager, où les hôtels sont superbes et les femmes intelligentes, où il y avait peu d'illettrisme et une culture riche, avec le musée du Bardo ou le festival de Carthage. L'objectif, c'était l'image de la Tunisie.» Pas celle de son président? « On avait l'entreprise Tunisie, pas le président. Il n'y avait pas de dimension politique. » Ami de longue date d'Anne Méaux, le cofondateur de l'hebdomadaire *Marianne*, Maurice Szafran, raconte que la communicante

1. Aurore Gorius et Michaël Moreau, *Les Gourous de la com*\ Paris, La Découverte, 2011.

« a cru que les Tunisiens allaient faire la même chose que le Maroc d'Hassan II qui a radicalement transformé son image à une vitesse inouïe... Mais Ben Ali ne s'en est jamais réellement donné les moyens».

La stratégie de communication était définie en plein accord avec Carthage. Pour les 15 ans d'Image 7, le 3 juin 2003 au Cercle interallié à Paris, Abdallah est « quasiment l'invité d'honneur». «De nombreuses personnalités politiques françaises piétinaient pour le saluer tandis qu'Anne Méaux le présentait elle-même à Yves Bertrand, le patron des Renseignements généraux», raconte la lettre d'information *Maghreb Confidentiel*[1]. « Ceux qui nous font confiance au début, on les regarde avec un œil plutôt sympathique », justifie « Mylène » Descamps. Abdallah devient même l'ami du couple Descamps - le mari de Marie-Hélène, Jean-Jacques, issu d'une grande famille d'industriels du textile du Nord, a été député UDF et UMP d'Indre-et-Loire jusqu'en 2007.

En 2002, Mylène Descamps est élue au Parlement européen sur une liste de droite. À l'agence, le dossier tunisien est confié à Marie-Luce Skraburski. Cette ancienne attachée de presse d'Alain Madelin est un pilier d'Image 7 et une redoutable communicante, qui se démène pour la Tunisie mais aussi pour le Sénégal du président Abdoulaye Wade. Sans états d'âme. «Le client, qu'il soit un Etat ou un fabricant d'allumettes, a une stratégie. Nous sommes là pour la faire passer. Les journalistes prennent ou ne prennent pas», a-t-elle l'habitude de théoriser. Pendant près d'une décennie, Marie-Luce Skraburski va donc «faire passer» la Tunisie dans les médias français. Elle «vend» des portraits de femmes tunisiennes à toute la presse, des reportages sur le tourisme médical à la télé, des découvertes archéologiques aux hebdomadaires.

1 .*Maghreb Confidentiel,* 5 juin 2003.

Chaque année, elle organise plusieurs voyages de presse et une délégation de journalistes est dépêchée au Forum de Carthage, grand-messe économique qui célèbre les «prouesses» du régime. Ils rencontrent les ministres, sont abreuvés de chiffres certifiés authentiques et de classements internationaux où la Tunisie est toujours bien notée. Les rédacteurs sont baladés dans des technopôles et des usines qui ont délocalisé en Tunisie. Marie-Luce Skraburski ne quitte jamais «ses» journalistes et les accompagne même pour leurs achats au souk. Un soir, une délégation de reporters croise dans une maison chic de Sidi Bou Saïd plusieurs opposants, qui s'empressent de leur raconter la réalité du benalisme. «Ce soir, je n'ai rien vu, rien entendu ! » morigène la consultante d'Image 7.

«Marie-Luce», comme l'appellent les journalistes, persuade même Oussama Romdhani, le patron de l'ATCE, d'associer laTunisie à des opérations de relations publiques. Comme ce 30 janvier 2005, lorsque le président de l'Institut national de lutte contre le cancer, David Khayat, médecin natif de Tunisie et grand ami de Jacques Chirac, organise le gala de son association anti-cancer «avec le soutien» financier de laTunisie. Plus de 750 personnalités ont été conviées au château de Versailles à un dîner, avec discours, récital à l'Opéra royal et tombola. On croise les présentateurs de TF1 Nikos Aliagas, Benjamin Castaldi ou Laurence Ferrari, l'humoriste Laurent Baffie, le chanteur Charles Aznavour, le comédien Jean-Claude Brialy. Sur scène, Frédéric Mitterrand passe les plats. Pour cette soirée qui n'a rien de diplomatique, trois ministres du gouvernement Villepin ont fait le déplacement : Christine Lagarde, Azouz Begag et Brice Hortefeux. Ce parterre prestigieux a tout le loisir d'entendre Abdelwahab Abdallah, propagandiste en chef alors ministre des Affaires étrangères, vanter la politique de solidarité du président Ben Ali et les «relations excellentes tuniso-françaises »,

rapporte *La Presse*, qui consacre quatre pages enthousiastes à l'événement[1].

Image 7 noue aussi un partenariat avec le prix de Diane, organise un colloque sur les femmes à la Sorbonne, un autre sur l'Union pour la Méditerranée au Sénat. Le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Michel Boyon, compagnon à la ville de Marie-Luce Skraburski, passe la brosse à reluire dans les colonnes de *La Presse :* «Lors de mes séjours enTunisie, je suis impressionné, comme toute personne qui se rend dans le pays, par le remarquable niveau de développement atteint ces dernières années. Tout visiteur constate que l'activité économique, la qualité de l'infrastructure et le niveau de vie des citoyens tunisiens progressent à un rythme soutenu. [...] Le plus spectaculaire tient à la place de la femme tunisienne dans la société. [...] C'est l'expression d'un modèle tunisien[2].»

Image 7 soutient que le contrat avec la Tunisie a été rompu plusieurs mois avant la chute de Ben Ali, le 31 octobre 2010. « Ils ne payaient plus, ou tin truc comme ça », affirme « Mylène » Descamps. En fait, les relations se sont distendues. Les magiciennes de la com' n'ont jamais réussi à infléchir l'image du régime. Un jour, Skraburski explique à Raouf Najar, l'ambassadeur à Paris, que la Tunisie est un «cas désespéré». Mais s'il y a bien un domaine où l'agence s'est révélée très performante, c'est bien dans l'organisation de «séjours à l'œil» pour patrons de rédaction. Après la révolution, *Le Canard enchaîné* a révélé une note édifiante rédigée en 2008 par Skraburski et adressée au patron de l'ATCE. «Nous avons organisé de nombreux déplacements pour des dirigeants de médias et des journalistes français, écrit-elle. [...] Nous avons mis en

1. *La Presse,* 5 février 2002.

2. Guillaume Evin, *Le Livre noir du CSA,* Paris, Éditions du Moment, 2011.

place, depuis quelques années, un réseau de relais d'opinion rassemblant les principaux dirigeants de la presse française bienveillants à l'égard du pays[1].» Et la consultante de citer plusieurs noms : Étienne Mougeotte *{Le Figaro)* > Jean-Claude Dassier (alors à la tête de LCI), Nicolas de Tavernost (M6), Christian de Villeneuve (alors à *Paris Match* et *an Journal du dimanche*) ou Dominique de Montvalon (ancien du *Parisien).* «Ce n'était pas le fond de ma pensée, c'était juste pour justifier notre travail auprès de l'ATCE qui nous en faisait voir de toutes les couleurs », a expliqué Marie-Luce Skraburski à des proches après la publication de l'article. Le journal satirique raconte comment, grâce à Image 7, certains de ces patrons de presse et d'autres ont bénéficié de séjours tous frais payés. Parmi eux, Alain Weill de BFM-TV ou Gérard Gachet, journaliste de *Valeurs actuelles* devenu ensuite... porte-parole de Michèle Alliot-Marie.

Hosni Djemmali, le M.Tunisie à Paris

En sus de l'ATCE et des services d'Image 7, Abdelwahab Abdallah a pu compter sur le bagout et le formidable réseau de son vieil ami Hosni Djemmali - ils ont tous deux grandi à Monastir - pour compenser ses carences en matière de lobbying. Depuis des décennies, ce monsieur réputé affable, patron des hôtels Sangho, est le véritableVRP de la Tunisie à Paris. Il y a bâti un solide réseau, depuis l'époque de ses études à HEC, où il a notamment rencontré Vincent Debré, fils du Premier ministre du général de Gaulle, avant de devenir ami avec son frère Jean-Louis, pilier de la Chiraquie. Djemmali

1. Christophe Nobili, « Quand le gratin de la presse française bronzait aux frais de Ben Ali », *Le Canard enchaîné*, 29 juin 2011.

connaît aussi de nombreux journalistes - étudiant, il a un temps exercé dans la profession. «Je connais tout le monde. Paris, c'est un petit truc... », se vante l'hôtelier, que nous avons rencontré dans un grand hôtel près de l'Opéra.

Inconnu en Tunisie, Djemmali finit même par devenir incontournable à Paris, au point de faire partie de la délégation officielle lors de la visite d'État de Chirac en 2003. «Hosni, je le connais depuis longtemps, comme à peu près tous les journalistes parisiens », explique l'ancienne patronne d'iTélé et de BFM, Valérie Lecasble. Et pour cause : Djemmali a fondé il y a vingt ans les Échanges franco-tunisiens (EFT), une association qui organise dîners et colloques. « On n'a jamais parlé de politique ou de démocratie, jure son président depuis 2007, l'ex-député UMP Georges Fenech. On organisait des manifestations autour de la santé, du tourisme, des échanges économiques. On a reçu des gens très différents, comme Roselyne Bachelot ou Marie-George Buffet», alors ministre de la Jeunesse et des Sports. « On essayait de développer les échanges et l'amitié entre les deux pays. On parlait de tout un tas de sujets. Mais les Tunisiens sont des gens pudiques : ils ne parlent pas politique », explique sans rire son prédécesseur, le député-maire UMP Pierre-Christophe Baguet. Lors d'un dîner des EFT en 2009, le patron du *Monde,* Éric Fottorino, présente son dernier livre. Autour des tables se côtoient l'ambassadeur tunisien à Paris, le journaliste André Bercoff ou encore Hugues Wagner, obscur journaliste pro-Ben Ali flirtant avec l'extrême droite[1].

Le 25 janvier 2011, les EFT auraient dû fêter leurs 20 ans au Shangri-la, très chic hôtel parisien. Les cartons avaient déjà été envoyés, annonçant en invités d'honneur le ministre de

1. «La littérature s'invite au dîner des EFT», *Tunisie Plus* n° 5,4 trimestre 2009. La personnalité contestée d'Hugues Wagner est évoquée dans *Notre ami Ben Ali, op. cit.*

la Culture Frédéric Mitterrand et... Abdelwahab Abdallah. Mais la révolution est passée par là. La réception est annulée. «Abdallah, notre invité d'honneur, se retrouvait assigné à résidence et emprisonné. Et puis il aurait été indécent de fêter quoi que ce soit alors que le peuple tunisien souffrait», dit Georges Fenech, d'un ton dramatique. La stupeur passée, ce petit monde est bien vite retombé sur ses pattes. « On a laissé passer un peu de temps », dit Fenech. Et du 3 au 6 juin 2011, les EFT ont organisé leur séminaire annuel à l'hôtel de Djemmali à Zarzis. Les participants? Le séguiniste Étienne Pinte, les journalistes Dominique Bromberger et Michel Schifres du *Figaro* (qui bénéficiait lui aussi des largesses de l'ATCE), des juristes tunisiens et un ancien ambassadeur tunisien clairement lié à l'ancien régime. «Pas vraiment des héros de la révolution non plus », admet Fenech...

Octobre 2008. Pour les 30 ans de sa chaîne Sangho, Hosni Djemmali invite dans son hôtel tunisien de Zarzis une brochette de personnalités politiques, à qui il a payé hôtel et avion. « C'était un événement très personnel », nous dit-il, comme s'il était indécent de s'y pencher plus avant. De nombreuses photos de la fête ont pourtant été publiées dans *Tunisie Plus,* le magazine qu'il a créé pour vanter la destination Tunisie et qui est distribué gratuitement chaque trimestre avec *Le Figaro.* Attablés, des patrons et des cadres de la presse française, des politiques français et tunisiens, des communicants, tout sourire. Les clichés montrent l'étendue et la couleur politique (plutôt de droite) de son réseau en France. Ils montrent aussi sa proximité avec les communicants patentés du régime[1]. Abdallah est là bien sûr. De même que le patron du journal officiel *La Presse*, Mohamed Gontara, et le directeur de l'ATCE,

1. «Des invités de prestige pour les 30 ans du Sangho», *Tunisie Plus,* n° 3, 1er trimestre 2009.

Oussama Romdhani. Côté français, ils sont nombreux à avoir traversé la Méditerranée. Le vieil ami et président du Conseil constitutionnel Jean-Louis Debré ; l'ambassadeur de France Serge Degallaix; Patrick Stefanini, conseiller de Brice Hortefeux au ministère de l'Immigration. On trouve aussi Pierre-Christophe Baguet, le député-maire (UMP) de Boulogne-Billancourt que Djemmali a connu « en Pampers », dixit Baguet lui-même. Le secrétaire d'État français chargé du tourisme, Hervé Novelli, profite de l'occasion pour remettre à Hosni Djemmali l'insigne de chevalier de la Légion d'honneur. « C'est un ami», nous dit Djemmali. Michel Boyon et Marie-Luce Skrabuski d'Image 7 posent souriants sur la photo. Les journalistes choyés par l'agence de communication sont là, eux aussi : Étienne Mougeotte, Dominique de Montvalon, Christian de Villeneuve. Ou encore François d'Orcival (*Valeurs actuelles),* Noël Couëdel *(Le Parisien*), la propriétaire du *Parisien*, Marie-Odile Amaury. «Un parterre flamboyant où l'on reconnaissait les amis de toujours», rapporte *La Presse*, porte-voix de la propagande officielle[1]. «Tout ça, c'est un petit monde un peu consanguin, admet une participante à la soirée, qui se mord les doigts d'y avoir été. Ils se fréquentent, sont souvent invités par les régies publicitaires, se retrouvent dans les voyages de presse et sur les greens de golfs. » «Tout cela était un système de corruption d'État pour que le régime ait une bonne image», lance aussi Jean-François Kahn, cofondateur de l'hebdomadaire *Marianne.*

Décidément très actif, Djemmali a lancé en 2002 un autre cénacle d'influence entre les deux pays. Les séminaires «Femmes de Méditerranée» consistent, comme leur nom l'indique, à faire se rencontrer des femmes influentes des deux rives. Ces rencontres, qui durent un week-end, ont lieu dans les hôtels

1. «Tourisme, Sangho de Zarzis a 30 ans », *La Presse*, 29 octobre 2008.

de Djemmali en Tunisie ou au Maroc. Évidemment, les participantes sont invitées, avion compris. Rien de répréhensible a priori. Mais à en croire les photos régulièrement publiées dans *Tunisie Plus,* certaines sont particulièrement assidues. À commencer par Marie-Odile Amaury, la patronne du *Parisien,* les épouses de Christian de Villeneuve, d'Étienne Mougeotte ou de Dominique de Montvalon. Florence Woerth, épouse de l'ex-ministre du Budget Éric Woerth forcé de démissionner dans la tempête Bettencourt, fait aussi partie du cercle des habituées. Tout comme Christine Sarkozy, belle-sœur du président de la République. Ou Sylviane Canepa, l'épouse du préfet de Paris Daniel Canepa, un proche de Nicolas Sarkozy qui a travaillé quatre ans auprès de lui au ministère de l'Intérieur. En 2009, un grand déjeuner de «Femmes de Méditerranée» est d'ailleurs organisé dans les jardins de l'hôtel de Hoirmoutier, la magnifique résidence du préfet située rue de Grenelle à Paris[1]. Invitée en 2008 aux 30 ans de Sangho à Zarzis, Marie-Cécile Levitte, la femme du chef de la cellule diplomatique de l'Élysée Jean-David Levitte, est elle aussi de bien des manifestations. «Jean-David Levitte est un ami de Djemmali», explique le journaliste Christian de Villeneuve. «Il était d'ailleurs invité à cette soirée mais n'a pas pu venir», renchérit l'ancienne plume du *Figaro*, Michel Schifres, autre intime de Djemmali. «Je me suis dit que pour être là, Mme Levitte devait un peu s'ennuyer», raconte Caroline Fourest, qui l'a croisée en février 2010 lors du séminaire organisé par Djemmali à Marrakech. Pour le reste, l'essayiste ne voit pas le mal. « Clairement Djemmali entretient de bonnes relations avec le gouvernement, mais ce n'est pas Madoff non plus ! » ironise-t-elle.

1. «Les Femmes de Méditerranée reçues à la préfecture d'île-de-France», *Tunisie Plus,* 4e trimestre 2009.

Caroline Fourest sait-elle réellement de quoi elle parle? Djemmali faisait partie des très proches d'Abdelwahab Abdallah. Lui nie, bien entendu. «Il faut faire table rase de ce que vous avez pu lire. Personne ne m'a commandé. Je ne travaille que pour la Tunisie et pour mon business», nous dit-il d'emblée, d'un ton glacial[1]. La preuve, répète-t-il à l'envi : il n'a vu Ben Ali « qu'une fois ». Son nom sur la liste des soixante-cinq personnalités qui ont appelé quelques mois avant la révolution Ben Ali à se représenter en 2014? «Je ne l'ai jamais signée, se défend Djemmali. Je l'ai appris bien après. Je n'ai pas protesté pour ne pas avoir d'ennuis. » Il ne serait pas davantage le *missi dominici* d'Abdallah en France. «Vous ne pouvez pas renier votre ami d'enfance. Quand on se voit avec Abdallah, je ne parle jamais de politique», nous explique-t-il. Pourtant, Djemmali était bien le relais d'Abdallah à Paris. Son « conseiller noir», affirme un initié. «Son double», «son jumeau», disent d'autres proches.

En association avec Abdallah, Djemmali a ainsi été pendant quelques années un soutien actif de la censure médiatique en Tunisie. En 2002, il est «propulsé» à la tête du conseil d'administration de la Sotupresse, une filiale des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP, groupe Lagardère) qui distribue les journaux en Tunisie. «C'est Abdallah qui l'a bombardé là, Djemmali était son cheval de Troie», explique un témoin de cette prise de contrôle. «Il est arrivé des dizaines de fois que les journaux français soient bloqués ou sortent trois ou quatre jours plus tard», raconte

1. Au lendemain de notre entretien, Hosni Djemmali nous enverra même un courrier dans lequel il écrit : «J'ai accepté cet entretien à condition que vous fassiez table rase de tous les colportages. » Il demande aussi que nous lui soumettions «le texte avant publication afin qu'il n'y ait aucun malentendu », ce qui est rigoureusement contraire aux usages. M. Djemmali a toutefois pu relire ses citations.

cette source. Deux ans plus tard, Djemmali quitte son poste, au soulagement de Lagardère. «Personne n'avait envie de le retenir», soupire un ancien cadre du groupe français. Toute sa carrière, Djemmali l'a bâtie dans le sillage du pouvoir. À la fin des années 1960, il est propulsé à la tête de l'ancêtre de l'office du tourisme tunisien, la Maison de la Tunisie à Paris, sise au 102, avenue des Champs-Élysées, grâce à son amitié avec le fils d'Habib Bourguiba. Il profite de cette relation pour développer son activité touristique. Il est même à l'origine de l'introduction du groupe Accor en Tunisie, quand il présente le patron du groupe, Gilles Pélisson, à Bourguiba Junior[1]. Surtout, Djemmali va bâtir peu à peu son propre empire avec, chaque fois, de drôles de méthodes. Un exemple : l'hôtel phare de Djemmali, le Sangho de Zarzis, dans le Sud tunisien. Au départ, il est géré par une société, la STGH, qui comptait à son conseil d'administration des banques tunisiennes, mais surtout Accor et le fils de Bourguiba. Djemmali n'en est que le directeur général. « Mais un jour, on a découvert dans la presse une publicité pour le "Sangho" Marrakech, le "Sangho" Le Caire... Bourguiba Junior était furieux ! Djemmali avait déposé la marque quelques années plus tôt pour son propre compte », se souvient un témoin de l'époque.

L'hôtelier prend aussi pour habitude de travailler avec un banquier à la réputation sulfureuse, Moncef Kaouech : un temps maire de Carthage, il est connu dans les milieux bancaires tunisiens pour avoir travaillé à de nombreuses reprises avec le clan Trabelsi, notamment le frère de Leila Ben Ali, Belhassen Trabelsi. Ainsi, l'homme d'affaires a été partie prenante du rachat des hôtels Tanit en Tunisie, où il a pu faire une très juteuse opération immobilière. «Djemmali a réussi avec des

1. Voir chapitre 9.

moyens pas très clairs», conclut un ancien ministre tunisien qui a longtemps côtoyé l'hôtelier. Pourtant, depuis la révolution, rien n'a changé, ou presque. Djemmali continue d'organiser ses raouts franco-tunisiens. En juillet 2011, l'édition post-révolution des Femmes de Méditerranée à Monastir n'a toutefois pas fait le plein côté français. Aucune des habituées n'est venue. L'odeur du soufre, certainement.

7. Ces «intellectuels» apôtres de Ben Ali

Un «moindre mal», un système garant des droits des femmes, de la prospérité économique, de la laïcité, de la lutte contre l'intégrisme religieux : pendant des années, une myriade d'experts autoproclamés, de journalistes, d'économistes et d'intellectuels médiatiques ont propagé ces arguments en forme de prêt-à-penser sur l'État tunisien. Certains étaient corrompus par le régime. D'autres y croyaient sincèrement. Par conformisme, paresse intellectuelle ou intérêt personnel, tous ont contribué à renforcer le système Ben Ali. Pour parler de la Tunisie, le journaliste pressé et peu curieux disposait d'un panel d'intervenants assez réduit. Un petit vivier de prétendus «spécialistes » du monde arabe, souvent fort peu informés des réalités de la société tunisienne.

Antoine Sfeir, chouchou des médias français... et du régime

Europe 1 et iTélé l'adorent. France 5 l'a érigé en mini-star médiatique : Antoine Sfeir, directeur des *Cahiers de l'Orient,* a été invité 81 fois par Yves Calvi dans l'émission *C dans l'air* entre le 11 septembre 2001 et le 31 décembre 2004[1].

1. Thomas Deltombe, *L'Islam imaginaire*, Paris, La Découverte, 2007.

Depuis la révolution tunisienne, Sfeir y est revenu près d'une dizaine de fois pour parler de Kadhafi, de l'Égypte, de la mort d'Oussama Ben Laden. Sans compter les interviews données à la presse écrite, du *Nouvel Observateur* au *Télégramme.* Ces rédactions ont-elles jamais lu les écrits d'Antoine Sfeir sur le régime tunisien? Ou les (trop) rares mises en garde de quelques voix lucides comme le journaliste Alain Gresh[1] ? On peut en douter. Car s'il est assez habile pour ne pas apparaître à la télévision comme un porte-voix trop voyant de Ben Ali, Sfeir est, à l'écrit, un ardent défenseur du régime.

En 2009, à la veille de l'élection présidentielle, il publie dans *Le Figaro* une tribune au titre peu ambigu : «LaTunisie, rempart contre la déferlante intégriste dans la région.» «Depuis quelques années déjà, il est de bon ton dans la presse et certains cercles parisiens de critiquer la Tunisie : c'est facile ! [...] Force est de reconnaître que le pays progresse régulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de Ben Ali[2].» Quatre ans plus tôt, Sfeir a cosigné dans le même quotidien un texte avec Mezri Haddad, intellectuel tunisien rallié à Ben Ali. Les deux hommes s'y livrent à une diatribe pseudo-philosophique : «Il faut être "métaphysiquement démocrate". Depuis 1987, c'est précisément à ce chantier sans fin que s'est consacré Ben Ali. Par les multiples réformes qu'il a engagées de façon pragmatique et graduelle, il a préparé la société à accueillir la démocratie comme un bien précieux et non comme un don qui, mal employé, pourrait se transformer en poison mortel[3]. » Déjà très militants, ces textes laudateurs ne sont rien à côté du contenu

1. Directeur adjoint de la rédaction du *Monde diplomatique,* auteur d'un billet en 2009, intitulé «Antoine Sfeir, propagandiste intéressé du régime tunisien».

2. *Le Figaro,* 23 octobre 2009.

3. «Discours américain et méthode tunisienne», *Le Figaro,* 28 mars 2005.

de la revue *Les Cahiers de l'Orient.* Une publication trimestrielle confidentielle[1], fondée en 1985 par Antoine Sfeir qui confère à ce journaliste licencié de droit et de sciences politiques une caution intellectuelle.

Jusqu'en 1999, le ton est plutôt neutre: Sfeir ouvre ses colonnes à des chercheurs reconnus et donne la parole à la société civile, ainsi qu'aux opposants. Las, les trois numéros suivants consacrés à la Tunisie (en 1999,2002 et 2009) perdent tout sens critique. Des scribouillards inconnus se livrent à d'improbables diatribes pro-Ben Ali. Les éditoriaux signés Sfeir étrillent les «néocolonialistes paternalistes» qui critiquent le régime, tancent «les vociférations des associations des droits de l'homme», issues - bien entendu - de la «gauche caviar». Le numéro de décembre 2009, intitulé «L'exception tunisienne», est un monument de propagande. Sfeir y signe un article - «Pourquoi les Tunisiens votent-ils?» - dont le titre laisse songeur quand on sait dans quelles conditions se déroulaient les élections. Le numéro est une succession d'éloges à la politique menée par Ben Ali en matière d'économie, d'emploi, d'écologie, illustrés par des extraits de discours du despote[2]. « C'était le *Cahier* de trop », admet devant nous Antoine Sfeir.

Dans sa bibliographie également, il y a un livre de trop. Publié en 2006, *Tunisie, terre de paradoxes* est une ode de 226 pages au président tunisien, dépeint en visionnaire du monde arabe : «LaTunisie est en train de réussir une première : sortir du sous-développement, se moderniser, devenir compétitive, sans renier aucune de ses valeurs», écrit Sfeir. «L'exploit - car c'en est un - est rare. Dans sa démarche, le président Ben Ali se montre pragmatique, ambitieux mais prudent. » Un extrait parmi tant d'autres de cet ouvrage insipide, outrancier,

1. Vendue 18 euros le numéro.
2. «L'exception tunisienne *», Les Cahiers de l'Orient,* n° *91,* hiver 2010.

agrémenté de statistiques ronflantes sur les performances de laTunisie benaliste[1].

Sfeir assume. Malgré le style empesé et les tournures laudatives, il prétend avoir tout écrit, épaulé par un «ami» et le petit bataillon de stagiaires qui peuplent son appartement-bureau du rez-de-chaussée d'un immeuble parisien. « Quand ils ont appris que je faisais un livre, l'ATCE m'a envoyé plein de documents, ils en ont profité, j'aurais dû faire gaffe», se plaint Sfeir. Il plaide l'erreur. «Je n'ai pas à me justifier. Je me suis trompé, point. Vous voulez que je batte ma coulpe, je le fais. Qu'on accroche la potence et qu'on me pende ! » Très prompt au *mea culpa* et obsédé par son expérience douloureuse de la guerre civile libanaise (il a été enlevé et torturé par un groupe palestinien), Sfeir est bien moins disert dès qu'il s'agit d'argent. A-t-il été payé par Carthage pour ce livre? «Je n'ai reçu que mes droits d'auteur», jure-t-il. À Tunis, l'argument fait pouffer de rire les connaisseurs des arcanes du régime. Selon nos informations, Sfeir a touché 30000 euros d'avance. Un généreux cachet... Surtout quand on sait que le livre ne s'est vendu qu'à 2 400 exemplaires, la plupart directement achetés par l'ATCE auprès de l'éditeur pour être distribués aux invités ou aux cadres du régime. «Le livre était une commande», dit un proche de Ben Ali. «Ce type est un mercenaire », lâche l'historienne Sophie Bessis.

Sfeir admet avoir été financé par l'ATCE[2]. L'agence chargée de la propagande achetait de nombreux exemplaires des *Cahiers de l'Orient* lorsque la revue était consacrée à laTunisie : «1000 numéros en 1999 et 500 numéros en 2002 au prix facial», soit 27 000 euros. Sans compter les encarts publicitaires :

1. *Tunisie, Terre de paradoxes,* Éditions de l'Archipel, 2006.

2. «Auteur d'une apologie de Ben Ali, Antoine Sfeir fait son *mea culpa», Rue 89,*18 février 2011.

«Ils me disaient: "Ne vous inquiétez de rien." Les publicités m'ont permis de payer la fabrication.» Le Franco-Libanais a aussi bénéficié de nombreux voyages gratuits pris en charge par l'ATCE. Chaque année, il se rendait ainsi à l'anniversaire du coup d'État du 7 novembre 1987, mais aussi, plusieurs fois par an, à des colloques plus ou moins directement organisés par le régime. Bien souvent, sa venue faisait la une de la presse. Un statut réservé aux soutiens les plus en vue du régime.

Sfeir avait aussi ses entrées à l'Élysée. Trois jours avant la chute de Ben Ali, le directeur des *Cahiers de l'Orient* dit avoir déjeuné avec l'adjoint de la cellule diplomatique, Nicolas Galey. Pas étonnant qu'avec des sources aussi fiables l'Élysée n'ait guère saisi la colère grandissante du peuple tunisien.

Alexandre Adler au secours de Ben Dhia

Historien-journaliste, essayiste, chroniqueur au *Figaro* et sur Europe 1 après avoir longtemps officié à France Culture, l'omniprésent Alexandre Adler s'est peu exprimé sur la Tunisie. Un petit pays qui ne comptait pas beaucoup aux yeux de ce commentateur davantage porté sur les convulsions du Proche-Orient, de l'Égypte ou de l'Algérie. Mais quand il prend la parole, c'est pour défendre le régime au nom des acquis du benalisme. Avec les arguments habituels : lutte contre l'islamisme, politique modérée du régime tunisien vis-à-vis d'Israël, accès à l'éducation, droits des femmes.

Dans un texte publié en 2005 par *Le Figaro,* Adler décortique le prétendu «paradoxe tunisien». Selon lui, mettre en avant la contradiction entre la réussite économique affichée par Carthage et l'échec de la démocratie n'est qu'une «argutie», un «mélange de complaisance à l'égard de l'islamisme, de haine de soi et de trouille pure et simple» qui conduit indûment «à

des condamnations sans appel»[1]. En 2009, Adler revient sur la réélection de Ben Ali. S'il ne nie pas les faiblesses démocratiques du régime, il préfère s'en prendre... au livre d'entretiens qui vient de publier l'opposant Moncef Marzouki[2] : «Avec de tels démocrates en embuscade, on préférera la poursuite de l'expérience actuelle dont les succès économiques et humains ne sont plus à démontrer», juge-t-il sans nuance.

Deux ans et une révolution plus tard, Alexandre Adler n'a pas changé d'avis : « Ceux qui s'enthousiasmaient pour Marzouki étaient des revanchards qui n'étaient pas porteurs d'un projet de société tellement meilleur... Et, à mon avis, pire[3]. » Pour le reste, Adler admet avoir manqué de clairvoyance : «Je n'ai pas vu comment le système Trabelsi a constitué un bond qualitatif dans la corruption. Comment, par la folie de cette femme, le pouvoir politique et familial a établi une para-fiscalité sur tous les chefs d'entreprise. Je ne l'imaginais pas. » Mais il maintient que laTunisie «n'était pas un mauvais pays ». « Ce n'était pas une sombre dictature. Si on faisait de la politique, on pouvait avoir de gros ennuis. Si on gagnait trop bien sa vie, on était bouffé par Mme Trabelsi. Mais en dehors de ces deux cas extrêmes, il m'a semblé que les Tunisiens vivaient beaucoup plus librement, sur les mœurs, l'accès à l'éducation, que n'importe quel autre pays du Maghreb. » Adler le reconnaît : alors qu'il l'érigeait en modèle, il ne connaissait pas grand-chose à la Tunisie. Il ne s'y est rendu qu'à trois reprises, invité la première fois par son ami Pierre Besnainou, homme d'affaires partisan de Ben Ali et

1. «Les facéties d'Alexandre Adler: un historien "expérimental" des pays arabes », Olivier Poche, *Acrimed,* 14 mars 2011.

2. Moncef Marzouki, *Dictateurs en sursis. Une voie démocratique pour le monde arabe,* Entretien avec Vincent Geisser, Paris, Éditions de l'Atelier, 2009.

3. Lors des élections du 23 octobre 2011, le parti de Moncef Marzouki est arrivé en deuxième position derrière les musulmans-conservateurs de Ennahda.

président du Fonds social juif unifié, pour participer au pèlerinage de la Ghriba. Besnainou en profitera pour présenter à Adler un des plus proches conseillers de Ben Ali, le très francophile Abdelaziz Ben Dhia. « On a tout de suite sympathisé », raconte le journaliste-chroniqueur. Au point, dit-il, que lorsque «j'ai su qu'il avait eu un problème cardiaque, je l'ai appelé car mon cousin était patron de la cardiologie à Cochin. Je lui ai dit : "Si vous voulez venir en France, je vais vous arranger ça."» Adler le verra à chacun de ses séjours en Tunisie. Tout comme un autre «benaliste à visage humain», selon son expression : Oussama Romdhani, alors patron de l'ATCE, l'agence chargée d'assurer la promotion de la Tunisie et de multiplier les invitations pour les journalistes « amis ». « Romdhani était un homme extrêmement intelligent. Un garçon charmant, vraiment», explique Adler. Il jure n'avoir jamais bénéficié des voyages sponsorisés par le régime. Il dit pourtant : « C'est Romdhani qui me recevait à l'aéroport, puis m'emmenait au palais voir Ben Dhia. » Difficile d'imaginer que le patron de l'ATCE lui laissait payer l'hôtel. «Il était invité », affirment d'ailleurs plusieurs sources françaises et tunisiennes, sous couvert d'anonymat. Adler, lui, dément : «J'ai payé. Je n'étais pas un obligé du gouvernement tunisien ni de près ni de loin. » Soit. Il en a juste été un ardent défenseur.

Abdelwahab Meddeb, l'homme qui n'a rien dit

Son « ami » Abdelwahab Meddeb occupe une position plus ambiguë. Écrivain et essayiste tunisien, professeur de littérature comparée à l'université Paris X-Nanterre, animateur de *Cultures d'islam,* une émission hebdomadaire sur France Culture, il s'est gardé de toute critique. Si disert sur les dangers de l'islamisme, et visiteur régulier de l'ambassade de Tunisie à

Paris, Meddeb s'était convaincu que Ben Ali était un «moindre mal» depuis la guerre civile en Algérie. «Il avait une tribune qu'il aurait pu davantage utiliser. Il s'est réveillé trop tard», juge Sophie Bessis. «Il n'a pas ouvert la bouche pendant vingt-trois ans, il n'a pas soutenu non plus. Il se considère sans doute au-dessus de tout cela», persifle Mezri Haddad, l'ex-opposant devenu ambassadeur de Tunisie à l'Unesco jusqu'à la chute de Ben Ali.

Qu'à cela ne tienne, Meddeb n'a pas hésité à être un des premiers à publier un livre sur laTunisie post-révolution. *Printemps de Tunis, la métamorphose de l'Histoire*[1]. L'auteur y fait à son tour son *mea culpa* - «Nous nous accommodions de Ben Ali» -, usant parfois de ces formules alambiquées dont il a le secret: «Ben Ali a été le successeur de Bourguiba pour le meilleur et pour le pire. Il a ajouté le meilleur au meilleur et le pire au pire. » Il y esquisse aussi une analyse de l'apathie des intellectuels français face au régime de Ben Ali. «C'est comme s'ils étaient atteints par une sidération qui les empêche de voir, d'entendre, de dire. Est-ce l'épouvantail islamiste qui leur voile leur jugement? Est-ce encore la vision culturaliste qui rejette ce qui provient de la rive sud de la Méditerranée à une différence intraitable en raison de son étrangeté islamique?» Mais Meddeb laisse la question en suspens et relance aussitôt le péril « de la récupération islamique, sinon islamiste » de la révolution.

Quand nous l'interrogeons par téléphone, l'écrivain est pressé. Le sujet ne l'intéresse pas. Du désintérêt des intellectuels et des milieux universitaires, il pointe pourtant un aspect essentiel : «LaTunisie est un petit pays, qui ne compte pas vraiment pour les universitaires français. Contrairement à l'Égypte, elle leur rappelle trop la France. C'est un pays trop

1. Albin Michel, 2011.

proche pour être intéressant. » Mais très vite, Meddeb préfère, une nouvelle fois, évoquer le danger «vert». «La situation est catastrophique en Tunisie. L'islamisme modéré et plus extrémiste prend du terrain», insiste-t-il. Avant d'ajouter: «Actuellement, plein de gens en Tunisie se demandent ce qu'ils ont fait...» Phrase étrange. On insiste: «Regrettez-vous la chute de Ben Ali?» Meddeb hésite. «Ce n'est pas un regret, mais une interrogation.» Silence. Il se reprend: «Mais non, je ne regrette pas, c'est impossible. C'était intolérable. »

Thinks tanks et économistes : le triomphe de la doxa

Jean-Louis Guiguou attrape son agenda. Il l'ouvre à la page du planisphère. Avec un stylo, il trace des lignes imaginaires du nord au sud. Isole des grands ensembles : les deux Amériques, l'Asie, l'Europe et l'Afrique. «Pour survivre à la concurrence dans la mondialisation, ces grands ensembles doivent développer leurs échanges internes», professe Guigou. L'universitaire et haut fonctionnaire qui fut délégué général à l'aménagement du territoire entre 1997 et 2002 est tout fier de sa trouvaille: la théorie dite des «quartiers d'orange», qui découpe le monde en zones de coopération naturelles.

En 2006, Guiguou, mari de l'ex-garde des Sceaux socialiste Élisabeth Guigou, a créé l'Ipemed, l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, un cercle de réflexion soutenu par le conseiller de Nicolas Sarkozy Henri Guaino et devenu un des lobbys les plus actifs de l'Union pour la Méditerranée. Ces dernières années, l'Ipemed a organisé nombre de colloques réunissant chercheurs, chefs d'entreprise et responsables politiques des deux rives. Avant la révolution, ce *think tank* très institutionnel était connu des seuls initiés. La chute de Bén Ali l'a placé sous les feux des projecteurs, pris dans la

tourmente Michèle Alliot-Marie. Car l'«ami» de l'ancienne ministre des Affaires étrangères, Aziz Miled, un proche de Ben Ali, était aussi le vice-président du conseil de surveillance de Flpemed. Révélée par *Le Canard enchaîné*, l'information provoque aussitôt une vive polémique : Élisabeth Guigou figure elle aussi dans l'organigramme, en tant que coprésidente du «comité de parrainage politique», où l'on retrouve également les noms d'Alain Juppé ou du président de l'Autorité des marchés financiers, Jean-Pierre Jouyet^Tous ont fini par renoncer à leurs fonctions au sein de l'Ipemed en mars 2011.

Quelques mois plus tôt, les 25 et 26 mai 2010, ce tout petit monde s'est retrouvé au soleil d'Hammamet pour participer aux «Entretiens de la Méditerranée». Un colloque co-organisé par l'Ipemed et l'Institut arabe des chefs d'entreprise (IACE), placé comme il se doit « sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur Zine el Abidine Ben Ali[2] ». Le Premier ministre d'alors, Mohamed Ghannouchi, a ouvert les débats, clos le lendemain par le patron des patrons tunisiens, Hédi Jilani, très proche du clan. Le régime est si fier de recevoir un parterre prestigieux de responsables politiques et économiques qu'il a offert le «dîner de gala» du 25 mai. Le déjeuner de clôture a, lui, été payé par la société TTS d'Aziz Miled[3]. La presse tunisienne en parle, et présente le couple Guigou comme des visiteurs réguliers. Il était pour quatre jours en juillet 2010 à Tabarka, la station balnéaire où Alliot-Marie a passé le réveillon. Il logeait lui aussi dans l'hôtel d'Aziz Miled...

Devant nous, Jean-Louis Guigou est d'abord méfiant : échaudé par la polémique MAM, il ne veut pas davantage exposer son épouse. Il reconnaît un manque de «vigilance», des

1. *Le Canard enchaîné*, 16 février 2011.
2. Programme officiel des «Entretiens de la Méditerranée», 2010.
3. *Ibid.*

«bêtises» sur le casting tunisien de l'Ipemed. Mais il balaie les critiques d'un revers de la main. « Aziz Miled a été spolié par le régime... », dit-il, parodiant malgré lui Michèle Alliot-Marie. « Ce ne sont pas des choses sur lesquelles j'ai prise », finit-il par lâcher. Guigou reste convaincu du bien-fondé de son approche, indépendante des contingences politiques et centrée sur l'économie. Le Premier ministre tunisien, Mohamed Ghannouchi, lui tenait d'ailleurs exactement le même discours. Le fidèle de Ben Ali lui expliquait en avril 2008 que son pays n'avait guère besoin de prêche sur les droits de l'homme. « Ce sont les entreprises qui vont conduire la révolution», lui dit-il à l'époque. «Pas de baratin, de l'économie ! L'économie rapproche, la politique divise et la culture différencie», nous explique Guigou.

«Jean-Louis Guigou a trouvé, avec l'Ipemed, un truc qui permet de rassembler soutiens et financements, et de caresser Guaino et Sarkozy dans le sens du poil», tacle Alain Chenal, l'ancien conseiller de Lionel Jospin. L'historienne tunisienne Sophie Bessis n'est guère plus tendre. Elle a eu maille à partir avec Guigou dans le cadre d'une commission de travail du Parti socialiste : «Il a beaucoup joué au PS en faveur de Ben Ali. Ce jour-là, j'avais signalé qu'il valait peut-être mieux s'intéresser à la société civile car ces régimes étaient haïs. Guigou n'a pas apprécié. Il était pour le dialogue de régime à régime. Il disait : "Il faut que les chefs d'État aient des relations personnelles entre eux, qu'ils deviennent intimes..."» L'analyse fut balayée par les révolutions tunisienne et égyptienne.

Libéraliser le régime par l'économie : ce fut aussi le dada de tous ces économistes qui, pendant des années, ont multiplié les conférences à Tunis pour discuter libre-échange, relations euro-méditerranéennes, compétitivité de l'économie tunisienne ou « convertibilité du dinar». Sans jamais s'aventurer sur le terrain politique. Champions toutes catégories : les membres du Cercle des économistes, ce groupe de réflexion qui propage

une approche très orthodoxe de l'économie et de la finance et dont certaines figures trustent les médias français. En Tunisie, ils ont hanté pendant des années colloques, symposiums et raouts organisés par l'Institut arabe des chefs d'entreprise (ce think-tank qui invite chaque année Jean-Pierre Raffarin[1]) ou des revues économiques bienveillantes avec le pouvoir. Un des plus actifs est sans conteste Christian de Boissieu, président du Conseil d'analyse économique, organisme de prospective placé sous l'égide de Matignon. Boissieu émarge d'ailleurs, comme l'ex-ambassadeur Lanxade, au conseil d'administration de la Cotusal, filiale tunisienne des Salins du Midi. Il a été décoré par le régime de Ben Ali au titre de commandeur de l'ordre de la République. En mars 2007, il est reçu à la Kasbah, le siège du premier ministère à Tunis, en tant que président du «cercle d'amitié Tunisie-France», un cénacle de chefs d'entreprise. En sortant, il se dit «favorablement impressionné» par la situation de l'économie pour le plus grand plaisir de la presse officielle[2].

Également membre du Cercle des économistes, Olivier Pastré est aussi de tous les raouts économiques à Tunis. Et pour cause : cet éminent spécialiste de la finance, professeur à Paris VIII, dirige une petite banque d'affaires, IM Bank. Installé à Tunis, l'établissement a participé à plusieurs privatisations ces dernières années, notamment dans les télécoms et la réparation navale. Mais cette double casquette ne semble guère gêner l'économiste. Par ailleurs producteur-chroniqueur sur France Culture, le même Olivier Pastré prouvera l'étendue de son talent le 15 janvier 2011 sur l'antenne de la radio publique. La veille, Ben Ali vient de fuir. Mais l'émission du samedi dans laquelle Pastré intervient, «L'économie en

1. Voir chapitre 4.
2. *La Presse de Tunisie,* 31 mars 2007.

questions», a été enregistrée deux jours plus tôt. Les auditeurs de France Culture ont alors la surprise d'entendre Olivier Pastré se livrer à une ode au «modèle économique tunisien» qui «tient extraordinairement la route». Sans dire mot de la grande précarité qui règne dans les régions de l'intérieur du pays, à l'origine de la révolution.

Quelques mois plus tard, Boissieu et Pastré lanceront avec dix-sept autres « sommités » économiques un vibrant appel au G8 réuni à Deauville pour accorder 25 milliards d'euros de crédit à la Tunisie. «La communauté internationale doit anticiper les évolutions avec un gouvernement qui est tout à fait dans la ligne d'une démocratisation», explique Pastré, devenu, comme par magie, un chantre de la révolution[1].

Ben Ali, la presse française et les éditocrates

« On n'a pas fait le boulot. » L'aveu est sans appel. Dans la bouche de Christian de Villeneuve, qui a dirigé les plus grands journaux, *Paris Match, Le Journal du dimanche* ou *Le Parisien*, il surprend : le journaliste est un grand ami d'Hosni Djemmali. Les deux hommes se sont rencontrés en 1995, alors que Villeneuve séjournait dans l'hôtel de Djemmali à Zarzis pour les vacances. Depuis, le journaliste a acheté une maison dans le complexe immobilier que l'homme d'affaires fait construire à côté de son hôtel. A-t-il eu des facilités pour l'acheter? «Je commence à en avoir plein le cul de cette histoire, c'est du harcèlement, s'emporte Villeneuve au téléphone. D'ailleurs, ma maison s'appelle "Foutez-moi la paix."» Sur le fond, le journaliste admet de gros loupés. «On n'a pas parlé

1. «Des économistes réputés appellent le G8 à accorder 25 milliards de dollars à la Tunisie», webmanagercenter.com, 18 mai 2011.

de la confiscation du pays et des richesses. L'aspect autoritaire, on le connaissait, on aurait pu en parler plus. Il y avait la répression, mais tout le monde se taisait.»Villeneuve affirme pourtant ne jamais avoir laissé publier d'article «favorable au régime». En 2006, alors que Villeneuve était directeur de la rédaction du *Parisien*, un article sur une opposante a pourtant été «trappé» sur ordre de la rédaction en chef. Au *Parisien,* Djemmali a ses entrées. Il est très proche de la patronne du groupe, Marie-Odile Amaury, et de plusieurs autres responsables. Ses hôtels-clubs font régulièrement partie des «bons plans» tourisme de la rédaction. Au *Parisien*, la proximité de certains hiérarques du journal est un sujet de plaisanteries. Après la révolution, alors que Villeneuve a quitté le journal depuis longtemps, le dessinateur Olivier Ranson propose même au rédacteur en chef Nicolas Charbonneau - un autre proche d'Hosni Djemmali - un dessin représentant un sosie de Villeneuve bronzant sur une plage tunisienne. «Il a été refusé. Ce jour-là, il n'y a pas eu de dessin dans le journal», raconte Ranson. Une autre fois, pour un article sur la fraude dans le métro, Ranson dessine Villeneuve au volant d'un bus « Club Sangho». La caricature a été modifiée...

«Dans les rédactions, l'entrisme se fait en général par le biais des services tourisme, gastronomie ou économie, témoigne un journaliste expérimenté qui a longtemps suivi le Maghreb et l'Afrique dans de grands quotidiens. Des journalistes sont invités, réinvités, ils découvrent les charmes du pays. De là, un coin est enfoncé, cela s'étend comme une tache et bien vite, si vous n'y prenez pas garde, cela gagne de proche en proche tous les services.»

En feuilletant la presse de ces dernières années, on est impressionné par le peu de place accordé à la chronique de la Tunisie sous Ben Ali, ce pays dont nos élites se plaisent pourtant à vanter la proximité avec la France. Dans de nombreuses rédactions,

le sujet était considéré comme sensible. À une journaliste d'une rédaction du groupe Lagardère, qui proposait un sujet sur la révolte des juges tunisiens en 2001, un ancien répondit du tac au tac : «Mais tu sais où tu travailles ! » « C'était de l'autocensure, sans doute pas une consigne directe», témoigne-t-elle aujourd'hui.

«Les journalistes ont été grégaires, panurgiques, admet l'ancien rédacteur en chef d'un grand quotidien, sous couvert d'anonymat. La profession est restée dans la superficialité des choses : le boom économique, l'émergence d'une classe moyenne qui consommait, le fait que Ben Ali avait écrabouillé les islamistes. À Tunis, bien souvent, on voyait des diplomates, toujours les mêmes opposants et personne n'allait voir ce qui se passait à l'intérieur. La Tunisie à deux vitesses, la paupérisation, il faut bien admettre que personne n'en parlait. » Ce prêt-à-penser, les impayables éditorialistes de la place parisienne l'ont servi jusqu'à la chute du despote tunisien. Le 14 janvier 2011, jour de la fuite de Ben Ali, Canal Plus enregistre son *Grand Journal* en début d'après-midi. Ben Ali n'a pas encore fui. Christophe Barbier, directeur de la rédaction de *L'Express,* est questionné sur un fameux édito de 2001, dans lequel son prédécesseur Denis Jeambar avait expliqué choisir «Ben Ali contre Ben Laden[1] ». «J'assume cette phrase : "Plutôt Ben Ali que les barbus"», affirme Barbier[2]. Quatre jours plus tard, l'éditorialiste à l'éternelle écharpe rouge écrira pourtant exactement l'inverse : «Trop longtemps, la France a toléré et cajolé des autocrates pour éviter les islamistes : "Plutôt Ben Ali que les barbus" est un mot d'ordre obsolète, il faut dresser un autre rempart, dont le progrès et le développement, l'égalité

1. *L'Express,* 8-14 novembre 2001.

2. Julien Salingue et Ugo Palheta, «Tunisie : mots et maux de l'information en continu », Acrimed, 17 janvier 2011.

et l'éducation, seront autant de piliers. La dictature est un faux antidote pour l'islamisme, la pauvreté, un vrai dopant[1]. » Depuis, Barbier est à nouveau revenu à ses obsessions, s'indignant d'un «hiver islamiste » après la victoire de Ennahda aux élections de l'Assemblée constituante tunisienne[2]...

Mais Barbier n'est pas le seul à s'être convaincu des vertus du benalisme. Au lendemain de la «réélection» de Ben Ali en 2009, Claude Imbert signe dans *Le Point* un texte sans ambiguïté: si l'éditorialiste admet une «lassitude, une irritation désabusées » en Tunisie, il refuse de mêler sa voix aux condamnations «à l'emporte-pièce du régime». «Si vous pensez que le poison politique islamiste reste pour la paix de l'univers arabo-musulman - et du nôtre - la menace essentielle, alors le "modèle" tunisien trouvera quelques grâces à vos yeux. C'est une plantation que Ben Ali enferme peut-être à l'excès sous serre. Mais, si elle survit, elle portera au loin le parfum tunisien du jasmin. » Après la révolution du 14 janvier, l'hebdomadaire conservateur n'a pas tardé à relancer le débat, en titrant son numéro du 1er février «Le spectre islamiste».

Classé à gauche, l'hebdomadaire *Marianne* a aussi été tenté par les sirènes du benalisme. Son directeur, Maurice Szafran, s'est d'ailleurs fendu d'un long *mea culpa* collectif au lendemain de la révolution : «Longtemps, fort longtemps, la presse, les intellectuels et les responsables politiques français (de droite et de gauche confondus) ont ménagé la Tunisie et le régime du président Ben Ali. Pourquoi? Au nom de la lutte, non pas seulement justifiée, mais primordiale, contre l'islamisme. Nous savions l'économie tout entière captée par un clan au pouvoir mais qu'importe : les islamistes avaient été chassés, et

1. «Tunisie: l'impasse française», *L'Express,* 18 janvier 2011.

2. «Après le printemps arabe, l'hiver islamiste», *L'Express,* 25 octobre 2011.

c'était en effet une bénédiction, notamment pour les femmes tunisiennes bénéficiant d'une liberté sans pareille sur aucune autre terre d'Islam. Nous lisions avec effarement cette presse tunisienne muselée et bêtifiée, sans autre équivalent qu'en... Corée du Nord, mais qu'importe : Ben Ali avait su protéger son peuple du fascisme vert. Nous constations *de visu* l'enfermement sécuritaire qui s'était abattu sur les Tunisiens ne songeant pas encore pourtant à contester la férule imposée par des services de police tout-puissants ; mais qu'importe : il fallait, et c'est vrai, éradiquer la poussée islamiste[1].» Au téléphone, Szafran le reconnaît humblement: «J'allais en Tunisie deux fois par an, à titre privé. Et je faisais partie des gens qui pensaient que le régime était stable. Je suis extrêmement troublé rétrospectivement d'avoir cru à ces conneries... »

Mais de tous les journaux français, celui qui a le plus incarné le soutien à Ben Ali est sans conteste *Le Figaro.* Pas tant dans sa rubrique «International» que dans ses pages «Débats», qui ont accueilli bien des thuriféraires du régime, dont les quelques textes favorables à Ben Ali d'Alexandre Adler. En 2002, le quotidien publie par exemple un long texte, «Les choix suicidaires de l'opposition tunisienne», vilipendant les «alliances d'une certaine gauche tunisienne» avec les islamistes. Présenté comme « écrivain et chercheur tunisien, spécialiste en philologie et civilisation musulmanes », l'auteur, Abdallah Amami, est en réalité un ancien salarié du ministère de l'Information. Il a même dirigé l'agence parisienne de l'ATCE[2]. À l'époque, le responsable des pages «Débats » s'appelle Joseph Macé-Scaron, rattrapé depuis par diverses affaires de plagiat. «C'était un sujet sensible pour la direction de la rédaction, se souvient-il.

1. *Marianne*, 15 janvier 2011.

2. Les militants des droits de l'homme tunisiens réagissent aussitôt dans un communiqué du Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie, 11 avril 2002.

Une bonne partie des chefs pensait que la démocratie n'était pas bonne pour tout le monde.» Il affirme n'avoir eu aucune marge de manœuvre pour les tribunes concernant l'étranger. « Certains textes étaient des passages obligés, car mes pages étaient placées directement sous l'autorité de la rédaction en chef. » Macé-Scaron concède ne s'être guère battu. «J'admets un défaut de curiosité sur ce genre de sujet», dit-il.

Jusqu'au bout, *Le Figaro* a soutenu le régime. Dans son dernier livre, Abdelwahab Meddeb raconte s'être fait refuser le 14 janvier au matin un texte appelant au départ du despote. «La journaliste avait un argument très clair : "Vous vous attaquez au rempart contre l'islamisme." Ils étaient en retard d'une guerre», nous détaille-t-il. *Le Figaro* est aussi le seul quotidien français à avoir interviewé Ben Ali à plusieurs reprises. La première fois, en 1994, c'est Béchir BenYahmed, le tout-puissant patron de *Jeune Afrique,* qui sert d'intermédiaire. Neuf ans plus tard, un nouvel entretien paraît dans *Le Figaro,* tandis que Jacques Chirac débute une visite d'État en Tunisie[1]. «Une véritable opération de communication », se souvient un ancien. De fait, Ben Ali n'est guère embêté par les questions du journaliste, qui se contente d'évoquer (sans insister) une « libéralisation politique très lente ». En interne, l'affaire fait grand bruit. Car au lieu d'envoyer le rubricard chargé du Maghreb, *Le Figaro* a dépêché, sur ordre express de Tunis, Michel Schifres, ancien directeur de la rédaction et grand ami de Djemmali. «J'ai vu Abdallah avec Djemmali, je lui ai dit: je veux voir Ben Ali », explique Michel Schifres, par ailleurs membre du comité éditorial de *Tunisie Plus,* le petit magazine de Djemmali, distribué par *Le Figaro.*

1. « Ben Ali : en matière de démocratie, il n'existe pas de modèle prêt-à-porter», propos recueillis par Michel Schifres, *Le Figaro,* 3 décembre 2003.

En 2007, c'est au tour du *Figaro Magazine* de publier une interview «exclusive» de Ben Ali[1]. Encore une fois, les questions sont insipides. Morceaux choisis : «LaTunisie a toujours été une terre d'accueil et de tolérance **à** l'égard des étrangers. Elle est pourtant critiquée pour la lente libéralisation de sa vie politique» ; « Comment expliquez-vous alors que l'on parle de la Tunisie comme d'un État policier?»; «On dit aussi que les droits de l'homme y sont bafoués ?» ; ou encore «Est-il exact que, comme le roi Abdallah de Jordanie, vous allez en ville en voiture pour prendre la température?» Un ex du *FigMag* témoigne : «Il y avait un vrai lobby pro Ben Ali **à** la rédaction. Par atlantisme, par défense d'Israël, par peur de l'islam. Et puis, certains étaient aussi spécialistes de sujets clés en main, où tout était pris en charge... » En novembre 2009, c'est au tour de Leila Ben Ali de recevoir les honneurs du *Figaro Madame* pour son engagement caritatifet son combat pour la cause des femmes. «Leila Ben Ali, l'épouse du président tunisien Ben Ali, réaffirme sa volonté de consolider la place des femmes au sein de la famille et dans l'économie du pays. Une situation exceptionnelle au regard du reste du monde arabe », nous apprend *Le Figaro Madame.* «Je suis une Tunisienne comme les autres», glisse Leila Ben Ali dans un entretien complaisant, tandis que le tout-Tunis ne parle déjà que de la folie prédatrice de la «régente»[2].

Seuls de trop rares journaux comme *Libération, Le Monde* ou (plus récemment) *Mediapart*[3], et quelques plumes font

1. «Ben Ali : "Nous n'avons jamais refusé la critique"», propos recueillis par Olivier Michel, *Figaro Magazine*, 12 novembre 2007.

2. «Leila Ben Ali, la cause des femmes arabes», *Le Figaro Madame,* novembre 2009.

3. Créé en 2008, *Mediapart* a été interdit dès son lancement enTunisie, en raison des articles publiés par notre collègue Pierre Puchot, auteur de *Tunisie, une révolution arabe,* Paris, Galaade, 2011.

exception. Comme Christophe Ayad *(Le Monde, ex-Libération),* Christophe Boltanski *(Le Nouvel Observateur, ex-Libération),* Jean-Pierre Tuquoi *(Le Monde),* Nicolas Beau, ou Dominique Lagarde *(L'Express).* « C'est vrai que peu de médias ont gardé un œil critique», analyse Christophe Boltanski, agressé en 2005 àTunis alors qu'il couvrait le Sommet mondial de l'ONU sur l'information. «C'était compliqué de travailler en Tunisie, car on était harcelé en permanence, bien plus que dans des dictatures autrement plus cruelles.» Boltanski dit d'ailleurs avoir été très déçu de l'attitude de l'ambassadeur de France à Tunis, Serge Degallaix, au lendemain de son agression. «Il m'a reçu à la hâte avant que je rentre à Paris, et a eu ensuite des paroles peu agréables à mon égard.» «LaTunisie était sortie des agendas médiatiques, renchérit son confrère Christophe Ayad. Seul un tout petit groupe d'opposants et d'observateurs suivait la question des droits de l'homme en Tunisie. Même moi, j'avais un peu désespéré de laTunisie. Cette société avait l'air d'avoir majoritairement accepté la dictature et c'était compliqué d'y travailler. »

Jeune Afrique ou l'art du louvoiement

Jeune Afrique et la Tunisie, c'est une très longue histoire. L'hebdomadaire panafricain, dont le siège est à Paris, a été fondé en 1960 par un homme influent, ancien ministre de l'Information de Bourguiba, Béchir BenYahmed. Depuis des décennies,^ fait la pluie et le beau temps sur le continent, au prix de multiples contorsions. L'écrasante majorité de ses lecteurs résidant dans des pays où la liberté de la presse est très contrôlée, la diffusion du magazine dépend de la capacité de ses dirigeants à louvoyer. Très attaqué depuis la révolution, le titre a dû se justifier et a publié un long texte signé du directeur

de la rédaction François Soudan et intitulé « Ben Ali et nous ». « On peut valablement nous reprocher de ne pas avoir tout dit sur ce régime, en particulier de ne pas avoir dénoncé avec vigueur son aspect le plus détestable : sa kleptocratie familiale. L'eussions-nous fait que nous aurions depuis longtemps été interdits, privant nos lecteurs du soupirail de liberté qui leur restait[1]», écrit-il. Le journaliste affirme aussi que la relation entre l'hebdomadaire et le régime fut une «cohabitation conflictuelle », référence aux pressions exercées par le chef de la propagande, Abdelwahab Abdallah, et aux contrôles pratiqués à l'entrée sur le territoire. À plusieurs reprises, y compris ces dernières années, le régime, de plus en plus paranoïaque, a bloqué des numéros de *JA.* Comme l'édition spéciale consacrée à Bourguiba d'avril 2010, pour laquelle le nombre d'exemplaires envoyés à Tunis avait été doublé. En vain: les douanes en ont retenu environ la moitié pour limiter la diffusion. Pourtant, jamais le journal n'a été censuré. Car si *Jeune Afrique* a parfois tenté de raconter la réalité tunisienne, il a aussi publié des articles d'une grande complaisance sur la lutte contre l'islamisme, le droit des femmes ou le supposé «miracle» économique. «L'article "Ben Ali et nous", qui aurait bien pu s'intituler "Ben Ali est nous", est pire qu'un chapelet de mensonges : c'est une insulte à l'intelligence des Tunisiens », s'insurge un ancien rédacteur en chef de *Jeune Afrique,* Ridha Kefi[2].

Car selon plusieurs anciens *déjeune Afrique*[3], si le journal s'est tu, c'est surtout pour ne pas tuer la poule aux œufs d'or. De fait, l'hebdomadaire a abondamment profité de la manne publicitaire de l'ATCE. Il suffit de feuilleter les exemplaires de ces

1. *Jeune Afrique,* n° 2611, 23-29 janvier 2011.

2. «Ben Ali, BenYahmed et nous», Kapitalis.com, 2 février 2011.

3. Nous avons interrogé plusieurs anciens de *Jeune Afrique* au cours de notre enquête. Tous ont préféré garder l'anonymat, à l'exception de Ridha Kefi.

dix dernières années pour s'en rendre compte : les numéros spéciaux émaillés de publicités officielles pullulent, avec une dizaine par an vantant la réussite économique du pays ou les attraits de ses plages. Un ancien témoigne : « *Jeune Afrique* négociait un accord global en début d'année avec l'ATCE. Il prévoyait le nombre de spéciaux, mais aussi le nombre d'abonnements achetés par l'ATCE. » L'ATCE a souscrit jusqu'à trois mille abonnements par an, destinés aux cadres dirigeants des entreprises publiques ou de l'administration. «Mille» ces dernières années, affirme Marwane BenYahmed, fils de Béchir et directeur délégué de la rédaction[1]. Au total, l'ATCE versait chaque année l'équivalent d'un million d'euros à l'hebdomadaire, calcule un ancien. Sans compter les billets gratuits sur Tunisair mis à disposition en échange de la mise à bord gracieuse de ses numéros, et les coups de pouce bienvenus. Comme l'a raconté *Le Canard enchaîné,* Ben Ali a dépêché en 1997 ses proches conseillers pour convaincre des chefs d'entreprise tunisiens d'acheter pour l'équivalent d'un million d'euros d'actions *de Jeune Afrique*[2]. «L'affaire s'est déroulée en 1996-1997, sur plusieurs mois. Le président Ben Ali et son administration n'étaient pas - mais alors pas du tout - ceux qu'ils sont devenus quatorze ans plus tard», s'est défendu le fondateur, qui invoque aussi aujourd'hui les subtilités de la loi tunisienne sur les devises qui compliquent les investissements de Tunisiens à l'étranger[3]. Son fils Marwane, agacé par nos questions, refuse d'en dire plus et nous conseille, par mail, d'appeler Mohamed Jegham, directeur de cabinet de Ben

1. Marwane BenYahmed a refusé de nous rencontrer, proposant seulement des questions par mail. Après une première réponse menaçante, il a fini par nous envoyer quelques éléments par écrit.

2. « Comment Ben Ali a acheté les faveurs de *Jeune Afrique », Le Canard enchaîné,* 20 avril 2011.

3. «Quand Le *Canard enchaîné* récidive», *Jeune Afrique,* 29 avril 2011.

Ali à partir de 1997. Nous le prenons au mot. L'ancien haut fonctionnaire se souvient très bien du « dossier *Jeune Afrique »* qu'on lui a remis à son arrivée à Carthage. «Je devais envoyer une vingtaine de chèques à la Banque centrale pour les faire valider», nous raconte-t-il. Intrigué, il demande des précisions à Ben Ali: «Bechir BenYahmed était venu rencontrer le président pour lui demander de proposer à des hommes d'affaires de participer à l'augmentation de capital de *Jeune Afrique. »* «Il n'y a pas eu menace envers les investisseurs », poursuit Mohamed Jegham. Certes. Mais l'ancien conseiller en convient : dans la Tunisie de Ben Ali, il était risqué de dire non au Palais.

Même ces dernières années, jamais les BenYahmed n'ont rompu le contact avec Carthage. Danielle Ben Yahmed, la femme du patriarche, se rendait plusieurs fois par an au Palais pour discuter affaires. Quant à Zyad Limam, fils adoptif de Béchir BenYahmed et patron *d'Afrique Magazine,* titre né dans le giron *Jeune Afrique,* il était un habitué de « la high society de Tunis, rapporte un ancien de *JA.* Il a fréquenté de nombreux membres du clan». Souvent, Danielle BenYahmed et son fils Zyad sont vus à des réceptions officielles du régime, comme celle organisée pour la presse à l'occasion de l'anniversaire du 7 Novembre. Une façon toute particulière de remplir son devoir d'informer...

Feuilles de chou et seconds couteaux

À côté des grands titres, une myriade de journaux plus ou moins confidentiels prêchaient la «bonne» parole. Le mensuel *Afrique Asie,* installé à Paris, faisait partie des journaux préférés de l'ATCE. L'agence en commandait de nombreux exemplaires : « On prenait plein d'abonnements *d'Afrique Asie,* c'était

distribué gratuitement dans les ministères. Mais franchement, personne ne le lisait ! » témoigne Aïda Klibi, ancienne de l'ATCE devenue responsable du service de presse du Premier ministre tunisien après la révolution. Son patron Majed Nehmé était un habitué des manifestations officielles à Tunis. «L'ATCE finançait 10 % de nos recettes publicitaires, soit 100 000 euros par an», admet Nehmé. Une manne à laquelle il faut ajouter 13000 euros d'abonnements, et les fameux exemplaires gratuits sur Tunisair monnayés en billets d'avion. Autant dire que la couverture était des plus conciliantes. Le magazine a publié deux interviews lénifiantes de Ben Ali. En 2009, un numéro publié à l'occasion de l'élection présidentielle montre un Ben Ali souriant sur fond mauve (sa couleur fétiche). Le titre: «Tunisie, pourquoi ça marche» prend clairement parti. À l'occasion, Nehmé portait même la contradiction aux opposants lors des conférences de presse organisées à Paris. «L'opposition n'était pas crédible», justifie toujours Nehmé. Son journal est une des victimes collatérales de la révolution : déjà mal en point avant le mois de janvier, il a dû réduire sa pagination de plusieurs dizaines de pages.

Un autre magazine, *Arables*, n'a cessé de relayer la propagande officielle. Créé par les Hawari, des entrepreneurs libanais, le «mensuel du monde arabe et de la francophonie» est aussi complaisant qu'élégant. Chaque mois, l'ancien ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette y signe un éditorial. De même que Christan Malard, spécialiste de politique étrangère sur France 3, rémunéré «entre 250 et 300 euros» l'article. Plus surprenant, une présentatrice météo de France 3, Florence Klein, commet chaque mois une tribune économique. Avant la révolution, le journal fourmille de publicités officielles tunisiennes (disparues depuis), signe d'une très grande générosité de l'ATCE. «*Arables*, c'est un taximètre, s'amuse un homme d'affaires tunisien. Une vraie pompe à fric ! Vous les

appelez, ils mettent le compteur en marche, ils se moquent du contenu. » «Notre ligne éditoriale pré-révolution reflétait la réalité de cette époque. Notre ligne éditoriale post-révolution tunisienne reflète cette nouvelle réalité», justifie le directeur général du magazine, Julien Hawari. Ces dernières années, la Tunisie était l'objet d'articles dithyrambiques, vantant les progrès économiques et sociaux sans que soient jamais évoqués les droits de l'homme, la toute-puissance du RCD ou la corruption. En deux ans, entre 2009 et 2011, *Arables* a consacré trois «unes» au couple présidentiel Ben Ali, dont deux à Leila Ben Ali. Juste avant la révolution, en décembre 2010, une certaine Latifa Hitti, épouse à la ville de l'ambassadeur de la Ligue arabe à Paris, signait encore un pharaonique dossier de quarante pages célébrant l'action de Leila Ben Ali en faveur des femmes. «Leila Ben Ali a placé la barre très haut», s'émerveille la passionaria[1]. «Ben Ali n'a jamais cédé sur les acquis du peuple», explique sans rire en décembre 2009 le chroniqueur économique Samir Sobh (il a aussi émargé aux *Cahiers de l'Orient* d'Antoine Sfeir) pour expliquer les 89,62 % de voix obtenues par le sortant à l'élection présidentielle. Quant à Christian Malard, en dehors d'un entretien (sans intérêt) avec le président pour les 20 ans du coup d'État de novembre 2007 et une «interview exclusive» de Leila Ben Ali, il a signé des éditos tout acquis au régime. En juin 2008, le journaliste rend hommage à Nicolas Sarkozy après sa visite à Tunis : «À la différence de nombre de nos intellectuels de gauche ou de droite qui se croient détenteurs de la vérité ou de la pensée unique, Nicolas Sarkozy n'a pas voulu voir la Tunisie par le petit bout de la lorgnette et par l'unique prisme des libertés politiques. » En octobre 2009, Malard tance les « donneurs de leçons » : « Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre,

1. *Arables,* n° 284, décembre 2010.

écrit le journaliste de France 3. Quand j'entends ici ou là dans l'atmosphère feutrée des salons de l'intelligentsia française certains critiquer la Tunisie avec assurance, je me dis que décidément, l'ignorance, la méconnaissance sont mauvaises conseillères, et qu'avant de juger il faut apprendre à connaître ou savoir, voire balayer devant sa porte. Depuis son indépendance en 1956 voilà un pays qui - entre Bourguiba, le Père de la Nation qui a présidé à ses destinées durant trente et un ans et Zine el Abidine Ben Ali qui assure la continuité et renforce la stabilité depuis vingt-deux ans - est devenu une référence socio-économique pour la plupart des grandes institutions financières mondiales, du FMI à la Banque mondiale[1].» Complaisance? Malard dit avoir évoqué avec Ben Ali la question des droits de l'homme, mais «en privé». Puis pour sa défense: «Il n'y a que les idiots qui ne changent pas d'avis. On reconnaissait à Ben Ali d'avoir évité les islamistes, on a pu se laisser endormir par sa dialectique. Mais ce serait dramatique qu'on passe d'une dictature à une autre. » Quant à la ligne éditoriale *d'Arables,* pour lequel Malard travaille depuis 2000, le journaliste ne se dit pas concerné. «Je suis consultant extérieur, j'envoie mes éditos. Je n'y mets jamais les pieds et je ne lis pas l'intégralité des articles. » Même pas les siens ?

Le régime tunisien s'appuyait aussi sur d'obscurs essayistes ou des journalistes à la petite semaine. Une poignée d'entre eux étaient systématiquement invités par Carthage pour les célébrations officielles et les congrès du parti, voire directement financés par les services de Ben Ali. Parmi eux, un personnage rocambolesque, d'origine italienne, Salvatore Lombardo, auteur de plusieurs livres délirants sur le régime de

***l. Arables,* n° 270, octobre 2009.**

Ben Ali[1]. Les propos sont si outranciers, le style est si ampoulé qu'on croit lire une parodie. Lombardo présente Ben Ali en «héros de l'Antiquité», le compare à Lawrence d'Arabie, au mahatma Gandhi, à Nasser ou à de Gaulle. « Cet homme est grand. D'esprit, de cœur, d'attitude. » Le reste est du même acabit. Mais Carthage était ravi et l'ATCE en a acheté plusieurs centaines d'exemplaires pour l'offrir aux visiteurs et aux cadres méritants de l'administration tunisienne. « On ne lisait jamais ce genre de livres ! » témoigne un ancien haut responsable d'une banque publique tunisienne, qui a conservé son exemplaire du chef-d'œuvre de Lombardo, sans jamais l'ouvrir. « C'est un inconnu, une créature d'Abdallah qui le défendait bec et ongles, s'insurge Mezri Haddad, ancien ambassadeur de Tunisie à l'Unesco. C'était devenu l'écrivain officiel, ses livres étaient financés par l'ATCE. Dans les dîners du 7 Novembre, il trônait. C'était le grand monsieur, "notre grand ami", "notre éminent intellectuel": c'était affligeant!» Lombardo s'est pourtant brouillé avec Carthage : «Il avait trop abusé sur les frais ! » sourit un expert des intrigues du palais[2].

Dans cette petite galaxie d'inconnus à la botte de Ben Ali, on retrouve aussi un ancien chef de service du quotidien régional *L'Alsace* : François Bécet, auteur de deux ouvrages sur la Tunisie de Ben Ali. Le premier, *Ben Ali et ses faux démocrates,* étrille les opposants au despote[3]. Le second, un ouvrage de photographies à la gloire des réalisations du régime, est préfacé par Antoine Sfeir[4]. Bécet joue cartes sur table : «Début 2008, l'ATCE m'appelle pour me dire de venir tout de suite

1. Dont *Un printemps tunisien, destins croisés d'un peuple et de son président*, Éditions Autres Temps, 1998.

2. Contacté, Lombardo avait donné son accord de principe pour un entretien, annulé à la dernière minute.

3. Éditions Publisud, 2004.

4. *La Tunisie,porte ouverte sur la modernité,* Paris, Cherche-Midi, 2009.

en Tunisie pour faire ce livre. Le chapitrage a été fait par l'éditeur. Mais, pour l'écriture, j'ai collaboré avec l'ATCE.» Un livre de commande donc. L'Agence tunisienne a d'ailleurs assuré la quasi-totalité des ventes de l'ouvrage, en achetant environ 5 000 exemplaires. « Seules quelques centaines ont été vendues par ailleurs », explique François Bécet, qui s'est fait payer plusieurs milliers d'euros par l'Agence tunisienne. À Tunis «deux fois par an environ», François Bécet est un des rares à admettre qu'il était systématiquement invité par l'ATCE - il s'était lui aussi lié d'amitié avec son patron, Oussama Romdhani. L'agence prenait en charge le vol et les hôtels - toujours les mêmes - où le journaliste croisait Antoine Sfeir, Salvatore Lombardo, les patrons *d'Afrique Asies* ou de radios locales du sud de la France. «Jusqu'au bout, j'ai pensé que ce régime pouvait déboucher sur la démocratie. Malgré certaines réserves et interrogations, j'ai toujours été du côté du régime. Je me suis trompé», explique le journaliste, toujours correspondant en France du journal tunisien *Le Quotidien.* Pendant de longues années, Bécet a aussi été l'auteur attitré des articles sur la Tunisie dans *L'Alsace.* Sans que sa direction y trouve à redire.

À *La Dépêche du Midi*, le quotidien de Toulouse, le patron Jean-Michel Baylet (par ailleurs chef de file du Parti des radicaux de gauche) ne s'est pas davantage ému des amitiés tunisiennes de Jean-Jacques Rouch. Et pour cause : cette figure de *La Dépêche*, qui a terminé sa carrière comme chef de la rubrique éducation, est un de ses amis intimes. Baylet lui a remis l'insigne de commandeur des Palmes académiques. À Toulouse, Rouch est «une figure locale», dit un de ses confrères. L'incarnation du notable de province : membre du Conseil économique et social régional, ancien administrateur de l'Institut d'études politiques, Rouch n'a jamais caché ses amitiés avec des figures du régime tunisien. À commencer par Abdelaziz Ben

Dhia, fidèle conseiller de Ben Ali qu'il a rencontré pendant ses études à la faculté de droit de la ville rose. «Azouz est un vieil ami», dit Rouch. Dans *La Dépêche,* le journaliste s'est fendu d'articles fort élogieux pour Ben Ali. «LaTunisie s'ouvre au pluralisme», proclame-t-il en 1999. Il couvre alors la campagne présidentielle d'un ton enthousiaste. Le président réélu avec 99,45 %, Rouch célèbre «la déferlante Ben Ali» et «l'élargissement des libertés publiques et d'expression», «dividendes du fantastique essor économique»[1]. Quatre ans plus tard, il salue encore la candidature de Ben Ali à sa succession[2]. Sans surprise, Rouch était aussi un habitué des symposiums du RCD. «J'étais invité depuis 1989, comme une chiée [sic] de journalistes du monde entier, des gens *d'Afrique Asies* ou de *Jeune Afrique.* Récemment, j'y ai même croisé Hervé de Charette. Tout était payé, l'hôtel et l'avion.» Grâce à son ami le consul de Tunisie à Toulouse, Rouch a également bénéficié de billets gratuits pour Tunis, comme en témoigne un courrier à en-tête du consulat de Tunisie que nous nous sommes procuré : «Merci d'avoir fait de ton mieux pour aider la Tunisie amie, lui écrit le consul Sélim Hammami en mars 2010. Veux-tu un billet A-R Toulouse Tunis pour la commémoration de la fête de l'indépendance le 20 mars ? Rappelle-moi sur mon portable mon cher. Si tu as besoin de me voir, viens directement au Consulat. Amitiés et reconnaissances[3].» «Je plaide coupable, dit Rouch. J'ai pensé que l'affaire était encore jouable et qu'il y avait une rédemption possible dans ce système. J'ai eu tort.» L'aveuglement de ce personnage toujours très influent à *La Dépêche* a semble-t-il déteint sur les pratiques de tout le journal. À deux reprises pendant la révolution, l'agence locale

1. *Satiricon,* janvier 2000.

2. «Ben Ali candidat à sa propre succession à la présidence», *La Dépêche du Midi,* 30 juillet 2003.

3. Courrier du 2 mars 2010.

de Toulouse s'est ainsi vu interdire de couvrir une manifestation de Tunisiens anti-Ben Ali. «Tu connais la maison : on n'en fera qu'une brève, pas la peine de perdre du temps », s'est entendu répondre un cadre du journal qui s'étonnait de ce silence. Les délégués du personnel ont protesté. En vain. Les journalistes n'ont pu couvrir les rassemblements qu'après la fuite de Ben Ali.

L'Université française aux abonnés absents

Vincent Geisser, Michel Camau, Béatrice Hibou... Seule une poignée d'universitaires se sont sérieusement penchés sur la Tunisie, laissant le champ libre aux spécialistes autoproclamés du Maghreb et aux éditorialistes tout terrain. «Les études universitaires sur le Maghreb ont été désertées. Les recherches sur l'islamisme et l'intégrisme ont été favorisées, car cette grille de lecture s'est imposée. D'ailleurs à l'université* le Maghreb se résume bien souvent à l'Algérie», déplore l'historienne franco-tunisienne Leyla Dakhli, chercheuse associée au Collège de France. Une anomalie au vu des relations anciennes et profondes entre les deux pays, et à l'intérêt suscité par laTunisie hors des frontières françaises, notamment aux États-Unis, qui comptent de très bons spécialistes de laTunisie. Les Français, eux, semblent bien davantage passionnés par l'Algérie, le Moyen-Orient ou la question palestinienne. C'est d'ailleurs par ce prisme que certains universitaires ont participé à des colloques en Tunisie, sans tellement prendre garde à l'effet politique induit par leur présence.

Ainsi Pascal Boniface, directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) et maître de conférences à Paris VIII se rendait-il « au moins une fois par an» en Tunisie, tous frais payés, pour des « conférences sur l'actualité

stratégique». Chaque année, il participait au forum du journal tunisien *Réalités* à Hammamet. Journal pour lequel il a, un temps, écrit des articles. « Cela me donnait une tribune. Je suis plutôt populaire dans le monde arabe, viaTV5 Monde et par mes positions. Donc cela m'intéresse de développer mon audience dans ces pays », explique-t-il aujourd'hui. Boniface est aussi invité en novembre 2009 par le parti de Ben Ali pour un de ses fameux symposiums, où il croise Patrick Ollier et Jean-Noël Guérini. S'il se garde bien de faire l'éloge du régime, Boniface admet avoir péché par légèreté. Et reconnaît l'erreur d'analyse : «Il n'y a pas une ligne où j'ai défendu Ben Ali. Par contre, honnêtement, quand je suis allé au congrès, je pensais qu'il y avait un consensus, que le régime avait des bases solides, et je l'ai écrit. » Boniface n'a commencé à ouvrir les yeux que quelques mois plus tard, lorsque l'historienne Sophie Bessis publie un article très critique dans *La Revue internationale et stratégique* de l'Iris. Ancienne journaliste **à** *Jeune Afrique,* Bessis y décrit l'essoufflement du système benaliste[1]. «Pascal Boniface n'a rien compris, se souvient-elle. Il avait beaucoup d'amis au sein du régime, même s'il n'avait pas de sympathies particulières pour la dictature tunisienne. Mon article qui annonçait la fin de règne est sorti en mars 2010. Pascal m'avait dit: "T'es sûre?"» Après la sortie de l'article, le régime est fou de rage et Boniface finalement déclaré *persona non grata.*

Une université a échappé à ce désintérêt à peu près général pour la Tunisie : Toulouse I-Capitole. Depuis des années, la faculté de droit entretient une collaboration très étroite avec son homologue de Tunis. C'est un jeune professeur de droit constitutionnel, Henry Roussillon, qui a noué le partenariat à la fin des années 1970. À Tunis, Roussillon a formé les plus

1. «LaTunisie après les élections de 2009 », *Revue internationale et stratégique,* n° 77, 2010.

éminents juristes du pays, dont certains sont ensuite passés au service de Ben Ali, comme le proche conseiller Abdelaziz Ben Dhia ou plusieurs ex-ministres connus tels qu'Abderrahim Zouari, Lazhar Bououni ou BéchirTekkari. Ben Dhia a présidé pendant près de vingt ans l'Amicale des anciens de Toulouse, un club qui organisait ses dîners annuels à Tunis. Son président délégué actuel, Habib Slim, dirigeait sous Ben Ali le comité des droits de l'homme, instance gouvernementale fantoche chargée des libertés publiques et des élections. Un «partisan des petits pas» en matière de démocratie comme se définit lui-même ce juriste affable qui se vante surtout d'avoir «converti toute la famille» de l'ancien maire de Toulouse Dominique Baudis à la Tunisie. «J'ai créé un réseau d'amis pour mon pays », admet Slim - également ami du journaliste de *La Dépêche* Jean-Jacques Rouch.

Avec l'arrivée de Ben Ali au pouvoir, la fac de droit de Toulouse tire profit de son réseau tunisien. Ancien étudiant nommé président du Conseil constitutionnel par Ben Ali en 1992, Zouheir Mdhaffar publie aux Presses de l'Institut d'études politiques un ouvrage sur ce conseil fantomatique. Le livre, financé par le service culturel de l'ambassade à Tunis, est même préfacé par Ben Ali[1]. Une poignée de constitutionnalistes menés par Henry Roussillon prend l'habitude de se rendre régulièrement à Tunis pour dispenser des cours, participer à des colloques ou animer les séances de l'Académie internationale de droit institutionnel, installée dans la capitale tunisienne depuis 1984 mais qui a vite perdu de son lustre. «Je sentais bien que ça devenait du tourisme intellectuel, raconte vin éminent professeur de droit parisien qui a cessé de s'y rendre à la fin des années 1980.Tous les gens qui venaient étaient un

1. Zouheir Mdaffar, *Le Conseil constitutionnel tunisien*, Presses de l'IEP de Toulouse, 1995.

peu copain-coquin. Pour tout dire, cela n'avait aucun intérêt, sauf de permettre à certains de faire cours dans un endroit agréable. » Certains constitutionnalistes toulousains, eux, ne se posent pas tant de questions, et continuent de profiter des douceurs tunisiennes. Une insouciance qui étonne un de leurs collègues, échaudé par l'expérience : «À l'université deTunis, il y avait des portraits de Ben Ali partout sauf dans les toilettes. Sans compter une très forte pesanteur intellectuelle. Mes collègues n'y étaient visiblement pas très sensibles. Ils ont préféré se croire au Club Med. Ils n'ont pas compris que la lumière du dictateur éclairé avait quand même beaucoup baissé. »

À cause de sa complicité avec la quasi-totalité des grands juristes du pays, Henry Roussillon est accusé d'avoir aidé à rédiger la Constitution de 2002 qui a permis à Ben Ali de se représenter. « On ne prête qu'aux riches, mais je n'ai joué aucun rôle», se récrie Roussillon, désormais à la retraite. Selon lui, la réforme a été concoctée par Ben Dhia et Abdelfattah Amor, l'actuel président de la commission de lutte contre la corruption. « Cette histoire de réforme constitutionnelle ne tient pas debout, juge Bernard Beignier, qui a succédé à Roussillon comme doyen de l'université de droit. Faire sauter un verrou dans la Constitution, c'est enfantin. Un simple licencié en droit y arriverait. Après, certains n'ont pas perçu l'évolution de ce régime en pariant sur une lente évolution démocratique... Et c'est regrettable.» La très grande proximité de l'équipe Roussillon avec Ben Dhia et consorts a même fait naître une rumeur: en quête de reconnaissance universitaire, Leila Ben Ali, la femme du président, coiffeuse de profession, aurait obtenu une thèse de l'université de Toulouse ! Le président de Toulouse-C apitoie, Bruno Sire, dément énergiquement : «Nous avons fait des recherches dans les archives depuis trente ans. Mme Ben Ali, sous son nom d'épouse ou bien de jeune fille, n'a jamais été diplômée de

notre université, et elle n'a pas non plus été inscrite en thèse. » Impossible en revanche de certifier que la femme du despote n'a jamais suivi de cours, même par correspondance. «Nous ne gardons trace que des diplômés », explique le président de l'université.

Pour profiter d'un week-end au soleil tous frais payés, certains universitaires ont été jusqu'à servir d'observateurs internationaux «indépendants» lors des élections présidentielles. Un alibi démocratique pour des scrutins entachés d'irrégularités. En octobre 2009, deux pontes de l'Université française font ainsi partie de la trentaine d'observateurs recrutés par le régime pour donner l'illusion d'un scrutin à la régulière[1]. Le premier, Edmond Jouve, est une figure contestée : professeur émérite à Paris-Descartes, il conseille de nombreux chefs d'État africains, a écrit une biographie de Kadhafi et dirigé la thèse de sa fille Aicha. Il dirige également une obscure association prônant l'étude des idées du grand leader nord-coréen. Jouve est un vieux briscard de l'observation électorale en milieu peu démocratique : il a déjà sévi au Burkina Faso, en Guinée-Bissau ou aux Seychelles. Pour les élections tunisiennes, Jouve a été approché par Kamel Ben Salah, chef du bureau à Tunis du cabinet d'avocat Gide Loyrette et proche d'un gendre de Ben Ali, Sakher El Materi.

Le second, André Decocq, professeur émérite à Paris II-Assas, profite de sa retraite pour jouer l'arbitre grassement rémunéré dans des litiges commerciaux, et a déjà suivi des élections au Gabon d'Omar Bongo. « C'était étrange, il n'y avait que des bulletins Bongo», explique-t-il, faussement naïf. En Tunisie, il a été démarché par Antoine Akl, un avocat libanais qui n'hésite pas à vanter les mérites démocratiques du régime

1. «31 personnalités indépendantes et crédibles issues de 23 pays ont observé les élections», *La Presse*, 28 octobre 2009.

dans la presse officielle et a fondé la section de Beyrouth du... Nouveau Centre, le parti d'Hervé Morin.

En octobre 2009, les deux professeurs débarquent à Tunis pour la présidentielle, baladés en voiture de bureaux de vote en bureaux de vote. Évidemment, ils n'ont décelé aucune irrégularité. « Quand on était là, tout était régulier. Après, je ne garantis pas ce qui a pu se passer », explique Decocq. «Il y avait des cadenas sur les urnes. Peu de gens passaient par l'isoloir, mais on m'a dit que c'était normal car les gens avaient peur des caméras de la police», raconte sans rire Jouve. Le soir de l'élection, les deux éminences passent à la radio pour garantir la régularité du scrutin et transmettent leur rapport, vite tombé aux oubliettes. Quelques mois plus tard en avril 2010, Edmond Jouve, de passage à Tunis pour l'inauguration d'un amphithéâtre dans une université privée, a l'honneur d'être reçu par l'ambassadeur de France, Pierre Ménat. «Je salue la présence d'Edmond Jouve, qui a témoigné de la vitalité de la démocratie tunisienne », lance le diplomate. Autour de la table, certains en ont avalé leurs petits-fours de travers.

8. L'Hexagone, un terrain de jeu pour Ben Ali

Comment Ben Ali a tissé sa toile en France

Zyed fait les cent pas devant les grilles du parc parisien des Buttes-Chaumont. Il vient de passer plus d'une heure au poste de police. En Tunisie, Zyed[1],26 ans, diplômé des beaux-arts et d'informatique, est un garçon comme les autres - tee-shirt noir piqué de brillants, jean délavé, baskets. Ici, il est un «migrant de Lampedusa» et il n'est pas le bienvenu dans la France de Nicolas Sarkozy. Comme des milliers d'autres, il est parti du Sud déshérité, en février. Il a séjourné dans des centres d'accueil en Italie, à Lampedusa puis à Bari. Puis s'est fait la malle, direction la France. «Mon rêve, c'est de travailler ici.»

Un peu plus tôt dans la soirée, ce 8 juin 2011, la police française a évacué le 36, rue Botzaris, où lui et une cinquantaine de Tunisiens avaient trouvé refuge quinze jours auparavant. «Mais c'est un territoire tunisien ! » dit Zyed. C'est là en effet, dans cet immeuble austère de trois étages dans l'Est parisien, que le parti-État de Ben Ali, le RCD, avait installé son QG en France. Dans ce bâtiment déserté après la révolution, les Tunisiens de Lampedusa ont découvert les traces d'une intense activité partisane. Des photos. Des comptes rendus d'activité.

1. Le prénom a été changé.

Des listes détaillées, avec noms et téléphones, de militants du RCD en France. Des stylos blanc et rouge siglés «Ben Ali : un avenir prospère». Des ballons de baudruche aux couleurs du 7 Novembre. Des cartes de remerciements pré-imprimées et signées par Ben Ali. L'une d'entre elles est adressée au médecin Gabriel Kabla, l'homme des campagnes présidentielles de Ben Ali en France. Une fois évacué et bouclé, le bâtiment, ancien foyer pour étudiants tunisiens qui appartenait à une mystérieuse société HLM (la SA HLM Universitaire franco-tunisienne), a été annexé par l'ambassade de Tunisie, qui a exfiltré des monceaux d'archives. Une partie a été récupérée par un militant, Ali Gargouri, et une avocate. Ils les ont mis au chaud en prévision d'éventuelles enquêtes en Tunisie sur l'activité du RCD en France[1].

Botzaris, « succursale du RCD»

Officiellement, Botzaris était un centre culturel. Le siège d'une association, le Rassemblement des Tunisiens de France (RTF), censée œuvrer au bien-être de la communauté. On y donnait des cours gratuits, d'arabe, d'informatique. Des étudiants assuraient le suivi scolaire pour les enfants du quartier. Le RTF Sport, un club de foot hébergé par l'ambassade de Tunisie dans un local de la rue de Rome revendiquait « 200 pensionnaires», «de nombreuses équipes de jeunes et une de vétérans»[2]. Il bénéficiait des subsides de la mairie de Paris: le 16 décembre 2010, le Conseil de Paris lui a attribué une

1. Nous avons pu accéder à certaines archives, que nous tenons à la disposition de toute autorité tunisienne indépendante qui en ferait la demande.

2. *But! 93,* avril-mai 2011.

subvention de 5 000 euros[1], Depuis, certains élus font mine de ne plus s'en souvenir. «Nous étions allés à deux ou trois galas du RTF-Sport. Mais Botzaris avant le 14 janvier, on n'en avait jamais entendu parler ! » ose un proche de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris. «J'ai eu des relations très cordiales avec le responsable de Botzaris, mais à partir du début des années 2000, les liens avec la municipalité se sont distendus», explique Roger Madec, le maire (PS) du XIXe arrondissement de Paris. Avant d'admettre : «Ils sont toujours restés très discrets, mais je savais que c'était la succursale du RCD. » Le RTF était en effet le paravent du parti de Ben Ali en France. Impossible de se méprendre, raconte le site d'informations tunisien Kapitalis qui a visité l'endroit avant la révolution: «Dès le hall d'accueil, l'atmosphère mauve et rouge, les portraits et les banderoles à l'effigie de Ben Ali, les kits "7 Novembre" [...], tout est ici à la gloire de l'artisan du " Changement"[2].» «Même le logo sur nos cartes de visite était celui du RCD ! » raconte un ancien du RTF. Nous le rencontrons dans un café d'un quartier chic de l'Ouest parisien, un soir de juillet 2011. Costume, lunettes sages, cheveux plaqués, il a des airs de gendre idéal. Pendant plusieurs années, cet homme a gravité dans le système Botzaris, au plus haut niveau. Il a accepté de parler, mais sous couvert d'anonymat. «J'ai tourné la page», dit-il.

Il raconte : «À Botzaris, on proposait des activités sociales, politiques, culturelles. Le but était d'afficher le plus d'ambitions possibles pour encadrer au maximum et attirer les nouvelles générations nées en France. » La France, dit le militant, était considérée comme une région administrative. Elle était dirigée par un comité de coordination, lui-même présidé par le

1. http://labs.paris.fr/commun/ogc/bmo/Delib/CMDELIB20101213/721.htm.

2. « Comment le RCD a dominé les Tunisiens en Europe», Kapitalis.com, 3 février 2011.

secrétaire général du RTF - nommé par Ben Ali en personne, il bénéficiait d'un passeport diplomatique. Le parti comptait environ 20 grandes fédérations et 400 cellules en France, plus ou moins actives. «Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne étaient les plus grandes. Ailleurs, la cellule se résumait parfois à une famille, ou à un petit réseau clientéliste autour d'un militant qui voulait s'acheter une stature politique. » Beaucoup d'adhérents n'étaient pas des fanatiques de Ben Ali. Mais être membre assurait un «traitement privilégié » pour le renouvellement du passeport ou de la carte consulaire. Les chiffres d'adhérents au RCD (2,2 millions de membres en Tunisie, soit un cinquième de la population totale) étaient gonflés. «On affichait des dizaines de milliers de militants en France, mais les membres actifs étaient beaucoup moins nombreux. Dans laTunisie de Ben Ali, seule comptait la politique du chiffre.»

Au 36, rue Botzaris, on recevait les ministres tunisiens en visite. Des pontes du RCD venaient animer des séances de formation politique. Une myriade d'associations souvent financées par les organismes officiels (comme l'Office du tourisme tunisien) évoluaient dans le giron de Botzaris[1]. Dans les archives, nous avons retrouvé un courrier signé de soixante «associations de Tunisiens de France». Adressé en 2003 à Jacques Chirac, alors en partance pour sa visite d'État en Tunisie, c'est un véritable plaidoyer pro-Ben Ali : «Votre visite actuelle vous permettra certainement de découvrir d'autres facettes du "Miracle tunisien" ainsi que d'observer, directement, les progrès réalisés dans tous les domaines, sous la conduite du président Zine el Abidine Ben Ali. » Autant d'« avancées

1. Les paragraphes suivants reprennent en partie un article publié le 16 juin 2011 sur *Mediapart,* « Comment le parti de Ben Ali a tissé sa toile en France».

indéniables », niées par les « chantres du choc des civilisations », «groupuscules extrémistes» ou «intégristes criminels de droit commun». Parmi les signataires : des associations de jeunes, de commerçants, de scouts, deux organisations reconverties depuis dans la défense des migrants de Lampedusa[1]. Ou encore l'Association tunisienne des taxis parisiens, «tellement noyautée par le régime que mon père en avait claqué la porte», se souvient un jeune chauffeur de la capitale. Une des structures les plus actives, le bien-nommé Retap (Rassemblement des étudiants tunisiens à Paris), ciblait les étudiants de droit ou d'économie débarqués du pays pour étudier dans la capitale. Une série de documents retrouvés à Botzaris, datant de la période 2002-2004, témoignent de son activisme. Les documents prouvent qu'en plus de ses activités officielles (l'aide aux étudiants), le Retap remplissait des missions politiques d'«encadrement», supervisait la création de cellules étudiantes du RCD (à Amiens, à Lille...), organisait certains 7 novembre des soirées festives au réfectoire de la Cité internationale universitaire de Paris en présence de très hauts responsables du parti[2]. Le Retap faisait également du renseignement. Le 30 avril 2003, à Paris, Hamma Hammami, leader du PCOT, un petit parti d'extrême gauche réprimé par le régime, est invité à débattre de la guerre en Irak avec plusieurs chercheurs français. Deux membres du bureau sont envoyés pour y assister. Dans leur rapport, ils décomptent les chaises (84), les présents : «36 personnes au début et plus de 50 vers la fin», leur apparence physique. L'intervention d'Hammami remplit la moitié du compte rendu...

1. «Les migrants tunisiens de Paris tiraillés entre plusieurs "sauveteurs"», Arrêt sur images, 3 mai 2005.

2. «Nous n'avons jamais eu connaissance d'une telle activité politique de soutien à un régime non démocratique», prétend la Cité internationale.

Mehdi[1], la trentaine, a adhéré au Retap en 2004. Cadre dans une grande entreprise, il demande lui aussi à ne pas être cité. Rendez-vous a été donné dans un café près de la Bibliothèque nationale de France. À peine arrivé, il demande à changer de lieu : les tables sont trop serrées. Dans le bar d'à côté, il choisit une place bien à l'écart, contre un mur. Il dévisage les autres clients avant de se lancer enfin : «Je venais d'arriver en France. C'était pendant la coupe d'Afrique des Nations[2]. Des étudiants proposaient de regarder les matchs entre compatriotes. Le rendez-vous était dans un café du XIXe, mais on a regardé la rencontre à Botzaris. C'est une technique que moi aussi j'ai utilisée ensuite : approcher les gens par une manifestation *a priori* apolitique pour repérer les éléments intéressants.» Il dit avoir milité par pure «ambition personnelle» : «Je n'avais pas de réseau, c'était bien vu par le RTF et les autorités tunisiennes. » D'autres, dit-il, adhéraient pour un logement universitaire ou une bourse. « C'était du trafic d'influence. » Il ne regrette rien, malgré la désertion progressive du Retap après la cinquième élection de Ben Ali en octobre 2009. Aux yeux des autorités françaises, l'association est restée, jusqu'au bout, un interlocuteur privilégié. Le 9 décembre 2009, le Retap, présenté sur le site du ministère de l'Immigration comme une « association de jeunes franco-tunisiens binationaux souhaitant insister sur leur identité méditerranéenne », est convié à s'exprimer lors d'un débat sur l'identité nationale autour d'Éric Besson. Quant à ses dirigeants, ils entretiennent depuis plusieurs années des relations très amicales avec plusieurs responsables des Jeunes populaires, l'organisation de jeunes de l'UMP.

1. Le prénom a été changé.
2. La Tunisie, pays-hôte, a battu le Maroc en finale le 14 février 2004.

La France, nid d'espions...

À l'été 2011, Ahmed Bennour est retourné en Tunisie. Après vingt-trois ans d'exil et le coup d'État de Ben Ali, dont il avait été un des supérieurs dans les années 1980. Ancien chef de la police politique sous Bourguiba, Bennour est de ceux que le régime craignait. Peu connu du grand public, il était très au fait des intrigues du Palais ; il a travaillé avec les services secrets français et abondamment alimenté la presse d'opposition à Paris. «Ben Ali considérait que la France était la prolongation de l'État tunisien, nous raconte Bennour. Il y a développé un système de surveillance très pointu, un peu comme dans les pays de l'Est. » Pour filer les opposants, le régime a transformé ses diplomates en barbouzes. «La surveillance était effectuée par des policiers qui avaient le statut diplomatique, ou par des " électrons libres". Venus pour des missions ponctuelles de surveillance, ils bénéficiaient de visas temporaires », explique Bennour. À l'ambassade, tête de pont du système en France, plusieurs dizaines de personnes sont dévolues à la surveillance[1]. Une cellule de renseignement suit activement l'opposition. En cas de besoin, les policiers chargés de la protection des membres du clan et un bataillon d'«assistants sociaux» leur donnent des coups de main. Les consulats de Paris, Pantin, Marseille, Lyon, Nice, Grenoble, Strasbourg et Toulouse, tenus en général par d'anciens policiers, permettent de surveiller la communauté et de mater les fortes têtes en refusant de renouveler leurs papiers. Dans ce système, tout le monde espionne tout le monde. Même les ambassadeurs : quand elle reçoit à déjeuner, Faiza Kefi,

1. Le gouvernement de transition ne les a pas tous rapatriés après la révolution, mais leur a suggéré de se faire discrets.

en poste à Paris de 2001 à 2003, est surveillée par un monsieur sinistre et silencieux qui note tout dans un bloc-notes et transmet aux responsables du parti[1]. Les membres de Botzaris se méfient les uns des autres. Un homme, Mohamed Labidi, officiellement salarié de l'Office du tourisme mais installé au RTF, rédige des rapports sur l'opposition... mais aussi sur ses collègues. « Ce qu'il écrivait partait directement au ministère de l'Intérieur. On ne savait pas où», se rappelle un ancien. «Mes camarades écrivaient des rapports sur moi, se souvient Mehdi, l'étudiant du Retap. Une fois, j'ai croisé dans la rue un célèbre opposant. On a discuté un moment. Il était suivi. Un quart d'heure plus tard, un membre de la sécurité de l'ambassade m'a appelé pour savoir ce que je faisais avec lui. Par moments, je me suis même demandé si je n'étais pas écouté... »

La folie répressive ne s'arrêtait pas là, raconte Mezri Haddad. Jusqu'au 14 janvier 2011, ce petit monsieur bougon était ambassadeur de Tunisie auprès de l'Unesco. Ex-opposant rallié à Ben Ali, Haddad connaît par cœur le système sécuritaire du régime. «La grande perversion, c'est d'avoir transformé en flics des gens qui n'étaient que de simples militants du RCD, explique-t-il. Des poètes, des commerçants... Une kyrielle de gens, dont ce n'était ni le métier ni la vocation, rédigeaient des rapports, contre de menus avantages, la promesse d'une licence de taxi à Tunis, des facilités pour ouvrir un commerce.» Ces informations pas toujours exactes atterrissaient directement au ministère de l'Intérieur et sur les ordinateurs des douaniers à l'aéroport. Le chercheur Vincent Geisser, alors en contact fréquent avec l'opposition réfugiée en France, raconte comment lui et ses interlocuteurs, islamistes notamment, étaient l'objet de filatures. «À Belleville, des gars passaient à côté de nous en chuchotant nos noms

1. L'anecdote nous a été rapportée par Alain Chenal.

quand on sortait des bars à chicha. À Opéra, le patron d'un café avait même été convoqué pour s'expliquer sur notre présence. À Marseille, le patron d'un restaurant, proche du RCD, appelait le consulat à notre arrivée : peu de temps après nous avions un nouveau voisin très curieux à la table d'à côté...» La surveillance tous azimuts ne s'arrêtait pas aux portes de l'université, poursuit Geisser. «Dans mes cours à la fac d'Aix, j'avais un étudiant trentenaire, nul comme tout. Le responsable des étudiants RCD est venu me voir, terrorisé : le gars faisait des rapports sur ses copains... » Étudiant à la faculté de droit de Toulouse, Slim Dali a dû se cacher pendant cinq ans pour écrire et diffuser un journal clandestin, *LaVoix des Tunisiens.* « On écrivait sous pseudo, on n'a jamais rien dit à personne: la fac était infiltrée par les flics du consulat... »

Au sein du régime, chaque écurie, chaque clan, veut être le premier à transmettre les informations de Paris à Ben Ali et son entourage. « C'était ridicule, s'amuse le blogueur Sami Ben Abdallah. En 2004, lors d'une réunion de l'opposition à Paris, il y avait au moins huit ou neuf personnes alignées sur le trottoir d'en face, chacune avec un portable en train de téléphoner. Par provocation, je me suis mis dans la file moi aussi, j'ai sorti mon portable et fait semblant de discuter. Ils me regardaient tous avec de drôles d'yeux, l'air de dire : "Il roule pour qui celui-là?"» Les espions pullulent, de même que les « casseurs », chargés de semer la zizanie lors des réunions publiques. Au début des années 2000, le responsable socialiste Alain Chenal anime des rencontres-débats à l'Institut du monde arabe, les Jeudis de l'IMA. Dès que la Tunisie est au programme, des thuriféraires de Ben Ali s'invitent. «Ces débats étaient les plus difficiles à mener, bien plus que ceux, pourtant polémiques, sur l'islam au Maroc ou la sexualité dans le monde arabe. C'était des hurlements, des "Vive Ben Ali!" à tout bout de champ. Un jour, un gars m'a craché à la figure.

C'était visiblement des commerçants, l'épicier du coin, pas du tout le public habituel... » En 2009, en pleine campagne présidentielle, un grand colloque à Sciences Po réunit pro et anti-Ben Ali, dont des figures de l'opposition - Néjib Chebbi, Moncef Marzouki, Sihem Ben Sedrine. Des policiers en civil se mêlent à l'assistance, des membres du RCD transmettent en direct à Tunis avec Skype et le WiFi. Botzaris envoie son mouchard, chargé de disserter sans fin sur le Chili, Allende et Pinochet (la dictature avait pour habitude de se justifier en disant «laTunisie, ce n'est pas le Chili» - une phrase répétée par les amis français du régime). Au fil des ans, des figures du système RCD à Paris sont devenues des professionnels des interventions bruyantes lors des meetings de l'opposition. Comme Désirée Bellaïche, la présidente de l'association Néapolis, une des plus éminentes représentantes de la communauté juive tunisienne. Ou encore Saïd Gombra, un des piliers du parti à Paris. «Un illettré, un ancien vendeur de youyous », selon un ancien de Botzaris. Décédé en 2009, Gombra avait été propulsé au comité central du RCD par Ben Ali, qui l'appelait par son prénom. À Marseille, c'est Lotfi Hamdi, autre membre du comité central, qui rameute perturbateurs et nervis. Directeur des relations internationales de Marseille Innovation, une pépinière d'entreprises privées financées par les principales collectivités de la région, Hamdi est présenté dans la presse d'opposition comme une «barbouze ». En mai 2003, il organise une course-poursuite en voiture pour effrayer un participant à une rencontre de l'opposition tunisienne à Aix-en-Provence[1]. Hamdi se vante même dans un message électronique révélé par le portail tunisien webdo.tn d'assurer pour le compte du RCD la surveillance informatique de *Bakchich,* le site d'informations créé par Nicolas Beau. On est alors en

1. http://www.tirnisnews.net/RencontresAix.htm.

octobre 2009 : la campagne présidentielle bat son plein et le régime s'inquiète de la publication prochaine de *La Régente de Carthage,* un livre enquête sur l'épouse de Ben Ali[1] rédigé par le fondateur de *Bakchich...*

Que fait la police?

Filatures. Courriers et appels téléphoniques de menaces. Pressions sur la famille. Cambriolages. En France, le régime fait tout pour harceler les opposants, notamment ceux qui font trop parler d'eux. Pendant toutes ces années, la France a laissé le régime de Ben Ali contrôler ses compatriotes par le biais de l'ambassade ou les associations liées à Botzaris. «Il y avait un deal implicite, raconte un ancien du RTF. Grâce à nos services sociaux, aux aides financières, aux dons de nourriture au moment du Ramadan, on encadrait certaines catégories d'immigrés tunisiens. "Si ce n'est pas nous, ce sera les islamistes" : voilà le discours qui était présenté aux Français. En la matière, la police française nous trouvait beaucoup plus organisés que les Algériens... » Ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002, Hubert Védrine admet que certains Tunisiens dans le viseur du régime pouvaient faire l'objet d'une surveillance étroite. «LesTunisiens n'étaient pas les seuls à faire cela : on sait qu'il y a des types à l'ambassade ou au consulat qui tentent de savoir ce qui se passe dans la communauté tunisienne ou algérienne de Paris. Cela m'arrivait d'ailleurs d'entendre le ministère de l'Intérieur en parler. Mais le contrôle des populations n'a rien d'illégal tant que les types ne font que s'informer. C'est peut-être une faille dans le système, mais aucune affaire concernant la surveillance des opposants n'est

1. Lotfi Hamdi n'a pas répondu à notre sollicitation d'entretien.

remontée jusqu'à moi.» «Nous n'avons jamais été alertés sur des cas inacceptables», abonde Jean-Yves Autexier, conseiller politique de Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'Intérieur à la même époque.

Des cas inacceptables, il en a pourtant existé sur le sol français. En 1994, Ali Saïdi, figure de l'opposition en exil, est agressé par deux sbires de l'ambassade. En 1996, Ahmed Manaï, militant démocrate réfugié en France, est attaqué par deux inconnus devant chez lui, à Savigny-sur-Orge (Essonne). Un an plus tard, il est à nouveau passé à tabac[1]. «Ma première agression faisait suite à une information que j'avais donnée au journal londonien *Al-Hayat*, raconte Manaï. La seconde agression a eu lieu après que j'ai publié un article sur la situation politique en Tunisie.» En 1996, le militant pro-palestinien Mondher Sfar est victime d'une embuscade en plein Paris, rue d'Assas : deux hommes lui entaillent la joue - il en garde une large cicatrice. Sfar avait été menacé dans *La Vérité,* une feuille de chou financée par la présidence. Quelques jours plus tôt, il avait envoyé une lettre à Jean-Paul II dans laquelle il évoquait « des milliers de prisonniers politiques » et «les dizaines de centres de torture qui fonctionnent sans répit»[2]. À l'époque, Manaï et Sfar déposent plainte contre X, mais aussi contre Ben Ali en personne : les procédures sont classées sans suite. «Les auteurs n'ont jamais été identifiés, mais les attentats étaient signés», assure leur avocat Jean-Daniel Dechezelles. Manaï est encore plus précis: «Le commanditaire n'était autre que Ben Ali en personne. Quant à l'organisateur, le troisième homme qui attendait à chaque fois dans une voiture stationnée à quelques dizaines de mètres du lieu

1. *Supplice tunisien, le jardin secret du général Ben Ali,* Paris, La Découverte, 1995.

2. Lettre de Mondher Sfar à Jean-Paul H, 10 avril 1996.

du crime, c'était le responsable de Botzaris », Nourredine Hafsi, décédé en 2000 dans un accident de la route. «Après sa mort, quelqu'un est venu me présenter des excuses en son nom et me dire qu'il avait reçu l'ordre en hauts lieux », raconte Ahmed Manaï. L'opposant ne s'explique toujours pas la passivité des autorités françaises. «La justice n'est pas passée normalement: police et justice connaissaient parfaitement l'organisateur des agressions. Ils savaient que cela avait été mijoté à Botzaris. Le responsable n'a jamais été inquiété alors qu'il a toujours refusé de se présenter aux convocations de la police. » Après les agressions médiatisées de Sfar et Manaï, la France fera tout de même passer des messages, «Les Français ne voulaient pas d'une nouvelle affaire Ben Barka», assure Ahmed Manaï. «Les barbouzes de Ben Ali à Paris se sont calmées», affirme l'avocat Jean-Daniel Dechezelles. Pourtant, jusqu'au bout, Tunis a fait pression sur Paris et exigé que des opposants vivant en France lui soient livrés.

Certains font l'objet d'une surveillance attentive des autorités françaises. Arrivé à Paris en mai 1991, soupçonné (à tort) par Tunis d'être un des cerveaux d'Ennahda, Ahmed Manaï est suivi de près. «La première année, j'étais espionné et suivi dans la rue et un peu partout. Par la suite, ce sont les Tunisiens qui ont pris le relais. J'ai appris à les semer, mais ils étaient de toutes les réunions et il était impossible de leur échapper. » Manaï est alors en contact avec une figure du régime, le général Habib Ammar, à l'époque ambassadeur de Tunisie à Vienne. Le militaire lui recommande d'être discret au téléphone : «Il m'a dit que j'étais écouté, que tous les enregistrements étaient transférés chaque semaine aux services tunisiens.» La collaboration entre Paris et Tunis a atteint des sommets entre 1993 et 1995, sous la deuxième cohabitation de la présidence Mitterrand. Deux ans de parfaite entente entre le ministre tunisien de l'Intérieur, Abdallah Kallel, qui a

réprimé les islamistes avec férocité, et son homologue Charles Pasqua, lui aussi en guerre contre l'intégrisme musulman. Sitôt nommé place Beauvau, Pasqua dépêche à Tunis son conseiller diplomatique, Bernard Guillet. Kallel lui présente une liste de trente militants supposés d'Ennahda à neutraliser, et lui suggère un réseau de deux cents autres personnes à surveiller. Pasqua accepte immédiatement. Les listes communiquées par Tunis sont transmises aux services de police. Les opposants sont filés, écoutés, parfois placés en résidence surveillée. Les policiers tunisiens peuvent opérer à leur guise en France, à condition de se faire discrets. «Pasqua leur a rendu beaucoup de services sur la surveillance des opposants », commente, ironique, l'ancien ambassadeur Jacques Lanxade. En décembre 1993, Pasqua reçoit des autorités tunisiennes «la médaille en or commémorant le 6e anniversaire» de l'arrivée au pouvoir de Ben Ali. On lui envoie souvent « des produits tunisiens », notamment des dattes. «Un jour, on avait reçu un énorme paquet de dattes. On les a mangées la nuit de la prise d'otages du vol Air France Alger-Paris de décembre 1994 », se souvient le conseiller de Pasqua, Bernard Guillet. Du 7 au 10 octobre 1994, Charles Pasqua est reçu à Tunis en hôte d'honneur. Ben Ali le remercie chaudement pour la fructueuse «coopération». Au ministère de l'Intérieur, dans les sous-sols duquel opposants politiques et islamistes sont quotidiennement humiliés et torturés, Kallel reçoit Pasqua en grande pompe. Autour de la table, deux autres personnalités, promises à de grandes carrières, sont présentes, comme le montrent des photos d'archives. Le premier, Ali Seriati, collaborateur de Kallel, deviendra chef de la garde présidentielle. Le second s'appelle Claude Guéant. Il est alors directeur adjoint du cabinet de Charles Pasqua. Lors de la révolution de janvier 2011, cet intime de Nicolas Sarkozy est secrétaire général de l'Élysée. Seriati, lui, mène la répression contre les manifestants.

Les islamistes, ennemis publics numéro un

Hantée par la menace islamiste, la France a mené la vie dure à certains militants qui se trouvaient sur son sol. Jusqu'à l'acharnement. Héritage des années Pasqua, l'affaire Karker est un parfait exemple de cette vindicte étatique. Toute la journée, assis dans son fauteuil, Salah Karker regarde par la fenêtre de son HLM, au 7e étage d'une tour d'Eaubonne (Val-d'Oise). À 63 ans, il ne sort presque pas de chez lui. Dans son appartement, il marche avec une canne. Dans les années 1980, Karker était une tête pensante du mouvement islamiste tunisien. Fondateur du mouvement Ennahda («Renaissance») interdit sous Ben Ali, autorisé à nouveau depuis janvier 2011, Karker défend alors un islam politique ultra-radical. Depuis, tout a changé. Salah Karker a renoncé à l'État islamique. Ennahda l'a même exclu en 2002, jugeant ses propos trop édulcorés. Victime d'un accident vasculaire cérébral en 2005, il est gravement diminué. Hémiplégique, il parle avec d'immenses difficultés, ne peut plus lire ni écrire. «Je ne fais rien parce que je ne peux ni parler ni réfléchir», dit lentement Karker. Aux yeux des autorités françaises, il est pourtant resté un dangereux militant islamiste jusqu'en octobre 2011 : Salah Karker a été assigné à résidence pendant dix-huit ans[1].

«Karker, c'était un gros poisson», explique Bernard Guillet, l'ancien conseiller diplomatique de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur de 1993 à 1995. Condamné à mort en Tunisie, Karker obtient l'asile politique en France en 1988. Tunis le soupçonne de fomenter des attentats sur son territoire. Abdallah Kallel, le ministre de l'Intérieur, demande son extradition.

1. Ce passage reprend notre article « Salah Karker, l'oublié de la révolution tunisienne », *Mediapart,* 18 septembre 2011.

Le cabinet de Pasqua n'y voit guère d'inconvénient mais, menacé dans son pays natal, Karker est légalement inexpulsable. Le ministère français va alors inventer une astuce juridique pour le neutraliser. En octobre 1993, Pasqua signe tin premier arrêté d'expulsion, qu'il sait pourtant ne pouvoir exécuter. Un second arrêté est aussitôt rédigé, assignant Karker à résidence dans le Finistère. Place Beauvau, le dossier est supervisé par le directeur adjoint du cabinet de Charles Pasqua. Un certain... Claude Guéant. « C'est Guéant qui avait mis ça en musique», se souvient vin ancien responsable de la police. Quant au préfet du Finistère, Christian Frémont, il deviendra lui aussi très proche de Nicolas Sarkozy et sera nommé en 2007 directeur de cabinet à l'Élysée. Les deux hommes isolent Karker au large, sur l'île d'Ouessant. « Qui voit Ouessant voit son sang ! » lance alors un membre du cabinet de la place Beauvau, citant un proverbe breton qui fait allusion aux terribles courants marins autour de l'île. Karker est ensuite rapatrié sur la terre ferme, dans un hôtel de Brest, où plusieurs agents des renseignements généraux le surveillent en permanence - la facture pour l'État français est alors estimée à un million de francs par an, selon tin syndicat de police. On l'expédie ensuite, toujours à l'hôtel, en Haute-Loire, puis à Digne-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence), où il restera près de dix ans. «Ils choisissaient les endroits les plus éloignés, les plus difficiles d'accès », se souvient Jaafar, son fils aîné, ingénieur en Suisse à qui la France a refusé pendant trois ans la nationalité au motif (fallacieux) qu'il était le bras droit de son père. Le 15 janvier 2005, Salah Karker fait un accident vasculaire cérébral, seul dans sa chambre. Un mois de coma. Les séquelles sont lourdes. Karker est autorisé à rentrer en région parisienne, assigné à résidence dans l'appartement familial. Sans carte de séjour, ni revenu, le couple vit grâce au RSA de Samira et aux dons de ses six enfants. «C'est injuste... c'est

déplorable... c'est absurde... Moi je suis toujours ici, je ne fais que dire la même chose, mais les diplomates français ne veulent pas voir... Il faut arrêter de m'embêter, de m'accuser. Il faut me laisser vivre ma vie, maintenant», nous dit-il en septembre 2011. Juste après la révolution, en février 2011, son avocat Jean-Daniel Dechezelles avait une nouvelle fois saisi le ministère de l'Intérieur. L'attente fut longue. Mais, depuis le 14 octobre 2011, Karker peut à nouveau circuler librement: les arrêtés de 1993 ont enfin été abrogés. Quoi qu'il en soit, insiste l'avocat Dechezelles, «les autorités françaises se sortent très peu glorieusement de cette histoire aberrante».

Une vie en suspens. C'est aussi le sort réservé à Ahmed Ouerghemi. En 2005, ce militant islamiste de petite envergure fait l'objet d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière, alors que Tunis réclame son expulsion avec insistance[1]. Il est placé en rétention. La justice annule l'arrêté. Immédiatement, l'État prend ion deuxième arrêté d'expulsion, cette fois pour «menace à l'ordre public», alors même que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) vient de lui accorder la protection subsidiaire attribuée aux personnes menacées dans leur pays. Depuis, Ouerghemi reste assigné à résidence, sans titre de séjour ni ressources. Malade, il erre dans les foyers, chez des amis. En septembre 2010, la justice invoque un motif administratif pour ne pas statuer. «C'est un acharnement politique, dénonce son avocat, Pape Sali, qui révèle la connivence de la France et de la Tunisie de Ben Ali. » Pour lui non plus, la révolution enTunisie n'a rien changé. Ouerghemi reste sous le coup d'une mesure d'expulsion. Il est toujours considéré comme une menace pour l'ordre public. «On m'a demandé de travailler comme indicateur, je n'ai pas accepté,

1. «Un opposant tunisien risque l'expulsion», *Libération*, 25 janvier 2005.

et on me le fait payer», affirme Ouerghemi. D'autres islamistes ont été purement et simplement expulsés. Et ce, malgré les risques qu'ils encouraient en Tunisie. Comme l'opposant Tarek Belkhirat, marié et père de cinq filles nées en France, remis dans l'avion en mai 2004 malgré les protestations d'associations de défense des droits de l'homme. Condamné à dix ans de prison par contumace à Tunis, il est emprisonné dès son arrivée. Un an plus tard, le Conseil d'État annulera sa reconduite à la frontière[1]. Trop tard. «Mon père a fait cinq ans de prison, raconte sa fille Safa, 19 ans. Il n'a pas eu à subir trop de mauvais traitements, car la France l'avait exigé. » Après la révolution, Tarek Belkhirat a voulu rentrer en France pour revoir sa famille. Le visa lui a été refusé.

L'affaire Mahbouli

Hâbleur, bavard, Faouzi Mahbouli est devenu opposant par hasard. À Tunis, son association avec le neveu de Ben Ali[2] tourne mal et il est contraint de quitter la Tunisie du jour au lendemain avec femme et enfants. Mahbouli débarque dans le sud de la France en janvier 2008. Il y a déjà vécu de longues années. Mais, cette fois, tout est différent : fils d'un grand juge tunisois, Faouzi Mahbouli est devenu un activiste. Depuis son nouveau domicile d'Antibes, Mahbouli devient une des figures du Facebook tunisien. Sur son compte « RealTunisia News », il publie des notes assassines sur la répression, la corruption ou le clan au pouvoir. «J'y passais huit heures par jour, raconte-t-il. Le régime m'avait propulsé ennemi public numéro un,

1. «Le Conseil d'État annule l'arrêté de reconduite à la frontière d'un ex-islamiste», *Le Monde*, 3 février 2005.
2. Chapitre 9.

il me faisait passer pour un millionnaire vivant sur la Côte d'Azur, un narcotrafiquant international, un agent des services secrets français ou israéliens. À tel point qu'un jour, Moncef Marzouki est venu me voir pour me demander si je ne pouvais pas financer l'opposition avec mes supposés millions ! »

Le régime le menace, tracasse sa famille restée en Tunisie à coup de contrôles fiscaux, lui verse de l'argent pour acheter son silence. En mai 2009, l'avocat français d'ImedTrabelsi, Jean-François Velut, se fend d'un courrier à Faouzi Mahbouli : «Je vous confirme avoir reçu instruction de M. Imed Trabelsi de vous transférer la somme de 30 000 euros à valoir sur l'accord passé ce jour[1].» « Imed me harcelait en permanence. Dès que je faisais buzzer quelque chose sur Facebook, il revenait à la charge. » Il assure aussi avoir échappé à une tentative d'assassinat en octobre 2009, alors que le régime est gagné par l'anxiété, élection présidentielle oblige. Une vitre de sa voiture est brisée par un impact de balle. Mahbouli ne l'a toujours pas remplacée. «Pour témoigner», dit-il.

L'homme d'affaires découvre ainsi le sort réservé à des milliers d'opposants. Lui-même va être confronté à la complicité des autorités françaises avec le régime de Ben Ali. Quatre jours seulement avant l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, le 13 décembre 2010, Mahbouli est arrêté à son domicile français. « Six policiers en civil sont venus me chercher en invoquant un cambriolage dans ma résidence d'Antibes », explique-t-il. Il est placé en garde à vue, « interrogé quelques minutes », puis conduit devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Car Mahbouli est sous le coup d'une demande d'extradition émise par les autorités tunisiennes. Le juge le remet en liberté sous contrôle judiciaire : le Tunisien est aussi détenteur d'un titre de réfugié en France... Mais le régime ne lâche pas

1. Selon un courrier dont nous avons obtenu copie.

prise. Alors que les manifestations s'amplifient autour de Sidi Bouzid, l'ambassade de Tunisie en France écrit le 20 décembre 2010 au ministère des Affaires étrangères pour renouveler la demande d'extradition de Mahbouli. «Des poursuites judiciaires sont engrangées [s/c] en Tunisie contre ce dernier», explique-t-elle. Mahbouli a été condamné, en son absence, à plusieurs mois de prison ferme pour avoir, soi-disant, vendu une voiture gagée... La réponse de la France ne tarde pas. Dans un courrier daté du 22 décembre, soit seulement deux jours plus tard, le ministère transmet au garde des Sceaux en précisant: « Cette demande est formée conformément aux dispositions de la convention franco-tunisienne du 28 juin 1972 relative à l'entraide pénale et à l'extradition.» À cette époque, la ministre des Affaires étrangères n'est autre que... Michèle Alliot-Marie. Quelques jours plus tard, elle s'envolera pour réveillonner en Tunisie. À 41 ans, Faouzi Mahbouli ne doit son salut qu'à la révolution. En mars 2011, les nouvelles autorités tunisiennes ont demandé, par mandat Interpol, la «cessation de recherches » émises à son encontre. Il peut à nouveau circuler librement entre Paris et Tunis. Mais, «au nom de la justice», Faouzi Mahbouli a décidé de porter plainte contre X: pour tentative d'assassinat, pour abus d'autorité et pour mise en danger de la vie d'autrui... Un dernier motif qui vise explicitement l'ancienne ministre Michèle Alliot-Marie[1].

Drôle de justice française

Durant le règne de Ben Ali, à trois reprises au moins, la justice ou la police françaises ont fait preuve d'une attitude étonnamment complaisante à l'égard du régime tunisien.

1. M. Alliot-Marie a refusé notre demande d'entretien.

La première remonte au début des années 1990. Moncef Ben Ali, le frère de Ben Ali, est soupçonné d'être un des piliers de la «Couscous connection», un vaste réseau de trafic de drogue dans le quartier parisien de Belleville. Moncef Ben Ali est recherché par la police. Mais en mars 1990, le pouvoir tunisien lui fournit un passeport diplomatique qui lui permet de quitter la France avant d'être arrêté[1]. Un mandat d'arrêt international sera délivré contre Moncef Ben Ali en 1992. En vain. Le frère du président sera condamné par contumace à dix ans de prison, et mourra quatre ans plus tard à Tunis dans des circonstances mystérieuses.

« Cette affaire a empoisonné les relations entre les deux pays et beaucoup nui à l'image de là Tunisie en France», se souvient l'ancien responsable des services secrets tunisiens, Ahmed Bennour. À Tunis, Ben Ali est furieux. «Il a dit que le procureur faisait partie de l'opposition, il s'en est pris à la justice française et à des opposants tunisiens... Côté français, Roland Dumas, alors ministre des Affaires étrangères, a fait un geste politique en informant Ben Ali, ce qui lui a permis de faire apporter un passeport diplomatique pour son frère», accuse Bennour.

D'autant qu'un des témoins de l'affaire s'est vu, lui, refuser le statut de réfugié. Cet homme s'appelle Mounir Beltaifa. À la fin des années 1980, Beltaifa est un obscur vendeur de voitures qui fricote de temps en temps avec la famille Ben Ali. Quand il dénonce aux autorités un trafic de véhicules dans lequel Moncef Ben Ali est impliqué, il est incarcéré, puis relâché, avec pour consigne de quitter aussitôt la Tunisie. Sans papiers, Beltaifa débarque à Paris et fait le taxi clandestin. Arrêté et emprisonné, il retrouve en cellule la bande de la « Couscous connection». Une fois sorti, Beltaifa décide de témoigner au

1. ***Cf.*** **Nicolas Beau et Jean-Pierre Tuquoi,** ***Notre ami Ben Ali, op. cit.***

procès. Devant la cour, il déballe, affirme que les trafiquants tunisiens installés à Paris «arrosaient Zine el Abidine Ben Ali de cadeaux - des costumes, des lunettes, des devises - quand il était directeur de la sûreté». En Tunisie, ce geste signe son arrêt de mort. La France le sait. Ses demandes de titre de séjour échouent pourtant les unes après les autres. « S'il avait attaqué le président Ben Ali, on ne connaissait pas ses intentions », justifie près de vingt ans après Bernard Guillet, le conseiller de Charles Pasqua. «J'ai même été accusé d'être un des instigateurs du mouvement islamiste», raconte Mounir Beltaifa. Sa voix est faible, son regard fuyant. «Je ne me suis jamais remis. Je suis dépressif», s'excuse-t-il. « C'est un homme brisé», dit un de ses amis. Il n'a pu obtenir son statut de réfugié qu'en 1998. Sur décision du Conseil d'État...

Port de Bonifacio, le 5 mai 2006. Aux premières heures du jour, un commando a repéré un superbe yacht de luxe, le *Beru Ma*, dont la valeur est estimée à plus d'un million d'euros. En quelques minutes, le yacht file au large. Ni vu ni connu. Sauf que le propriétaire du bateau n'est pas n'importe qui : il s'agit de Bruno Roger, patron de la banque d'affaires Lazard Frères, ami intime de Jacques Chirac et proche de Nicolas Sarkozy. L'affaire remonte au plus haut niveau de l'État français. Une enquête est ouverte. Au cours d'un interrogatoire, un des voleurs du *Beru Ma* raconte : « On m'a dit que j'avais volé le bateau du banquier [de] Jacques Chirac et que Nicolas Sarkozy avait appelé pour savoir où était le bateau[1].» Le yacht est ensuite repéré dans la baie de Sidi Bou Saïd. Les policiers découvrent que le même équipage est impliqué dans deux autres vols de bateaux tout aussi

1. Les détails de cette affaire ont été dévoilés par notre confrère Fabrice Lhomme dans *Mediapart,* «Des proches de Ben Ali sont impliqués dans des vols de yachts de luxe», 19 mars 2008.

luxueux. Surtout, ils s'aperçoivent que les commanditaires ne sont autres qu'Imed Trabelsi, le neveu chéri de Leila Ben Ali et son frère Moez. Quelques semaines plus tard, le yacht est rapatrié en France. L'enquête semble dès lors nettement moins prioritaire aux yeux du procureur. Le juge Thorel se démène pourtant et délivre, en 2007, des mandats d'arrêt internationaux à l'encontre des deux frères Trabelsi, mais le parquet ne cesse de lui mettre des bâtons dans les roues. Le procureur d'Ajaccio accède même aux demandes de l'avocat français d'Imed Trabelsi, Jean-François Velut, qui veut que des témoins favorables au neveu du couple présidentiel soient entendus en Tunisie... Finalement, en 2008, le juge finit par se déplacer en Tunisie pour interroger les deux neveux. Ils nient. Le magistrat n'est guère convaincu. En 2009, il les renvoie en correctionnelle pour « complicité de vols en bande organisée », un délit passible de quinze ans de prison. Qu'à cela ne tienne : le jour où l'information est révélée[1], le procureur général de la cour d'appel de Bastia, supérieur hiérarchique du procureur d'Ajaccio, publie un communiqué surprenant, dans lequel il annonce avoir demandé une «disjonction des faits». En clair: les Français soupçonnés d'être les auteurs des vols seront jugés en France. Mais les commanditaires supposés, les frères Trabelsi, seront jugés en Tunisie. Ils seront bien entendu relaxés début 2010. Les huit autres membres de la bande, eux, seront condamnés en Corse. Un de leurs avocats, Antoine Sollacaro, avait alors lâché : «Je savais que la Tunisie avait été un protectorat français. J'ignorais que la Corse fut désormais une colonie tunisienne. »

Depuis la révolution, le dossier a refait surface. En septembre 2011, l'ancien ministre tunisien de la Justice, Béchir

1. Michel Deléan, «L'affaire des yachts refait surface», *Le Journal du dimanche*, 8 août 2009.

Takkeri, a été écroué pour subornation de témoin : il est soupçonné d'avoir incité un témoin à faire un faux témoignage pour écarter les soupçons pesant sur Imed Trabelsi. À Paris, l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin le reconnaît humblement: «Disjoindre les affaires était une erreur, évidemment. Mais c'est facile à dire aujourd'hui. Moi j'avais l'intuition que cette affaire était assez grave. C'était de la délinquance primaire. Couvrir un acte de basse piraterie, cela voulait dire qu'on devait couvrir aussi de la haute piraterie.»

Une autre affaire, moins connue, a excédé les défenseurs des droits de l'homme tunisiens : celle visant l'ancien vice-consul de Tunisie à Strasbourg, Khaled Ben Saïd, accusé en 2001 d'actes de torture quand il était commissaire de police à Jendouba. Après de longues années d'attente, le procès a bien eu lieu en 2008 et le diplomate a été condamné à huit ans de prison pour «complicité de torture et actes de barbarie». Condamné certes, mais en son absence. «La police française l'a prévenu par téléphone qu'une plainte avait été déposée et le vice-consul s'est enfui ! » accuse la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Pour ne pas gêner le régime de Ben Ali, la justice française est allée encore plus loin : fait rarissime dans une affaire de cette gravité, le parquet général a fait appel en décembre 2008 de la condamnation, à la demande de la chancellerie, à l'époque sous l'autorité de Rachida Dati. En vain : la condamnation a été confirmée en appel. Et la peine alourdie à douze ans de réclusion.

Les avoirs du clan : l'heure des comptes

14 janvier 2011. Dans la panique d'une fuite précipitée, les avions privés du clan Ben Ali multiplient les allers-retours

entre Tunis et Paris. D'autres jets s'envolent pour le Golfe. Dans le port de Sidi Bou Saïd, les propriétaires des maisons bourgeoises qui donnent sur la mer aperçoivent Belhassen Trabelsi, le frère de Leila Ben Ali, s'enfuir sur son yacht, première étape d'un exil vers le Canada. À Paris, Daniel Lebègue, le président de la section française de l'ONG Transparency International, comprend qu'une course contre la montre est lancée. Il est évident que le clan dispose de nombreux biens dans des capitales mondiales. Notamment à Paris, où les familles Ben Ali et Trabelsi faisaient leur shopping et fréquentaient les soirées des quartiers huppés de la capitale. «Les Ben Ali et les Trabelsi avaient tout prévu pour se réfugier à Paris », assure Daniel Lebègue. Le 19 janvier 2011,Transparency International France, l'association Sherpa dirigée par l'avocat William Bourdon, et la Commission arabe des droits humains déposent plainte contre les membres du clan pour «recel de détournements de fonds publics, recel d'abus de biens sociaux, recel d'abus de confiance, recel de corruption, corruption et blanchiment aggravé commis en bande organisée», seul espoir d'éviter les détournements et de restituer, un jour, leurs biens aux Tunisiens. Quelques jours plus tard, le 24 janvier, le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire sur les avoirs de la «famille» en France, confiée à l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF). Il faudra pourtant que Sherpa et Transparency International déposent en juin 2011 une nouvelle plainte, cette fois avec constitution de partie civile, pour qu'une enquête judiciaire indépendante soit ouverte, confiée au juge Roger Le Loire. «Le parquet de Paris ne semblait pas très pressé de désigner un juge d'instruction. Le gouvernement et le parquet voulaient garder la main sur la procédure», explique Daniel Lebègue.

Après la révolution, la police et Bercy ont commencé à

recenser les avoirs du clan en France. Ils se sont intéressés d'emblée aux comptes bancaires de Ben Ali et de sa femme, sans résultat. En revanche, selon des documents que nous avons pu consulter, ils ont fait de belles trouvailles dans son entourage immédiat. Toutes ses filles, et ses gendres, ou presque, avaient un compte à Paris. Slim Chiboub, l'époux de Dorsaf Ben Ali, une des filles de Ben Ali, détenait ainsi neuf comptes, à la BNP Paribas, chez Neuflize OBC (groupe ABNAmro) et au Crédit du Nord. Leur utilisation, relativement fréquente, traduit «une présence au moins ponctuelle sur le territoire», précisent les enquêteurs français. En janvier 2011, Chiboub disposait encore de plus de 100 000 euros et de 50 000 dollars sur ses comptes en France. Quant à son beau-frère et à sa belle-sœur, Cyrine et Marouane Mabrouk, plus de 100 000 euros dormaient sur leurs comptes personnels au Crédit Lyonnais et à la Banque transatlantique (groupe CIC). Sakher El Materi possédait un joli pactole de plus de 10 millions d'euros sur ses nombreux comptes de la banque Barclays, principalement alimentés par des virements provenant d'un compte à son nom ouvert à Dubai. D'après les relevés bancaires de la Barclays, Materi s'est servi de ses comptes français pour acheter un appartement à Paris en 2010. En 2009, il a versé plus de 700000 euros à la société Insured Aircraft Services qui offre des «services d'accompagnement et de conseils pour l'achat et la vente dans l'aéronautique». Le 26 octobre 2010, il achetait encore pour 55 000 euros de mobilier et d'objets d'art. Plus surprenant, les enquêteurs ont trouvé trace de deux versements, de 70000 et de 36000 euros, effectués en février et en avril 2010 au bénéfice d'un certain Othman Ben Arfa. Inconnu en France, il est le président de la Steg, la compagnie publique tunisienne d'électricité et de gaz. «La justification de ces sommes reste indéterminée», notent les enquêteurs.

La somme totale recensée (et du coup, gelée) par les

enquêteurs français, environ 12 millions d'euros, reste pourtant relativement modeste. «Les Ben Ali, comme d'autres dictateurs africains, n'avaient qu'une confiance limitée dans la France pour leurs placements financiers, explique Daniel Lebègue, pour Transparency International France. Ils préféraient la Suisse, la Grande-Bretagne ou les centres offshore du Moyen-Orient comme Dubai. Reste qu'ils se sont constitué en France un patrimoine immobilier, et d'agrément, avec des voitures de luxe, des chevaux de course ou des œuvres d'art. »

Une grande partie de la famille avait investi dans l'immobilier dans les quartiers chics de Paris. Chaque fois, la méthode est la même : une société civile immobilière (SCI) est créée, le bien acheté, un gérant français nommé. Le couple Sakher El Materi s'est ainsi offert, en juillet 2010, au 17, rue Le Sueur dans le XVIe arrondissement, un hôtel particulier de quatre étages pour 2,55 millions d'euros. Marouane Mabrouk, autre gendre de Ben Ali, a acheté en 2008 un 280 m² sur deux étages à Saint-Germain-des Prés pour 4 millions d'euros[1]. La SCI propriétaire, Icarus, détient un compte bancaire à la BNP Paribas sur lequel d'importants retraits ont été effectués dans les mois précédant la chute du régime - deux d'entre eux dépassent les 500 000 euros, apparemment pour payer des travaux. Au total, le solde en janvier 2011 laisse apparaître un crédit de 280 000 euros. Très souvent à Paris, Marouane Mabrouk séjournait aussi dans l'imposante résidence familiale de la place des États-Unis, en plein cœur du XVIe. Achetée 2,1 millions d'euros en 2004, via la SCI Florus, elle est enregistrée au nom de son frère Ismael. Lui avait aussi plusieurs comptes en France, dont un improbable PEL, plan épargne logement, à la Banque transatlantique (CIC).

Quant aux époux Chiboub, ils sont les heureux propriétaires

1. L'appartement est situé au 191 boulevard Saint-Germain (VIP).

d'un appartement au 44, avenue Kléber, dans l'incontournable XVIe arrondissement. Acheté en 2007 pour 1,2 million d'euros, il a été «payé comptant» par l'émir du Qatar décidé à l'offrir à son ami Slim Chiboub[1]. La gérante de la SCI propriétaire de l'appartement a en effet indiqué aux enquêteurs que l'appartement « a été payé par l'émir du Qatar en échange de l'aide de Slim Chiboub dans l'aménagement de la baie de Gammarth», selon une source policière. Gammarth, cet immense projet immobilier tout proche de Tunis, géré par Aziz Miled et Slim Chiboub avec des fonds du Qatar, dans lequel les parents de Michèle Alliot-Marie ont investi. Selon un enquêteur européen, l'appartement pourrait correspondre à un « droit d'entrée » versé au gendre du président tunisien pour participer à ce méga-projet d'aménagement.

Les enquêteurs ont également découvert que les parents de Sakher El Materi détenaient plusieurs comptes dans l'Hexagone, notamment à la Barclays. En 2008, Moncef El Materi a acheté comptant, pour 950 000 euros, un appartement dans le IVe arrondissement. Tahar, l'oncle de Sakher El Materi, contrôle, lui, la SCI Sadryna, propriétaire d'un appartement et d'un studio dans le XIVe arrondissement (prix : 500 000 euros). En janvier 2011, il n'avait pas moins de sept comptes en France, dont deux livrets A (l'un à la Société Générale, l'autre à la BNP) et deux adresses d'imposition en France. Quant à Douraid Bouaouina, un neveu de Ben Ali, il jouit de deux biens immobiliers dans le VIIIe arrondissement de Paris, l'un rue de Ponthieu, acheté 695 000 euros en 2004, et l'autre au 7, rue Marbeuf, acquis en 2010 pour 600000 euros. Le tout «payé comptant», d'après un rapport confidentiel deTracfin. En revanche, entre janvier et octobre

1. « Quand l'émir du Qatar arrosait le clan Ben Ali », *Marianne,* 1-7 octobre 2011.

2011[1], les enquêteurs français n'ont trouvé aucune trace d'un compte bancaire ou d'un bien immobilier détenu en propre par le couple présidentiel. Les recherches sur d'éventuels prête-noms, notamment trois avocats suisses détenteurs de centaines de participations dans diverses sociétés, en France, au Luxembourg ou encore au Panama, n'ont pas abouti à ce jour. «Une partie de la famille avait placé son argent dans les paradis fiscaux, via des sociétés offshore et des placements complexes organisés par des avocats, notamment en Suisse», explique un spécialiste tunisien de la corruption. Les investigations sont toujours en cours. Tout comme dans plusieurs pays européens, dont la Suisse et la Belgique.

Les pur-sang de Slim Chiboub

En tout début d'après-midi, ce 15 janvier 2011, treize chevaux nerveux s'impatientent sur la ligne de départ. Les jockeys sont stressés, les spectateurs tendus. Les pur-sang s'élancent sur la piste de l'hippodrome Pont-de-Vivaux, à Marseille. 2 600 mètres plus loin, c'est le numéro 5, une belle jument de 4 ans, qui a pris l'avantage. Lady Anouchka est la reine du jour. Mais, dans les tribunes, sa victoire provoque les huées de Tunisiens présents : la jument court sous les couleurs de Slim Chiboub, un des gendres de Ben Ali, passionné de courses et propriétaire d'une importante écurie dans l'Hexagone. Jusqu'aux toutes dernières heures du régime, l'homme d'affaires a pris la peine de se préoccuper de ses étalons. C'est du moins ce qui ressort de l'audition par les policiers en mars 2011 du manager de l'écurie de Chiboub, Jean-Pierre Deroubaix, dont nous avons eu connaissance : «Jeudi 13 janvier, M. Chiboub m'a appelé de

1. Date à laquelle nous avons bouclé cet ouvrage.

Tripoli où il était en voyage d'affaires pour l'organisation d'un match de foot pour me prévenir qu'il rentrait d'urgence à Tunis suite aux événements politiques[1]. Le lendemain, il me rappelle de Tunis pour me dire que la situation politique n'est pas bonne. » Et pour cause : nous sommes le 14 janvier 2011, Ben Ali s'apprête à fuir, ainsi que la plupart des membres de sa famille. Mais, précise Deroubaix, « il me dit de continuer les courses ». Chiboub, comme son beau-père, semble alors penser que tout va rentrer dans l'ordre. Peine perdue. «Le 16 janvier 2011, voyant la tournure que prenaient les événements à la fois en Tunisie et dans la presse française concernant son écurie de chevaux, M. Chiboub m'a déclaré qu'il désirait vendre la totalité de son effectif.» «Vous a-t-il dit pourquoi?» interroge alors le policier. Deroubaix répond: «Il m'a dit qu'en ce moment, il avait la tête ailleurs. » Sans compter, précise le manager, que l'écurie coûte **à** son propriétaire environ 100000 euros par mois. Le 17 janvier, Chiboub, réfugié à Dubai, envoie un fax manuscrit de confirmation à France Galop, donnant pouvoir à son gérant de vendre ses chevaux. Deroubaix cède, en quelques semaines, les 62 chevaux de l'écurie. En mars, il en a vendu 61 pour un montant, dit-il aux policiers français, de « 1619204 euros». Le produit de la vente a été gelé.

Les pérégrinations du jet privé de Marouane Mabrouk

C'est un petit avion, mais le Challenger 604 a semé la panique le 14 janvier 2011 dans les chancelleries européennes,

1. Longtemps membre du comité exécutif de la Fédération internationale de football (FIFA), Chiboub était président du comité national olympique tunisien et très proche des fils Kadhafi.

inquiètes de le voir atterrir sur leur sol[1]. Et pour cause. Ce soir-là, à 18 h 30, un jet privé baptisé «TS-IAM» se pose au Bourget en provenance de Tunis. La rumeur enfle aussitôt sur les réseaux sociaux : et si Ben Ali était à bord ? Le dictateur tunisien a disparu des écrans radar depuis plus d'une heure. En réalité, l'avion ne transporte aucun passager, hormis les trois membres d'équipage. Acquis en 2006 pour environ 12 millions d'euros, il appartient à la compagnie aérienne Fly International, dont le P-DG n'est autre que Marouane Mabrouk, l'époux d'une des filles Ben Ali, Cyrine. Dans la semaine précédant la fuite du despote, le jet a d'ailleurs multiplié les rotations entre la Tunisie, la Sicile et la France.

L'avion est saisi par la justice française le 1er février 2011. Mais, en coulisses, la famille Mabrouk s'active. Très introduite dans les milieux français, elle entreprend de se trouver un avocat réputé du barreau de Paris, le bâtonnier Jean-René Farthouat. Il va débusquer une faille juridique : l'avion n'appartient pas en propre à Marouane Mabrouk, mais à la société Fly International, dont il n'est qu'un des actionnaires (avec ses frères). Et si les avoirs de Mabrouk ont été gelés en mars 2011, comme ceux d'une centaine d'autres membres du clan, ce n'est pas le cas de ceux de ses frères. Résultat, en juin, la justice française décide de rendre son jet au gendre de Ben Ali, au grand dam des associations Sherpa et Transparency International. Le TS-IAM est rentré à Tunis.

1. «La justice française rend son jet au gendre de Ben Ali », *Mediapart,* 20 juin 2011.

9. Les affaires sont les affaires

En septembre 2005, l'ouverture de l'hypermarché Géant de Tunis fait la une de la presse. Rien n'est trop beau pour le plus grand centre commercial du pays. Sauf que... le 15 janvier 2011, sitôt Ben Ali parti, le Géant et sa galerie marchande sont incendiés et pillés. Dans plusieurs villes du pays, d'autres enseignes sont saccagées. Leur point commun ? Presque toutes sont françaises ; elles s'appellent Monoprix, Géant ou Bricorama. Ailleurs, on «dégage» les patrons. Un des premiers à devoir quitter son poste dirige l'assureur Star, filiale du français Groupama. Pour faire des affaires en Tunisie, il fallait souvent pactiser avec la famille. Les entreprises françaises se sont pliées aux règles sans états d'âme. Orange, Sodexo, Société Générale, Groupama, Suez, Renault, Monoprix, Bricorama, Havas : la liste des groupes ayant frayé avec le clan est impressionnante. Avec une prédilection marquée pour les ambitieux gendres de Ben Ali.

Un «paradis fiscal» et social

Un grand silence gêné. Au mieux, un communiqué laconique. Les groupes français n'aiment pas parler de leur présence en Tunisie. «Nous ne faisons pas de politique», dit leur service de presse. Un peu court... Pendant des années, le pays a été une aubaine pour les entreprises étrangères en quête de main-d'œuvre bon marché. Ben Ali leur a déroulé le tapis rouge avec un droit du travail sur mesure, peu d'impôts et

de grandes vagues de privatisations d'entreprises publiques, encouragées par les institutions internationales comme le FMI.

La France en a profité à plein, conservant son rang de premier partenaire économique de la Tunisie depuis l'indépendance du pays. Les 1 200 entreprises françaises emploient 100 000 salariés. Bien souvent, il s'agit de PME qui ont délocalisé leur activité dans les zones offshore créées dès les années 1970. Elles réexportent leur production libre de taxes, transfèrent les bénéfices sans problème, ne paient pas d'impôt sur les sociétés pendant dix ans, principe qu'il suffit de contourner en créant une nouvelle société quand le délai expire. «Un vrai paradis fiscal», constate un homme d'affaires.

Téléperformance a prospéré grâce à l'offshore. Le leader français des centres d'appel emploie 4 700Tunisiens. En 2006, Ben Ali décore le fondateur Jacques Berrebi «pour la création de valeur générée en Tunisie », l'élève au rang d'officier de l'ordre du Mérite national. Au centre Téléperformance de Ben Arous, dans la banlieue de Tunis, les jeunes hommes et femmes qui répondent au téléphone pour Orange, SFR, Free, Numericable, Les 3 Suisses ou La Redoute, sont surdiplômés. «Moi, je suis prof de philo, raconte Lamjed Jemli, secrétaire général du syndicat de Téléperformance. Parmi mes collègues, il y a des médecins, des ingénieurs, des " maîtrisards". » Une main-d'œuvre qualifiée, francophone, payée 1,50 euro de l'heure. Sacrée aubaine pour les entreprises ! «Ici, les salaires sont bas et le travail est flexible. Si, avec la révolution, le CDI devient la norme, des entreprises vont partir», s'émouvait la mission économique de l'ambassade de France juste après la chute du régime.

Jusque-là, le Medef, dont le Premier ministre tunisien est l'invité d'honneur de l'université d'été en 2008, avait toujours encouragé les patrons à délocaliser. «Il n'a jamais considéré la Tunisie comme un pays à risque», confirme l'avocate Samia Maktouf, qui a conseillé des entreprises françaises souhaitant

s'implanter enTunisie. L'organisation patronale française entretenait d'ailleurs une relation sans nuages avec son homologue, l'Utica, dont le président de l'époque, Hédi Jilani, a marié deux de ses filles avec un Ben Ali et un Trabelsi. Selon plusieurs hommes d'affaires, Jilani, démis après la révolution, servait même d'intermédiaire pour des entreprises françaises désireuses de délocaliser[1]. «Nous avons été soutenus aveuglément depuis Chirac. Quoi que nous fassions, c'était beau. La France a joué ce rôle parce que c'était payant pour ses entreprises», tance Mohammed Ben Sedrine, qui a remplacé Jilani à l'Utica.

Pour faciliter leur implantation, certaines PME se sont même associées avec un membre du clan. Plastivaloire, spécialiste de l'injection plastique originaire de Touraine, s'est acoquiné avec Slim Zarrouk, un gendre du président, pour construire son usine à Sousse. Newrest, un groupe toulousain, a profité de la privatisation de la filiale restauration de la compagnie aérienne Tunisair et investi aux côtés de Belhassen Trabelsi, le beau-frère de Ben Ali. Pas de chance, la société a été renationalisée après la révolution. Le secrétaire d'État au Commerce extérieur, Pierre Lellouche, a dû s'occuper en personne de ce dossier sensible lors de sa visite, en mars 2011.

Les membres du clan avaient surtout jeté leur dévolu sur les très lucratifs deals internationaux. Entre les différentes branches de la famille, la guerre faisait rage. «Les Mabrouk et lesTrabelsi se livraient à une bataille terrible pour les alliances internationales. C'était le gage de leur survie politique. Plus ils étaient alliés avec des grands groupes, plus ils étaient protégés », explique Faouzi Mahbouli, homme d'affaires devenu opposant après s'être fait rouler par Imed Trabelsi, le neveu de Leila Ben Ali. Si certaines sociétés étrangères comme McDonald's ont refusé de s'associer avec le clan et ont renoncé à

1. Sollicité en juillet 2011, Hédi Jilani a refusé tout entretien.

s'implanter en Tunisie, bien des groupes français n'ont pas eu ces pudeurs. Avec l'assentiment des autorités françaises.

Le journaliste tunisien Ridha Kefi se souvient d'une discussion avec l'ambassadeur Pierre Ménat: «Il m'a répondu: c'est du business, les entreprises françaises s'allient avec qui elles veulent, l'ambassade les accompagne. » Tant pis pour les principes. La corruption en Tunisie avait gangréné les milieux d'affaires, les commissions étaient monnaie courante. «Au-dessous de 1 à 2 millions de dinars - entre 500 000 et 1 million d'euros -, cela se passait dans une relative transparence. Au-delà, c'était de l'alchimie», explique un patron tunisien. Y compris pour les groupes étrangers qui avaient souvent recours à des intermédiaires payés à la commission - c'est fréquent et légal. Mais, dans les gros contrats, il n'est pas rare qu'une partie de la commission soit reversée à un tiers. Et en Tunisie, le tiers appartenait souvent au clan...

Même certains proches du pouvoir vont jusqu'à accuser les groupes étrangers d'avoir largement contribué au système de corruption. «La corruption a détruit le pays, explique ainsi Pierre Besnainou, président de la Fondation du judaïsme français. Or la corruption, c'était les commissions que la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre ou les États-Unis versaient sur des comptes dont on connaissait le destinataire. L'Occident avait les moyens de l'arrêter. Au lieu de cela, il a participé totalement et même encouragé le système. »

Accor, le pionnier

« On a perdu 25 millions d'euros en Tunisie[1]. » À l'entendre, Gérard Pélisson, le cofondateur du groupe Accor, s'est fait

1. «Accor a perdu 25 millions d'euros en Tunisie », Dépêche AFP du 31 janvier 2011.

rouler comme un bleu. « On a été obligé par exemple de racheter 7 millions d'euros un hôtel pourri qui ne valait strictement rien», raconte-t-il juste après la révolution[1]. Pélisson n'a pourtant pas toujours fait la fine bouche. L'hôtelier s'est implanté en Tunisie dès la fin des années 1970. Invité en Tunisie par Hosni Djemmali, le lobbyiste du régime qui deviendra l'ami des journalistes français, Pélisson rencontre sur les « greens » Habib Bourguiba Junior. Le fils du président tunisien vient d'investir dans un hôtel de Monastir. Accor s'y intéresse. Il en devient le gérant et prend pied en Tunisie, où ses intérêts seront longtemps défendus par le vieux complice Djemmali.

Tozeur, Djerba, Sfax, Hammamet, Sousse, Gammarth : Accor se développe à mesure que le tourisme explose. Gérard Pélisson veut de plus en plus d'hôtels. L'arrivée de Ben Ali ne change rien. À Carthage, Djemmali conserve un appui de poids : Abdelwahab Abdallah, son ami d'enfance, l'éminence grise du président. À la fin des années 1980, Accor participe à la très contestée privatisation des hôtels publics de la chaîne Tanit, à Djerba, Hammamet et Monastir. Tous sont raflés par Djemmali, avec le soutien du groupe français.

Mais bien vite, les ennuis commencent. Le beau-frère du président, Belhassen Trabelsi, lorgne sur le terrain de l'hôtel d'Hammamet. «Pélisson a refusé de le céder. Avec l'aide de son banquier, Trabelsi a dégagé Accor, et pris le terrain de force, avec le soutien de l'État», raconte un témoin. Pariant sans doute sur des lendemains plus profitables, Accor mettra du temps à s'indigner. À chaque visite, Pélisson promet monts et merveilles : il va tripler ses capacités, construire un palais des congrès, bâtir des hôtels sur l'ensemble de la côte.

1. «LaTunisie, c'était vraiment intenable», *LaVoix du Nord*, 27 janvier 2011.

Accor s'associe avec un pool de grandes banques pour gérer une dizaine d'hôtels[1]. Gérard Pélisson est même décoré en avril 2001 des insignes de grand officier de l'ordre de la République par Ben Ali, au cours d'une «réception princière»[2]. Il faudra attendre 2006 pour que le groupe, qui mise désormais sur l'hôtellerie d'affaires, se ravise. «Les contrats de gestion ne nous permettaient pas de gagner de l'argent. Nos loyers étaient trop élevés. Nous avons eu plusieurs contrôles fiscaux, du montant exact de nos gains ! Alors on a décidé de partir», explique Yann Caillère, le directeur général.

Le groupe ne quittera le pays qu'en 2009. Pour mieux y revenir un an plus tard. Le 21 décembre 2010, alors que le régime vit ses derniers jours, Gérard Pélisson annonce à Tunis le retour d'Accor, qui a accepté de gérer un Ibis et un Novotel dans la capitale. Deux établissements qui appartiennent à Ismael Mabrouk, le frère d'un gendre de Ben Ali. « Ce n'est pas à nous de faire la justice. Les avoirs d'Ismael n'ont pas été gelés, au contraire de ceux de son frère», se justifie Accor. Peut-être. Mais les deux frères sont toujours associés...

Un appétit d'ogre

Ces dernières années, le clan a surtout profité de vastes opérations de privatisations et fait fortune dans des secteurs soumis à d'importantes autorisations, où leurs passe-droits écrasaient la concurrence. Dans les deux cas, les familles proches du palais se sont rapidement alliées à des groupes étrangers, notamment français. Dans l'industrie automobile d'abord,

1. Société tunisienne de banque (STB), Banque nationale agricole (BNA), Banque internationale arabe de Tunisie (BIAT).
2. «Bon Accor en Tunisie», Afrik.com, 24 avril 2001.

vraie martingale du clan. Chaque branche de la famille s'était attribué un concessionnaire étranger. En juillet 2010, celui de Peugeot en Tunisie, la Stafim, est vendu à Mehdi Ben Gaied, 22 ans seulement, fiancé de la plus jeune fille de Ben Ali. Pour une bouchée de pain, affirment plusieurs sources. «Nous n'avons ni provoqué ni cherché cette cession», explique Jean-Philippe Imparato, le directeur international. Mais Peugeot ne s'y est pas opposé. Il n'a même pas fait jouer son droit de préemption... «La Stafim existe depuis les années 1940, nous avons une certaine obligation vis-à-vis de nos clients. L'intérêt supérieur de la Stafim est de continuer son exploitation. » Peu importe le partenaire. Il s'en est aussi fallu de peu pour qu'Artes, concessionnaire tunisien de Renault, soit intégré dans l'orbite du clan. Sauf que son patron, Moncef Mzabi, avait quelques protections à Carthage : c'est un des plus importants financeurs des campagnes électorales de Ben Ali! C'est d'ailleurs par cet entregent qu'il avait obtenu la concession en 1997. L'ambassadeur Jacques Lanxade alors en poste à Tunis s'en souvient très bien: « Renault est venu me demander quelle était la position de la présidence tunisienne sur les deux ou trois personnes qu'ils avaient repérées pour reprendre la concession. J'ai demandé à Carthage. Rien n'était explicite mais j'ai compris que le nom que j'avais cité convenait... »

Bien plus tard, Lanxade s'est aussi mêlé des imbroglios du concurrent Citroën[1], qui a changé de main en 2006, pour être attribué à l'homme d'affaires Bassam Loukil, longtemps très proche du pouvoir. « Citroën ne voulait plus travailler avec son partenaire, à cause de créances non payées. Ils ne voulaient même plus donner de concessions. Je suis intervenue, et Lanxade a joué un rôle très important pour que

1. Citroën n'a pas répondu à notre demande d'entretien.

cette affaire n'aille pas à l'arbitrage», raconte l'avocate Samia Maktouf. L'amiral jure n'avoir rien touché en rémunération de ses services.

Le coup de sang de Daniel Bouton

Un dimanche de 2008, le P-DG de la Société Générale, Daniel Bouton, débarque à Tunis. Direction le palais de Carthage. Le banquier est venu taper du poing sur la table. «Monsieur le Président, si ça continue, nous allons partir... », dit en substance le patron français. En cause : l'attitude d'Alya Abdallah, présidente du conseil d'administration de l'Union internationale de banques (UIB), la première banque tunisienne à avoir été privatisée en 2002. La Société Générale a emporté le morceau. Mais pour complaire au Palais, Mme Abdallah, l'épouse du plus proche conseiller de Ben Ali, s'est vue nommer à la tête de l'établissement financier. Le poste devait n'être qu'honorifique, mais Alya Abdallah a vite exigé de prendre les manettes. Bouton demande sa tête. Il l'obtient. Le patron de la Société Générale avait, il est vrai, quelques moyens de pression : les comptes de l'UIB avaient été maquillés avant la privatisation pour rendre la mariée présentable. En 2006, le cabinet d'audit Deloitte a même refusé de les approuver...

La mésaventure de la «SG» n'a guère échaudé ses compatriotes. Elles ont su se pincer le nez pour continuer à faire des affaires. Natixis et la Société marseillaise de crédit ont investi au capital de la Biat, la banque des frères Mabrouk. Au conseil d'administration de la Banque de Tunisie, le CIC, principal actionnaire, n'a pas eu trop de mal à côtoyer Belhassen Trabelsi. Le frère de Leila Ben Ali a été placé là par... l'incontournable Mme Abdallah, bombardée à la tête de la Banque de Tunisie après son éviction de l'UIB. «La Banque

de Tunisie est devenue la banque des Trabelsi», témoigne un homme d'affaires. Les autres actionnaires sont forcés de vendre. Plusieurs administrateurs effarés ont été débarqués. Dont l'économiste Elyès Jouini : «J'ai refusé de suivre la nouvelle direction, et de signer des faux PV de conseil d'administration», témoigne-t-il.

Après la révolution, le Crédit Mutuel, maison mère du CIC, se refuse à tout commentaire. « On n'est pas du genre à accepter des comportements discutables, ce n'est pas l'éthique de la maison», ose un porte-parole. La Banque de Tunisie a pourtant accordé de très nombreux prêts aux entreprises du clan : plus de 130 millions d'euros recensés fin 2010 ! Le Crédit Mutuel a évidemment attendu la révolution pour remplacer en catastrophe Belhassen Trabelsi au tour de table. Quant à la BNP Paribas, elle a financé via sa filiale UBCI les activités de Bricorama, dont Imed Trabelsi avait pris le contrôle, et d'Ennakl, la société d'importation de voitures de Sakher El Materi. «Ennakl est un client historique», affirme-t-on au siège de la banque. À Tunis, le patron de l'UBCI, un ancien conseiller de Ben Ali dont la nomination avait été imposée à la BNP par la présidence de la République, a opportunément fait valoir ses droits à la retraite deux mois après la révolution.

La grande distribution : racket et passe-droits

Avec le boom de la consommation en Tunisie, la grande distribution était en plein essor. Les grandes enseignes françaises ont évidemment flairé l'aubaine, même s'il fallait, pour en profiter, s'associer avec des proches de Carthage. Carrefour a ainsi fait alliance au début des années 2000 avec Nabil Chaibi, homme d'affaires lié à Slim Chiboub, un gendre de Ben Ali.

Le géant français a ainsi pu profiter de nombreuses facilités, à commencer par l'obtention de l'immense terrain sur lequel est implanté l'hypermarché Carrefour dans la banlieue de Tunis. Un terrain obtenu grâce à des passe-droits administratifs et à vil prix.

Le groupe Casino, lui, s'est allié avec les Mabrouk. Cette vieille famille de la bourgeoisie tunisoise a tiré le gros lot en 1996, quand son aîné Marouane a épousé Cyrine, la fille de Ben Ali née d'un premier mariage. Les Mabrouk ont alors commencé à bâtir un empire de la distribution. En commençant par Monoprix, filiale de Casino et des Galeries Lafayette, dont la franchise en Tunisie était détenue depuis des lustres par un groupe familial. Pour s'offrir la célèbre marque de supermarchés, les Mabrouk ont actionné certains leviers étatiques pour pousser les propriétaires à vendre. «Une extorsion caractérisée », raconte un homme d'affaires très informé. Finalement, les propriétaires se résolvent à vendre en 1999. Les apparences de la légalité sont sauves[1].

Après ce coup d'essai réussi, les Mabrouk poursuivent leur association avec Casino. Ils ouvrent, en 2005, le plus gros centre commercial du pays, Tunis City, qui abrite notamment un hypermarché Géant de 12000 m². Il sera saccagé le 15 janvier. « Notre partenariat se poursuit avec le groupe Mabrouk », explique un porte-parole. Le centre commercial a rouvert le 15 juillet 2011.

L'enseigne de bricolage Bricorama a, elle aussi, pactisé avec le clan. Les pratiques de l'enseigne ont même conduit au dépôt d'une plainte en France par un homme d'affaires tunisien, Faouzi Mahbouli, devenu depuis une des figures de l'opposition, très actif sur le réseau social Facebook[2]. L'affaire,

1. Sollicité pour ce livre, Monoprix n'a pas donné suite.
2. Voir chapitre 8.

révélatrice des errements français, mérite d'être racontée. Bricorama s'implante en Tunisie en 2006. Évidemment pas seul, mais avec Faouzi Mahbouli et... Imed Trabelsi, le neveu chéri de Leila Ben Ali. «M. Trabelsi, à l'époque du partenariat, s'imposait comme un des seuls entrepreneurs crédibles et solides du pays», justifie Jean-Pierre Cornillaud, directeur de la franchise chez Bricorama[1]. La compromission est pourtant allée bien plus loin. Moins d'un an après la signature du contrat, Imed Trabelsi ordonne à Mahbouli de lui céder ses parts, à un prix dérisoire. Bricorama n'a pas bronché... En 2010, Mahbouli, réfugié en France, où il affirme avoir fait l'objet d'une tentative d'assassinat, porte plainte contre Imed Trabelsi et Bricorama pour « extorsion avec menaces et violences, et recel d'extorsion». Le parquet de Paris a classé l'affaire sans suite en décembre 2010, « comme souvent lorsqu'il s'agissait d'affaires liées à la Tunisie », explique son avocat Thibault de Montbrial. « Bricorama a fait preuve, pour le moins, de complaisance vis-à-vis d'Imed Trabelsi. Son comportement n'honore pas le capitalisme français », ajoute-t-il.

Slim Zarrouk et l'homme à la Rolex

Octobre 2010. Jacques Séguéla, le vice-président d'Havas, est à Tunis. Le célèbre publicitaire toujours bronzé, si fier de sa Rolex, est venu faire la promo de son groupe. Quelques mois avant, la filiale tunisienne d'Havas a été lancée en fanfare. Avec un seul client : Tunisie Télécom, le grand opérateur téléphonique.

L'associé tunisien n'est autre - encore une fois ! - qu'un

1. Cité dans «Les entreprises françaises, grandes amies de la famille Ben Ali», *Mediapart,* 24 mars 2011.

gendre de Ben Ali : Slim Zarrouk, l'époux de Ghazoua Ben Ali. Le couple détient Havas Tunisie à 51 %, Ghazoua figure en bonne place dans l'organigramme, Zarrouk est président du conseil d'administration[1]. Une affaire de famille. Sur Shems FM, radio privée qui appartient à Cyrine Ben Ali, la sœur de Ghazoua, Jacques Séguéla couvre son partenaire tunisien de louanges. « On a attendu d'avoir un vrai partenaire qui nous dirige, on réussit quand on associe un grand industriel du pays, ce qu'est Slim», dit Jacques Séguéla[2]. En réalité, le publicitaire le connaît à peine. De simples alliés de circonstance. «Le budget de Tunisie Télécom, le deuxième plus gros annonceur du pays, a été servi à Havas sur un plateau », explique un homme d'affaires. En s'implantant en Tunisie, Séguéla a une idée derrière la tête : il rêve de changer l'image de la Tunisie de Ben Ali. « La Tunisie ne sait pas se vendre », «Votre communication est ringarde», dit-il aux Tunisiens qu'il croise lors de son séjour à l'automne 2010. Au micro de la radio Shems FM, Séguéla martèle: «LaTunisie est mal aimée, mal comprise, mal connue. C'est un des pays du monde qui devrait servir de référence à tous les pays qui sont en train de progresser. [...] On ne sait que dire n'importe quoi et ne pas reconnaître ses mérites.» Lors de sa visite àTunis, Séguéla et l'équipe d'Havas Tunisie élaborent une note destinée aux dirigeants tunisiens. «Notre message était simple : la Tunisie est une marque et doit se dégager de son image très politique», nous révèle le publicitaire. Séguéla, rêvant sans doute de faire mieux qu'Image 7 qui achève alors son contrat, pense déjà à une campagne de communication pour changer l'image du pays. Zarrouk, avec qui il en discute lors de son séjour, est tout à fait d'accord. « On a fait une note, mais par bonheur ils n'ont pas eu besoin

1. Havas, rapport annuel 2010.
2. Shems FM, «Binatna», 5 octobre 2010.

de nous : on n'a pas eu de nouvelles parce que les événements sont arrivés», confirme Séguéla.

Après la révolution, les 51 % du couple Zarrouk ont été gelés par l'État. Selon Jacques Séguéla, Havas Tunisie a racheté leur part et se retrouve en posture idéale pour profiter d'un marché de la pub en plein essor.

Une affaire en Or(ange)

Ce 4 mai 2010, Didier Lombard a enfilé ses plus belles chaussettes orange. Pour le président de l'opérateur télécom français Orange, c'est jour de fête : son entreprise se lance en Tunisie. Sous un portrait de Ben Ali en tenue d'apparat, le patron français fanfaronne aux côtés de son partenaire tunisien, qui détient 51% d'Orange Tunisie. Évidemment, ce fameux partenaire est encore un gendre de Ben Ali : il s'agit à nouveau de Marouane Mabrouk. L'affaire Orange est un véritable concentré des compromissions françaises avec le régime tunisien. Pour s'implanter, le champion français de la téléphonie a cautionné un montage financier baroque, très avantageux pour le gendre de Ben Ali. Quant à l'appel d'offres, il était largement biaisé.

Retour en 2008. Le gouvernement tunisien lance un appel d'offres pour l'attribution d'une licence fixe, mobile, mais surtout 3 G, la toute première du pays. En apparence, le cahier des charges de soixante-dix pages, rédigé par la Banque d'Affaires de Tunisie (BAT), est tout ce qu'il y a de plus régulier. En apparence seulement. Car le deuxième actionnaire de la BAT est la Biat, une banque contrôlée par les frères Mabrouk. Marouane siège même au conseil d'administration ! Un conflit d'intérêts évident qui n'a guère ému Orange. «La composition du conseil d'administration de la banque conseil de

l'État tunisien n'est pas une information que nous détenions », explique-t-on ingénument au siège de l'opérateur français[1]. Elle est pourtant tout ce qu'il y a de public.

Mais ce n'est pas tout. L'appel d'offres semble taillé sur mesure pour le consortium formé par Orange et Investec, le holding de Mabrouk. Des clauses techniques excluent sans le dire les autres opérateurs, Tunisie Télécom et Tunisiana... Résultat? Plusieurs sociétés, dont un opérateur du Golfe et le leader des télécoms en Afrique, ont bien retiré un dossier, mais seuls deux consortiums ont fait une offre ferme : le tandem Orange-Mabrouk et leTurcTurksell... allié à l'incontournable Sakher El Materi, autre gendre de Ben Ali ! Selon nos informations, des émissaires du ministère des Télécommunications ont discrètement conseillé à certains opérateurs locaux de ne pas soumissionner. En juin 2009, Mabrouk et Orange emportent le morceau pour 130 millions d'euros.

Le Franco-Tunisien Hakim El Karoui, banquier d'affaires chez Rothschild et ami de Mabrouk, conçoit le montage financier. Talan, la société fondée par son ami Mehdi Houas, un autre binational qui deviendra ministre du Tourisme après la révolution, est chargé de l'assistance technique. Le schéma capitalistique imaginé par Karoui se révèle entaché de bizarreries, comme le révèle le site Owni.fr[2]. Au lieu de créer une société *ad hoc*, le groupe français injecte en effet 93 millions d'euros de cash dans Divona, la société télécom de Mabrouk. De son côté, Mabrouk souscrit à l'augmentation de capital pour 44 millions d'euros. Pour boucler l'opération, il manque encore plusieurs dizaines de millions d'euros. Qu'importe :

1. «Le gendre de Ben Ali, très cher partenaire d'Orange en Tunisie», *Mediapart*, 24 mars 2011.

2. «Ben Ali: les compromissions d'Orange en Tunisie», Owni.fr, 3 mars 2011.

via un jeu comptable, les sociétés télécom de Mabrouk vont être valorisées 52 millions d'euros, soit près de onze fois leur résultat d'exploitation, bien au-delà des multiples observés lors de précédentes opérations dans le secteur en Tunisie. Divona (devenue Orange Tunisie) n'avait quasiment pas de capitaux propres fin 2008. Après l'augmentation de capital, sa valeur a littéralement explosé, passant à 265 millions de dinars, soit 130 millions d'euros. Une très belle opération pour Mabrouk. De toute évidence, il s'agissait de récompenser un allié précieux qui a ouvert à Orange les portes du marché tunisien.

En mars 2011, les avoirs de Marouane Mabrouk ont été gelés. Orange Tunisie a été mis sous tutelle. Orange savait pourtant que le terrain était mouvant. Le DG, Stéphane Richard, ne s'était même pas rendu à Tunis pour le lancement : «Richard n'est pas fou : cette affaire s'est bâtie sur un tel panier de crabes qu'il a envoyé Lombard», soupire un cadre, à l'abri du «off».

Alstom, Airbus : la diplomatie des gros contrats

«Le meilleur des intermédiaires a été Nicolas Sarkozy»: la phrase claque dans l'air d'un bureau de la banlieue de Tunis, suivie d'un silence. L'homme, qui a passé l'essentiel de sa carrière à bâtir des contrats entre les deux pays, sourit et opine de la tête, sûr de son effet. «Le gros business était traité à l'Élysée», confirme un de ses concurrents, rencontré discrètement dans un restaurant de la capitale. Illustration avec la visite de Nicolas Sarkozy en 2008, où le chef de l'État est d'abord venu conclure de très gros contrats pour Airbus et Alstom, deux fleurons de l'industrie française.

Pour Airbus, la commande est d'importance. Ben Ali est prêt à acheter 16 appareils pour la compagnie nationale Tunisair. Le montant, au prix catalogue, avoisine les 2 milliards d'euros. Un joli succès pour Airbus qui, en contrepartie, a annoncé l'implantation d'une usine de pièces détachées en Tunisie[1]. Or, sous Ben Ali, il était impensable qu'un tel contrat puisse être signé sans que la famille du président s'en mêle. «Il est des pays où les gouvernements ont un rôle prépondérant dans les choix des contrats», dit pudiquement un cadre d'Airbus. Selon nos informations, l'avionneur a eu recours à un intermédiaire très proche du Palais, Sakher El Materi, un jeune loup de 30 ans à peine, et gendre du président... «Il a touché environ 70 millions d'euros après l'arrivée de Sarkozy pour le contrat Airbus. Le montant a été payé à la commande, versé à l'une de ses sociétés», affirme un initié. Chez Airbus, on dénonce officiellement des « allégations totalement infondées » : « On n'a aucun lien contractuel avec les gens que vous mentionnez», explique un porte-parole. Mais même l'ancien ambassadeur de France à Tunis, l'amiral Lanxade, confirme que les proches du président tunisien étaient «dans la boucle» des achats d'avions. Jusque dans les années 2000, dit-il, Airbus et sa maison mère EADS avaient eu recours aux services d'un autre gendre, Slim Chiboub, ensuite tombé en disgrâce. «Avant la visite de Ben Ali à Paris en 1997, j'avais dit au président tunisien qu'il était curieux que les grandes entreprises françaises soient écartées des gros contrats, révèle Jacques Lanxade. Ben Ali a fait réexaminer les contrats de Tunisair. C'est après cette discussion que plusieurs contrats ont été attribués à des groupes français : Alcatel dans la téléphonie et Airbus. » L'amiral ajoute: «Pour Airbus, c'est Slim Chiboub qui était l'intermédiaire.». Ces contacts au plus près de la présidence tunisienne

1. «EADS persiste et signe»,Webmanagercenter.com, 30 janvier 2009.

garantissaient à Airbus et EADS un sérieux avantage sur son principal concurrent, l'Américain Boeing. Plusieurs responsables du secteur aéronautique tunisien sourient : «Avant, la flotte deTunisair était majoritairement composée de Boeing. Depuis Slim Chiboub, petit à petit, c'est Airbus qui est devenu majoritaire... » A Tunis, la compagnie publiqueTunisair, dans l'œil du cyclone depuis la chute de Ben Ali, a dû s'expliquer sur les commissions empochées par la famille. Les mots du P-DG Nabil Chettaoui, longtemps complice du clan présidentiel, résonnent comme un aveu : «Avec une probabilité de 99,99 %, ces commissions existent[1].»

Quand Sarkozy atterrit à Tunis en 2008, Alstom fait aussi l'objet de toutes les attentions. Le chef de l'État connaît bien l'entreprise pour avoir participé à son sauvetage. C'était en 2004. Le futur président de la République n'était alors que ministre des Finances. Il avait dû convaincre Bruxelles de valider les aides publiques versées à ce monument de l'industrie française menacé de faillite. Il s'était démené pour qu'Alstom remporte de nouveaux marchés. Y compris en Tunisie...

En 2004, la société en charge des transports publics à Tunis, la Transtu, lance un gros appel d'offres pour le métro de la ville. Coût total : 100 millions d'euros. Alstom remporte la mise et coiffe sur le poteau son principal concurrent, l'Allemand Siemens. La partie s'est, pour l'essentiel, jouée à la régulière : les rames de tramway du Français convenaient mieux aux Tunisiens. Reste l'autre partie du contrat: une dizaine de millions d'euros pour réaliser des travaux d'extension d'une des lignes de métro de Tunis. Cette fois, c'est Siemens qui obtient un avis favorable. Avis transmis, conformément à la procédure, aux plus hautes autorités tunisiennes - pour un contrat de

1. «Tunisair: Nabil Chettaoui parle de la situation», *Le Temps*, 5 avril 2011.

cette ampleur, la présidence avait son mot à dire. Alstom et son partenaire local contestent certains points précis et font pression. Y compris au plus haut niveau. Résultat : laTranstu est priée de revoir sa copie. Et c'est finalement... Alstom qui remporte le morceau. Au passage, la Banque européenne d'investissement (BEI) qui avait garanti à Tunis d'assurer une partie du financement retire ses billes : «La décision ne tient pas uniquement compte des critères d'évaluation prévus au cahier des charges, explique alors l'institution. (Elle) n'est pas conforme aux dispositions prévues » dans le guide de bonnes pratiques de la BEI. Qu'à cela ne tienne, Nicolas Sarkozy est satisfait. Alstom et laTranstu signent le contrat en janvier 2005 en présence des deux Premiers ministres Ghannouchi et Raffarin[1]. « C'est vrai qu'on a fait beaucoup d'efforts pour Alstom. Et s'il y a eu la moindre faille juridique dans le contrat, on ne l'a pas laissée passer», confirme Jean-Pierre Raffarin.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Dans l'effervescence de la révolution, en janvier 2011, alors que les langues se déliaient, nous avons pu accéder à une série de documents inédits. Ils prouvent que la France a obtenu de Tunis qu'une nouvelle commande soit attribuée à Alstom sans compétition internationale. L'affaire a été scellée au plus haut niveau, lors d'un tête-à-tête avec Ben Ali a l'occasion de la visite de François Fillon en avril 2009. Le président tunisien en personne, seul habilité à autoriser une telle dérogation, va signer un décret, dispensant laTranstu de passer par un appel d'offres pour la fourniture de seize rames de métro supplémentaires. Sur le document, un tampon spécial a été apposé : «À ne pas publier», peut-on lire. Car, à l'époque, le gouvernement tunisien désapprouve. Mais « Fillon est allé à Carthage et a annoncé juste après un accord pour un marché de

1. Communiqué de presse d'Alstom, 31 mai 2005.

gré à gré, alors que les conditions n'étaient pas réunies. Toute la procédure est douteuse », décrypte un acteur tunisien de la négociation. En échange, Alstom offre un prix défiant toute concurrence (65 millions d'euros). La France propose même un crédit à taux très faible[1]. Selon deux hommes d'affaires tunisiens, deux intermédiaires ont touché dans la transaction une commission : le ministre des Transports tunisien, Abderrahim Zouari - poursuivi depuis pour corruption - et le gendre de Ben Ali, Sakher El Materi. Ce jour-là, les deux compères arrivent et repartent ensemble de la conférence de presse de François Fillon. Alstom a-t-elle accepté un système de commissions ? Malgré les soupçons qui pèsent en Tunisie, l'entreprise a obstinément refusé de répondre à nos questions[2].

« Dans un grand groupe comme le nôtre, il n'y a pas de commissions, pas d'intermédiaires. On préfère perdre les marchés que d'être entraîné dans un risque quelconque. Nous avons des règles éthiques[3]», affirme Pascal Drouhaud, l'ancien responsable des relations internationales de l'UMP recyclé chez Alstom. Le groupe a un représentant officiel en Tunisie, à la tête de la filiale locale d'Alstom : Hédi Béji. « C'est l'avant-centre d'Alstom. Le n° 10. Celui qui fait les passes.Toutes les grandes boîtes mondiales ou européennes ont de tels facilitateurs », explique un businessman.

Hédi Béji est, selon un de ses collègues, un «homme influent». Son frère est marié à l'intellectuelle tunisienne Hélé Béji, la sœur du cinéaste Tarek Ben Ammar, descendante de l'épouse de

1. Selon les documents officiels du ministère tunisien des Transports en notre possession.

2. Dans son dernier mail, le service de presse a haussé le ton: «Nous ne pouvons pas accepter la formulation de la dernière question (portant sur les éventuelles commissions) et nous serons très vigilants sur ce qui sera écrit », a prévenu Alstom.

3. Entretien réalisé à Paris le 2 septembre 2011.

Bourguiba. Hédi Béji est également l'oncle des frères Mabrouk. «Jusqu'à la fin des années 1990, il vendait du matériel électronique. Quand les Mabrouk ont pris leur envol, avec quelques années de décalage, il a été propulsé dans les affaires. Ils l'ont mis dans la téléphonie, comme représentant d'Ericsson. Puis sa fortune est devenue criante, avec une villa magnifique à Carthage d'une valeur de plusieurs millions de dinars», raconte un avocat tunisien. Hédi Béji a manifestement rendu suffisamment de services à la France pour être fait chevalier de l'ordre national du Mérite en novembre 2010, sur le quota du ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner[1].

Dans sa somptueuse maison avec piscine d'une banlieue chic de Tunis, un homme d'affaires philosophe un soir d'été : «Pourquoi les milieux économiques français ont-ils été si complaisants? La version soft, c'est que ce silence a été monnayé en contrats. La version hard, ce sont des valises. Du financement politique, grâce aux rétro-commissions sur certains gros contrats. Vous voulez mon avis? Je pense que c'est un cocktail des deux.» Notre homme n'a que des soupçons, pas de preuves à avancer. Le clair de lune l'inspire. «Quand on y réfléchit, le système était tout de même très bien cadenassé. Vous ajoutez à cela le trio infernal pour la propagande, Hosni Djemmali, Abdelwahab Abdallah et Image 7, et le tour est joué : vous anesthésiez le politique, vous anesthésiez la presse, et c'est fini. Ensuite, on découvre ce qui s'est passé, on dit qu'on ne savait pas, alors que tout ce beau monde passait son temps dans les quartiers chics de la douce banlieue de Tunis... »

Complaisance active, silence coupable. Un cocktail imparable.

1. Hédi Béji n'a pas souhaité répondre à nos questions.

10. France-Tunisie: quels nouveaux réseaux?

Aux frontières, parfois poreuses, entre milieux d'affaires et politique, la révolution tunisienne a mis en lumière de nouveaux visages, figures autoproclamées d'une bienheureuse transition démocratique. Alors qu'à Tunis, la chute de Ben Ali ne suffit pas aux manifestants toujours mobilisés, les réseaux franco-tunisiens sont en effervescence. Très vite, de jeunes Tunisiens et des binationaux, formés dans les grandes écoles européennes et américaines, lâchent du jour au lendemain leurs postes prestigieux dans de grandes entreprises internationales. Le 15 janvier 2011,Yassine Brahim interrompt un voyage d'affaires pour rentrer à Tunis. Diplômé de l'École centrale de Paris, ce Tunisien de 45 ans occupe un poste important chez Sungard, un des géants américains des services informatiques. « Ce jour-là, j'ai réuni chez moi des amis, le "network" des Tunisiens des grandes écoles, ceux de Centrale ou de Supélec», nous raconte-t-il quelques mois plus tard, dans son nouveau bureau de secrétaire général d'un parti de centre-droit, AfekTounes. «On était des spectateurs très frustrés, on n'a pas fait partie de ceux qui avaient combattu Ben Ali. On ne pouvait pas rester les bras croisés», dit Brahim, ancien champion de natation au sourire charmeur.

D'autres, à Paris ou à Londres, font le même raisonnement. Alors que le Premier ministre de Ben Ali depuis 1999,

Mohamed Ghannouchi, prend les rênes du gouvernement de transition, Élyès Jouini, brillant économiste et vice-président de l'université Paris-Dauphine, est vite pressenti pour être son directeur de cabinet. Les deux hommes se connaissent de longue date. Jouini a toujours gardé un pied en Tunisie: à la fin des années 1990, il a rédigé un rapport sur la libéralisation du marché des assurances. Il a été administrateur de plusieurs sociétés tunisiennes (dont la Banque de Tunisie) et membre, depuis 2010, du Comité d'experts pour la science et la technologie, un organisme officiel présidé par Ghannouchi. Parmi ces experts, figure aussi Sami Zaoui, diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris et associé du grand cabinet de conseil Ernst & Young. Ou encore Hakim El Karoui. Normalien, ce Franco-Tunisien est l'ancienne plume de Jean-Pierre Raffarin à Matignon. Il s'est reconverti dans le privé, à la banque Rothschild. À ce titre, il a supervisé plusieurs grandes opérations financières en Tunisie[1].

Tous, peu ou prou de la même génération, ont fréquenté les mêmes écoles et cultivé leurs réseaux au sein de l'Atuge, l'Association des Tunisiens des grandes écoles. «C'est un réseau d'anciens de 4 000 membres dont deux tiers vivent à l'étranger, la plupart en France. Cela nous permet de rester connectés et d'être utiles à la Tunisie», nous explique Sami Zaoui, ancien président de l'Atuge Tunisie. Sous Ben Ali, les membres de l'Atuge n'ont pas été des opposants. La plupart sont toutefois restés à l'écart du système, préférant l'exil et les multinationales à un capitalisme verrouillé par la mafia au pouvoir. Dans les tout premiers jours de l'après Ben Ali, Ghannouchi fait appel à eux. Jouini sert de courroie de transmission. Yassine

1. Auteur de *L'Avenir d'une exception* (Paris, Flammarion, 2006) et de *Réinventer l'Occident. Essai sur une crise économique et culturelle* (Paris, Flammarion, 2010).

Brahim rameute les Tunisois. Débarqué à Tunis le 19 janvier, Hakim El Karoui est chargé de mettre sur pied une cellule de communication, dans un pays où la parole d'État ressemblait jusqu'ici aux logorrhées insipides des pires années de l'URSS[1]. « Ghannouchi n'avait presque pas de collaborateurs, car tout était centralisé à Carthage, explique alors le communicant. C'était un bordel sans nom. Il n'y avait personne. Il fallait un gouvernement présentable, pour éviter le chaos. » En urgence, l'équipe élabore une stratégie de communication. «Nous devions expliquer que le gouvernement était là pour assurer la transition, ce qui n'avait pas été fait depuis cinq jours. » À ses côtés, on retrouve un autre Franco-Tunisien, Cyril Grislain-Karray. Ancien directeur associé chez McKinsey, il vient juste de démissionner de la célèbre société de conseil. Mais aussi Zied Miled, ancien gendre du patron de Carrefour Tunisie, ou la Française Claudine Pons, fondatrice de l'agence de communication Les Rois mages (dont l'écrivain Erik Orsenna est actionnaire). «Ces gens venus de différents horizons sont venus préparer la communication de crise, et le premier interview télé du Premier ministre Ghannouchi» le 21 janvier, raconte Khaled Abdeljaoued, président de l'Atuge Tunisie. La prestation fera alors beaucoup parler : Ghannouchi, d'ordinaire si terne, affirme avoir souffert du régime - «Je vivais comme tous les Tunisiens, je souffrais et j'avais peur». Il verse même deux petites larmes.

Quelques jours plus tard, Ghannouchi forme un nouveau gouvernement, expurgé des figures les plus contestées du RCD. Il intègre les « technocrates » de l'Atuge à des postes clefs. Élyès Jouini devient super-ministre des Réformes économiques et sociales, Yassine Brahim ministre des Transports,

1. Nous avons révélé cette information dans *Mediapart*. «L'ex-plume de Raffarin conseille le Premier ministre tunisien», 2 février 2011.

Sami Zaoui secrétaire d'État aux Nouvelles Technologies. Jelloul Ayed (diplômé de plusieurs universités américaines) et Saïd Aïdi (ancien de Polytechnique) deviennent respectivement ministre des Finances et ministre de l'Emploi. Un ami de Karoui, Mehdi Houas, fondateur de la société de services informatiques Talan, s'empare du portefeuille du Commerce et du Tourisme. «Notre mission est temporaire, le temps que les partis s'organisent pour prendre la relève. On est là pour gérer les affaires courantes », nous explique à l'époque Élyès Jouini. Avant d'ajouter: «On n'a pas la volonté de remplacer les anciens réseaux de pouvoir par de nouveaux réseaux de pouvoir. »

Seul Hakim El Karoui rentre à Paris. Il voulait que son rôle reste « discret»[1]. Mais dans l'effervescence révolutionnaire, les langues se délient vite. Quelques jours seulement après nos révélations sur le rôle joué par le Franco-Tunisien auprès du gouvernement de transition, nous publions deux notes qui ont provoqué une vive polémique à Tunis[2]. Signées Hakim El Karoui, elles sont, cette fois, destinées «à Son Excellence le président Ben Ali» et prouvent que le jeune banquier a conseillé le dictateur dans les jours précédant sa fuite, alors même que les manifestations sont réprimées dans le sang. La première note, datée du 12 janvier, propose un «scénario de sortie de crise». Karoui suggère un profond remaniement du gouvernement avec, notamment, «un coup de jeune et de dynamisme en nommant des quadras issus de la société civile et du monde économique». Karoui propose aussi d'envoyer «un message de compassion aux familles des victimes».

1. Hakim El Karoui a accepté de nous répondre à deux reprises début février 2011 dans le cadre de nos articles pour *Mediapart.* Après leur parution, il a refusé tout entretien avec nous, y compris pour ce livre.

2. «L'ex-plume de Raffarin a conseillé Ben Ali jusqu'au bout », *Mediapart,* 8 février 2011.

«Même s'il y a de la manipulation, même s'il y a des terroristes infiltrés[1], vous êtes le **Père de la nation** [en gras dans le texte] et le Père de la nation doit être aux côtés de ses fils quand ils souffrent», écrit l'ancien conseiller de Raffarin. La deuxième note, écrite le 14 janvier au matin, est télégraphique, comme rédigée dans l'urgence. Karoui propose de «changer la mise en scène du journal de 20 heures», d'organiser une «conférence de presse en fin de journée», de «changer la loi sur les associations» ou encore de remplacer Abdelaziz Ben Dhia, le conseiller de Ben Ali. Il faut aussi, écrit le banquier, «inonder les médias étrangers d'interviews» et «qu'Image 7 fasse son travail ». Trop tard: la note restera lettre morte[2]. Quelques heures plus tard, ce 14 janvier 2011, Ben Ali fuit en Arabie Saoudite.

« C'est facile d'être lucide rétrospectivement, se justifie alors Hakim El Karoui. Personne ne pensait que le changement serait aussi rapide. À ce moment-là, j'étais à la fois dans l'angoisse du chaos et de la violence. Mais aussi dans l'espoir que les. choses changent enfin. Je me suis dit, peut-être naïvement, qu'il y avait un très grand danger pour le pays. Mais je ne laisserai personne dire que j'ai soutenu Ben Ali. Si c'est un soutien, alors c'est un soutien au pays.» Il insiste : «Je n'ai jamais travaillé avec Ben Ali, je ne l'ai jamais rencontré et n'ai pas été son conseiller.» Ses notes s'affichent à la une du premier quotidien francophone du pays, *La Presse.* Karoui ne sera pas ministre. A Paris, une pétition est lancée pour exiger sa démission de la présidence de l'Institut des cultures d'islam, un établissement culturel de la Ville de Paris. Delanoë le soutient

1. Karoui reprend là deux «éléments de langage» d'un discours précédemment tenu par Ben Ali qui avait dénoncé «les voyous cagoulés» à l'origine, selon lui, des manifestations.

2. Il affirme alors aussi avoir écrit une troisième note consacrée aux réformes sociales, qui n'a jamais été dévoilée.

jusqu'au bout, mais la polémique est trop vive : Karoui démissionne le 12 mars 2011. Beaucoup de ses amis affichent leur compassion, mais marquent leurs distances. Certains glissent, l'air de rien : «Même chez Rothschild, sa position est délicate. » Comment cet homme de réseaux, fondateur avec l'ancienne garde des Sceaux Rachida Dati du Club du xxi siècle, un cénacle très parisien de promotion de la diversité dans l'entreprise, et président du forum des «Young Mediterranean Leaders », un club de jeunes dirigeants du pourtour méditerranéen, s'est-il retrouvé dans cette galère? Comment cet essayiste, proche du démographe Emmanuel Todd, soutien de Ségolène Royal en 2007, a-t-il manqué à ce point de lucidité?

Difficile d'y répondre à sa place. Alors qu'il a passé l'essentiel de sa vie dans l'Hexagone, il dispose aussi de nombreuses entrées en Tunisie. Un de ses oncles, figure du RCD, Hamed Karoui, fut notamment dix ans Premier ministre de Ben Ali entre 1989 et 1999. «Hakim était dans l'establishment tunisien. De par sa famille, il coopérait avec le régime. Il était au conseil d'administration de sociétés. Il était à la fois pour le changement et en lien avec le système en place», analyse le socialiste Jean-Pierre Sueur, président du groupe d'amitié France-Tunisie au Sénat, qui connaît bien (et apprécie) le personnage.

En Tunisie, le gouvernement de transition mis en place en janvier 2011 ne parvient pas à éteindre la contestation: les manifestants veulent la tête de Ghannouchi et critiquent de plus en plus vertement la gestion des «technocrates», tantôt soupçonnés de vouloir remplacer les anciennes élites, de donner une orientation très libérale à la politique économique, voire d'être le bras de la contre-révolution ou les nouveaux agents du «parti de la France». Les «Atugéens», peu rompus aux arcanes du jeu politique, multiplient les maladresses. Ainsi, Mehdi Houas, sitôt arrivé au ministère du Tourisme, confie

sa première campagne de promotion de la destination Tunisie - «I loveTunisia» - à une agence française, Bygmalion, jugée proche de l'UMP[1]. Son P-DG, Bastien Millot, chroniqueur à Europe 1 et ancien de France Télévisions, a longtemps été l'assistant de Jean-François Copé, l'actuel président de l'UMP. «C'est le Club du xxie siècle (cofondé par Karoui) qui nous a mis en contact. C'est vrai que certains présentent Bygmalion comme une "boîte proche de l'UMP", j'ai travaillé dix ans comme collaborateur de Jean-François Copé et il m'arrive encore de le conseiller à titre amical, mais le ministre du Tourisme ne m'a jamais dit qui m'avait recommandé », justifie Millot[2].

Quelques semaines plus tard, le 27 février 2011, le gouvernement Ghannouchi tombe. La plupart des «technos» démissionnent avec le Premier ministre, dont Jouini qui rempilera toutefois quelques semaines plus tard comme émissaire du gouvernement tunisien pour le G8 de juin 2011. A la fois désireux d'appartenir à la nouvelle Tunisie et de se rapprocher du pouvoir, plusieurs restent actifs sur la scène politique, notamment via le petit parti libéral AfekTounes. Difficile de prédire quelle sera leur place dans les années à venir. Les Atugéens, souvent binationaux, suscitent admiration, et rejet, parfois teinté de xénophobie. Car, derrière eux, plane l'ombre de Marouane Mabrouk, marié à une des filles Ben Ali.

C'est à la demande de Mabrouk que Karoui a rédigé les fameuses notes qui lui ont tant causé de tort. Les deux hommes sont amis et partenaires en affaires : le banquier de Rothschild a bâti le montage financier à l'origine de la création d'Orange Tunisie, dont le couple Mabrouk est actionnaire à 51%. Karoui

1. Une information révélée par la plate-forme de blogs Nawaat. « Opération "I loveTunisia": Mehdi Houas confie la promotion du tourisme tunisien à l'UMP?», Ilyes Masmoudi et Ali Gargouri, 18 février 2011.

2. «Des pubs qui tuent pour la Tunisie», *Télérama,* 16 mai 2011.

est même administrateur d'Orange Tunisie[1]. Dans les derniers jours du régime, c'est lui, Marouane Mabrouk, le plus présentable des gendres de Ben Ali, qui est à la manœuvre à Carthage. Mari d'une fille issue du premier mariage, Cyrine, il tente de sauver ce qui peut encore l'être. À Carthage, Cyrine et ses deux sœurs, Ghazoua et Dorsaf, ne quittent pas leur père d'une semelle. Avec Mabrouk et son beau-frère Slim Zarrouk, elles tentent de soustraire le président à l'influence des Trabelsi. Mabrouk, jeune ambitieux de 38 ans, issu de la grande bourgeoisie, croit qu'il peut tout changer. Il se voit déjà en nouvel homme fort de Carthage. Il active ses réseaux de part et d'autre de la Méditerranée.

Marouane est, de fait, un des héritiers d'une grande famille industrielle tunisienne, très liée à la France depuis la colonisation. Son père, Ali Mabrouk, était une figure respectée des affaires, connue notamment pour ses usines de biscuits et de chocolats. Mais l'alliance de Mabrouk avec le clan Ben Ali va donner un impressionnant coup de fouet à l'entreprise familiale. Après le mariage de Marouane en 1996 avec Cyrine Ben Ali, le groupe devient un empire, souvent appuyé par des capitaux français : il prend pied dans la banque (la Biat, où Natixis a aussi investi), la distribution (Monoprix, Géant/Casino), l'automobile (Le Moteur) ou encore la téléphonie (Orange)[2].

Le soir du 13 janvier, Mabrouk supervise le dernier discours de Ben Ali. Le va-tout du président, prononcé à la télévision en dialecte tunisien, et non plus en arabe classique. Tout, dans le style, les accents gaullistes ou le choix des mots, se veut en rupture. «Je vous ai compris. Je vous ai tous compris : le chômeur, le nécessiteux, le politicien et tous

1. Voir aussi chapitre 9.
2. Voir chapitre 9.

ceux qui revendiquent plus de libertés. Je vous ai compris, je vous ai bien compris tous», dit Ben Ali, visiblement paniqué. En Tunisie, la rumeur court que le patron d'Havas, Jacques Séguéla, était l'auteur de ce discours. «Je n'ai jamais été le conseiller de Ben Ali que je n'ai jamais vu de ma vie, je démens fermement, c'est une saloperie», affirme le publicitaire. En réalité, selon nos informations, c'est Marouane Mabrouk qui fait travailler à distance plusieurs de ses amis. Le discours est écrit en français avant d'être traduit en arabe.

Visiteur régulier et confident de Ben Ali, l'homme d'affaires français Pierre Besnainou refait le film des événements de janvier, depuis son bureau de l'avenue Montaigne à Paris. Il n'a toujours pas digéré la révolution. « Si seulement la famille Trabelsi avait été arrêtée le vendredi matin, les Mabrouk, avec d'autres, auraient fait en sorte de rapprocher la France de la Tunisie. Les Mabrouk et les Zarrouk auraient joué un rôle majeur. Moi, je me serais immédiatement engagé à leurs côtés... » « Dans l'hypothèse d'une succession de Ben Ali, tout le monde se demandait quel cheval jouer, et Mabrouk apparaissait pour des raisons culturelles, économiques et politiques comme le moins mauvais, le plus moderne, le plus pro-Français», analyse Samy Ghorbal, ancien journaliste de *Jeune Afrique*, qui a, lui aussi, conseillé un temps le gouvernement de transition. À Paris, un tel scénario n'aurait guère déplu à une grande partie de la classe politique : Mabrouk est français, lui et ses frères passent leur vie à Paris, et bien des dirigeants hexagonaux se souviennent de son oncle, Hédi Mabrouk, emblématique ambassadeur de Tunisie en France sous Bourguiba. «Pendant ces vingt-quatre heures, le plan en France était de parier sur les Mabrouk», affirme une source diplomatique au Quai d'Orsay.

Sauf que rien ne s'est passé ainsi. Le régime de Ben Ali s'est effondré en quelques heures. La France a saisi d'un coup

l'ampleur de son aveuglement. Le soir même, le 14 janvier, Mabrouk se faisait éconduire de l'ambassade de France à Tunis alors qu'il demandait refuge[1]. Depuis, il tente d'échapper au naufrage de l'ancienne famille présidentielle et cherche à tout prix à se démarquer du régime. Avec la complicité de l'agence de communication parisienne Vae Solis[2], il expose même sa vie intime, clame haut et fort qu'il désirait divorcer de sa femme. Mabrouk et ses relais répètent à l'envi qu'il n'a jamais appartenu au clanTrabelsi, celui de la seconde épouse de Ben Ali. Un argument repris jusqu'à Paris: «Mon client a épousé une fille du premier mariage», nous dit son avocat Jean-René Farthouat. Sans compter, d'après ses soutiens, que sa fortune était faite bien avant ce mariage aujourd'hui si encombrant. «Dans les années 1960, la famille comptait déjà parmi les plus riches de Tunisie et les trois fils ont fait de brillantes études», explique Élyès Jouini, qui les connaît bien. Mais, ajoute-t-il, «le mariage donne forcément des accès particuliers. Ils ont respecté les règles du jeu mais ils ont forcément bénéficié d'un soutien. » Leur cousin Ghazi Mabrouk, lobbyiste euro-méditerranéen, ne dit pas autre chose : «Ils ont tiré des avantages, sous forme de passe-droits, de facilités pour des autorisations ou des terrains. Mais les opérations sont béton. » Une thèse que contestent plusieurs sources dans les milieux d'affaires tunisiens, qui rappellent plusieurs gros contentieux commerciaux lorsque les Mabrouk ont tenté, parfois par la force, de s'emparer d'entreprises convoitées[3].

Depuis la révolution, Marouane Mabrouk a été entendu par la justice à de multiples reprises, il est visé par de nombreuses

1. Voir chapitre 4.
2. Nous n'avons reçu aucune réponse à notre demande d'entretien avec le groupe Mabrouk.
3. Voir chapitre 9.

plaintes. Mais il bénéficie d'une certaine impunité. Si ses biens sont gelés, ceux de ses frères Ismaël et Mohamed Ali, qui gèrent le groupe familial, ne le sont pas. Il circule librement dans les rues de Tunis et s'active en coulisses. La justice française lui a rendu son jet privé, bloqué au Bourget au lendemain du 14 janvier[1]. La France officielle, elle, ne sait toujours pas sur quel pied danser. Elle a pris deux longues semaines avant de féliciter les musulmans-conservateurs d'Ennahda pour leur large victoire à l'élection de l'Assemblée constituante du 23 octobre 2011. Comme paralysée par sa doctrine et sa rhétorique anti-islamiste. Au risque de se couper définitivement d'un pays qui a ouvert la voie, le 14 janvier 2011, à un bouleversement profond des équilibres du monde.

1. Voir chapitre 8.

Conclusion

Et si tout changeait pour que rien ne change ? C'est à tout le moins la crainte exprimée par de nombreux Tunisiens. Crainte palpable lorsqu'ils plaisantent sur les usines de vestes réversibles tournant à plein depuis le 14 janvier. Ou redoutent, plus sérieusement, de voir «confisquer» la révolution par les hommes de l'ancien régime miraculeusement réhabilités ou par une nouvelle bourgeoisie éloignée des préoccupations sociales et toujours intimement liée à la France.

Impossible de prédire l'avenir. Dimanche 23 octobre 2011, des millions de Tunisiens se sont rendus aux urnes, souvent pour la première fois, souvent avec une grande émotion, pour élire une Assemblée constituante. Malgré les embûches, les inquiétudes et le chômage qui ravage toujours des pans entiers de la société, l'espoir est vivant. Reste une blessure que cette première année post-révolution n'a pas soignée, ni même apaisée. Une blessure venue de France, de cette France officielle qui a soutenu Ben Ali jusqu'au bout, mais aussi d'une grande partie de ses élites qui ont théorisé que les Arabes n'étaient guère mûrs pour la démocratie, justifiant tout au nom de la lutte contre l'islamisme. Ces élites qui n'ont vu de laTunisie que l'image de carte postale de plages de sable fin et d'un soleil radieux, sans comprendre que le mirage était une prison à ciel ouvert. Les Tunisiens ne pardonnent pas. Ils ont chassé le dictateur et quand ils ont mesuré le soutien de la France, ils se sont sentis

trahis. Combien d'entre eux nous ont exprimé leur tristesse? «La France restait pour nous le pays des droits de l'homme, mais là... » « Comment peut-on nous avoir laissé ainsi et se dire ami de la Tunisie?» Ces phrases, nous les avons entendues des dizaines de fois. Dans un français parfait, de la bouche même de ceux qui ont vécu en France, y ont fait une partie de leurs études, y ont un peu de leur famille. De ceux qui citent Hugo et Voltaire, ou qui ont la double nationalité. Combien de fois nous ont-ils dit : «La France et la Tunisie, c'est comme une histoire d'amour qui finit mal. » Mais l'heure est peut-être enfin venue d'un affranchissement de l'ancienne puissance coloniale, de la libération d'une humiliation continue envers ces peuples arabes qui ont brutalement réveillé les consciences occidentales. D'une nouvelle indépendance.

Liste des entretiens

Khaled Abdeljaoued, président de l'Atuge Tunisie, 29 janvier 2011.

Alexandre Adler, journaliste et essayiste, 20 août 2011.

Pouria Amirshahi, secrétaire national aux droits de l'homme du Parti socialiste, 5 juillet 2011.

Yves Aubin de La Messuzière, ambassadeur de France en Tunisie (2002-2005), 27 avril 2011 et 5 septembre 2011.

Jean-Yves Autexier, conseiller de Jean-Pierre Chevènement, 6 juin 2011.

Christophe Ayad, journaliste au *Monde,* 14 octobre 2011.

Pierre-Christophe Baguet, député-maire de Boulogne-Billancourt (UMP), 2 août 2011.

François Bécet, ancien journaliste à *L'Alsace,* 23 septembre 2011.

Bernard Beignier, doyen de la faculté de droit de l'université Toulouse-Capitole, 30 septembre 2011.

Souhayr Belhassen, présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), 30 juin 2011.

Syhem Belkhodja, chorégraphe, 19 octobre 2011.

Mounir Beltaifa, témoin à charge dans le procès de Moncef Ben Ali, 4 juin 2011.

Sami Ben Abdallah, opposant tunisien, 19 juin 2011.

Soumaya Ben Abderrahmene, avocate, 21 juillet 2011.

Sana Ben Achour, présidente de l'Association des femmes démocrates, 21 juillet 2011

Marwane Ben Yahmed, directeur exécutif de *Jeune Afrique, 29* septembre 2011.

Ismail BenYedder et Anis Montasser, fondateurs deYalil Prod, 19 juillet 2011.

Ahmed Bennour, ancien secrétaire d'État tunisien à l'intérieur exilé en France, 16 mai 2011 et 14 juillet 2011.

Pierre Besnainou, président de la Fondation du judaïsme français, 5 septembre 2011.

Sophie Bessis, historienne, vice-présidente de la FIDH, 19 juillet 2011.

Michael Bismuth, avocat, 21 octobre 2011.

Gérard Bodinier, conseiller de Michel Vauzelle, 18 octobre 2011.

Yassine Brahim, directeur exécutif d'AfekTounes (parti libéral tunisien), 20 juillet 2011.

Philippe Briand, député UMP d'Indre-et-Loire, 1er septembre 2011.

Christophe Boltanski, journaliste au *Nouvel Observateur,* 11 octobre 2011.

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, 22 juin 2011.

Hamou Bouakkaz, adjoint au maire de Paris, 8 juin 2011.

William Bourdon, avocat et président de Sherpa, 13 juin 2011.

Yann Caillère, directeur général du groupe Accor, 19 août 2011.

Monique Cerisier-ben Guiga, ancienne sénatrice des Français de l'étranger (PS), 1er avril 2011.

Khemaïs Chemmari, ambassadeur de Tunisie à l'Unesco, 14 octobre 2011.

Hervé de Charette, ancien ministre des Affaires étrangères, président de la Chambre de commerce franco-arabe, 7 septembre 2011.

Alain Chenal, Fondation Jean-Jaurès, 1er et 25 juin 2011.

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, 27 octobre 2011.

Khadija Cherif, ancienne présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), 21 juillet 2011.

Gérard Collomb, maire de Lyon (PS), 27 septembre 2011.

Daniel Contenay, ambassadeur de France en Tunisie (1999-2002), 14 juin et 21 septembre 2011.

Slim Dali, ancien étudiant àToulouse-Capitole, fondateur de *La Voix des Tunisiens,* 23 juillet 2011.

Leyla Dakhli, historienne, 17 juillet 2011.

Jean-Daniel Dechezelles, avocat, 20 août 2011.

André Decocq, professeur émérite à l'université Paris Panthéon-Assas, 26 septembre 2011.

Bertrand Delanoë, maire de Paris, 6 juillet 2011.

Serge Degallaix, ambassadeur de France enTunisie (2005-2009), 7 juin 2011.

Jean-Jacques Descamps, ancien député UMP, 9 août 2011.

Marie-Hélène Descamps, cofondatrice d'Image 7,15 juin 2011.

Hosni Djemmali, P-DG du groupe hôtelier Sangho, 5 juillet 2011.

Pascal Drouhaud, ancien responsable des relations extérieures du RPR et de l'UMP, 1er septembre 2011.

Pierre Esplugas, maître de conférences de droit public à l'université Capitole-Toulouse 1,30 septembre 2011.

Marie-Christine Etelin, avocate à Toulouse, 12 juillet 2011.

Georges Fenech, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), 23 juin 2011.

Hélène Flautre, députée européenne Europe Écologie-Les Verts, 3 juin 2011.

Caroline Fourest, journaliste, essayiste, 1er juillet 2011.

Ali Gargouri, militant tunisien, 9 juin 2011.

Jellel Gasteli, photographe, 21 juillet 2011.

Vincent Geisser, chargé de recherche au CNRS, 11 mai 2011.

Samy Ghorbal, journaliste, 12 avril 2011.

Chafik Ghorbel, professeur de psychologie à l'université de Tunis, 19 août 2011.

Henri Guaino, conseiller de Nicolas Sarkozy, 29 septembre 2011.

Jean-Louis Guigou, délégué général de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed), 11 juillet 2011.

Bernard Guillet, conseiller diplomatique de Charles Pasqua entre 1993 et 1995,24 octobre 2011.

Jean-François Kahn, journaliste, cofondateur de *Marianne,* 17 août 2011.

Hakim El Karoui, banquier, 8 février 2011.

Mezri Haddad, ancien ambassadeur de la Tunisie à l'Unesco, 26 juin et 4 août 2011.

Béatrice Hibou, directrice de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri-CNRS), 11 avril 2011.

Mohamed Jegham, ancien ministre, ancien directeur de cabinet de Ben Ali, 21 juillet 2011.

Élyès Jouini, économiste, vice-président de l'université Paris-Dauphine, 14 juin 2011.

Edmond Jouve, professeur de sciences politiques à l'université René-Descartes, 26 et 27 septembre 2011.

Gabriel Kabla, médecin à Montreuil, 8 septembre 2011.

Jean-François Kahn, fondateur de *Marianne*, 17 août 2011.

Salah Karker, fondateur du parti islamiste Ennahdha en résidence surveillée, Samira et Jaafar Karker, 31 août et 6 septembre 2011.

Ridha Kefi, journaliste, fondateur de Kapitalis.com, février 2011.

Charles Josselin, ancien ministre de la Coopération, 12 juillet 2011.

Jacques Lanxade, ambassadeur de France en Tunisie (1995-1999), 14 juin et 18 octobre 2011.

Daniel Lebègue, président de la section française de Transparency International, 8 juin 2011.

Valérie Lecasble, ancienne journaliste, vice-présidente deTBWA Corporate, 3 juillet 2011.

Pierre Lellouche, secrétaire d'État au commerce extérieur, 7 septembre 2011.

Ibrahim Letaief, réalisateur, 21 juillet 2011.

Ghazi Mabrouk, lobbyiste, 20 juillet 2011.

Roger Madec, maire du XIX arrondissement de Paris, 5 octobre 2011.

Faouzi Mahbouli, homme d'affaires, 16 juillet 2011.

Samia Maktouf, avocate, 5 août 2011.

Christian Malard, journaliste, 4 octobre 2011.

Ahmed Manaï, opposant tunisien, 29 septembre 2011.

Abdelwahab Meddeb, écrivain, 8 juillet 2011.

Ezzeddine Mhedhbi, avocat, mars 2011.

Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture, 12 août 2011.

Serge Moati, journaliste et producteur, 5 septembre 2011.

Claude Nataf, président de l'Association d'histoire des juifs de Tunisie, 8 août 2011.

Majed Nehmé, rédacteur en chef *d'Afrique Asies,* 7 octobre 2011.

Ahmed Ouerghemi, Tunisien assigné à résidence en France, 15 septembre 2011.

Étienne Pinte, député desYvelines (UMP), ancien président du groupe d'amitié France Tunisie à l'Assemblée nationale, 31 mars 2011.

Christian Poncelet, président du Sénat de 1998 à 2008, 6 avril 2011.

Jean-Pierre RafFarin, ancien Premier ministre, 15 septembre 2011.

Olivier Ranson, dessinateur. *Le Parisien*,12 octobre 2011.

Jean-Jacques Rouch, ancien journaliste à *La Dépêche du Midi,* 12 juillet 2011.

Henry Roussillon, ancien doyen de l'universitéToulouse-Capitole, 30 septembre 2011.

Pape Sali, avocat à Paris, 20 septembre 2011.

Jalil Sayah, professeur de droit à l'université de Grenoble, 23 juillet 2011.

Mansour Sayah, opposant tunisien, 18 mai 2011 et 23 juillet 2011.

Michel Schifres, ancien journaliste au *Figaro,* 15 octobre 2011.

Mondher Sfar, opposant tunisien, 2 juin et 12 août 2011.

Antoine Sfeir, directeur des *Cahiers de l'Orient,* 17 août 2011.

Aicha Skandrani, photographe, 7 juin 2011.

Bruno Sire, président de l'université Toulouse-Capitole, 30 septembre 2011.

Habib Slim, juriste tunisien, 21 septembre 2011.

Jean-Pierre Sueur, président du groupe d'amitié France Tunisie au Sénat, 6 avril 2011.

Maurice Szafran, P-DG de *Marianne,* 19 octobre 2011.

MokhtarTrifi, secrétaire général de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, 21 juillet 2011.

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin, 30 mai 2011.

Christian de Villeneuve, journaliste, 7 octobre 2011

Carole Volker, dirigeante de société, 1er juillet 2011.

Sami Zaoui, ancien ministre, AfekTounes, 19 juillet 2011

Youssef Zarrouk, homme d'affaires, 29 septembre 2011.

Karim Zine el Abidine, ancien adjoint au maire du XIe arrondissement de Paris, 15 juin 2011.

Et plusieurs dizaines d'entretiens «off the record».

Annexe - Le clan Ben Ali

Zine el Abidine Ben Ali
(né en 1936)

- 1e épouse Naïma El Kefi
  - Ghazoua Ben Ali (née en 1963)
    épouse de Slim Zarrouk
    (né en 1960)
  - Dorsaf Ben Ali (née en 1965)
    épouse de Slim Chiboub
    (né en 1959)
  - Cyrine Ben Ali (née en 1971)
    épouse de Marouane
    Mabrouk (né en 1972)
- 2e épouse Leïla Trabelsi
  (née en 1956)
  - Nesrine Ben Ali (née en 1987)
    épouse de Mohamed Sakher
    El Materi (né en 1981)
  - Halima Ben Ali (née en 1992),
    un temps fiancée à Mehdi
    Ben Gaied (né en 1988)
  - Mohamed Ben Ali (né en 2005)

Son frère: BelhassenTrabelsi (né en 1962)
Son frère: Moncef Trabelsi (né en 1944)
Son neveu: ImedTrabelsi (né en 1974)

(Source : liste des personnalités dont les avoirs ont été gelés par l'Union européenne, 5 février 2011, schéma simplifié.)

Remerciements

Nos remerciements vont d'abord à tous les Tunisiens qui ont accepté de nous parler, parfois en prenant des risques, et qui ne pourront être cités, par souci de leur anonymat. Ils souhaitaient tous témoigner d'une réalité qu'ils ont longtemps dû taire, et rêvaient d'une relation rénovée avec un pays, la France, qui les a souvent blessés. D'autres encore nous ont soutenus, aidés, encouragés. Ils ont notre profonde gratitude. Nous pensons notamment à Jellel, Sophie, Walid et sa famille, Moncef, Mohamed, Essia et toute la famille, mais aussi à Adel, Nizar, Sami, Ali, Mondher, Mourad, Faouzi, Slah...

Immense merci à Anne-Sophie Lechevallier Wassim El Galli et Lucas Armati pour leurs vigilantes relectures. À Fabrice Arfi, Karl Laske, Michel Deléan, Laurent Mauduit, Franck Renaud, Nicolas, pour leur aide précieuse. À Gaël,Thomas et Léo. À Marie. À nos familles.

Merci à Edwy Plenel, François Bonnet et toute l'équipe de *Mediapart* pour leur soutien et leurs encouragements.

Table

Introduction 9

1. «Mea culpa» 11
«On a raté la révolution» 12
Les contorsions du Quai d'Orsay 20
Le «problème Boillon» 23

2. Une si longue amitié 29
«Il pleuvait àTabarka...» 29
L'Élysée pris de court 34
Sarkozy ou l'art de la complaisance 37
« Ben Ali au début, ça soulage » 41
L'ami Chirac 45

3. La doctrine 49
Le «rempart» 49
Un pays «stable» 52
Le «miracle» économique 55
Ben Ali s'érige en protecteur des juifs 60

4. Chronique de la Maison de France 63
« Qu'il est beau, mon palais » 63
« Ben Ali peut reprendre la main » 69
Serge Degallaix, sa femme et Leila Ben Ali 70
L'amiral Lanxade, diplomate mondain 73
Des hommes d'affaires hors pair 76
«Papy Zarrouk» et les ambassadeurs 79

5. Des soutiens politiques tous azimuts 83
Ben Ali et ses « amis français » 85
Les groupes d'amitié, bras armés du statu quo 89

La droite : entre aveuglement et soutien 92
Éric Besson, tunisien par alliance 98
Les ambiguïtés socialistes 101
Delanoë, un «Tunisien» à Paris 107
L'esthète complice : Frédéric Mitterrand 112

6. Quand Ben AU régale 123
Des réseaux d'influence actionnés depuis Tunis 123
Le Residence, le palace des Français 125
«Avec moi, personne ne paie.» 127
Les seconds couteaux : Eric Raoult et les 2B3 130
L'instrumentalisation du pèlerinage de la Ghriba 133
Image 7 «fait passer» la Tunisie dans les médias français.... 137
Hosni Djemmali, le M. Tunisie à Paris 141

7. Ces «intellectuels» apôtres de Ben Ali 149
Antoine Sfeir, chouchou des médias français... et du régime 149
Alexandre Adler au secours de Ben Dhia 153
Abdelwahab Meddeb, l'homme qui n'a rien dit 155
***Thinks tanks* et économistes : le triomphe de la doxa** 157
Ben Ali, la presse française et les éditocrates 161
***Jeune Afrique* ou l'art du louvoiement** 168
Feuilles de chou et seconds couteaux 171
L'Université française aux abonnés absents 178

S. L'Hexagone, un terrain de jeu pour Ben Ali 185
Comment Ben Ali a tissé sa toile en France 185
Botzaris, « succursale du RCD » 186
La France, nid d'espions 191
Que fait la police ? 195
Les islamistes, ennemis publics numéro un 198
L'affaire Mahbouli 202
Drôle de justice française 204
Les avoirs du clan: l'heure des comptes 208
Les pur-sang de Slim Chiboub... 213
Les pérégrinations du jet privé de Marouane Mabrouk.... 214

9. Les affaires sont les affaires 217
Un «paradis fiscal» et social 217
Accor, le pionnier 220
Un appétit d'ogre.... 222
Le coup de sang de Daniel Bouton 224
La grande distribution : racket et passe-droits 225

Slim Zarrouk et l'homme à la Rolex 227
Une affaire en Or(ange) 229
Alstom, Airbus : la diplomatie des gros contrats 231

10. France-Tunisie s quels nouveaux réseaux? 237

Conclusion 249

Liste des entretiens 251
Annexe - le clan Ben Ali 257
Remerciements 259

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : IMPRIMERIE CPI FIRMIN -DIDOT AU MESNIL-SUR-L'ESTRÉE (EURE)
DÉPÔT LÉGAL: JANVIER **2012.** N° **105946 (108621)**
IMPRIMÉ EN FRANCE

Le 14 janvier 2011, Ben Ali fuit la Tunisie, qu'il a gouvernée d'une main de fer pendant vingt-trois ans. Le pays vient de faire sa révolution, premier acte du printemps arabe, saluée par le monde entier. La France officielle, elle, reste pétrifiée et défend jusqu'au bout le dictateur.

Comment expliquer que jusqu'à la fin, et au plus haut sommet de l'État, la France ait affiché son plus total soutien à Ben Ali et à son clan ? Telle est la question à laquelle répond ce livre édifiant: à droite comme à gauche, on ne compte plus les responsables politiques et diplomates qui ont tissé des liens étroits avec la dictature de Carthage, les entreprises françaises qui ont prospéré grâce à leurs liens avec la mafia de Tunis. Quant aux médias et aux intellectuels jusqu'au monde de la culture, ils sont nombreux ceux qui se sont fait les apôtres du régime de Ben Ali. Il faut dire que certains hôtels-de luxe de Tunis sont particulièrement accueillants...

Corruption et affairisme, réseaux politiques, liens d'amitié: depuis la révolution, ceux qui, en Tunisie, vivaient dans la peur acceptent aujourd'hui de parler, et le voile trop longtemps jeté sur les complicités de l'ancienne puissance coloniale se lève peu à peu. Ce livre révèle que la France s'est compromise au-delà de ce qu'on pouvait imaginer.

Lénaïg **Bredoux** et Mathieu **Magnaudeix** sont journalistes à Mediapart.

9 782021 059465

www.seuil.com

Couverture : photo © Christopher Furlong/Getty Images

ISBN 978.2.02.105946.5
Imprimé en France 01.2012

17,50 €